



Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16802 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MARDI 2 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Crise financière : la contagion
■ Emploi : 12 pages d'annonces classées



Forum de Davos : les Etats-Unis font la leçon à l'Europe et au Japon

QUE LES Européens et les Japonais ouvrent leurs marchés et tirent ainsi la croissance mondiale : tel est le message qu'a délivré au Forum de Davos le vice-président américain Al Gore. « La vigueur de ces moteurs est essentielle pour éviter que la crise financière de 1998 ne se transforme en crise commerciale en 1999 », a-t-il expliqué. Sinon, a-t-il ajouté, son gouvernement ne pourra pas contenir la poussée protectionniste du Congrès qui s'inquiète de l'énorme déficit commercial des Etats-Unis. Al Gore, accompagné d'une forte délégation de ministres, a vanté les mérites de la « méthode » américaine : huitième année de croissance consécutive (3,9 % en 1998), inflation au plus bas et excédent budgétaire.

Lire page 2 et notre éditorial page 13

Enseignants : le malaise Allègre

● Instituteurs, professeurs, chercheurs : le ministre de l'éducation affronte des mécontentements contradictoires ● Certains lui reprochent ses projets de réformes, d'autres la lenteur des changements, tous contestent ses méthodes ● Lionel Jospin affiche son soutien à son ministre

APRÈS avoir surpris par sa méthode, le ministre de l'éducation nationale suscite des mécontentements divers face aux multiples réformes qu'il a engagées. Parmi les enseignants, les « anti-Allègre » se recrutent tant chez les opposants aux changements annoncés que parmi ceux qui inquiète la lenteur des réformes. Ces professeurs de classes préparatoires des lycées parisiens prestigieux se mêlent ainsi à leurs collègues de banlieue. L'opposition au projet de « lycée light » prêté au ministre, caractérisé par des programmes et des horaires allégés, se double d'une contestation visant la liste des moyens matériels, des dotations horaires et le classement des établissements dans les « zones d'éducation prioritaires ».

Les manifestations organisées ce week-end à Paris et en province, en faveur ou contre les réformes, ont été relativement peu suivies mais ont confirmé la focalisation de la contestation sur la personnalité et



les projets du ministre. Le mécontentement a aussi gagné les chefs d'établissement qui se sont retrouvés, samedi 30 janvier à Paris, pour exprimer leur « exaspération ». Dans ce contexte, le maintien par Claude Allègre d'une récente note sur le soutien aux élèves en difficulté, dans les lycées, contribue à raidir les clivages. Ce texte satisfait le SNES, mais provoque la colère de la FEN, du SGEN-CFDT et de la FCPE. Les chercheurs opposés à la réforme du CNRS sont entrés à leur tour dans la rébellion, en demandant l'organisation d'un débat national. Cette grogne multiforme a trouvé avec l'internet son mode d'expression favori, qui permet de diffuser pétitions et manifestes en court-circuitant les états-majors syndicaux. Mais le premier ministre a tenu à afficher, lors du séminaire du gouvernement, samedi 30 janvier, son soutien à son ministre.

Lire page 8

La fièvre des fusions

■ La Société générale et Paribas s'unissent pour former le quatrième groupe bancaire du monde

■ SG-Paribas dépasse le Crédit agricole et convoite le Crédit lyonnais

■ AXA achète le sixième assureur britannique

Lire pages 16 et 17

Le maréchal Rommel est-il un modèle pour l'armée allemande ?

BONN

Grand soldat ou dignitaire nazi ? Le maréchal Erwin Rommel, le « Renard du désert », défait par Montgomery à El-Alamein mais héros de la campagne de France en 1940, est-il digne d'être un exemple pour les soldats allemands ? C'est le débat qui anime l'Allemagne depuis qu'a été relancée la polémique sur l'opportunité de débaptiser les casernes allemandes portant les noms de généraux nazis ou d'officiers au passé douteux.

« Je ne pense pas que Rommel appartienne à l'honneur de la tradition de la Bundeswehr », a jugé Angelika Beer, députée Vert responsable des affaires de défense. Au contraire, Paul Breuer, député chrétien-démocrate (CDU), ne voit pas pourquoi le nom de Rommel poserait problème, puisqu'il a perdu la vie en résistant, contraint au suicide par Hitler pour avoir eu des contacts avec les conjurés qui tentèrent vainement d'assassiner le Führer le 20 juillet 1944, trois semaines après le débâcle victorieux des Alliés en Normandie. Cet avis est partagé par des députés chrétiens sociaux (CSU) de Bavière, Christian Schmitt et Kurt Rossmanith, qui ont mis en garde

contre « un nettoyage historique idéologique » et le risque de « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Au milieu des années 90, le ministre de la défense, Volker Rühe, avait débaptisé, malgré l'opposition de la CSU, les casernes bavaroises Dietl et Kübler, deux dignitaires nazis. Aujourd'hui, l'Allemagne compte une escadron et un destroyer Mölders, en hommage à l'as de la Luftwaffe tué en 1941, « estimé de ses adversaires », indique-t-on au ministère de la défense, mais qui bombarde Guernica. Il existe aussi un destroyer Lütfens, du nom de l'amiral qui, quelques jours avant la défaite, adressait encore à Hitler un télégramme assurant que ses hommes se battraient « jusqu'au bout ».

« Je vous le jure. Dans deux ans, il n'y en aura plus », a promis Michael Naumann, responsable de la culture à la chancellerie. Ces propos ont pris de court le ministre de la défense Rudolf Scharping. M. Scharping ne veut pas proposer lui-même la liste des casernes à débaptiser. Il attend que les soldats ou les communes concernées prennent l'initiative. Les noms mal venus devront être remplacés par ceux de réformateurs de l'armée prus-

sienne après les guerres napoléoniennes, de militaires antinazis, comme le comte Stauffenberg, auteur de l'attentat du 20 juillet 1944.

Le ministère de la défense a déjà cité quatre personnages indésirables, qui n'ont pas participé à la seconde guerre mondiale. Il s'agit notamment du général Lettow-Vorbeck, chassé de la Reichswehr pour avoir participé à une tentative de putsch monarchiste à Berlin en 1920, et du maréchal Hindenburg, commandant suprême des armées pendant la première guerre mondiale. Le maréchal, devenu président de la République, appela Hitler à la chancellerie en 1933.

Le ministère estime que le cas Rommel ne pose pas de problème. En Allemagne, les conjurés du 20 juillet 1944 sont traités en héros de la résistance. Le ministère n'a pas non plus évoqué les cas Lütfens et Mölders. Pour y penser, il suffisait d'aller sur le port de Kiel admirer, vendredi 29 janvier, les trois destroyers de la marine allemande, baptisés Rommel, Mölders et Lütfens bien après la guerre, en 1969. Sans que cela choque personne.

Arnaud Leparmentier



Van Gogh : le vrai et le faux

L'exposition au Grand Palais à Paris de copies d'œuvres de Van Gogh tente de lever les doutes sur l'authenticité de certaines toiles.

p. 28

Papon : ne pas se taire

Accusé de « complicité en diffamation » envers M. Papon pour avoir écrit dans Le Monde qu'« en octobre 1961 il y eut à Paris un massacre perpétré par des forces de police agissant sous le contrôle de Maurice Papon », Jean-Luc Einaudi ne veut pas se taire.

p. 14

Monica Lewinsky témoigne

Premier témoin de l'accusation dans le procès Clinton devant le Sénat : Monica Lewinsky. Les républicains attendent d'elle de nouvelles révélations.

p. 3

Chine : l'oxygène du secteur privé

La Constitution devrait être modifiée en mars. Le secteur privé deviendra « composante importante » de l'économie socialiste de marché.

p. 34

Europe portuaire

Boulogne, Calais et Dunkerque ont compris l'intérêt de travailler ensemble pour constituer un pôle portuaire européen.

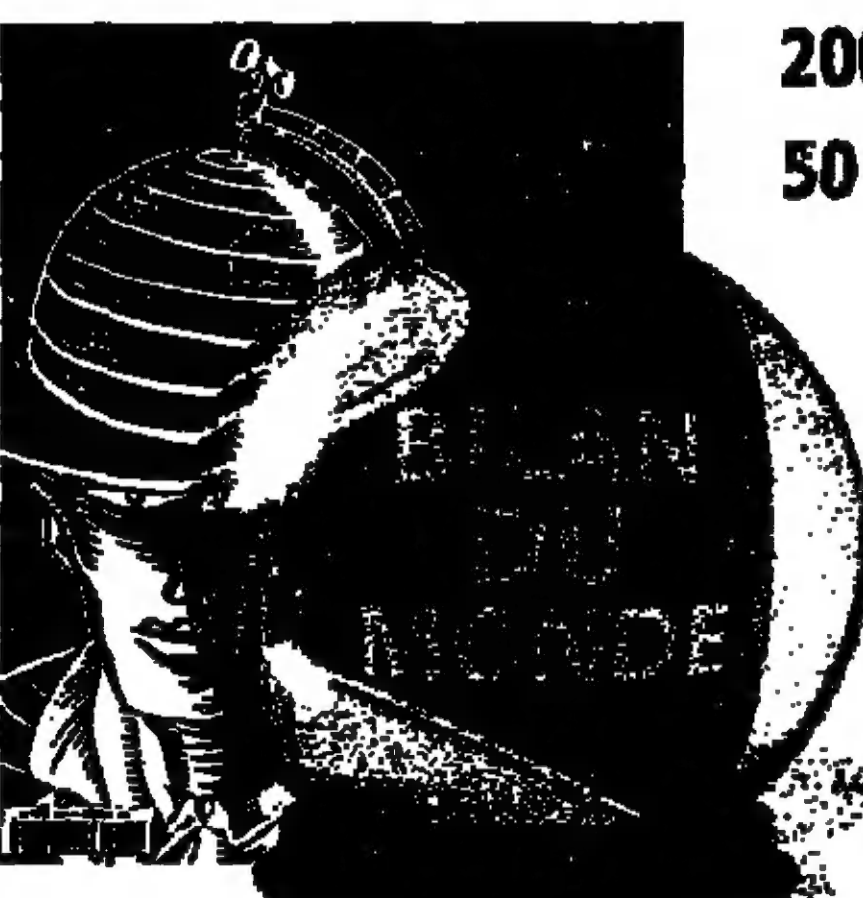
p. 11

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 25 F ; Canada, 25 C\$; Danemark, 16 D ; Espagne, 25 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 Dirhams ; Norvège, 10 Kroner ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Escudos ; République tchèque, 200 Kč ; Espagne, 160 Ptas ; Suède, 10 Kronor ; Suisse, 2 F ; Tunisie, 12 Dirhams ; USA, 1 \$; USA (extérieur), 50 C\$.

M 0147 - 202 - 7,50 F



Tout y est dit, à vous de voir !



200 PAGES
50 F - 7,62 €

▲ 174 pays analysés par les journalistes et correspondants du Monde

▲ A l'approche des élections européennes, un cahier spécial sur l'Europe et l'Europe

▲ Les nouvelles données de la politique économique et sociale française

▲ Le panorama des 26 régions françaises

▲ Les mutations de l'économie française et mondiale

▲ Un palmarès, par secteur, des plus grandes entreprises en France et dans le monde

▲ Un véritable tour du monde économique et social

Le Monde

La CGT change... pour de bon

AVEC la CGT, il faut se méfier. On a si souvent annoncé qu'elle allait changer - et le pronostic a si souvent été démenti par les faits - qu'on en vient légitimement à être prudent. Le secrétaire général sortant, Louis Vianet, et celui qui va lui succéder, Bernard Thibault, ont beau répéter à l'envi que la confédération va faire peau neuve, qu'elle va abandonner le « syndicalisme de protestation » pour défendre un « syndicalisme de concertation », on peine à les croire.

Rien que de très logique : cette histoire-là en rappelle tellement d'autres ! C'est, en tous points, celle de Georges Séguy, qui avait voulu faire franchir, en d'autres temps, quelques pas timides à la CGT, pour qu'elle prenne un peu ses distances avec la Place du Colonel-Fabien, et qui avait été prestement remplacé par Henri Krasucki. En tout cas, les apparences sont celles-là : à la veille d'un congrès, la CGT nous joue toujours la même partition, celle du changement. Et, ne passant jamais vraiment à l'acte, restant presque éternellement la même, malgré l'effondrement du mur de Berlin, mais avec, d'année en année, de moins en moins de militants, la CGT se marginalise progressivement. Pour-

tant, non. Pour une fois, il semble bien que le rituel du congrès qui vient de s'ouvrir ne soit pas exactement le même. Quelque chose bouge dans la CGT. La centrale est, visiblement, à la veille d'un immense changement. Mais quel changement ? M. Vianet, qui s'en va, et M. Thibault, qui arrive, ont-ils, eux-mêmes, une réponse à la question ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, on peut en douter.

Et c'est tout l'intérêt de ce congrès strasbourgeois : on sent bien que son enjeu va au-delà du seul débat syndical : que les contours nouveaux du paysage social français en dépendent largement ; que la politique économique et sociale conduite par le gouvernement de Lionel Jospin sera fortement affectée. Mais on sent aussi que les acteurs de ce changement n'ont pas une claire conscience de l'endroit où ils veulent aller. Futur patron de la CGT, M. Thibault est à lui seul le symbole de ce déchirement.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 13, nos informations page 6 et le portrait de Bernard Thibault page 12

L'Autriche en piste



HERMANN MAIER

LES CHAMPIONNATS du monde de ski alpin ont commencé, lundi 1^{er} février à Vail (Etats-Unis), par le super-G dames. Ils devraient offrir aux Autrichiens et aux Norvégiens, en point de départ de la saison, une nouvelle occasion d'en découdre. Hermann Maier, grand favori de la compétition, retrouvera Lasse Kjus, dès mardi, sur la piste de Beaver Creek.

Lire pages 22 à 24

International	7	Immobilier/annonces	25
France	5	Météorologie	27
Société	8	Jeux	27
Régions	11	Culture	28
Horizons	12	Guide culturel	30
Entreprises	16	Carnet	31
Communication	18	Kiosque	32
Tableau de bord	19	Abonnements	32
Aujourd'hui	22	Radio-Télévision	33

EN

La guerre en partie qui

La cher conc inté acci à sa Figi mai 105 d'u che 800

U hyi ho pr lul pa 19

fé Ce C du u v a s

DAVOS La forte représentation des Etats-Unis au Forum de Davos s'est appuyée sur les bons résultats de l'économie américaine pour demander aux autres pays d'ouvrir

leurs marchés. « Nous ne pouvons être les importateurs en dernier ressort », a déclaré le vice-président Al Gore ; aux autres pays industrialisés de prendre leur part pour soutenir la

croissance. ● LE FORT DÉFICIT commercial américain va donner de la force aux partisans d'un recours au protectionnisme aux Etats-Unis. ● LE JAPON, qui a accumulé un ex-

cédent de 120 milliards de dollars (105 milliards d'euros) en 1998, est le premier pays visé par les exigences américaines (lire notre éditorial page 13). ● LA SUCCESSION du

directeur général, l'italien Renato Ruggiero, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est ouverte. Son mandat de quatre ans arrive à échéance le 30 avril.

Washington s'inquiète d'une résurgence du protectionnisme mondial

Que l'Europe et le Japon ouvrent leurs marchés et prennent le relais des Etats-Unis pour tirer la croissance mondiale : sinon, le gouvernement américain ne pourra pas résister aux sirènes protectionnistes du Congrès. Tel est le message qu'a délivré le vice-président Al Gore à Davos

DAVOS

De nos envoyés spéciaux
« Nos efforts pour améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale dépendent de la croissance des principaux moteurs de cette économie. Et la vigueur de ces moteurs est essentielle pour éviter que la crise financière de 1998 ne se transforme en crise commerciale en 1999. L'Amérique ne peut pas être l'importateur de dernier ressort ». En deux phrases, le vice-président américain Al Gore a résumé le message que les Etats-Unis ont transmis à Davos (Suisse) pour le 29^e Forum économique mondial. Celui-ci tient en deux points : Un, les Etats-Unis ont fait le ménage chez eux en éliminant les déficits et en ouvrant leur marché, se plaçant ainsi dans un cercle vertueux (taux d'intérêts faibles, investissement soutenu, création d'emplois...).

Deux, aux autres pays industrialisés de prendre leur part pour soutenir la croissance. Et notamment le Japon. « En 1993, les nations ont exigé des Etats-Unis de réduire leur déficit fiscal. Nous l'avons fait. De la même façon que le monde s'est tourné vers l'Amérique pour qu'elle joue un plus grand rôle dans l'économie globale, aujourd'hui le monde attend du Japon qu'il réalise les changements correspondant à sa responsabilité de deuxième économie mondiale ». Le corollaire est à peine voilé : « Si vous ne faites pas le nécessaire, nous ne savons pas si nous pourrions contenir le courant protec-

tionniste sous-jacent aux Etats-Unis ». Pour délivrer cette prophétie américaine, Al Gore est arrivé dans la station suisse revêtu de son costume de quasi-candidat à l'investiture démocrate pour les prochaines élections présidentielles, et accompagné des artisans du « miracle économique américain », c'est-à-dire les principaux ministres du gouvernement Clinton : le secrétaire d'Etat au Trésor Robert Rubin et son adjoint Larry Summers, le secrétaire chargé de l'économie, du commerce et de l'agriculture Stuart Eizenstadt, William Daley et Charlene Barshefsky, respectivement secrétaire et secrétaire adjoint au commerce, enfin Bill Richardson, secrétaire à l'énergie. Tous venus vanter les mérites de la « méthode » américaine, à grand renfort de chiffres éloquentes : une croissance de 5,6 % au quatrième trimestre et un excédent budgétaire estimé à 107 milliards de dollars (94 milliards d'euros) cette année.

UNE INCONNUE MAJEURE

Quitte se faire plus discrets sur une inconnue majeure (jusqu'où pourra gonfler la bulle spéculative de Wall Street sans que son éventuel éclatement plonge à nouveau l'économie mondiale dans la tourmente ?), et les deux éléments de fragilité de l'économie américaine (un déficit de 300 milliards de dollars (263 milliards d'euros) prévu pour cette année accompagné d'un autre déficit, commercial cette fois, de 350 milliards de dollars (307 mil-



liards d'euros). C'est certainement ce point - le déséquilibre des échanges - qui explique la vaste offensive commerciale lancée par les Etats-Unis en direction à la fois de l'Asie et de l'Europe et dont l'instigateur avait été le président Bill Clinton lors de son récent discours sur l'état de l'Union. Son vice-président a choisi la tribune internationale de Davos pour venir faire mettre les points sur les « i » au sujet d'une question qui va prendre tout son sens au cours des prochains mois : en décembre prochain doit en effet démarrer à Seattle (Etats-Unis) le prochain « Round du

millénaire » qui doit définir les règles devant régir le commerce au début du deuxième millénaire. L'idée d'un nouveau cycle de négociations voulu par les Etats-Unis, a reçu l'appui du Japon, du Canada et du Chili auxquels s'est joint la voix du Commissaire européen au commerce, Sir Leon Brittan, mais fait encore l'objet de nombreuses discussions.

Chaque membre de la délégation américaine s'est attaché à alterner explications de texte et mises en garde à l'encontre des partenaires commerciaux de Washington. Les tensions se sont multipliées ces der-

niers temps à propos des importations de bananes ou de bœuf aux hormones (avec l'Union européenne) ou de l'acier (avec le Japon, le Brésil et la Russie), en attendant les contentieux sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). L'un des points de crispation les plus importants (c'est presque devenu un rituel) porte sur l'agriculture. Washington exige des européens qu'ils suppriment les subventions à l'exportation au monde agricole, une pratique qui, selon Al Gore, représente 1500 dollars (1315 euros) par famille européenne.

RAPPEL À L'ORDRE

L'offensive américaine a deux raisons, externe et interne. La première est la conséquence directe de la crise financière qui perdure depuis dix-huit mois : les marchés domestiques se sont effondrés dans bon nombre de pays asiatiques et latino-américains et les Etats-Unis ne voient pas comment ils pourraient relancer leurs exportations alors que 40 % de la planète est en récession ou presque. La deuxième est la dégradation du climat politique qui paralyse l'activité de la Maison Blanche, et le protectionnisme larvé qui prévaut au Congrès.

L'administration Clinton joue sur ces deux registres : « Les Etats-Unis peuvent supporter un déficit commercial important sur le plan économique mais pas sur le plan politique », a prédit le secrétaire au commerce William Daley. Le défi

est de maintenir le consensus sur les bénéfices du commerce. « Nous devons résister aux sirènes du protectionnisme et de l'isolationnisme », a exhorté Al Gore qui a fermement - et ironiquement - invité le Japon à prendre ses responsabilités : « Tout en prenant acte des progrès accomplis par le Japon jusqu'à présent, nous, et le reste du monde, nous nous adressons de manière respectueuse et répétée à notre ami et partenaire : "S'il vous plaît, nous avons besoin de votre aide pour régler cette crise économique globale" ».

Un rappel à l'ordre qui n'a pas été du goût des dirigeants japonais présents à Davos. « L'Amérique est un grand pays, le premier au monde : elle devrait utiliser de façon plus judicieuse les mots qu'elle emploie », a notamment déclaré un responsable nippon. Cette série de passes d'armes sur le commerce a dominé les premiers jours du Forum de Davos. Elle a pratiquement occulté ce qu'aurait dû être son programme : la responsabilité collective face à la première crise mondiale de la globalisation.

Faute de recettes miracles, l'inquiétude prévaut à Davos. Personne ne s'est pourtant laissé aller à des jugements préemptifs y compris à l'encontre du FMI, sauf le premier ministre malais, Mahathir Mohamad, qui a dénoncé une fois de plus la conspiration économique menée par les occidentaux, dont les juifs, dont son pays serait victime.

Serge Marti et Babette Stern

Les Japonais semblent moins enclins que par le passé à courber l'échine devant les Etats-Unis

TOKYO

De notre correspondant
Dans la nouvelle controverse sur le déficit commercial américain, les Japonais se savent les premiers visés par les menaces de Washington de remettre en vigueur l'article « Super 301 » du Trade Act. Et ils contre-attaquent au nom des principes du libre-échange condamnant la pratique de sanctions unilatérales. Le Japon souhaite voir les Etats-Unis se conformer aux règles internationales et éviter de donner un caractère politique à des dossiers spécifiques, déclare-t-on en substance au ministère des Affaires étrangères.

En 1998, l'excédent commercial japonais a augmenté de 40 %, pour atteindre

120 milliards de dollars (105 milliards d'euros) en raison, essentiellement, d'un recul des importations de 10 % dû à la récession (les exportations n'ont crû que de 0,6 %). Dans le cas des échanges avec les Etats-Unis, l'excédent a augmenté de 33,4 % : si les importations ont diminué de 4,1 %, les exportations, en revanche, ont crû de 9,2 %. C'est en particulier le cas des exportations d'acier (+166 % en volume) et des automobiles (+3,6 % en volume et +17,7 % en valeur). La mention de la question de l'acier japonais par le président Clinton dans son message sur l'état de l'Union est interprétée à Tokyo comme le signe que Washington entend reprendre ses pressions sur des dossiers sectoriels spécifiques

(produits agricoles, assurances) et ne plus se contenter d'exigences « macroéconomiques » sur la relance de l'économie japonaise (dépenses publiques et assainissement du système financier) - au demeurant en partie satisfaites par le gouvernement Obuchi, bien qu'on en attende les résultats.

En ce qui concerne l'acier, les Japonais font valoir que l'augmentation de leurs exportations n'a fait que répondre à une demande américaine accrue et une insuffisance de l'offre de la part des producteurs locaux et que, de toute façon, elles ont un faible impact sur leur excédent commercial global vis-à-vis des Etats-Unis. En décembre, les exportations japonaises d'acier

ont commencé à diminuer en raison de l'appréciation du yen face au dollar, mais elles devraient demeurer importantes.

Les Japonais s'attachent à une montée des frictions commerciales avec les Etats-Unis, qui ne manquent assurément pas d'arguments pour les rendre responsables, ainsi que le reste de l'Asie en crise, de l'aggravation de leur déficit. Tout en cherchant à éviter de provoquer des réactions antipathiques outre-Pacifique, ils semblent moins enclins que par le passé à courber l'échine devant une Amérique brandissant la menace de sanctions pour obtenir l'ouverture de marchés.

Dans un récent entretien à l'Asahi Shimbun, le ministre du commerce internatio-

nal et de l'industrie (MITI), Kaoru Yosano, a fait preuve d'une vigueur inhabituelle en déclarant : « Les économies émergentes ont commencé à prendre conscience qu'une libéralisation agressive du commerce et des investissements a favorisé les crises financières asiatiques. Une nouvelle préoccupation est le risque de voir les Etats-Unis et l'Europe recourir au protectionnisme pour faire face au ralentissement de leurs économies. Nous devons impérativement mettre en pratique des règles sur le commerce et la finance internationale afin d'éviter d'être en butte aux mesures unilatérales des pays les plus puissants. »

Philippe Pons

« L'économie américaine est la merveille du monde »

Le produit intérieur brut a augmenté de 3,9 % en 1998

WASHINGTON

De notre correspondant
Alors que le reste du monde s'interroge sur la crise économique, la croissance américaine est insolente, battant les uns après les autres ses records historiques. Selon les chiffres publiés vendredi 29 janvier, le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a augmenté de 3,6 % au cours du dernier trimestre de 1998, soit une moyenne annuelle de 3,9 %, contre 3,8 % en 1997. En même temps, l'inflation a atteint des taux inconnus depuis les années 50 - moins de 1 % - tandis que le chômage baissait à 4,3 %. « L'économie américaine est la merveille du monde. Pendant que, dans le reste du monde, la croissance se traîne, elle ne cesse de se renforcer aux Etats-Unis », s'est félicité l'économiste en chef de Merrill Lynch, Bruce Steinberg. Le secrétaire américain au commerce, William Daley, a indiqué, dimanche à Davos, qu'il tablait sur une nouvelle progression du PIB de 2,5 à 2,7 % en 1999.

Ces indices ne pouvaient tomber à un meilleur moment pour Bill Clinton, qui fait face à une procédure en destitution devant le Sénat (lire page 3). Deux semaines après son discours sur l'état de l'Union, dans lequel il avait fait de

la croissance le thème central de son discours, le PIB américain a augmenté de 3,9 %, contre 3,8 % en 1997. En même temps, l'inflation a atteint des taux inconnus depuis les années 50 - moins de 1 % - tandis que le chômage baissait à 4,3 %. « L'économie américaine est la merveille du monde. Pendant que, dans le reste du monde, la croissance se traîne, elle ne cesse de se renforcer aux Etats-Unis », s'est félicité l'économiste en chef de Merrill Lynch, Bruce Steinberg. Le secrétaire américain au commerce, William Daley, a indiqué, dimanche à Davos, qu'il tablait sur une nouvelle progression du PIB de 2,5 à 2,7 % en 1999.

FACTEURS POSITIFS

Même les experts ont été surpris par ce nouveau rebond, comme par le faible taux d'inflation, alors que l'environnement international est assombri par la crise brésilienne, qui s'ajoute à celle venue d'Asie. Une combinaison inattendue de plusieurs facteurs positifs semble expliquer ces bons résultats : les taux exceptionnellement bas d'inflation et de chômage nourrissent une flambée de la consommation des ménages et poussent l'investissement des entreprises. Cela faisait près de quinze ans que les achats de produits de consommation n'avaient pas augmenté ainsi de 5,2 %. C'est le secteur des biens durables qui en a le plus profité : les ventes de voitures ont augmenté de 21 % en un an, et l'on a enregistré 17 millions d'immatriculations. Quant à la construction de logements, elle a

sur le marché de l'emploi crée des problèmes pour les entreprises, qui ont du mal à recruter, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la croissance à venir. Outre l'appel à la main-d'œuvre étrangère - avec, par exemple, l'attribution de permis de travail aux spécialistes qui font défaut - cette situation a contraint nombre de PDG à investir massivement dans la modernisation de leurs lignes de production ; ce qui a, en premier lieu, bénéficié à l'industrie de l'informatique et de la haute technologie.

Revers de la médaille : la crise mondiale a empêché l'industrie américaine de développer ses exportations, qui n'ont progressé que de 1,5 % en 1998. Les importations, en revanche, ont grimpé de 10 %, au détriment de la balance des paiements, dont le déficit est estimé à 263 milliards de dollars (230 milliards d'euros) en 1998. En outre, certains économistes s'inquiètent du niveau du taux d'épargne, tombé au plus bas. Ce sont sans doute ces ombres au tableau qui expliquent les déclarations du président de la Réserve fédérale (FED), Alan Greenspan, qui, depuis quelque temps, répète que tout cela est trop beau pour durer. Mais, pour le moment, les Américains sont euphoriques face à cette prospérité sans précédent.

GENÈVE

De notre envoyé spécial
Parallèlement à la « guerre de la banane » entre les Etats-Unis et l'Union européenne, une autre bataille se livre à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : celle de la succession de son directeur général, l'italien Renato Ruggiero, dont le mandat de quatre ans arrive à échéance le 30 avril.

Malgré les efforts déployés par l'ambassadeur de Suisse, William Rosier, chargé de favoriser un consensus autour de l'un des quatre candidats en lice, les consultations traînent en longueur et une récente réunion informelle du conseil général de l'OMC n'a guère permis de sortir de l'enlisement. Tout au plus les représentants des treize pays membres ont-ils invité l'intermédiaire helvétique à poursuivre sa patiente mission de bons offices, en attendant de se retrouver officiellement à la mi-février.

Ce nouveau report illustre l'apreté de la lutte pour le contrôle de la direction de la puissante organisation qui, en 1995, a pris la relève du GATT pour réglementer les échanges internationaux. A l'époque déjà, la nomination de Renato Ruggiero comme premier directeur général de l'OMC avait donné lieu à un affrontement en

Lutte serrée pour la désignation du futur directeur général de l'OMC

ment accepté ce choix à condition que ce ne soit pas un Européen qui lui succède.

Aussi, le 1^{er} octobre, date limite pour le dépôt des candidatures, quatre noms avaient été officiellement enregistrés : Hassan Abouyoub, quarante-six ans, ancien ministre et ambassadeur marocain aux négociations commerciales, pour l'Afrique ; Mike Moore, cinquante ans, ancien premier ministre travailliste de Nouvelle-Zélande, pour l'Océanie ; Roy MacLaren, soixante-cinq ans, ancien ministre du commerce international du Canada, pour l'Amérique ; et Supachai Panitchpakdi, cinquante-deux ans, actuel vice-premier ministre et ministre du commerce de Thaïlande, pour l'Asie. Tous les quatre ont participé aux négociations finales du Cycle de l'Uruguay et aux préliminaires à la création de l'OMC.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Dès la publication des résultats du premier tour de table à la mi-décembre, le prétendant thaïlandais avait pris une longueur d'avance sur ses concurrents, mais sans obtenir suffisamment d'appuis pour dégager un consensus avant la fin de l'année, comme initialement prévu.

Selon le dernier pointage officiel

tions, M. Supachai a encore conforté son avance et arrive en tête avec le soutien de quarante délégations. Le candidat marocain, Hassan Abouyoub, a recueilli vingt-trois suffrages, suivi par le Canadien, Roy MacLaren, avec quinze voix, et le Néo-Zélandais Mike Moore, avec treize avis favorables.

Une fois de plus, il apparaît que le résultat final dépendra de l'option des Etats-Unis et de l'Union européenne, les deux principales puissances commerciales de la planète. Alors que la France soutient le candidat marocain, la Grande-Bretagne le Canadien et les Pays-Bas le Thaïlandais, l'Union européenne n'a pas encore arrêté de choix. Les Etats-Unis, de leur côté, donneraient la préférence au Néo-Zélandais Mike Moore, un ancien dirigeant syndical devenu l'avocat du libre-échange.

A moins que le retrait de l'un des prétendants ne vienne simplifier la donne, divers scénarios sont déjà envisagés pour tenter de sortir de l'impasse. En tout cas, le prochain directeur de l'OMC aura à préparer deux importants rendez-vous : une réunion ministérielle à la fin de l'année aux Etats-Unis, et le lancement d'un nouveau cycle de négociations sur la libéralisation du commerce mondial.

Monica Lewinsky est le premier témoin à comparaître devant le Sénat

Les républicains espèrent de nouvelles révélations

Alors que le Sénat entame l'audition des témoins dans le procès d'impeachment de Bill Clinton, 64 % des Américains, selon un sondage pu-

blié dimanche 31 janvier par le *Washington Post*, sont hostiles à une éventuelle destitution du président, 33 % seulement y étant favorables.

60 % d'entre eux se déclarent cependant en faveur d'une motion de « réprimande » du chef de la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le procès en destitution du président Clinton est entré, lundi 1^{er} février, dans une nouvelle phase avec le début des dépositions des trois témoins agréés par le Sénat la semaine dernière. Notoriété oblige, c'est Monica Lewinsky qui devait ouvrir ces auditions en début de journée. Elle sera suivie, mardi et mercredi, par Vernon Jordan, l'ami et confident de Bill Clinton, et du conseiller présidentiel Sidney Blumenthal. Pour préserver la dignité de la Chambre haute, l'ancienne stagiaire à la Maison Blanche devait être interrogée dans un grand hôtel de Washington par un *manager* (procureur) républicain et par les avocats du président. Chaque camp disposera de quatre heures, sous la supervision de deux sénateurs, un républicain et un démocrate : Mike DeWine, Fred Thompson et Arlen Specter pour les premiers, Chris Dodd, Patrick Leahy et John Edwards pour les seconds.

L'équipe des treize *managers* a sélectionné Ed Bryant pour questionner Monica Lewinsky. Il avait été l'un des trois à l'interroger il y a une semaine et ses collègues avaient jugé qu'il avait fait une impression particulièrement positive sur la jeune femme. C'est important car si personne n'attend de cette journée des révélations fracassantes, l'accusation espère obtenir

de la jeune femme quelques nouveaux détails en sa faveur, et surtout une image de sincérité sympathique qui trancherait avec la duplicité présidentielle. Mais « Monica » a déjà témoigné vingt-trois fois, dont vingt-deux sous la houlette du procureur Starr, qui semble avoir extrait d'elle des confessions complètes : l'accord d'immunité qu'il a signé avec elle fait peser sur sa tête la menace de longues années en prison si elle ne dit pas la vérité.

Mardi, ce sera au *manager* Asa Hutchinson de tenter de contraindre Vernon Jordan, lui-même avocat multimillionnaire, à faire des révélations nuisibles au président ; mercredi, James Rogan s'efforcera de faire de même avec

M. Blumenthal. S'ils n'y parviennent pas, il leur sera difficile de convaincre le Sénat qu'il est indispensable de faire comparaître dans l'hémicycle ces témoins pour faire sortir une vérité qu'au demeurant tout le monde connaît : l'infidélité du président et ses efforts pour la dissimuler.

BANDES VIDÉO

Inquiets du risque de transformer la Chambre haute en « cirque », les sénateurs préféreraient se contenter de visionner les bandes vidéo et ils ont obtenu que Monica Lewinsky ne soit pas interrogée sur ses relations sexuelles avec Bill Clinton.

Mais si les auditions révélaient de nouvelles failles dans la défense présidentielle, l'accusation dispo-

serait d'excellents arguments pour poursuivre son attaque. La défense pourrait alors demander à convoquer ses propres témoins, et les procureurs leurs ; il faudrait cependant l'accord des deux leaders parlementaires du Sénat, le républicain Trent Lott et le démocrate Tom Daschle. Cela relancerait le procès et retarderait la date prévue pour sa clôture, le 12 février. C'est dans cet espoir que les *managers* jouent de tous les arguments et font pression pour obtenir de nouveaux détails des sénateurs républicains. Ce qui ne les empêche pas de critiquer le manque de coopération de ces derniers. Henry Hyde, le chef des *managers*, a remarqué perfidement qu'il était « heureux que ces gens-là n'aient pas été à Valley Forge [durant la guerre d'indépendance] ou à Alamo [contre les Mexicains] ».

Pendant ce temps, les Américains qui – selon le *Washington Post* – restent en majorité favorables à la fin du procès et au président, ont ignoré ce week-end le bruit et la fureur venus de Washington. Ils ne s'intéressaient qu'à l'événement sportif de l'année, le Super Bowl de football américain qui opposait dimanche, dans le stade géant de Miami, les Broncos de Denver aux Falcons d'Atlanta. Les Broncos l'ont emporté.

Patrice de Beer

Serbes et Kosovars réservent leur réponse sur les pourparlers de paix

Seul Ibrahim Rugova a accepté la rencontre

L'INCERTITUDE persistait en début de semaine sur l'attitude des Serbes et des Kosovars face à la convocation qui leur a été lancée par la communauté internationale à venir négocier, à partir du 6 février à Rambouillet.

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a rencontré samedi 30 janvier le président Milosevic à Belgrade, puis les représentants albanais du Kosovo à Skopje, en Macédoine, pour les informer officiellement de la convocation décidée la veille par le Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie. Ce groupe, qui rassemble États-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne et Italie, a mis en demeure les deux parties de s'entendre d'ici trois semaines sur un accord intérimaire établissant une « autonomie substantielle » pour le Kosovo. L'OTAN a menacé samedi de recourir à la force si les parties ne se plient pas à cette injonction.

« Le président Milosevic m'a assuré qu'il était engagé en faveur d'une solution politique et pacifique. Il a promis d'étudier très soigneusement les propositions du Groupe de contact et d'y répondre dès que possible », a déclaré M. Cook. Selon l'agence officielle Tanjug, M. Milo-

sevic a fait valoir la disposition « ferme et bien connue de la Serbie et de la Yougoslavie que les problèmes du Kosovo, partie intégrante de la Serbie, soient résolus de manière pacifique en Serbie, avec la participation des représentants de toutes les communautés nationales ». Outre les Albanais et les Serbes, le Kosovo compte plusieurs petites minorités ethniques. Toutefois, selon M. Cook, M. Milosevic « n'a pas insisté pour que les négociations se tiennent uniquement en Yougoslavie ».

Du côté de la communauté albanaise, le leader modéré Ibrahim Rugova a fait savoir qu'il était prêt à venir à Rambouillet. En revanche, le représentant politique de l'UCK, Adem Demaçi, et Rexhep Qosja, chef du Mouvement démocratique unifié, opposé à M. Rugova, « ont dit qu'ils donneraient une réponse dans les prochains jours », a déclaré M. Cook. Le secrétaire au Foreign Office avait prévenu la veille que les discussions auraient lieu « avec ou sans l'UCK ». « Personnellement, nous ne sommes pas prêts à accepter de veto sur les pourparlers », a-t-il déclaré à Belgrade. Les pourparlers se tiendront pour ceux qui veulent y participer. »

(AFP Reuters)

La menace de la force à l'appui des négociations

BRUXELLES

de notre correspondant

Le conseil atlantique a décidé, samedi 30 janvier à l'issue d'une session-marathon de huit heures, d'autoriser Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, à mettre en œuvre des sanctions militaires si les parties en conflit au Kosovo ne respectaient pas le calendrier édicté vendredi par le groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie. « Je me tiens prêt à agir et à exclure aucune option pour assurer le respect total par les deux parties au Kosovo des exigences de la communauté internationale, notamment les demandes formulées dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré M. Solana à l'issue de ce conseil.

Cette décision permet de raccourcir le délai de consultations entre alliés, s'il était nécessaire de lancer des frappes aériennes contre des objectifs serbes, ou d'exercer des représailles non encore précisées sur les éléments armés séparatistes kosovars. Dans cette hypothèse, une rapide consultation des Seize par le secrétaire général précéderait de quelques heures l'action.

Le conseil atlantique « donne son plein soutien à la stratégie de négociation du Groupe de contact visant à obtenir un accord provisoire qui devra être réalisé dans les délais fixés », est-il encore précisé dans la

déclaration. Ce point a fait l'objet d'un intense débat au sein du conseil, où se sont une fois de plus opposés les points de vue des États-Unis et de certains pays européens, parmi lesquels la France a pris une position en pointe. Paris tenait à souligner à ce qu'il soit bien clair que l'OTAN agissait en l'occurrence comme « prestataire de services » pour appuyer une stratégie définie dans d'autres enceintes internationales. A Washington, on faisait valoir que l'OTAN était habilitée à garder une autonomie de décision et d'action dans la gestion de la crise.

FRUSTRATIONS

Les représentants des États-Unis au conseil ont exprimé leur crainte de voir l'action paralysée par la présence de la Russie au sein du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie. « Si cela était le cas, on pourrait toujours revenir à une stratégie conduite par l'OTAN pour atteindre les objectifs fixés », ont répondu les Français, entraînant l'adhésion de la majorité des partenaires de l'Alliance.

Autre point de friction : quel discours tenir aux séparatistes kosovars pour les dissuader de poursuivre leurs « provocations » à l'égard des policiers serbes ? Les Américains se seraient contentés de les menacer de cesser les frappes aériennes contre les Serbes s'ils profitaient de cette action pour engager des opérations militaires dans la province. La formulation de la déclaration du Conseil, soutenue par les Européens, prévoit en revanche qu'avant d'autoriser les frappes aériennes contre la Serbie, « le secrétaire général tiendra compte de la position et des actions des dirigeants et des éléments armés kosovars dans la province et dans ses alentours ». Pas question, donc, pour l'UCK d'utiliser les forces de l'OTAN comme couverture aérienne à une offensive généralisée.

En marge du conseil, des discussions se poursuivent sur la question de l'engagement de troupes au sol au Kosovo pour faire respecter un éventuel accord. Javier Solana estime qu'un tel déploiement de forces sera « nécessaire » et souhaite que, comme en Bosnie, la Russie y participe. L'incertitude règne en revanche à Washington, où la Maison Blanche, plutôt favorable à un engagement limité en nombre d'hommes, se heurte à une opposition du Congrès. Plusieurs pays européens, dont la France, ont déjà fait savoir qu'ils étaient disposés à participer à une force multinationale au Kosovo.

Jacques Isnard

Luc Rosenzweig

La France propose une réforme de la politique agricole commune

BRUXELLES

(Union européenne)

de notre correspondant

Alors que le débat entre les quinze sur le volet agricole de l'Agenda 2000 reprend au niveau des experts du « groupe à haut niveau », lundi 1^{er} février, à Bruxelles, avec l'espoir de conclure avant le Conseil européen extraordinaire du 26 février, la France a adressé à ses partenaires un document de travail où elle précise ses intentions quant à la réforme de la politique agricole commune (PAC) et à sa réorientation grâce à une baisse progressive des aides directes versées aux agriculteurs.

Cette « dégressivité », qui prend en compte la contrainte budgétaire à laquelle sont confrontés les quinze, frapperait plus sévèrement les producteurs de céréales et d'oléagineux que les autres catégories d'agriculteurs. Au moment où les États-Unis redoublent leurs attaques contre la PAC, elle permettrait aussi de préparer l'Union européenne, tant aux négociations commerciales qui se dérouleront à partir de l'an 2000 dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), qu'au futur élargissement aux pays d'Europe centrale.

Le document français comporte des « illustrations chiffrées », dont on souligne à Paris qu'il s'agit, à ce stade, de données indicatives, donc négociables. Selon les premiers calculs, la réduction progressive des aides directes devrait permettre d'économiser 3,3 milliards d'euros en 2006. C'est-à-dire la dernière année d'application de l'Agenda 2000.

Les Français préconisent une réforme de la PAC limitée au strict nécessaire, et de ce fait moins coûteuse que celle proposée par la Commission. Cette approche mesurée s'impose, font-ils valoir, si l'on veut éviter le confinement des dépenses agricoles (une partie des aides directes, aujourd'hui intégralement prises en charge par le budget européen, serait désormais financée par les Trésors nationaux). Ils confirment leur opposition résolue à cette entaille à la solidarité financière, laquelle, selon eux, entraînerait bientôt la disparition de la PAC. Dans ce souci d'économies, ils rejettent l'idée de la Commission d'augmenter les quotas laitiers de 2 % en baissant le prix du lait de 15 % (baisse compensée par des aides à hauteur de 60 %).

Selon Paris, le marché laitier n'est pas encore menacé de déséquilibre et la réforme de l'OCM

(Organisation commune du marché) est prématurée. De plus, ils considèrent que la proposition de la Commission aboutirait à terme à la disparition des quotas, ce qu'ils jugent inadmissible, surtout dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale (compte tenu de leurs bas coûts de revient, il est essentiel d'y pouvoir maîtriser la production en la limitant de manière autoritaire). Pour les mêmes raisons, ils souhaitent limiter à 15 %-20 % la baisse du prix de la viande bovine au lieu des 30 % proposés par Bruxelles.

« DÉGRESSIVITÉ »

Une réforme ainsi limitée permettrait, selon Paris, de maintenir les dépenses de soutien agricoles au niveau atteint en 1999, soit 40,4 milliards d'euros par an. Mais la stabilisation des dépenses ainsi accomplie, si elle constitue un progrès par rapport aux propositions de la Commission (celles-ci impliquent un coût supplémentaire allant de 1,8 milliard d'euros en 2001 à 3,4 milliards d'euros en 2004), est insuffisante si l'on veut dégager des économies pour contribuer à la solution du problème budgétaire posé par l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède.

C'est alors que les Français font

intervenir la « dégressivité » des aides directes, même si son objet principal, au-delà de ce souci de réduire les dépenses, est de réorienter la PAC afin de stopper l'exode rural, de favoriser une agriculture plus équilibrée, plus soucieuse d'environnement et de qualité. Au vu des « illustrations chiffrées » qui figurent dans leur document, la réduction des aides directes, supposée correspondre à l'amélioration de la productivité, pourrait atteindre 3 % par an pour les grandes cultures et 1 % pour les autres produits où elles existent : viande bovine, produits laitiers, mais aussi huile d'olive, tabac, coton... Les petits exploitants seraient dispensés de cette réduction progressive des aides : Paris suggère de fixer à 6000 euros d'aides directes par an le seuil au-dessous duquel la dégressivité ne s'appliquerait pas. Ce niveau correspond pour les céréales à une ferme d'environ 25 hectares.

Enfin, dernière illustration chiffrée, Paris suggère qu'un tiers des économies réalisées grâce à la dégressivité, c'est-à-dire environ 800 millions d'euros, soit affectés à des actions intéressant le développement rural, le reste, soit près de 2,5 milliards d'euros, contribuant à atténuer le déséquilibre budgétaire dont se plaignent les

Allemands, les Néerlandais, les Autrichiens et les Suédois.

Il y a encore eu peu de réactions au document français. Cependant les Allemands, jusque-là très favorables au confinement des dépenses agricoles, y voyant le moyen le plus commode pour réduire leur contribution budgétaire, prennent conscience du refus de Paris de s'engager dans cette voie. Une majorité du Conseil semble se dégager en faveur d'une augmentation des quotas laitiers assortie d'une baisse des prix, ainsi que pour une baisse des prix de la viande bovine de l'ordre de 25 à 30 %, si bien qu'il semble difficile que Paris obtienne satisfaction sur ces points. En revanche, l'idée de réduire progressivement les aides directes, même si elle ne manquerait pas de soulever des difficultés – les pays du Sud l'accepteraient-elle pour le coton ? L'Allemagne ne craint-elle pas pour la compétitivité de son agriculture ? –, pourrait trouver un écho favorable auprès des pays qui trouvent la PAC trop coûteuse. L'accord final, qui ne semble pas hors d'atteinte, pourrait ainsi se faire sur un compromis se situant entre les propositions de Paris et celles de la Commission.

Philippe Lemaître

Sept pays européens prêts à lancer un avion de transport militaire

SEPT PAYS européens (l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Turquie) ont reçu, vendredi 29 janvier, le dossier que leur a adressé chacun des trois consortiums industriels internationaux (Airbus Industrie, Boeing-Lockheed et Antonov) désireux de répondre à leur appel d'offre conjoint pour disposer d'un nouvel avion de transport militaire à partir de 2004 au plus tard. Une décision sur le choix du fournisseur est attendue pour la fin 1999.

Il s'agit là d'un marché particulièrement important de quelque 288 appareils au total, soit un investissement global de 150 milliards de francs (23 milliards d'euros) à partager au prorata du nombre des avions commandés par chaque pays. La France, qui prévoit d'en acquérir une cinquantaine pour commencer à remplacer ses Transall, devrait engager une dépense – étalée sur plusieurs années – de quelque 30 milliards de francs (dont 7 milliards pour sa part du développement qui est globalement évalué à 35 milliards). Il reste entendu que c'est aux industriels concernés de prendre les risques du programme en contrepartie d'un contrat ferme des États sur le modèle des accords passés avec des compagnies aériennes pour des avions commerciaux. Cette innovation en matière d'acquisitions militaires entraînera, du moins en France, la nécessité

de devoir modifier les règles budgétaires au Parlement.

Pour participer à l'appel d'offre, Airbus Industrie a dû créer une filiale militaire sous la forme d'une société par actions simplifiée, détenue majoritairement par Airbus et partagée entre les partenaires, chacun d'entre eux ayant la responsabilité de la construction d'une partie de l'avion et recevant la charge industrielle en conséquence. Son projet dit ATF (avion de transport futur) est celui d'un appareil quadri-turbopropulseur de 90 tonnes de masse (sans carburant), capable d'acheminer 20 à 25 tonnes de charge marchande sur 6 800 kilomètres.

L'ENTRÉE EN LICE D'ANTONOV

Face au groupe européen, Boeing-McDonnell et Lockheed-Martin se sont alliés – ce qui démontre combien ils attachent de l'importance à un tel contrat – en proposant une flotte mixte de cargos lourds C-17, conçus par le premier, et de cargos moyens C-130 Hercules produits par le second. Le C-17 est la pièce maîtresse du transport militaire américain et le C-130 est dérivé de l'avion Hercules déjà très répandu dans le monde.

La grande nouveauté est l'entrée en lice, dans la compétition et sur l'insistance des Allemands, du groupe russo-ukrainien Antonov,

qui se base sur le quadrimoteur AN-70 modifié pour les besoins occidentaux et apte à l'emport de 47 tonnes sur 1 370 kilomètres. Le gouvernement de Bonn a autorisé des entreprises allemandes à travailler avec Antonov, considérant qu'il est devenu opportun de venir en aide au développement industriel de deux pays en proie à une crise économique grave.

Deux inconnues subsistent néanmoins. L'une est l'attitude que les partenaires des Allemands dans Airbus adopteront vis-à-vis de la crédibilité technique, industrielle, financière et commerciale à long terme de l'Antonov russo-ukrainien si, en effet, ni Kiev ni Moscou ne peuvent offrir les garanties exigées des fournisseurs par les clients en matière d'investissements, de prix, de délais, de régularité dans la qualité des matériels, de performances et de service après-vente. L'autre inconnue est le choix que fera Londres. Pressés de moderniser la flotte aérienne adaptée à leur force de réaction rapide, les Britanniques ont déjà commandé 25 avions C-130, qui sont en voie de livraison malgré des difficultés rencontrées par Lockheed, et ils étudient la possibilité d'acheter 4 C-17. Ce qui pourrait les faire se retirer du projet ATF.

Jacques Isnard

Luc Rosenzweig

EN

Lu
guéri
en p.
parti
équiLe
cher
com
inté
acci
à sa
figu
mal
105
d'u
che
80khy
ho
pr
lui
pa
19fe
ci
A
C
d
u
v
a
sB
i
/d
/E
S
ti
a
n
ed
/B
i
/d
/B
i
/d
/B
i
/d
/B
i
/d
/B
i
/d
/B
i
/d
/B
i
/

Avec l'assentiment de Washington, l'ONU adopte une nouvelle méthode face à l'Irak

Une commission différente de l'Unscorm évaluera l'état du désarmement de Bagdad

Le Conseil de sécurité est parvenu à s'entendre, samedi 30 janvier, sur une formule permettant d'entrevoir une issue à la crise irakienne. Trois

commissions d'évaluation ont été créées, dont une sur le désarmement, qui supplantera l'Unscorm que préside Richard Butler. Elles remettront

leurs conclusions à la mi-avril. Pendant ce délai, Washington poursuivra son offensive pour abattre le régime de Saddam Hussein.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Paralysé depuis plusieurs semaines sur le dossier irakien, le Conseil de sécurité des Nations unies a retrouvé très provisoirement son unité, samedi 30 janvier, autour de l'idée d'une évaluation globale des relations entre l'Irak et l'ONU. Il a mis en place, pour le long terme, un mécanisme de résolution de la crise irakienne en créant trois commissions : sur le désarmement, la situation humanitaire et les prisonniers de guerre. Cet accord s'accompagne du sacrifice, à court terme, de Richard Butler, chef controversé de la Commission spéciale des Nations unies (Unscorm) chargée du désarmement irakien.

Etant donné l'intransigence réciproque durablement installée entre Washington et Bagdad, le Conseil ne pouvait guère faire mieux. Tout le monde a trouvé son compte dans la formule, à part l'Irak qui a dénoncé cette décision, prise à l'unanimité. Pour Bagdad, les commissions créées samedi « ne servent qu'à remettre toujours à plus tard la levée des sanctions contre l'Irak ». Ce qui est exact, puisqu'elles ne devraient présenter leurs recommandations au conseil qu'à la mi-avril.

En échange de la mise à l'écart de M. Butler, devenu, selon une formule attribuée au responsable britannique des affaires étrangères, Robin Cook, « politiquement encombrant », les Américains ont donc obtenu le renvoi à trois mois du débat de fond : la levée des sanctions, souhaitée par la France. Washington a aussi, de facto, obtenu du Conseil un mutisme impres-

sionnant à propos de ses opérations militaires dans les zones d'exclusion aérienne. Après un mois d'accrochages avec les batteries antiaériennes irakiennes, le sujet n'a d'ailleurs été évoqué qu'une fois, par la Malaisie.

Les problèmes de fond, Washington n'entend plus les régler à l'ONU. « Notre nouvelle stratégie est de combiner le changement de régime et le désarmement de l'Irak, par la force si nécessaire », nous a expliqué, dimanche, un responsable du département d'Etat. « L'ONU peut créer autant de commissions qu'elle veut, nous, nous sommes déterminés à nous débarrasser de Saddam Hussein. » Interrogé sur l'attitude des pays arabes devant cette nouvelle politique, notre interlocuteur a expliqué que les réunions organisées la semaine dernière entre le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, et les responsables égyptiens et saoudiens ont mis en évidence un « accord général ».

VICTOIRE POLITIQUE

Washington ne désespère pas d'obtenir, en plus, le soutien de l'Irak. Le diplomate américain Frank Ricardone, chargé depuis la semaine dernière de la « transition politique en Irak », a jugé « malheureuse » « l'incapacité de l'Irak à dialoguer avec les Etats-Unis ». « Nous espérons que tous les pays de la région ont le même intérêt que nous à voir l'Irak se relever, être libre et indépendant », a-t-il ajouté lors d'un déplacement au Koweït.

Les Américains insistent sur le fait que les « craintes françaises » d'un « démantèlement » de l'Irak en cas de renversement de Saddam Hussein sont infondées : « Plus

nous avons de contacts avec la population chiite du Sud, explique une source qui requiert l'anonymat, plus nous sommes convaincus qu'elle n'a aucune intention de se rapprocher de l'Irak et les Kurdes, tout le monde le sait bien, n'auront jamais leur Etat ».

Pour Moscou aussi, la création d'une nouvelle commission sur le désarmement, sans la participation de l'Unscorm, est une victoire politique. « L'objectif des Russes était simple, explique un diplomate, ils ne voulaient plus entendre parler de Bu-

Les objectifs de

la nouvelle commission de désarmement

Parmi les trois commissions créées le 30 janvier, celle consacrée au désarmement de l'Irak consacre la diminution de l'influence de la Commission spéciale des Nations unies (Unscorm), chargée jusqu'alors du dossier. L'accord au Conseil de sécurité prévoit en effet qu'il sera fait appel à l'expertise de l'Unscorm, mais au même titre qu'à l'Agence internationale de l'énergie atomique, au secrétariat des Nations unies et à « tout autre organe compétent ». La Commission sur le désarmement devra faire des « recommandations » sur la manière « de rétablir un régime efficace de désarmement, de surveillance et de vérification continues en Irak ». L'exercice portera donc sur le passé mais aussi sur l'avenir du régime du contrôle de l'arsenal irakien.

tier. C'est fait, et sans l'aide du secrétaire général. » Dans une lettre adressée samedi à Kofi Annan, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avait en effet demandé le limogeage « immédiat » du diplomate australien. Celui-ci n'interviendra pas avant la fin de son mandat, en juin.

Les Britanniques se sont réjouis d'avoir constitué un pont entre Washington et les autres membres du Conseil. Londres aurait convaincu les Américains de ne pas insister sur des compétences de la commission chargée des prisonniers de guerre. La France, qui entend « pousser » le Conseil à discuter de ses propositions – la levée des sanctions et le passage au contrôle continu du dossier du désarmement –, s'est dite également satisfaite de l'accord. « Il faut que les esprits s'habituent à l'idée qu'il existe désormais une nouvelle réalité dans l'affaire irakienne, a expliqué la délégation française, et ces commissions en tiennent compte. » Nouveau membre du Conseil, le Canada, qui assure, pour le mois de février, sa présidence, s'est félicité également d'avoir été à l'origine de cette initiative.

Afin de préserver l'intégrité des nouvelles commissions, le Conseil de sécurité s'en remet aux compétences de l'ambassadeur brésilien, Celso Amorim, qui a présidé pendant le mois de janvier ses travaux. L'ancien ministre brésilien des affaires étrangères jouit du respect de tous les pays membres. « Nous avons confié le dossier à un poids lourd, à l'esprit indépendant », assure ainsi un ambassadeur occidental.

Afsané Bassir Pour

Les partis politiques sont de nouveau autorisés au Congo-Kinshasa

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Interdites depuis l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, le 17 mai 1997, les activités politiques sont de nouveau autorisées en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). Un décret-loi présidentiel, signé vendredi 29 janvier et rendu public dimanche 31, fixe les nouvelles règles du jeu. Le texte a été lu à plusieurs reprises au cours de la journée sur les différentes chaînes de télévision et sur les ondes des radios congolaises.

« Le président Kabila dit ce qu'il fait ; le président Kabila fait ce qu'il dit », a souligné son directeur de cabinet, Abdoulaye Yerodia, au cours du journal télévisé, dimanche soir, estimant que « la parole donnée était respectée ». Lors d'une tournée européenne qui l'a mené à Rome, à Bruxelles et à Paris, où il a pris part au XX^e sommet franco-africain, à la fin du mois de novembre 1997, Laurent-Désiré Kabila avait affirmé qu'il leverait les interdits pesant sur la vie politique dans les deux mois.

Le 29 mai 1997, alors qu'il venait de se proclamer président de la République démocratique du Congo, M. Kabila avait justifié la suspension de toutes les activités politiques par l'impérieux besoin de remettre de l'ordre dans le pays.

REPRESENTATIVITÉ NATIONALE

Cette décision avait été unanimement critiquée par la classe politique locale et par la communauté internationale, qui a multiplié les pressions au cours des deux dernières années sur le régime de Kinshasa, plaçant pour la démocratisation et l'ouverture politique. M. Kabila avait promis que l'interdiction serait levée suffisamment tôt pour permettre l'organisation d'élections générales multipartites, au terme d'une transition de deux ans.

« Le pluralisme politique est reconnu et garanti en République démocratique du Congo. Il se traduit notamment à travers les partis ou les groupements politiques », affirme le décret présidentiel dès le premier alinéa. Les nouvelles directives

prévoient que les partis aient une représentativité nationale, et non pas régionale, tribale ou clanique. Chacun d'entre eux doit avoir entre dix et quinze membres fondateurs dans chacune des onze provinces de la RDC. Tous les partis doivent également tenir un « congrès constitutif » à l'intérieur du pays et déposer une caution non remboursable de 30 000 francs congolais (60 000 francs, soit 9 146 euros).

Les conditions fixées par le décret présidentiel n'empêcheront pas les grandes formations de l'opposition de se constituer en nouveaux partis politiques. Mais elles sont suffisamment contraignantes pour dissuader les groupuscules peu représentatifs qui existaient auparavant de postuler à une nouvelle existence. L'avènement du multipartisme en 1990 avait été suivi de la création de quelque 450 partis politiques, dont la plupart avaient été parrainés par les multiples conseillers de feu le maréchal Mobutu Sese Seko.

Frédéric Fritscher

Les milices de Sassou Nguesso feraient régner la terreur à l'ouest du Congo

« TOUTE la richesse du Congo est concentrée à Pointe-Noire. Il va y avoir une explosion, c'est inévitable. D'ailleurs, les "cobras" [les milices du président Sassou Nguesso] disent ouvertement que c'est leur prochaine cible. Le scénario ressemblerait à ceux des autres grandes villes : une provocation, la chasse menée par des "cobras" contre des jeunes supposés être pro-Lissabon [l'ancien président déchu], un ou deux "cobras" tués peut-être, et ensuite un pillage général de la ville. » Missionnaire installé au Congo depuis sept ans, Lucien Favre est arrivé à Paris en fin de semaine dernière venant de Pointe-Noire, où il avait échoué après le pillage de Dolisie (90 000 habitants), la troisième ville du pays, il y a une dizaine de jours. Un temps, le prêtre avait été porté disparu.

Le pessimisme du père Lucien Favre, 37 ans, se nourrit des événements dont il a été témoin ces dernières semaines dans le sud-ouest du Congo. A Dolisie, important nœud de communication routier, explique-t-il, dès les premiers coups de feu, tirés par on ne sait qui, le lundi 25 janvier, la population a fui vers les forêts avoisinantes qui surplombent la ville. Elle l'a fait instinctivement, sachant ce qui s'était pas-

portante de la région (200 km à l'ouest de Brazzaville). Là, après avoir repris la ville aux rebelles cocoyes, les miliciens « cobras », aidés par les troupes angolaises, ont ratisé les maisons, séparant les hommes des femmes et des enfants. A Nkayi, « les "cobras" ont tué de sang froid des centaines de jeunes soupçonnés d'être favorables aux milices du président déchu. Ils ont tiré dans le tas », affirme le missionnaire en se basant sur les confidences recueillies auprès de l'évêque de la région. Officiellement, selon la Croix rouge congolaise, il y aurait eu 125 victimes à Nkayi.

ANARCHIE GRANDISSANTE

Dans la ville de Dolisie, les combats ont duré trois jours. « Des cocoyes – peut-être une centaine –, s'étaient infiltrés. En face, contre eux, il n'y avait pas une armée gouvernementale : craignant les milices d'un bord comme de l'autre, les militaires en uniforme avaient préféré fuir avec les civils. Ceux qui faisaient le coup de feu c'étaient les "cobras" de Sassou, éparpillés par plusieurs centaines d'Angolais et par des Hutus rwandais (chassés de l'ex-Zaïre par les soldats de Kabila). »

A en croire le missionnaire, quel-

combats dans la région au côté des troupes du président Sassou. « Le régime ne tient que parce qu'il a des mercenaires. Il ne peut s'appuyer sur personne d'autre. Les "cobras", le président Sassou ne les contrôle qu'imparfaitement. Ce sont des jeunes de 15 à 30 ans, sans avenir. Ils ne reçoivent pas de salaire. Ils se payent sur la place. Et ils sont de plus en plus nombreux », affirme le père Favre.

La suite des événements illustre l'anarchie grandissante dénoncée par le prêtre. Après quelques jours passés sur les hauteurs de Dolisie, plusieurs centaines de réfugiés déclinent de poursuivre leur route vers Pointe-Noire, distante d'environ 200 kilomètres. Une dizaine de religieux se joignent au cortège. A Founga, un village au cœur de la forêt, ils retrouvent la ligne de chemin de fer Brazzaville-Pointe-Noire. Un train s'y trouve qui doit rapatrier les familles des employés de la compagnie forestière. Le groupe des religieux réussit à grimper à bord avec l'aide de la police tandis que leurs compagnons sont contraints de rester sur place. « C'était un train escorté par des gendarmes et des soldats de l'armée régulière », raconte Lucien Favre. Arrivé au camp militaire de Makola, à une cinquantaine de kilomètres de Pointe-Noire, la

habillé en civil a tiré un coup de feu. « Aussitôt, une centaine de militaires "cobras" ont surgi des alentours, raconte le missionnaire. Ils ont molesté les militaires – leurs alliés en principe –, ont frappé ceux qui refusaient de descendre et ont commencé à rançonner tout le monde. J'ai donné tout ce que je possédais sans même parler. Les filles pleuraient. » Vous puez le coyote, on va vous violer », leur criaient les "cobras". Nous sommes passés à deux doigts de la mort. On a bien vu que les "cobras" n'en ont rien à faire de l'armée gouvernementale. Ils agissent en toute impunité, au grand jour. »

Finalement, après des moments de grande tension, le train sera autorisé à repartir vers Pointe-Noire, qu'il atteindra sans encombre le lundi 25 janvier. De là, Lucien Favre et les autres religieux seront évacués vers la France.

« Il a des dizaines de milliers de Congolais réfugiés dans les forêts autour de Dolisie. C'est la saison des pluies. Ils sont guettés par la maladie et la faim. Si rien n'est fait, on court à la catastrophe », conclut le père Favre. Selon les Nations unies, dans les camps de Brazzaville, près de 50 000 déplacés seraient dans une situation « critique ».

L'Iran fête le 20^e anniversaire de la révolution islamique

TÉHÉRAN. L'Iran célèbre, à partir du 1^{er} février, le 20^e anniversaire de la révolution islamique, alors qu'il traverse une phase difficile avec la guerre ouverte entre les héritiers de Khomeiny et le désir de changement de la population. Plus de 2 000 manifestations sont prévues. Premier temps fort : des cérémonies au mausolée de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny (décédé en juin 1989) et dans la ville sainte de Mehd Khomeiny (nord-est), pour marquer le retour triomphal de l'imam de quinze ans d'exil en Irak puis en France. Les rues de Téhéran et de toutes les villes du pays ont été décorées de guirlandes et de portraits de Khomeiny et de l'ayatollah Ali Khamenei, qui lui a succédé comme Guide de la République islamique. Cette « Décade de l'Aurore », selon la terminologie officielle, se termine le 11 février, date anniversaire de la chute du dernier gouvernement impérial, dirigé par Chapour Bakhtiari, par une grande manifestation populaire. – (AFP)

Evgueni Primakov annonce la signature d'un accord avec le FMI

DAVOS. Le premier ministre russe Evgueni Primakov a annoncé, samedi 30 janvier, qu'il signerait lundi un protocole d'accord avec le FMI, dont une mission se trouve à Moscou. « Les difficultés économiques de la Russie sont provisoires. Il faudra plus d'un an pour nous en extraire », a-t-il déclaré. Il a loué le projet de budget 1999 (que la Douma a adopté samedi en troisième et avant-dernière lecture) : « pour la première fois en Russie, ce budget est excédentaire ». Il a précisé ne pas souhaiter « une trop forte fluctuation entre le rouble et le dollar » pour ne pas décourager les investisseurs étrangers et éviter la fuite des capitaux, indiquant qu'il a été décidé d'imprimer l'équivalent en roubles d'1 milliard de dollars (877 millions d'euros). Affirmant qu'en janvier, 50 % d'impôts supplémentaires par rapport à janvier 1998 ont été collectés, il a souhaité l'arrivée de banques étrangères vers lesquelles l'épargne russe se dirigerait, de préférence aux banques russes. – (AFP)

AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD** : une bombe a explosé devant un commissariat du Cap, samedi 30 janvier, faisant au moins un blessé. C'est la seconde explosion de la semaine au Cap, alors que les autorités viennent de lancer une opération antiterroriste. – (AFP)

■ **ALGÉRIE** : les dirigeants de cinq formations politiques ont demandé, samedi 30 janvier, « qu'il soit mis fin aux pressions sur les partis politiques, que les promesses d'élection (présidentielle) équitables soient respectées et que l'armée reste neutre ». Les cinq formations présentes à la réunion – le MSP (Islamiste), le Front des forces socialistes (FFS), le Mouvement pour la réforme nationale (Islamiste), le Parti des travailleurs (extrême-gauche) et un groupe dissident du Rassemblement national démocratique (au pouvoir) –, présenteront leurs candidats à la présidentielle. – (Reuters)

■ **MAURITANIE** : le Parti républicain démocratique et social (PRDS, au pouvoir) a été déclaré vainqueur, samedi 30 janvier, dans 191 communes sur 208. Seules deux ont été laissées aux partis d'opposition en lice lors des municipales de vendredi. A Nouakchott et dans d'autres communes, les élections ont été annulées en raison, officiellement, de constat de fraudes. Les autorités auraient jugé insuffisant le taux de participation. – (AFP)

ASIE

■ **CHINE** : Pékin a procédé à l'exécution de 35 condamnés à mort suivant une politique nationale de répression avant les vacances du Nouvel An chinois, a rapporté, dimanche 31 janvier, la télévision nationale. Ces exécutions ont eu lieu à Shenzhen (sud), Chongqing (sud-ouest) et Taiyuan (nord), pour pour meurtre, organisation d'activités mafieuses, trafic de drogues ou cambriolages. – (Reuters)

■ Deux prêtres de l'Eglise catholique clandestine, Pei Yunchao et Chen Hekun, ont été arrêtés, le 25 janvier, dans le Hebei (nord), selon la fondation américaine Cardinal Kung. Le Père Chen, trente-six ans, prêtre du diocèse de Baoding, a déjà été interpellé à deux reprises. – (AFP)

■ **INDE** : Madnal Lal Khurana, ministre du tourisme et des affaires parlementaires, haut responsable du Parti nationaliste hindou (BJP, au pouvoir) a démissionné du gouvernement, samedi 30 janvier, accusant le président du BJP de l'avoir empêché de s'exprimer, lors de réunions du parti, sur les agressions contre la minorité chrétienne. – (AFP)

EUROPE

■ **ROUMANIE** : l'Eglise orthodoxe n'invitera le pape, invité par les autorités en mai 1999, que si les uniates (catholiques de rite oriental) retirent leurs actions en justice visant à récupérer des églises, a affirmé, samedi 30 janvier, le patriarche de Bucarest. – (AFP)

■ **UNION EUROPEENNE** : les Verts au Parlement européen s'inquiètent, dans un communiqué, du feu vert du comité scientifique de la Commission à une variété de chorégraphie génétiquement modifiée, qui serait, « s'il était confirmé, la première approbation d'un organisme génétiquement modifié conçu directement pour la consommation humaine ». – (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **AUTORITÉ PALESTINIENNE** : la proclamation, le 4 mai, d'un Etat palestinien reste une « date sacrée », a déclaré dimanche 31 janvier, à Davos, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, se référant aux accords en la matière. Le président égyptien Hosni Moubarak, aussi présent à Davos, a souhaité que M. Arafat reporte sa décision après les élections israéliennes (premier tour prévu le 17 mai). – (AFP)

■ **AZERBAÏDJAN** : le président Geidar Aliev (75 ans) a regagné son pays, samedi 30 janvier, après un séjour de treize jours en Turquie afin d'être soigné, officiellement pour un « bronchite », dans un hôpital d'Ankara. Le président turc Suleyman Demirel a rendu visite quasi-quotidiennement à son homologue, soigné dans le passé pour des problèmes cardiaques. – (AFP)

Le Parti populaire espagnol

mise sur le « centre réformiste »

MADRID. Le Parti populaire (PP) a choisi, dimanche 30 janvier, de jouer la carte du « centre réformiste » pour s'installer longtemps au pouvoir et montrer la voie à une rénovation de la droite européenne. « L'Espagne a besoin de plus de réformes pour se moderniser » et d'un « projet innovateur », avec « solutions nouvelles » et « abandon des clichés d'autres époques », a affirmé le chef du gouvernement et patron du PP, José María Aznar, en clôturant le 13^e Congrès national de sa formation. « Il aurait été plus commode de ne pas bouger », mais le PP s'est lancé dans les « changements » afin de ne pas « rester à la remorque » et « ouvrir l'Espagne au 21^e siècle », a souligné M. Aznar. Avec un discours très réformateur, le chef de l'exécutif, réélu triomphalement président du PP avec plus de 99 % des voix, a mis fin à trois jours de débats très consensuels où les « populistes », au gouvernement depuis mai 1996, n'ont parlé que de « changement », « rénovation », « centrisme », « modernisation » et « solidarité ». – (AFP)

L'Iran fête le 20^e anniversaire de la révolution islamique

FRANCE

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

MŒURS Cent mille personnes ont manifesté, dimanche 31 janvier, à Paris, contre la proposition de loi, adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, visant à

créer un pacte civil de solidarité (PACS), ouvert aux couples hétérosexuels et homosexuels. Plusieurs députés de droite et des représentants du Front national mégrétiste

ont participé à cette manifestation. **LE GOUVERNEMENT** s'est dit, lundi matin, par la voix d'Elisabeth Guigou, ministre de la justice, sur RTL, « déterminé à faire passer cette

proposition de loi », qui « apporte un plus à des gens qui, aujourd'hui, sont en dehors du mariage ». **EN ALLEMAGNE**, la coalition SPD-Verts étudie un dispositif destiné aux

seuls homosexuels, la Constitution faisant obligation au gouvernement de protéger le mariage, ce qui rend impossible toute législation susceptible de lui faire concurrence.

Le gouvernement reste déterminé malgré la mobilisation contre le PACS

Le défilé parisien des adversaires du pacte civil de solidarité a confirmé, dimanche 31 janvier, l'hostilité de la droite traditionnelle et religieuse. Le gouvernement n'entend pas reculer sur cette proposition de loi, qui doit être examinée en mars par les sénateurs

ENTRE SOI, chez soi. Partie des invalides, dispersée au Trocadéro, la manifestation anti-PACS, dimanche 31 janvier, a donné l'impression de rassembler les habitants des beaux quartiers qu'elle traversait. Quelque 100 000 personnes selon la préfecture ont défilé, sous un froid soleil d'hiver, pour réclamer le retrait de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS), adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1998 et qui doit être examinée au Sénat en mars. Après avoir avancé le chiffre de 98 271 manifestants calculé à l'aide d'un système de comptage électronique installé sur le pont de l'Alma, les organisateurs revendiquaient, lundi matin, 200 000 participants.

Avenue de Tourville, un manifestant salue un ami accoudé à un balcon auquel est accroché une banderole « Famille, enfants, cibles de Jospin ». Les familles sont au complet, comme pour la promenade du dimanche après-midi. Les personnes âgées, fort nombreuses, ont parfois pensé à la canne qui se transforme en pilant, mais le comité organisateur, Générations anti-PACS, a pris soin de laisser la tête de cortège et les haut-parleurs aux jeunes, très présents et d'autant plus visibles qu'ils portaient des tee-shirts fluo.

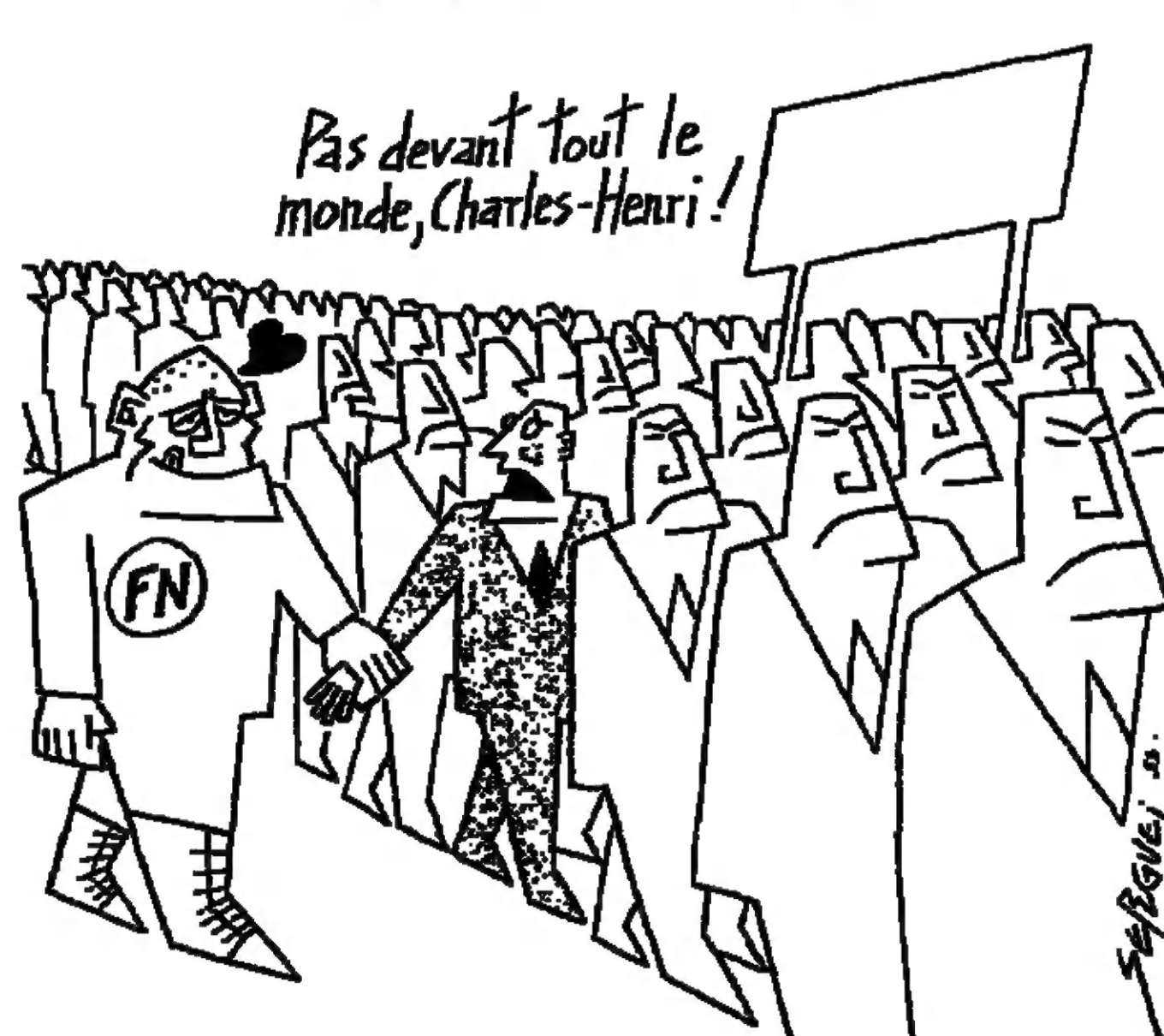
Ce sont eux qui encouragent la foule à danser, à scander des slogans, recyclés des manifestations lycéennes : « Jospin, si tu savais, ton PACS où on s'en met... » Succès

mitigé. Aux côtés des jeunes, les familles cheminent paisiblement. On se dit pardon en se bousculant. « Regardez les gens sur le camion, et levez les bras comme eux ! », s'écrit à conseiller un animateur perché sur un char. « Béatrice et Marie-Aude attendent leur frère Ghislain à gauche du podium... » Un père de famille joue du cor de chasse, son labrador, en laisse, vêtu d'un tee-shirt anti-PACS.

LA REINE DU JOUR : M^{me} BOUTIN

Pas de banderoles de partis politiques, ni de discours de fin. « Pour éviter toute récupération politique », mais les élus sont bien en vue. Bras dessus, bras dessous, les députés Renaud Dutreil (UDF, Aisne), Dominique Dord (DL, Savoie), Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), Claude Gosselin (DL, Paris), Charles de Courson (UDF, Marne) et d'autres entourent la reine du jour, Christine Boutin (app. UDF, Yvelines). « La meilleure, la plus courageuse ! », affirme une manifestante. Charles Millon aussi est acclamé.

Le service de sécurité s'inquiète de la présence par trop visible de l'extrême droite. Au départ du cortège, les amis de Jean-Yves Le Gallou, député général du Front national-Mouvement national, jouent des coudes pour monter en première ligne, vers les élus. Bruno Mégret est déjà en tête. « Le FN veut passer, poussez-les ! », s'écrit une manifestante. Jean Fleury, porte-parole de Générations,



anti-PACS, déplore cette tentative de « récupération ». « L'immense majorité des gens ici ne se sent pas proche du FN... Mais on a failli se faire casser la gueule par leur service d'ordre », raconte Gaillet. « On ne peut pas les empêcher de venir, se défend M^{me} Boutin. Le FN pratique la politique du coucou : celui qui prend le nid des autres. » Anonyme, dans la foule, François Goulard, député (DL) du Morbihan, juge l'abandon « modérément sympathique, avec ces gens du FN ».

« Bravo, les maires ! Le PACS au

vestiaire ! », lancent certains manifestants à l'attention des élus signataires de la pétition. « Pour le mariage républicain ». L'enracinement local, les appartenances religieuses, sont, eux, fortement revendiqués. « Vous n'aurez pas le PACS, l'Alsace et la Lorraine ! », lit-on. Le Beaujolais, la Gironde, la Bretagne, avec drapeau et biniou, la Franche-Comté, la Seine-Saint-Denis sont là et tiennent à le faire savoir. Tout comme les catholiques, encadrés par quelques curés en soutane. « Mon Dieu, délivrez-nous du PACS ! », implore une pancarte. Sur le pont de l'Al-

ma, les jeunes font la queue : « Pour la manif, une petite pièce... » Tous unis contre le « Pacte d'Aggression Contre la Société » ou le « Piège A Cons Social », contre « la gauche qui détruit la famille ». Pour « le mariage sinon rien ». On manifeste contre le « mariage homosexuel ». Contre, surtout, l'adoption d'enfants par les homosexuels, obsession des manifestants. Jean-François Chaumont, le président de la Confédération nationale des associations familiales catholiques, estime que la reconnaissance des concubins n'est qu'un « paravent » : « Cette loi n'est pas pour eux. S'ils veulent les mêmes avantages que les couples mariés, ils se marient. Le vrai enjeu de la loi, selon lui, c'est la reconnaissance du couple homosexuel. « J'ai le plus grand respect pour les personnes et les comportements privés, explique-t-il, mais l'homosexualité ne doit pas devenir une norme sociale. » Cheminant aux côtés du président du Conseil représentatif des musulmans de France, Hamlaoui Mekachera, le président de Familles de France, Jacques Bichot, craint un « premier pas vers l'adoption d'enfants par les couples homosexuels ».

Les propos, souvent, dérivent vers l'homophobie, bien que les haut-parleurs assurent : « Nous ne jugeons personne ! » La manifestation a des allures d'anti-Gay Pride. « Homos, sociaux, tous crados », porte-t-on à bout de bras. « Pas de nouveaux pour les tantes », revendique Chrétienté Solidarité, asso-

ciation proche du Front national, dont un membre rappelle que « si les choses les plus abominables ont toujours existé, il ne faut pas pour autant les encourager ». Pour Jeanne et Véronique, dix-huit ans, vestes marine et queues de cheval, « l'homosexualité, c'est contre nature ». « D'abord, croient-elles savoir, ce sont des relations qui ne durent jamais très longtemps. Selon les statistiques, ils ont entre 250 et 1 000 partenaires ! Un enfant adopté par des homosexuels, il deviendra homosexuel parce que c'est traumatisant, une ambiance comme ça... »

TENSIONS

Au passage devant le Musée d'art moderne, les manifestants se font traiter d'« intolérants » par les gens qui font la queue. « Sales pédés ! », rétorque-t-on. Le ton monte vite. Dans la file d'attente, Patrick, sémiologue, observe, choqué : « Ceux qui manifestent contre un droit qu'on leur enlève sont conservateurs. Ceux qui refusent un droit donné aux autres, ne menaçant en rien leurs acquis, sont réactionnaires. » Place du Trocadéro, une banderole d'Act Up recouvre une partie de la façade du Palais de Chaillot avec ce simple mot « Homophobes ». Les manifestants tentent de la décrocher. Vainement. Puis de la brûler. Sans plus de succès. Lorsqu'enfin elle tombe, un cri de victoire monte de la foule.

Clarisse Fabre et Pascale Krémer

Edouard Balladur désapprouve un texte « inutile et dangereux »

LE MINISTRE de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a qualifié de « demi-succès » la manifestation contre la proposition de loi sur le PACS, qui a réuni, selon lui, « beaucoup de jeunes ». Invité du « Grand-Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 31 janvier (lire page 15), M. Chevènement a précisé que cette manifestation avait rassemblé « 98 271 personnes, soit deux fois plus que ce qu'avaient estimé nos services et deux fois moins que ne le souhaitent ses organisateurs ».

Pour le ministre de l'Intérieur, qui s'est dit « très attaché aux valeurs familiales », le PACS « n'est pas un mariage bis », mais il « a pour but de donner quelques droits aux homosexuels ». Notant qu'« au niveau de la représentation parlementaire, il y a une majorité et une minorité », le ministre s'est borné à constater que « le gouvernement n'a pas à retirer un texte qui vient des députés ». Interrogé lundi 1^{er} février sur RTL, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a indiqué que « le gouvernement est déterminé à faire passer cette proposition de loi » qui, selon elle, « apporte un plus à des gens qui, aujourd'hui, sont en dehors du mariage » et qui « ne menace en rien ni le mariage ni la famille ».

« SOUS-MARIAGE »

Dimanche, sur TF1, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean Louis Debré, a qualifié le PACS de « sous-mariage », estimant que le rôle de l'Etat « est d'encourager, de favoriser les familles (...) », et celles qui par leur union permettent la pérennité de l'Etat, le développement de l'emploi et la protection sociale ». L'ancien ministre de l'Intérieur a reproché au gouvernement d'« avoir voulu porter au même rang le mariage des homosexuels » et d'« avoir dressé les Français les uns contre les autres ». Sur France 3, Edouard Balladur (RPR) a déclaré « inutile et dangereux » le PACS, « contrat de type nouveau dont on ne sait pas comment il se

situe par rapport à la famille ». M. Balladur estime que le gouvernement aurait été « mieux avisé d'entreprendre une discussion plus large qui aurait permis d'aboutir à une solution plus consensuelle ».

Le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, s'est félicité, dans un communiqué, « de l'impressionnant succès de la manifestation contre le PACS ». « Il est néanmoins regrettable », ajoute M. de Villiers, que les leaders des partis de l'Alliance aient choisi de briller par leur absence. « Sur Europe 1, dimanche, le président du Front national-Union française, Jean-Marie Le Pen, a indiqué qu'il avait préféré présider « la galette des rois de la fédération de Paris » du Front national, la lutte contre le PACS étant, selon lui, « un sujet de moyenne importance ».

« Les discussions au Sénat seront difficiles. Le débat sur la parité a été un bon avertissement », a

Les partisans du projet dénoncent l'attitude critique de M. et M^{me} Badinter

LES PARTISANS du PACS se sont serrés les coudes, lors du troisième congrès du Collectif pour le contrat d'union sociale et le PACS, samedi 30 janvier, à Paris. En 1998, Jean-Pierre Michel (MDC), rapporteur de la commission des lois, et Patrick Bloche (PS), son homologue des affaires sociales, commencent tout juste à rédiger la proposition de loi qui allait devenir le pacte civil de solidarité. L'année 1999 est donc placée sous le signe de la « confiance », puisque le texte a été voté en première lecture à l'Assemblée, le 9 décembre 1998, mais aussi de l'« inquiétude », a résumé Jean-Luc Romero, membre du bureau national du RPR et président de l'association des élus locaux contre le sida, qui représentait Roselyne Bachelot (RPR), seule députée de l'opposition à soutenir officiellement le PACS.

Guy Hascot (Verts) s'est voulu rassurant. « Même s'il y a 100 000 personnes qui défilent, dimanche, cela n'a pas beaucoup d'importance. C'est la France réactionnaire et traditionaliste », a déclaré le député écologiste, tout en regrettant, avec Serge Guichard, responsable du secteur de l'immigration au PCF, que le texte soit ouvert aux frères.

« Les discussions au Sénat seront difficiles. Le débat sur la parité a été un bon avertissement », a

pronostiqué Catherine Tasca (PS), présidente de la commission des lois. M. Michel a indiqué qu'en deuxième lecture, il sera « ouvert à des aménagements juridiques » sur le texte, tout en écartant l'idée de le transformer en « simple contrat sous seing privé », comme le prévoit le pacte d'intérêt commun de Jean Hauser, professeur de droit. Selon M. Michel, cette solution « risque d'être reprise par les sénateurs ».

CORRIGER LES INJUSTICES

Surtout, les participants ont fustigé la tribune des « intellectuels de gauche contre le PACS » publiée dans Le Monde du 27 janvier, dans laquelle les auteurs – parmi lesquels Caroline Eliacheff, pédiatre, et Paul Veyne, historien – soulignent que « des réformes juridiques et fiscales, étendues aux couples homosexuels », permettraient de corriger les « injustices » à l'encontre des couples non mariés. « Ceux-là se mettent dans le camp de la droite, et rendent un très mauvais service à tous ceux qui attendent ce texte », a critiqué M. Michel. M^{me} Tasca a dénoncé « l'abus de position des experts ». « Ces gens, très intelligents, très diplômés, sont nécessaires à la vie du pays mais, en aucun cas, les politiques ne doivent s'en remettre à leur jugement ! », a tranché la députée. M. Bloche a fustigé le « couple célèbre »

formé par Elisabeth et Robert Badinter, ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel et sénateur socialiste, qui « gère une critique identique et parallèle du PACS et de la parité ».

Les experts qui ont participé au congrès ont émis d'autres critiques à l'encontre de la proposition de loi. Si le PACS est un « progrès » selon François de Singly, sociologue de la famille, il est « totalement inadmissible » que le texte règle, à la fois, « les questions du couple et du lien social ». « C'est à cause de ce mélange que le nombre de sociologues qui soutiennent le PACS se compte sur les doigts de la main ! », a alerté M. de Singly. Gérard Miller, psychanalyste, regrette que le PACS n'ait pas ouvert « un vrai débat sur l'homosexualité ».

La surprise est venue des rangs des représentants religieux. Luc Pareydt a assuré qu'« il existe différentes sensibilités sur le sujet dans le catholicisme ». « Il n'y a pas que les forces de la réaction, sinon je n'y paume », a-t-il ajouté. De même, Soheib Bencheikh, mufti de Marseille, estime que la proposition de PACS peut séduire les jeunes musulmans, avant de conclure, dans un sourire : « Pacsez-vous ! les uns les autres ! »

Cl. F.

En Allemagne, le statut envisagé ne pourra concerner que les couples homosexuels

BONN

de notre correspondant

Après le débat sur la réforme du code de la nationalité, le sujet de société qui devrait enflammer l'Allemagne est celui des droits des homosexuels. Dans leur contrat de coalition, signé en octobre 1998, le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts se sont engagés à créer une institution juridique baptisée « partenariat de vie enregistré, fait de droits et de devoirs ». En clair, un mariage homosexuel, même si le mot est évité, particulièrement dans les rangs du SPD.

La voie empruntée par l'Allemagne sera radicalement différente de celle qu'a choisie la majorité de gauche en France. D'abord, le PACS paraît insatisfaisant aux homosexuels. « En France, il y a le traitement de première classe, c'est le mariage. La deuxième classe, c'est le PACS, pour les homos et les hétéros, mais les homos n'ont accès qu'à la deuxième classe. Ce n'est pas l'égalité, cela me déçoit de la part de la France », estime Volker Beck, député (Verts) et homosexuel.

Ensuite, la Constitution allemande limite strictement la capacité d'action du gouvernement. La Loi fondamentale affirme, dans son article 3, l'égalité de tous devant la loi, mais son article 6 énonce que « le mariage et la famille sont sous la protection particulière de l'ordre étatique ». Cette exigence rend presque impossible la création d'un contrat destiné à la fois aux homosexuels et aux hétérosexuels, qui serait qualifié de mariage au rabais. « Si l'on introduit les couples hétérosexuels dans le projet, on aura un problème de constitutionnalité, car il ne faut pas faire obstacle à la volonté de se marier », explique M. Beck.

« PAS D'ADOPTION »

La protection du mariage contraint le gouvernement à proposer une loi spécifique pour les homosexuels. « Nous allons, dans un premier temps, traiter le cas des homosexuels qui vivent en couple pour une très longue durée », explique Bernard Böhm, porte-parole du ministère de la justice. Dans un second temps, mais pas avant quelques an-

nées, nous nous occuperons des couples de plus courte durée, qu'ils soient homosexuels ou hétérosexuels. Mais, dans ce dernier cas, il s'agira surtout de protéger les plus faibles, comme les femmes qui ont abandonné pendant dix ou vingt ans leur travail pour élever leurs enfants ».

L'avant-projet de loi ne sera pas présenté avant plusieurs semaines. Il s'agit d'une véritable union, institution juridique totalement nouvelle, indépendante du mariage hétérosexuel et signée pour la vie ; pour la rompre, il faudrait suivre la même procédure qu'en cas de divorce ; les partenaires auraient le devoir de subvenir aux besoins de l'autre ; en cas de séparation, le versement d'une pension pourrait être ordonné. Les homosexuels auraient le droit de faire venir en Allemagne leur partenaire étranger ; le partenaire aurait celui d'être informé, comme la famille, sur l'état de santé de son conjoint et d'être à son chevet ; en cas de décès, le partenaire survivant ne pourrait être chassé de son domicile.

Des différences avec le mariage

devraient subsister, sur l'adoption et la fiscalité. Les Verts sont favorables à l'adoption, mais le SPD s'y oppose. « Il n'y aura pas d'adoption », prévient Margot von Renesse, députée social-démocrate. Le débat n'est pas tranché sur les enfants qu'un des partenaires aurait pu avoir dans une vie hétérosexuelle antérieure. On envisage de donner au conjoint des droits sur l'enfant élevé à deux.

SONDAGES PLUTÔT FAVORABLES

Le débat sur l'adoption sera, comme en France, biaisé, les catholiques homosexuels ayant déjà le droit d'adopter un enfant. La ministre de la justice, Herta Däubler-Gmelin (SPD), se refuse, selon la presse allemande, à accorder aux couples homosexuels le droit de faire une déclaration fiscale commune, cet avantage ayant été octroyé aux couples mariés parce que l'un des deux s'occupe des enfants.

La population serait plutôt bien disposée à l'égard des mariages homosexuels. « En 1993, un sondage

donnait un tiers des Allemands pour le mariage gay, deux tiers contre. En 1996, ils étaient 46 % pour et 42 % contre. En 1998, il y a eu un nouveau sondage, posant la question sur le projet de la coalition rouge-verte : il a donné 62 % de personnes favorables », estime, optimiste, M. Beck. M. Böhm, lui, s'attend à un débat « très émotionnel ». Le ministre se refuse à traiter le dossier « entre deux portes » et plaide pour un grand débat public sur le sujet. « Notre projet s'adresse aux gens qui vivent ensemble pendant trente, quarante ans », souligne M. Böhm, qui ne prévoit que quelques dizaines de milliers de candidats au « mariage ». « Ces gens ont droit au respect, à la dignité, et il faut leur donner les moyens de créer ce partenariat et les aider », souligne-t-il.

L'Eglise catholique a déjà fait part de ses craintes quant aux conséquences d'un tel projet sur le mariage, tandis que l'Eglise protestante ne s'est pas prononcée.

Arnaud Leparmentier

■ **ÉVRY** : Pierre-jean Banuls (PS) a été élu maire d'Evry (Essonne), dimanche 31 janvier, en remplacement du député socialiste Jacques Guyard. M. Banuls était directeur de cabinet de M. Guyard, avant de devenir son deuxième adjoint lors des élections municipales de 1995 et de prendre la présidence du Syndicat de l'agglomération nouvelle d'Evry.

REUSSIR
HEC-ESSEC-ESCP
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E
Math Sup - Math Spé
Classe Math Spé PC - stages intensifs sup et spé*
Sciences Po
Classes préparatoires - stage intensif d'été
Baccalauréat
Terminales ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision
Médecine-Pharmacie
Droit - Sciences éco.
Enrichissement annuel - stages de révision et perfectionnement
IPESUP
12 ans du Centre Mouton-Rouge
12 rue de la Chapelle - 75018 Paris

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / 7

Il faut tracer un cap entre réalisme et idéalisme pour la CGT

Le militant, estime le futur secrétaire général

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

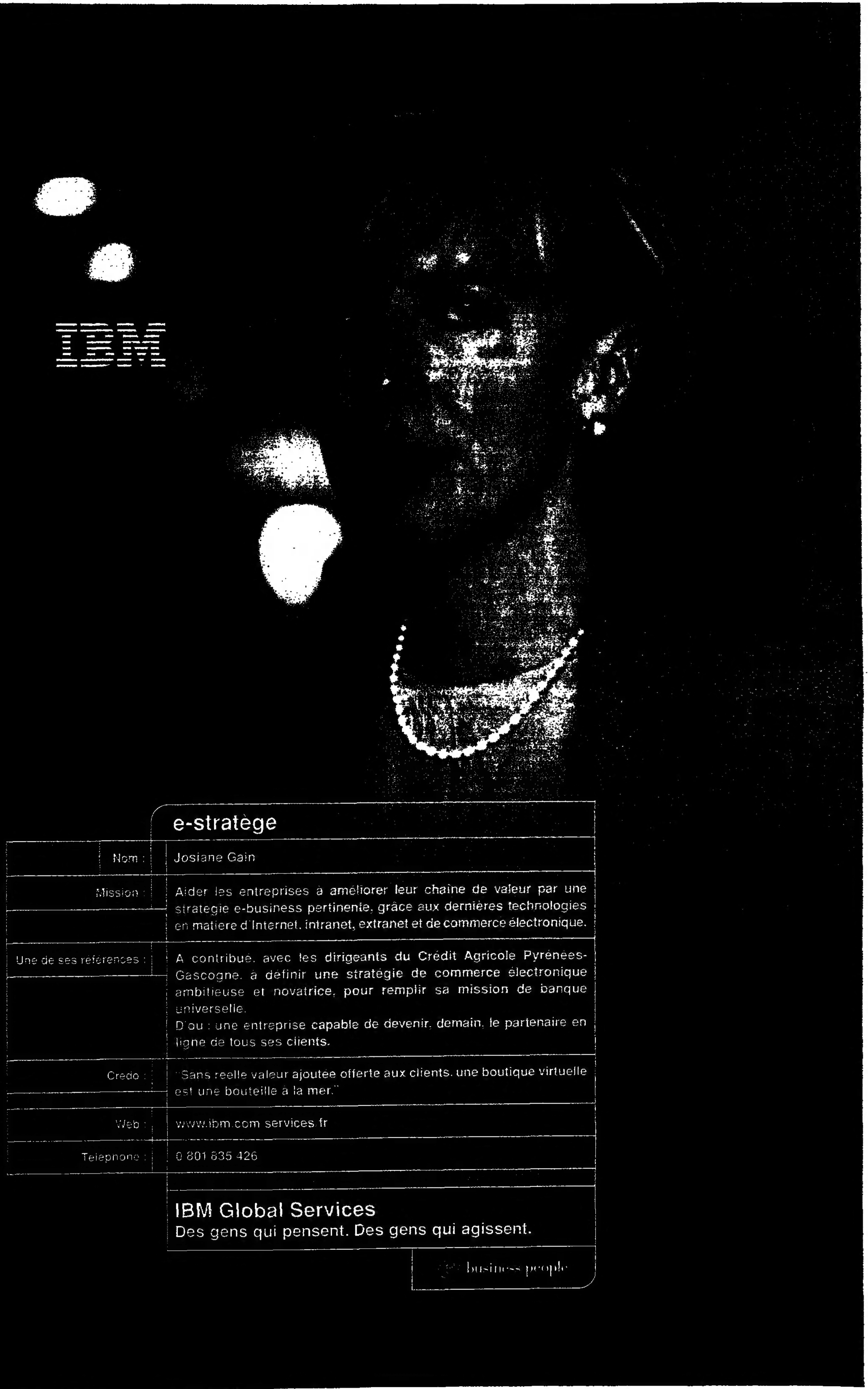
Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.

Le secrétaire général de la CGT, Jean-Claude Maillet, a été élu mardi 2 février 1999. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres. Il a été élu secrétaire général de la CGT, le plus grand syndicat français, avec 1,5 million de membres.




IBM

e-stratège

Nom :	Josiane Gain
Mission :	Aider les entreprises à améliorer leur chaîne de valeur par une stratégie e-business pertinente, grâce aux dernières technologies en matière d'Internet, intranet, extranet et de commerce électronique.
Une de ses références :	A contribué, avec les dirigeants du Crédit Agricole Pyrénées-Gascogne, à définir une stratégie de commerce électronique ambitieuse et novatrice, pour remplir sa mission de banque universelle. D'où : une entreprise capable de devenir, demain, le partenaire en ligne de tous ses clients.
Crédo :	"Sans réelle valeur ajoutée offerte aux clients, une boutique virtuelle est une bouteille à la mer."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 635 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

 business people

051 711 11

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

ÉDUCATION Le ministre de l'éducation nationale affronte le mécontentement de ses personnels sur plusieurs fronts très différents. Certains enseignants lui reprochent son projet de ré-

forme des lycées, tandis que d'autres critiquent la lenteur des changements, sur fond d'insatisfaction sur les conditions de travail et les dotations horaires. ● LES CHERCHEURS opposés à

la réforme du CNRS demandent l'organisation d'un débat national. ● LA RÉFORME DES LYCÉES devrait avoir une portée limitée avec le maintien de la note ministérielle fixant l'organisa-

tion des deux heures hebdomadaires d'aide individualisée aux élèves. ● DES MANIFESTATIONS d'enseignants ont rassemblé des effectifs peu nombreux sur des mots d'ordre oppo-

sés. ● INTERNET est devenu un instrument de mobilisation pour les opposants au ministre, qui court-circuite ainsi les appareils syndicaux en diffusant pétitions et manifestes.

Les réformes de Claude Allègre suscitent une contestation tous azimuts

Le ministre de l'éducation nationale maintient la note sur l'application minimale de la réforme des lycées. Cette décision satisfait le SNES, mais provoque la colère de la FEN, du SGEN-CFDT et de la FCPE

GROGNE à tous les étages dans l'éducation nationale. Depuis le début du mois de janvier, Claude Allègre doit affronter une montée en puissance de mécontentements dont le point commun est l'hostilité croissante à l'égard de sa personnalité et de sa politique. Plus que l'affluence, limitée, aux manifestations syndicales et la participation à des grèves sporadiques, la multiplication de ces mouvements, essentiellement dans la région parisienne, contribue à alourdir un climat dégradé.

Après l'effet désastreux de déclarations impétueuses qui ont laissé des traces dix-huit mois plus tard, les critiques se focalisent sur la réforme des lycées et de l'école, de l'harmonisation européenne des études supérieures ou de la réorganisation du CNRS, les enseignants et les personnels d'éducation renouent devant l'ampleur des chantiers et la méthode utilisée pour les conduire.

● « Non au lycée light ». Depuis peu, la critique s'est exprimée plus radicalement sur la nature et l'idéologie du « projet éducatif » de Claude Allègre. Dans ce débat, dé-



clenché en dehors des organisations syndicales, les enseignants s'en prennent aux orientations fondamentales de la réforme des lycées défendues par Philippe Meirieu, promoteur du projet. Bien que la version définitive du texte

soit encore soumise à de multiples tractations (lire ci-dessous), ils y voient la préfiguration d'un lycée « light », aux programmes allégés, aux volumes horaires diminués où les professeurs abandonneraient progressivement leur mission d'enseignement pour celle d'« éducateur ». Ils rejettent massivement la vision et les dérives d'un système « à l'américaine » qu'ils accusent Claude Allègre de vouloir copier.

Les premiers signes de cette révolte ont été exprimés par les professeurs de classe préparatoire. Ils s'insurgent contre les atteintes répétées à l'égard d'un système qui symbolise « l'élitisme républicain ». Les enseignants des grands établissements parisiens sont à la pointe de cette contestation. Parmi eux se trouvent les membres les plus actifs du Comité pour la démission d'Allègre. Leur critique s'appuie désormais sur des textes théoriques largement diffusés sur Internet. Un collectif d'action et de réflexion « reconstruire l'école »,

animé entre autres par un professeur de philosophie, René Chiche, diffuse un « Manifeste pour un lycée démocratique ». « Le centre du système éducatif n'est ni l'élève, ni le professeur, ni le rapport professeur-élève, mais l'appropriation de la culture par l'élève avec l'aide du professeur », affirme ce texte qui préconise « l'accès au savoir pour tous ».

Un autre texte, émanant « d'enseignants, militants et électeurs de gauche », estime que la politique définie par Claude Allègre est « libérale dans ses objectifs [et] autoritaire et bureaucratique dans sa mise en œuvre ».

● La grogne des banlieues. Dans une cinquantaine de lycées et collèges de la région parisienne, des grèves partielles se poursuivent depuis le début du mois de janvier. Des enseignants du Val-d'Oise, des Yvelines, des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis – dans la prolongation du mouvement du printemps 1998 – protestent pile-mêlée contre la dégradation du climat dans leurs établissements, la baisse des dotations horaires pour la rentrée ou la révision de la carte des zones d'éducation prioritaires (ZEP) qui aboutit selon eux à « déshabiller Pierre pour ne même pas pouvoir habiller Paul ».

● La bataille des « moyens ». Comme tous les ans à pareille époque, la répartition des dotations horaires dans le second degré et la préparation de la carte scolaire dans les écoles, donnent lieu à des tensions. Elles prennent cette année un relief particulier, notamment parce que les enseignants estiment que l'on « ne fait pas de réformes à moyens constants ».

● Les interrogations des instituteurs. La « Charte pour l'école du XXI^e siècle » de M. Allègre a cristallisé des questions qui taraudaient déjà les instituteurs. Quelle est leur mission exacte, alors que l'arrivée massive d'intervenants ex-

ternes et d'emplois-jeunes est prévue dans les écoles ? Quels moyens ont-ils de lutter contre l'échec scolaire, de plus en plus patent ?

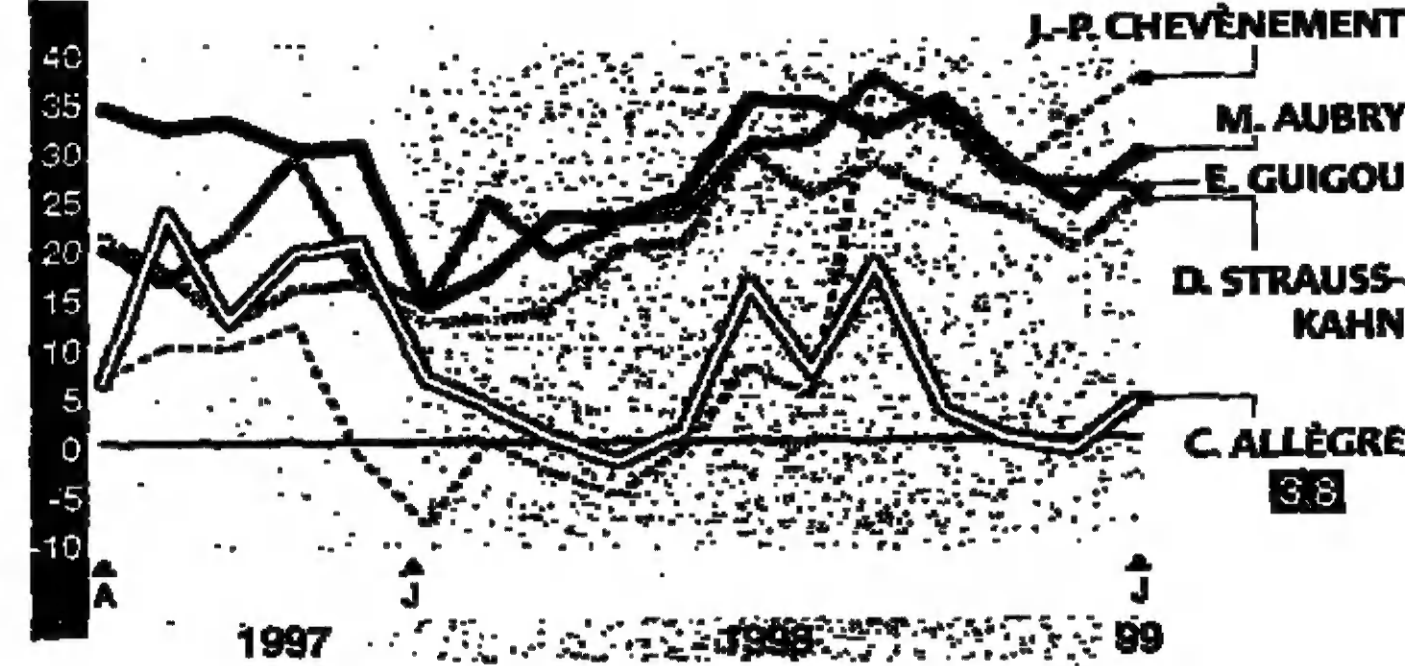
● Le « ras-le-bol » des chefs d'établissement. Engagés dans une négociation délicate sur l'évolution de leur statut, le niveau de rémunération et les conditions de recrutement, les chefs d'établisse-

ment. La contestation a culminé avec la tenue d'une session extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique qui a réuni près d'un millier de participants, le 14 décembre, dans un climat houleux.

Les chercheurs campent aujourd'hui sur la revendication d'un « grand débat national ». La commission recherche du PS a for-

Pour l'opinion, le mauvais élève du gouvernement

COURBE DE CONFIANCE



Internet sert de forum aux « anti-Allègre »

En préconisant le développement des nouvelles technologies de l'information, Claude Allègre pouvait-il imaginer que leur utilisation pourrait devenir un instrument de mobilisation pour ses opposants ? Depuis plusieurs mois, le forum de débats sur le site du SNES (www.snes.fr) est « squatté » par les contestataires du ministre mais aussi de la direction du syndicat. C'est aussi sur la Toile que le collectif d'action et de réflexion « reconstruire l'école » (www.mutimania.com/reconstruirecole) se livre à une critique sans complaisance de la réforme au travers d'un « manifeste pour l'école républicaine » relayé par les enseignants de « prépas », notamment du lycée Henri-IV (lycee.democratie@wanadoo.fr). Le collectif « Ecole et République » (www.geocities.com/Athens/Troy) centralise également toutes les initiatives contre la politique ministérielle. Sur ce site sont également hébergés le Collectif pour la démission d'Allègre et la Coordination Paris-Nord. Enfin, certains enseignants ont trouvé refuge sur www.lapetition.com dont la vocation est de recueillir les pétitions en tout genre.

« Allez-y, réformez ! », « Virez le sauvegarde ! » : deux sensibilités s'opposent dans les manifestations d'enseignants

LES QUELQUES TROIS MILLE manifestants qui ont défilé, dimanche 31 janvier à Paris, sous la bannière du Syndicat des enseignants (SE-FEN), auraient pu

REPORTAGE

Un seul point commun lie les manifestants : le refus du mépris et des paroles désobligeantes

scander « Allègre, arrête ton cinéma ! ». La plupart d'entre eux, regroupés en délégations venues de toute la France, arboraient en effet des affichettes de films ayant le ministre de l'éducation nationale pour vedette. Au programme : « Les douze travaux de recul » pour les lycées, « La charte sur un toit ébranlant » pour l'école primaire, « Voyage au centre du néant » pour l'enseignement professionnel ou encore « Autant en emporte le vent » pour la formation continue. « Claude Allègre a baissé culotte devant les conservateurs et devant le Parti socialiste », s'insurge un professeur des écoles de Haute-Loire. « Il a lancé un tas de chantiers qui nous intéressent, mais rien n'aboutit », regrette-t-il. « On ne veut pas faire sauter Allègre mais lui dire : Allez-y, réformez ! », insiste une enseignante de Besançon. « Je m'attends vraiment à une autre politique. Qu'est-ce que je suis déçu ! », se lamente un professeur de Loire-Atlantique.

● **AVERTISSEMENT** En tête de cortège, une bande-roule indiquait : « Des enseignants respectés dans un système éducatif rénové ». Un seul point commun : les manifestants du SE-FEN à

fus du mépris et des paroles désobligeantes. S'exprimant en fin de défilé devant ses troupes, Hervé Baro, secrétaire général du SE-FEN, a qualifié cette manifestation d'« avertissement » lancé à Claude Allègre. « Nous manifestons pour la réforme mais aussi pour exprimer un ras-le-bol, un sentiment de trahison. » Dénonçant « le recul du ministre devant les syndicats conserva-

teurs – le SNES, le SNALC, FO – de droite comme de gauche », Hervé Baro a réclamé que « les objectifs nobles de réforme » voulus par le ministère « se transforment en actes concrets et en moyens supplémentaires en personnel, en temps pour le travail en équipe et en formation ».

Guerre plus nombreux la veille, 2 800 selon la police, 6 000 selon

les organisateurs, les manifestants qui s'étaient réunis à Paris à l'appel du SNES, du collectif pour la démission d'Allègre et de la coordination du Nord parisien, rejoins par quelques professeurs des classes préparatoires, étaient surtout réunis par un rejet commun du ministre de l'éducation nationale. « Allègre bouffon, démission », « Non au casseur, virez

le sauvegarde », « Allègre, mutation sur Pluton », disaient les pancartes et les autocollants, tandis que certains prenaient à partie le premier ministre avec des « Jospin trahison, Allègre démission », ou « Jospin, le mammoth a une mémoire d'éléphant et il vote ».

A côté de quelques revendications purement corporatistes – « Mammoth écrase nos primes » –,

les enseignants s'insurgeaient contre le « lycée light » avec des horaires diminués et des programmes allégés, les savoirs remplacés par des « activités » et les classes surchargées. Pour ceux-là, un slogan : « Savoir allègre, jeunesse floue ». « Allègre est en train de détruire le potentiel éducatif parisien au nom d'un égalitarisme stupide », expliquait un prof de Janson-de-Sally, tandis qu'un autre protestait contre la suppression de postes en arts plastiques ou la révision drastique de la carte des langues vivantes.

« S'INSTALLER DANS LA DURÉE »

De grands lycées d'Ile-de-France comme Fénélon, Henri-IV, Janson-de-Sally, Montaigne, Carnot, Voltaire, et Lakanal, dont bon nombre ont connu des mouvements de grève ces dernières semaines, cotoyaient des établissements du Val-d'Oise ou de la Seine-Saint-Denis, en grève reconductible depuis plusieurs jours.

Yannick, professeur de physique à Eugénie-Cotton à Argenteuil, qui a « quitté le SNES parce que le syndicat a cherché à faire avorter un mouvement de protestation important », se désolait que la dotation horaire de son établissement ait diminué de 56 heures, alors qu'il est classé en ZEP et zone sensible. Un prof d'histoire du lycée René-Cassin d'Arpajon (Essonne) se réjouissait que les manifestants aient « fait bouger le SNES grâce à Internet ». Pour Emmanuel Garcia, du collectif du Nord parisien, l'important « c'est de s'installer dans la durée. Jeudi 4 février, on espère qu'il y aura dix fois plus de monde ». En province, le SNES n'a guère fait le plein, ne rassemblant que 150 personnes à Toulouse, 450 à Lyon et une centaine à Caen.

Matignon dément tout désaccord avec le ministre de l'éducation

PARCE QU'ELLE est au cœur de la réforme des lycées, la note de six lignes, envoyée le 27 janvier aux recteurs par le cabinet du ministre de l'éducation nationale pour fixer les modalités de l'aide « individualisée » aux élèves de seconde en difficulté, continue de provoquer des remous (*Le Monde* daté 31 janvier-jr février).

Voulue et obtenue par le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), mais critiquée par la plupart des autres organisations, cette note « ne sera pas retirée », expliquait-on, samedi 30 janvier, rue de Grenelle. De fait, par un communiqué diffusé dimanche, l'Hôtel Matignon tenait « à apporter un démenti formel aux allégations publiées dans *Le Monde* selon lesquelles les services du premier ministre auraient demandé au ministre de l'éducation nationale de retirer une note adressée aux recteurs concernant la mise en place de l'aide individualisée aux élèves en classe de seconde dans le cadre de la réforme des lycées ».

De part et d'autre, on insistait pour démentir fermement l'hypothèse, formulée dans nos colonnes, d'une divergence entre le

difficultés qu'il affronte. La note qui a semé le trouble précise que l'aide « est attribuée à raison de deux heures-professeur par division de seconde. Elle doit nécessairement être rattachée au français (1 heure) et aux mathématiques (1 heure) ».

Deux des interlocuteurs du ministre de l'éducation nationale – Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT, et Georges Dupon-Lahitte, président des parents d'élèves de la FCPE – assurent pourtant avoir, séparément, entendu M. Allègre leur dire, vendredi 29 janvier, que ce texte était nul et non avenue et qu'il serait revu. « J'en étais même tellement sûr, qu'en sortant du ministère vendredi, j'ai prévenu mon organisation de la nouvelle par téléphone », explique M. Villeneuve. M. Dupon-Lahitte, après sa conversation avec M. Allègre, a « fait passer le message à tous les présidents départementaux de la FCPE » réunis samedi.

Pour le président de la FCPE, « cette note va à l'encontre de ce que nous avons demandé, et même de l'esprit de la réforme. Tous les élèves en difficulté n'ont pas besoin d'une heure disciplinaire de plus de

mande « si cela sert à quelque chose dans ces conditions de continuer à discuter et à négocier ». M. Villeneuve, en accord sur le fond avec la FCPE, estime pour sa part « scandaleux qu'une telle note sorte en plein milieu d'une négociation. Il n'a jamais été question d'attribuer ces deux heures au français et aux maths. On s'est bien moqué de nous ».

UN COUP FATAL

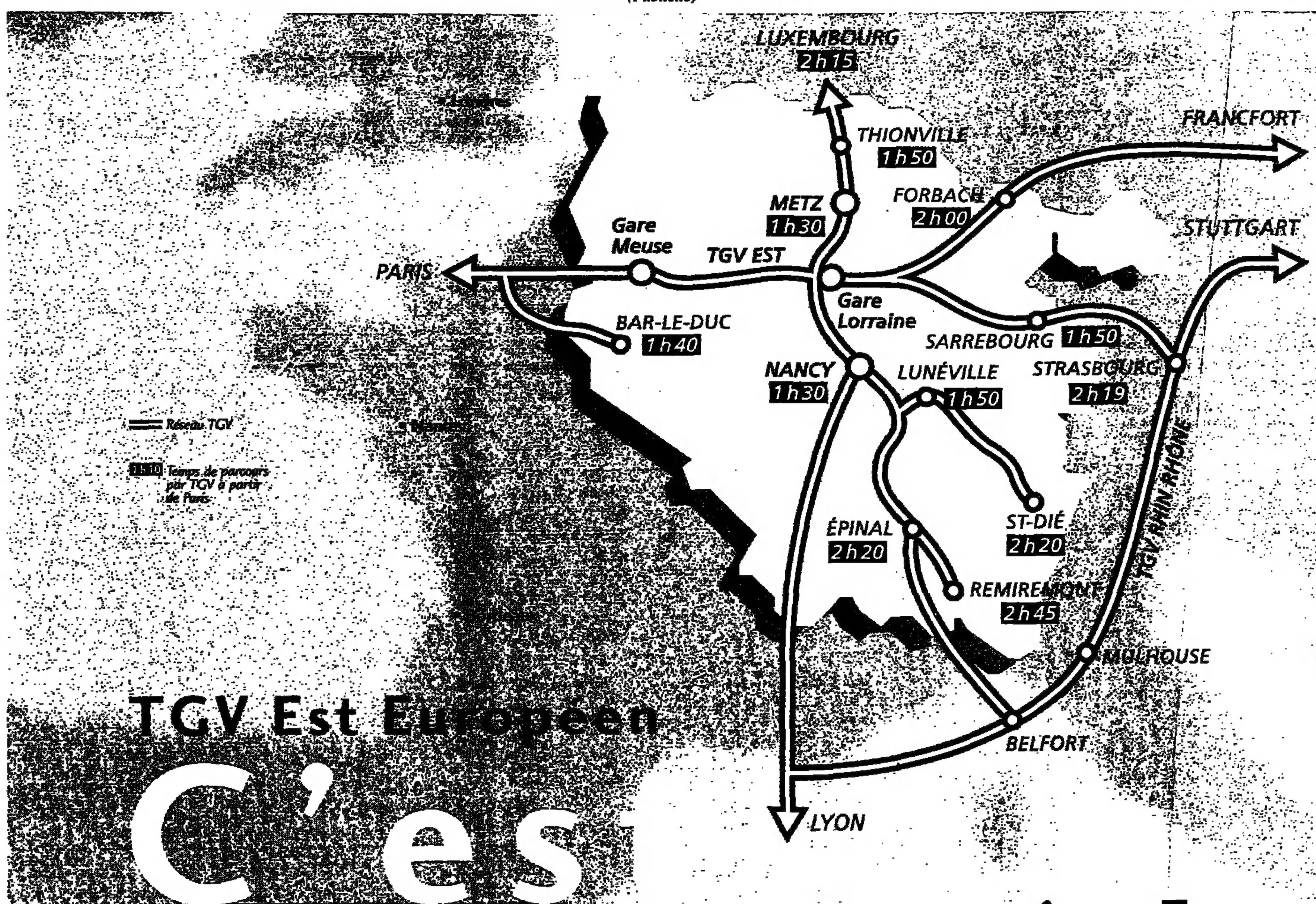
Alors que les adhérents du Syndicat des enseignants (SE-FEN) ont défilé, dimanche 31 janvier, à Paris, pour que Claude Allègre donne un coup d'accélérateur à ses réformes, le secrétaire général de cette organisation, Hervé Baro, considère que la note ministérielle « porte un coup fatal aux rares espoirs de réforme qui survivaient dans la Charte des lycées, en enlevant toute souplesse à l'aide individualisée ». La FCPE, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et l'Union nationale des lycéens (UNL) affirment d'ailleurs avoir fait connaître leur mécontentement à Matignon.

Dans l'entourage du ministre de l'éducation nationale, on explique

œuvre, le ministre a tranché : il a décidé qu'il s'agirait d'une heure en français et en mathématiques pour tous les établissements, y compris les lycées parisiens ou favorisés, car partout il y a des élèves en difficulté ». Toutefois, les conseillers du ministre de l'éducation nationale n'excluaient pas, dimanche soir, que des discussions soient possibles sur la nature de la deuxième heure de soutien : « Il pourrait y avoir des modulations pour les établissements qui comptent beaucoup d'élèves en grande difficulté ».

Les conseillers de M. Allègre ajoutent que le ministre va retirer une autre note envoyée aux recteurs, sur la « Charte pour bâtir l'école du XXI^e siècle ». Ce texte concernant, lui, l'école élémentaire précisait que les deux heures d'études dirigées incluses dans le temps scolaire pourraient être utilisées pour le soutien. L'entourage du ministre assure qu'il y a eu erreur sur les textes, ses interlocuteurs ayant confondu le retrait de cette note sur l'école avec le sort de celle sur le soutien en classe de seconde. Mais le SGEN-CFDT et la FCPE démentent et parlent bien de deux textes distincts.

(Publicité)



TGV Est Européen
C'est

gagné !

La Lorraine part à la conquête de l'Europe

Après dix années d'efforts pendant lesquelles il aura fallu convaincre et mobiliser cinq gouvernements différents, le TGV Est européen voit le jour. Il aura donc fallu une décennie pour que ce projet politique, né d'une volonté collective jamais entamée, aboutisse.

Le Conseil Régional de Lorraine, qui depuis 10 ans en a fait une de ses priorités, compte bien le mener jusqu'au bout : jusqu'aux premiers TGV qui relieront la Lorraine à Paris et aux grandes métropoles françaises et européennes.

Dès 2005, les villes de Bar-le-Duc, Epinal, Forbach, Lunéville, Metz, Nancy, Remiremont, Saint-Dié, Sarrebourg, Thionville... seront accessibles par le TGV.

La Lorraine affirmera alors résolument son rôle stratégique au cœur de l'Europe. Les Lorrains vivront le nouveau siècle au rythme de l'expansion, du développement et du dynamisme.

Pari gagné !

Gerard Longuet

Gerard Longuet
Président du Conseil
Régional de Lorraine



Bravo les Lorrains !

Conseil Régional de Lorraine : Place Gabriel Hocquard - BP 1004 - 57036 Metz Cedex 1
<http://www.cr-lorraine.fr> - Tél 03 87 33 60 00 - Fax 03 87 32 98 58

Une enquête réalisée sur 27 000 jeunes analyse les chemins chaotiques de l'insertion professionnelle

Le niveau de diplôme reste la meilleure garantie contre le chômage

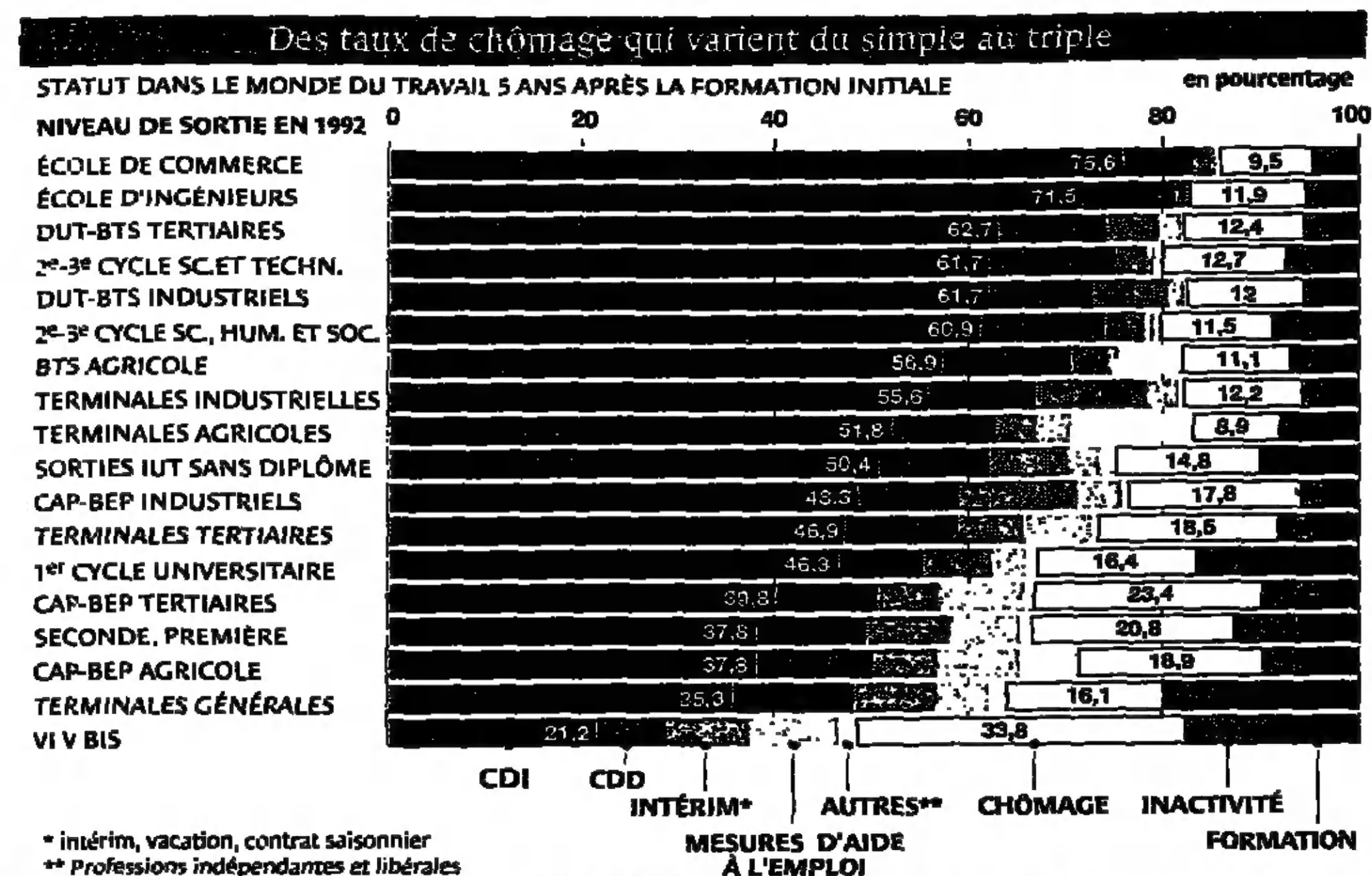
Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) publie, lundi 1^{er} février, les résultats d'une vaste enquête sur l'insertion professionnelle des jeunes. L'analyse de la situation des jeunes diplômés, cinq ans après la fin de leur formation initiale, fait ap-

paraître la complexité de leurs parcours et la disparité de leurs situations selon le niveau de diplôme atteint et le secteur d'activité choisi.

COMMENT les jeunes, quel que soit leur niveau de formation, s'insèrent-ils dans le monde du travail? Vaste question à laquelle le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) apporte un début de réponse grâce à une enquête réalisée auprès de 27 000 jeunes qui se sont présentés pour la première fois sur le marché de l'emploi en 1992. Intitulée *Génération 1992*, cette étude dresse un état de leur situation professionnelle cinq ans après leur sortie de formation initiale et porte « un premier regard » sur leur cheminement.

Difficile de trouver sa voie. L'acquisition d'une stabilité professionnelle prend de plus en plus de temps - quatre à cinq ans - et il n'existe quasiment pas d'insertion « simple et linéaire », insistent les auteurs de l'étude. Qu'ils soient titulaires d'un CAP ou diplômés d'une école de commerce, « la complexité des parcours semble plus imposée par la situation économique que par la formation des individus ». Si la génération 92 « marque une rupture » en terme de niveaux de formation « pour la première fois, les sortants de niveau baccalauréat deviennent plus nombreux que ceux de niveau CAP-BEP », la moitié des jeunes connaissent au moins quatre « situations différentes » (chômage, emploi temporaire, etc.) pendant les cinq années étudiées.

Mais derrière cette moyenne apparaissent nettement deux pôles hiérarchiques. Les jeunes des plus hauts et des plus bas niveaux de



lot quotidien. Mais la situation la plus grave demeure celle des « sans grade ». Parmi les jeunes qui sortent du système scolaire sans aucune qualification (12 % de la génération), près de 15 % n'ont jamais occupé d'emploi en cinq ans alors que près de la moitié des diplômés de l'enseignement supérieur n'ont jamais été au chômage durant cette période. Globalement, cinq ans après leur sortie du système éduca-

tif, de 6 100 francs net par mois pour les femmes et de 7 300 francs pour les hommes. Cet écart s'explique en partie par le fait que 30 % des femmes travaillent à temps partiel - « non choisi d'ailleurs pour les trois quarts d'entre elles », précise le Cereq. En revanche, la structure des emplois féminins est tirée vers le haut : la génération 92 compte 11 % de femmes cadres, contre 9 % dans l'ensemble de la population active.

TENDANCE AU DÉCLASSEMENT
Si les jeunes de cette génération sont globalement « mieux formés » que leurs aînés, certains d'entre eux connaissent le « revers de la médaille » et doivent faire face à une concurrence accrue entre diplômés. Une tendance au déclassement est largement observée. Ainsi, en 1997, un tiers des jeunes employés administratifs sont bacheliers, mais 23 % n'ont pas le bac et, à l'opposé, 42 % sont diplômés de l'enseignement supérieur. Autre exemple, 16 % des bacheliers de la génération 92 occupent un poste d'ouvrier non qualifié.

De manière plus rassurante, l'enquête fait apparaître « les premières promotions professionnelles » chez les diplômés de l'enseignement supérieur court. Ainsi, plus de 10 % des titulaires de DUT ou de BTS ont accédé à un poste de cadre cinq ans après la fin de leurs études alors qu'ils n'étaient que 5 % à avoir atteint ce stade après trois ans de vie active.

« Le diplôme compte encore plus que ce que l'on pouvait imaginer », considère Hugues Bertrand, directeur du Cereq. Et d'autant plus chez

les bas niveaux. « Dérocher un CAP est devenu le minimum vital. Mais au-delà du niveau d'études atteint, la spécialité de la formation (que le Cereq classe en deux catégories : industrielle-scientifique ou tertiaires-humaines) « est manifestement un des facteurs qui influent le plus sur l'insertion. Cette influence est d'autant plus marquée que le niveau de formation est faible », indique l'étude. A titre d'exemple, les titulaires d'un CAP-BEP industriel s'en sortent mieux que les bacheliers tertiaires. Les premiers ont un taux de chômage inférieur (11 % contre 14 %) et un salaire mensuel supérieur (6 300 francs contre 6 000) aux seconds. Du côté de l'enseignement supérieur long, la spécialité induit essentiellement sur les salaires. Les diplômés des facultés de sciences et techniques ont des niveaux de rémunération supérieurs à ceux de sciences humaines et sociales et les diplômés d'écoles d'ingénieurs gagnent, en moyenne, mieux leur vie que ceux des écoles de commerce.

Cette enquête - « la plus complexe et la plus importante jamais réalisée par le Cereq », précise Hugues Bertrand - va désormais servir de support à des analyses thématiques. Dans le prolongement de ces premiers résultats, le Cereq devrait prochainement publier des indicateurs sur les concurrences entre diplômés d'une même filière de formation, sur les pratiques d'embauche des entreprises vis-à-vis des débutants ou encore sur la diversité des profils à l'intérieur d'une même profession.

Sandrine Blanchard

Le témoignage de la guénon Marylin sur l'origine du sida

CHICAGO

de notre envoyé spécial

On l'avait baptisée Marylin. Capturée dans un pays africain non identifié, elle avait, toute jeune, été expédiée aux États-Unis où elle servit sa vie durant, de nourriture dans un élevage de primates avant de mourir à l'âge de vingt-six ans, en 1985. Treize ans plus tard, ce chimpanzé du groupe *Pan troglodytes troglodytes* aura été la vedette incontestée de l'ouverture, dimanche 31 janvier, de la dixième conférence sur les rétrovirus et les maladies opportunistes qui réunit jusqu'au 4 février, à Chicago, l'élite internationale des spécialistes de la recherche sur le sida.

Depuis 1983, année de la découverte à Paris du VIH, une passionnante quête scientifique est engagée pour déterminer l'origine exacte de ce virus dont la diffusion est aujourd'hui pandémique. Si la somme des travaux déjà conduits dans ce domaine a permis d'établir un premier faisceau d'indices concordants visant le chimpanzé, on ne dispose encore d'aucune preuve absolue. La seule quasi-certitude concerne le VIH 2, un virus proche de celui du sida, dont tout laisse penser qu'il a initialement été transmis à l'homme, en Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire du singe mangabey (*Cercopithecus ays*).

C'est grâce à un étonnant concours de circonstances qu'une équipe de chercheurs français, britanniques et américains, dirigée par le professeur Beatrice H. Hahn (département de médecine et de microbiologie de l'université d'Alabama), a pu recueillir, *post mortem*, le témoignage biologique de Marylin. Cet animal avait été, en 1985, le seul parmi un groupe de 98 chimpanzés vivant aux États-Unis à réagir positivement à un test de dépistage de l'infection par le VIH 1. Marylin n'avait jamais été utilisée dans le cadre des recherches sur le sida, et cet animal

mis au service de l'industrie pharmaceutique n'avait pas reçu de produits humains dérivés du sang après 1969. Son infection virale était donc d'origine naturelle. Conservé depuis 1985, un échantillon sanguin a permis d'identifier, avec la plus grande précision, la structure génétique du virus de Marylin. Et, ainsi, d'avancer un peu plus dans la quête des origines lointaines du sida.

TRANSMISSIONS ANIMAL-HOMME

Déjà, chez deux chimpanzés capturés au Gabon et chez un autre d'origine zairoise vivant au zoo d'Amers, un virus relativement proche du VIH 1 humain avait été identifié. Aujourd'hui, la découverte faite grâce à Marylin permet à ses auteurs d'affirmer que le « premier réservoir » du VIH 1 humain se situe bel et bien chez les chimpanzés, le premier cas connu d'infection par le virus du sida ayant été identifié à Kinshasa en 1959 (*Le Monde* du 5 février 1998). On peut en conclure que les premières transmissions animal-homme se sont produites bien avant cette date.

Les différents travaux de génétique moléculaire conduits par le professeur Hahn montrent en effet un « étroit et étonnant cousinage » entre les différents types de VIH 1 et les virus déjà isolés dans le sang des chimpanzés d'origine africaine, chez lesquels ils ne déclenchent apparemment pas de maladie similaire au sida. D'autres études sont en cours, visant à compléter l'arbre de la phylogénèse du VIH. Ces travaux pourraient contribuer à la lutte contre cette maladie en permettant de saisir comment des entités virales à ce point proches peuvent ou non, selon les organismes qui les hébergent, provoquer un effondrement mortel des défenses immunitaires.

Jean-Yves Nau

Sauvetage d'un alpiniste bloqué dans le massif du Mont-Blanc

Son compagnon de cordée est mort de froid

LYON

de notre correspondant régional

C'est une véritable « opération commando » qui a été menée, dimanche 31 janvier, pour extraire du massif du Mont-Blanc, dans des conditions extrêmement périlleuses, deux alpinistes britanniques bloqués depuis quatre jours à près de 4000 mètres d'altitude. L'un, Jamie Fischer, vingt-sept ans, était mort de froid et d'épuisement probablement dans la nuit de vendredi à samedi, l'autre Jameson Andrew, vingt-neuf ans, « en état de survie », avait de profondes gelures aux mains et aux jambes.

La cordée, en perdition dans le froid et la tempête de vent qui a fait descendre la température à moins 30, parfois moins 40 degrés, avait réalisé, les 25 et 26 janvier, l'ascension de la face nord des Droites par la voie Ginat. Une grande course glaciaire et mixte dans une paroi particulièrement inhospitalière, qui exige un haut niveau technique et de grandes conditions physiques et morales lorsqu'elle est parcourue en hiver. La voie est habituellement effectuée en une quinzaine d'heures quand les conditions sont optimales et que la neige recouvre cet

itinéraire, évitant une lutte épuisante contre la glace pour progresser. Le mauvais temps a surpris les deux hommes qui ne disposaient pas d'une tente de survie mais de simples sacs de couchage.

Ils avaient attendu, probablement mardi soir, la brèche qui, à 3944 mètres d'altitude, permet de basculer sur l'autre versant de la montagne et de rejoindre, cette fois en face sud, à travers le jardin de Taléire et le glacier du même nom, le refuge du Couvertier puis la vallée Blanche.

QUATRE JOURS ET CINQ NUITS

C'est sur ce col balayé par des rafales de vent de 100 à 140 kilomètres à l'heure que les deux naufragés, alpinistes chevronnés qui ont participé à plusieurs expéditions dans l'Himalaya, sont restés quatre jours et cinq nuits. L'alerte avait été donnée par leurs familles, mercredi 27 janvier. Mais ils ne furent repérés que deux jours plus tard par l'hélicoptère de la gendarmerie auparavant cloué au sol par le mauvais temps et le vent violent. L'intervention d'une caravane terrestre était difficilement envisageable sur ce terrain miné par les avalanches à la suite de chutes de neige très abondantes.

Finalement, les secouristes n'ont disposé que d'une courte accalmie, dans la matinée de dimanche, pour extraire la cordée. « Il fallait faire vite et être précis. C'était une course contre le temps et la mort », raconte Pascal Brun, pilote d'une compagnie privée d'hélicoptère réquisitionnée pour cette opération par la gendarmerie. Ce sauvetage extrême exigeait un appareil puissant et disposant d'une moindre prise au vent qui continuait de souffler en rafales. Un Lama a déposé à une trentaine de mètres des alpinistes un secouriste du peloton de gendarmerie de haute montagne de Chamonix (PGHM), Alain Iglesias. Ce guide a pu mettre rapidement en condition l'alpiniste survivant qui a été très vite extrait de la paroi à l'aide d'une corde de 50 mètres lancée depuis l'hélicoptère.

C'est un « miracle » qu'ont ramené à l'hôpital de Chamonix les secouristes du PGHM, estiment les médecins. L'alpiniste n'aurait pas pu survivre à une nuit supplémentaire en altitude. « Depuis longtemps nous constatons que les hommes ne sont pas égaux dans l'adversité », souligne François Marigny, chirurgien et chef du service des urgences. Certains ont un désir de vivre qui est bien supérieur aux autres. Ceux-là survivent probablement grâce à leur mental ».

Claude Francillon

Un intrus dans une demeure tué par un gendarme dans le Calvados

UN HOMME âgé de vingt-sept ans, qui avait pénétré dans une maison du village de Rappilly (Calvados), a été tué, vendredi 29 janvier, par un gendarme. Alertés dans la soirée par un appel téléphonique évoquant une présence suspecte dans la maison dont les occupants étaient absents, deux gendarmes de la brigade de Pont-d'Ouilly se sont rendus sur place. Remarquant une vitre cassée, l'un d'eux est entré dans la demeure, son arme à la main. Selon le parquet de Caen, le gendarme a alors repéré un inconnu, qui a tenté de s'enfuir. Un coup de feu est parti quand le sous-officier a cherché à attraper l'inconnu. La victime, originaire de la région, a été touchée à la tête. Mis en examen pour homicide involontaire, le gendarme a été laissé en liberté, sous contrôle judiciaire.

DÉPÊCHES

■ **EXPLOSION** : six pompiers ont été blessés lors de l'explosion d'un véhicule en feu, dimanche 31 janvier, sur un parking de Vénissieux (Rhône). L'un d'eux a eu la jambe arrachée par l'explosion de cette voiture équipée au GPL. Deux autres pompiers ont été grièvement brûlés. Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer les causes du drame.

■ **SANS-ABRI** : un homme sans domicile fixe, qui avait passé la nuit sur la place de la Résistance à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a été retrouvé sans vie, dimanche 31 janvier au matin, non loin du Stade de France. Agé d'environ vingt-cinq ans, il serait mort de froid durant son sommeil.

■ **JUSTICE** : le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière a exprimé « sa volonté de poursuivre sa mission avec sérénité et détermination », dimanche 31 janvier, dans un entretien à l'AFP. M. Bruguière a démenti « les rumeurs rapportées par un organe de presse régional selon lesquelles il quitterait ses fonctions pour être candidat aux prochaines élections européennes ». Dans son édition de samedi, le journal *La Corse* s'était fait l'écho de cette rumeur.

La progression de la précarité en France et ses effets sur la santé

Rapport, avis et recommandations du Haut Comité de la santé publique

Disponible en français ou anglais des Gélus - ESP

ENSP

École nationale de la santé publique

10 rue de la Santé - 75013 Paris - Tél. 01 42 20 20 20 - Fax 01 42 20 20 21

LIFE

Les deux premiers dans le Pas-de-Calais ; Dunkerque, dans le Nord. Une centaine de kilomètres de terres agricoles les sépare de leur arrière-pays industriel, de leurs deux préfectures et des centres de décision. La crise et les découpages administratifs, les vieilles rivalités qui entretiennent la combativité, les féodalités politiques - elles sont très fortes en ces terres de gauche - les conduisaient à jouer le « chacun-pour-soi ». Ils

La première réponse est venue avec la constitution du Syndicat d'études Calais-Dunkerque (Secadu), né de la volonté d'Albert Denvers, alors président socialiste de la Communauté urbaine de Dunkerque, et de Jean-Pierre Barthe, encore aujourd'hui maire communiste de Calais. Ils poulaient, répondant à une demande de la population face aux pouvoirs publics et à quelques grands groupes comme Usinor ou EDF. Le Secadu a mené une cinquantaine d'études en vingt ans sur les filières industrielles, les besoins en formation, l'environnement. Quelques réalisations communes, comme l'IUT du littoral, la ferme aquacole de Gravelines, ont été sélectionnés ordures ménagères, ont créé un précédent

En 1986, le plan d'accompagnement du tunnel sous la Manche, avec la rocade littorale qui reliait les trois ports à la Belgique et à la future autoroute A16 vers Paris,

« Le port autonome de Dunkerque a accompli en 1998 une performance solide », a affirmé, jeudi 28 janvier, Jacques Bouvret, président du port. Le trafic total (39,2 millions de tonnes) a augmenté de 7,3 % après une hausse de 4,5 % en 1997. M. Bouvret a mis l'accent sur « le consensus des professions de la place portuaire et sur la fiabilité sociale qui ne se démentent pas depuis plusieurs années ».

Les ouvriers dockers, par exemple, n'ont pas exigé de manutentionner les bananes des Antilles acheminées par les navires de la compagnie danoise Maersk, ce qui a pour résultat de rendre ce trafic très compétitif. Jacques Bouvet et le directeur du port, Bruno Vergobbi, ont annoncé une baisse des droits portuaires sur les marchandises de 3,1 % en 1999, qui fait suite à une précédente diminution de 2,6 % en 1998. Les dirigeants, en revanche, ont émis des inquiétudes sur les risques de concurrence liés à la plateforme logistique de Dougours, près de Lens, dont le conseil régional du Nord - Pas-de-Calais a décidé la création.

enfin la perspective d'un fonds de développement du littoral, ont renforcé le Secadu et imposé comme une évidence la nécessité d'aller plus loin. Ce fut en tout cas la décision de Dominique Dupilet, président PS du district de Boulogne, de Jean-Pierre Barthe et de Michel Delebarre, alors député PS du Nord.

Les autres événements fondateurs : les premières Rencontres du littoral en 1984, qui débouchèrent sur le Syndicat mixte de la Côte d'Opale (SMCO) ; la décision, en 1988, de créer l'université du Littoral, qui englobait l'UTL en fédérant les antennes décentralisées de Boulogne, Calais et Dunkerque. Cette université accueille aujourd'hui plus de 10 000 étudiants qui, pour beaucoup, n'auraient jamais pu ou voulu quitter leur pays pour entreprendre des études supérieures à Lille ou ailleurs. Elle a constitué le premier résultat concret d'une coopération intercommunale née en pleine crise et ouverte des perspectives, à un moment où chacun se croyait engagé dans un processus de désindustrialisation inexorable.

**« Calaisiens,
Boulonnais
et Dunkerquois
ont dépassé les vieux
clivages et les
jalousies ancestrales »**

de l'événement. Ce n'était pourtant pas évident de travailler ensemble, constate François Delagrègne, directeur du Syndicat mixte de la Côte d'Opale (SMCO...). Dans ce territoire très exilé, loin de Lille et en crise, les Calaisiens, les Boulonnais et les Dunkerquois ont compris qu'ils n'existeraient qu'en se groupant. Ils ont dépassé les vieux clivages et les jalousies ancestrales. » Ce point de vue est nuancé par Gérard Barron, directeur des relations extérieures de la puissante Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Calais : « Les gens de l'extérieur considèrent toujours que nous sommes fâchés et en concurrence. Cela leur paraît évident et normal.

C'est complètement faux. Il s'agit de trois ports, de trois territoires et de trois vocations différentes sur un littoral perpendiculaire à une frontière qui n'a cessé de se déplacer au fil des siècles. Le port de la Grande-Bretagne, c'est Calais. Boulogne appartient plus à la Picardie et vit essentiellement de la pêche. Le grand port de transit de marchandises reste Dunkerque. »

Explication avancée par tous : le travail a été effectué dans le dialogue, jamais en force (lire ci-dessus). « Nous avons voulu traiter tout ce qui nous rassemblait, laisser de côté ce qui nous séparait. On s'apprête aujourd'hui tout il y a un peu de dossiers qui nous fâchent. Partout nous arrivons à un très large consensus », explique François Delagrègne. La méthode s'est avérée féconde : la plupart des études ou actions engagées ont obtenu le concours de l'Etat ou de la Commission européenne. Dès décembre 1997, le Comité Interministériel d'aménagement et de développement du territoire (Ciad) avait marqué « son intérêt » et annoncé une subvention de 10 millions de francs au Fonds de développement du littoral en gestation.

Le Fonds a été créé et la somme débloquée à l'automne 1998. Elle s'ajoute aux efforts de la région et du Pas-de-Calais. Pour l'instant, le département du Nord, qui a la tête et le cou à Lille, a paru plus difficile à mobiliser. Mais son retour à gauche devrait faciliter les choses. La Commission européenne a retenu cette portion de littoral, avec la rade de Brest, comme zone pilote pour un programme triennal d'aménagement intégré.

Cette volonté d'exister, chacin en compte dans le prochain contrat de plan. Les dossiers sont bouclés et l'on s'accorde à imaginer l'avenir de façon beaucoup plus positive qu'il y a quelques années. Le paysage a tellement changé ! Il est loin, le temps où Calais n'avait plus qu'un petit bout de dentelle, de plus en plus petit, pour cacher sa misère. Boulogne a souffert de la concurrence du tunnel mais a su développer son attrait touristique et tenir haut le pavillon de sa pêche et de ses industries. Dunkerque avait cru mourir entre ses chantiers navals disparus et ses industries lourdes englouties. Le port, né sur la dune, a montré qu'il n'avait rien perdu de sa faculté créatrice.

Mais le grand changement pour cette partie du littoral, peut-être plus important que le tunnel, vient d'un ensemble de liaisons autoroutières, notamment l'A16, ouverte dans sa totalité depuis mai 1998 (*Le Monde* du 22 décembre 1998), qui a aidé ces villes à se rapprocher, se découvrir. Elles ont appris à travailler ensemble, à s'organiser face à la métropole, à l'autre bout de la

région. L'autoroute les relie directement à la Belgique comme à Paris, bientôt à Rouen et à l'axe atlantique. Cette nouvelle donne est prometteuse, tout le monde en convient. Une communauté de travail s'est organisée sur ce thème, presque à tâtons.

Les trois places fortes, Dunkerque, Calais et Boulogne ont commencé à s'ouvrir. Mais il restait trois bastions à rallier : la CCI de Calais, à qui ses partenaires reprochent volontiers de se contenter d'être assise sur un tas de royal-ties dues au transmanche, plutôt

Le Syndicat mixte de la Côte d'Opale (SMCO) observe quelques règles de fonctionnement simples : un principe de subsidiarité, qui interdit au syndicat de s'occuper des problèmes internes d'une agglomération ; des statuts d'établissement public, pour bien montrer qu'une collectivité territoriale peut aussi faire du développement. Le comité qui dirige le SMCO est constitué de cent dix élus. Quatre-vingts sont désignés par les collectivités territoriales adhérentes, les autres (vingt-huit) par les chambres de commerce et d'industrie de Dunkerque, Calais, Boulogne et Saint-Omer, deux enfin par les chambres d'agriculture.

Les statuts ont prévu une égalité territoriale qui empêche le Dunkerquois, avec ses 250 000 habitants, d'être la gauche est très dominante, de tout écraser. Ainsi, le conseil restreint qui assure les affaires courantes est composé des représentants des quatre entités principales - le Dunkerquois, le Calaisais et le Boulonnais - auxquels se sont joints l'Audomarois (district de Saint-Omer) et la communauté de communes de la région maritime d'Audruicq -, mais aussi des quatre présidents des chambres de commerce.

que de penser développement économique du Calaisis ; un port de Dunkerque qui ne semble guère pressé de se débarrasser de l'adjectif « autonome » ; la SNCF, qui ne peut voir qu'avec méfiance le terminal conteneur de Dunkerque avoir pour opérateur une filiale des chemins de fer belges.

Il n'empêche que le SMCO continue d'aller de l'avant : Michel Delebarre vient de proposer une réflexion visant à constituer un pôle portuaire européen regroupant Boulogne, Calais et Dunkerque : un séminaire sera organisé à la fin de la semaine sur les perspectives communes de développement touristique. Car la Côte d'Opale vient aussi de découvrir qu'elle avait, dans ce domaine encore, un gisement prometteur.

Pierre Cherruau

Pierre Cherruau

BORDEAUX

de notre correspondante

La lecture d'observations définitives de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine du 18 janvier donne pour partie raison au président socialiste du conseil régional: Alain Rousslet avait saisi, pendant l'été 1998, les magistrats financiers afin qu'ils examinent certains aspects de la gestion de l'exécutif précédent, présidé depuis 1992 par Jacques Valade, vice-président RPR du Sénat.

Décembre 1998. Paraphrased by

gional avait dénoncé un endettement record et un déséquilibre budgétaire de plus de 250 millions de francs (37,87 millions d'euros). La région avait dû voter un emprunt de 200 millions de francs (30,30 millions d'euros) et annuler 56 millions de crédits (*Le Monde* du 18 décembre 1998). La chambre régionale des comptes confirme une « *improbabilité des recettes et une sous-estimation des dépenses* » de 254,25 millions.

Dans le détail, les recettes aléatoires s'élèvent à près de 130 mil-

lions. Ainsi, le budget primitif 1998 prévoyait 57,4 millions de francs de dédommagements des compagnies d'assurances au titre d'indemnités de sinistres survenus dans deux lycées, mais, souligne les magistrats financiers, « aucun document ni titre ne permettaient d'envisager une indemnisation dans le courant 1998 ».

D'autres recettes ont été inscrites à tort alors que des courriers stipulaient, bien avant la préparation du budget primitif 1998 (BP 98), le désengagement de collectivités ou de

L'Etat. Quant aux dépenses, elles ont été sous-estimées de 124 millions (18,78 millions d'euros) avec, comme point noir, la dette SNCF, dont 107,4 millions n'ont pas été inscrits au RP 98.

La chambre régionale s'inquiète aussi des paramètres d'endettement de la région Aquitaine qui la plaçaient déjà en 1996 en deuxième position par rapport à cinq autres régions appartenant à la même strate de population. « Alors que la plupart des ratios des autres régions de l'échantillon tendent à s'améliorer », ceux d'Aquitaine augmentent : l'annuité de la dette a plus que doublé en cinq ans (près de 500 millions en 1998) et s'élève à 560 millions en 1999.

L'encours de la dette, aujourd'hui plus élevé que le budget, a progressé de 19 % sur trois ans, à 3,66 milliards de francs au 31 décembre 1998 (3,86 milliards en 1999). Et la capacité de désendettement se dégrade. « La région va devoir choisir : une réduction de certaines de ses dépenses, un accroissement de ses recettes ou une combinaison des deux », suggère la chambre.

L'exécutif du conseil régional a l'intention d'agir sur tous les fronts : augmentation de la fiscalité estimée à 30 %, légère réduction de son budget et recours à l'emprunt « limité » à 380 millions (au lieu de 450 en 1998). Avant le 15 février, jour du vote du budget primitif 1999, il lui faudra persuader le groupe chassier. Chasse, pêche, nature et traditions se abstenir. Les socialistes vont devoir convaincre certains élus communistes qui refusent l'augmentation de la fiscalité. C'est l'abstention des communistes qui avait permis à M. Valade de faire adopter ses budgets.

Michel Garicoix

Claudia Courtois

BAYONNE

des pignes », relevant Nice à Ligat, a pris fin samedi 30 janvier (Le Monde du 13 janvier). Les syndicats ont obtenu le retrait de la délibération du syndicat mixte Méditerranée-Alpes, commissionnaire de la ligne, qui reconduisait pour quinze ans le contrat d'exploitation de la ligne à la CFTA, une filiale du groupe Vivendi. Une nouvelle délibération reconnaissant l'aspect de service public du « train des pignes » devrait être prochainement établie.

■ **PORCHERIES** : le ministre de l'Agriculture, Jean Glavany, et la ministre de l'Environnement, Dominique Voynet, devaient envoyer, lundi 1^{er} février, une lettre aux préfets annonçant qu'un plan global de résorption des animaux excédentaires dans les élevages porcins sera mis en œuvre pour aboutir à la mise en conformité des effectifs, au plus tard le 31 décembre 1999. Lors des contrôles organisés dans plusieurs départements, quinze infractions ont été constatées sur trente-trois exploitations porcines.

de notre correspondant

Environ 5 000 personnes ont manifesté, samedi 30 janvier, dans les rues de Bayonne pour la création d'un département Pays basque et la co-officialisation de sa langue. C'est le plus important rassemblement politique depuis une dizaine d'années dans la capitale basque, organisé, notamment, par les nationalistes d'Abertzaleen Batasuna (AB) et les Verts. La manifestation a attiré peu d'élus en dehors de la mouvance nationaliste. Le PS basque, favorable à la création de ce département, s'était désolidarisé de cette initiative (*Le Monde* du 30 janvier).

Samedi, l'association qui regroupe tous les élus favorables au département, réunie en assemblée générale, a demandé à Nicole Pery (PS), secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, membre de l'association, d'œuvrer pour que le gouvernement « entame rapidement l'étude du projet de création

des départements Pays basque et Béarn ». L'association souligne que Lionel Jospin s'était déclaré favorable à un tel projet si une majorité d'élus y adhéraient, condition, selon elle, en passe d'être remplie.

Michel Inchauspé, député RPR des Pyrénées-Atlantiques, partisan d'une nouvelle région Adour-Pyrénées regroupant trois départements (Bigorre pour Tarbes, Béarn avec Pau et Pays basque), a déclaré vendredi, au terme d'un entretien avec Jacques Chirac, que le président de la République « ne serait pas hostile à la création d'un département Pays basque ».

L'Elysée a immédiatement démenti : « Le chef de l'Etat n'a jamais pris position sur une modification de l'organisation administrative des Pyrénées-Atlantiques (...) [et] s'est borné à indiquer à un parlementaire qu'il prendra connaissance des propositions que le gouvernement pourrait être amené à faire sur ce point. »

LE NOUVEAU

Economiste


Les diplômes que les entreprises préfèrent

GRANDES ECOLES

COMMERCE-GESTION
L'université à la cote.

INGÉNIEURS
L'internationalisation en panne.

INFORMATIQUE
Le vent en poupe.



HORIZONS

PORTRAIT

Bernard Thibault, leader des cheminots et figure de proue du mouvement social de 1995, succédera, le 5 février, à Louis Vianet à la tête de la Confédération générale du travail. Malgré une ascension fulgurante, le prochain secrétaire général a su préserver une part de mystère sur sa stratégie pour rénover la vieille centrale ouvrière

DÉCEMBRE 95. Cheminots, fonctionnaires, étudiants défilent ensemble dans le froid des rues. La France n'a pas connu un tel mouvement social depuis mai 68. Avec sa parka en cuir, le col haut fermé, l'écharpe bleu clair rentrée, badge jaune CGT sur la poitrine, il a des faux airs de Gavroche qui nargue un pouvoir gouvernemental de moins en moins sûr de son fait. Les cheveux longs, la coupe au bol, le visage franc et le regard clair accrochent l'objectif des caméras. Il éclipse tous ses compagnons de lutte.

Son discours, ferme et précis, tranche avec les rododendres de Marc Blondel ou les propos conciliants de Nicole Notat. Bien plus que le général de Force ouvrière, il est le véritable chef de file de la contestation qui se lève contre Alain Juppé : ainsi est apparu au public Bernard Thibault.

Décembre 1998. Le futur

grève déclenchée à la SNCF par des coordinations secoue fortement la vénérable fédération cheminote et la fait vaciller sur ses bases.

Elle a senti passer le vent du boulet. Un mouvement de grève pouvait partir dans l'entreprise nationale sans que la CGT en soit à l'initiative. Pis, sans même qu'elle le voie venir. Ces événements entraînent une remise en cause en profondeur de la fédération et de son fonctionnement stalinien. Responsable du dépôt de Paris-Est La Villette, Bernard Thibault fait partie des jeunes militants sur lesquels elle entend s'appuyer pour bouger et se rénover. C'est après une assemblée générale à la fin du conflit qu'il prend sa carte au Parti communiste, en présence de Jean-Claude Gayssot.

Signe des temps, c'est la première fois que pour un futur numéro un de la CGT il y a un décalage de près de dix ans entre son adhésion au syndicat et celle au PCF. Mais sociologiquement, les Thibault ne sont pas de gauche. Comme pour M^{me} Notat, son



passé de trois - dont celui, prévu, de M. Vianet - à sept. « Bernard Thibault avance les pièces du puzzle et donne l'impulsion au bon moment pour les mettre en ordre », analyse Lydia Brovelli, trésorière de la CGT. Pour travailler avec lui, il a recruté comme bras droit un polytechnicien, cadre de la SNCF, Christian Delachère, passé par le cabinet de Charles Fiterman.

C'est auprès des conservateurs de la CGT que l'image du futur numéro un de la centrale passe le plus mal. Les anti-Thibault se recrutent essentiellement dans les rangs des militants que le discours sur la modernisation de l'organisation hérisse. En privé, Marcel Carbasse, le tout-puissant patron de l'union départementale des Bouches-du-Rhône, ne cache pas que l'idée d'un « syndicalisme de proposition » contenue dans le document d'orientation du 46^e congrès « l'emmerde ». Partisans d'une ligne revendicative plus dure, ils font entendre leur différence, avant le congrès, dans les conflits des cheminots, ou par les manifestations de chômeurs.

Le sphinx de la CGT

numéro un désigné de la CGT se rend au congrès de la CFDT. Sous la lumière des projecteurs et devant les caméras, il échange une longue poignée de main avec Nicole Notat. La secrétaire générale de la CFDT lance à la tribune que « l'événement » de cette fin 1998 est « dans l'annonce d'un tournant historique de la CGT » et « dans le rapprochement qu'elle amorce vers la CFDT ». Le contraste entre l'hiver 95 et l'hiver 98 est saisissant, poursuit-elle. Il donnerait presque le tournis ! Impossible, la figure de proue du mouvement social de 1995 garde les bras croisés.

La personnalité du futur secrétaire général de la CGT ne se laisse guère percer à jour. L'homme capte la lumière, mais ne la renvoie pas. Agé tout juste de quarante ans - il est né le 2 janvier 1959, à Paris -, il est, si l'on peut dire, un syndicaliste que tout le monde aime, mais que personne ne connaît. Véritable sphinx, il esquive, non sans un réel talent, les questions de fond. Derrière un sourire conquérant et un discours qui apparaît charpenté, on ignore tout. A la fois de ce qu'il veut faire et de ce qu'il peut faire, à la tête de la CGT.

Cette image lisse reste toutefois à nuancer. Si les médias se sont entichés depuis trois ans du leader des cheminots, la CGT n'a pas attendu le mouvement social de 1995 pour le découvrir. Son parcours sans faute, tout comme son ascension fulgurante au sein de la centrale, montre que des bonnes idées se sont très tôt penchées sur son berceau : Georges Lanoue, à qui il a succédé en 1993, à l'âge de trente-quatre ans, à la tête de la fédération des cheminots. Louis Vianet et Georges Séguin. Dans un discours public, en 1997, l'ex-secrétaire général indique qu'il n'est « pas possible que la fédération des cheminots, dans le cours de son histoire, ne produise pas des hommes, des militants de premier

milieu familial le classerait même plutôt à droite. Il a été élevé dans une famille de trois enfants, par une mère au foyer et un père qui a quitté le Morvan pour devenir bûcheron, dans les services municipaux de la Ville de Paris. Il entre en 1974, à quinze ans, comme apprenti mécanicien à la SNCF, aux ateliers de La Villette, et n'adhère à la CGT que trois ans plus tard, après avoir décroché son CAP de mécanicien générale et une embauche ferme dans l'entreprise nationale.

LES rapports avec le PCF ne sont pas la préoccupation majeure du leader cheminote. Son entrée au comité national du PCF, au 29^e congrès, en décembre 1996, au moment même où M. Vianet quitte le bureau national, s'inscrit plus dans un plan de carrière. On ne le voit jamais aux comités nationaux, place du Colonel-Fabien, mais il est là lorsque le parti se trouve confronté à des décisions lourdes.

Avec Louis Vianet et d'autres responsables de la CGT, il plaide pour la présence de ministres

que le cordon ombilical avec le PCF est rompu. « Sans doute plus » qu'on ne peut, l'imagine-t-il. « Je suis d'une génération qui n'a jamais pratiqué les relations parti-syndicat sur le mode de la courtoisie de transmission », explique Robert Hue. Quand le secrétaire national du PCF parle de « convergences utiles » entre les deux formations, Bernard Thibault évoque, plus prudemment, des « relations normales avec un parti de la majorité gouvernementale ». Dans le même temps, la majorité des cadres de la centrale conservent un engagement au parti. S'il n'a jamais pris pour l'instant de petit déjeuner avec M. Hue - il n'est pas encore numéro un -, Bernard Thibault entretient des rapports cordiaux avec Pierre Zarka, le patron du quotidien communiste, et a accepté d'être membre des Amis de l'Humanité.

La CGT s'est offerte à lui, sans combattre. Sans qu'il ait rien à dévoiler de ses projets. C'est à l'unanimité du bureau confédéral sortant que le leader cheminote a été investi en mai 1998 pour prendre la direction de la centrale.

Il va devoir opérer

« une synthèse entre la médiatisation orchestrée autour de sa personne et la tradition de collectif de la CGT »

Stéphane Rozès, CSA Opinion

communistes dans le gouvernement de Lionel Jospin, en juin 1997. Dans une logique d'efficacité, il entretient, en revanche, des relations étroites avec les ministres communistes, en particulier avec M. Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, qui couvre des bastions de la CGT - la SNCF, Air France, les ports et docks -, et avec les députés communistes de l'Assemblée

Il a cependant fallu que M. Vianet, aidé par ses proches, dépense des trésors de persuasion pour le convaincre d'accepter le poste.

De son côté, il a beaucoup consulté, avant de donner son accord. Il se retrouve propulsé à la tête d'une centrale qui revendique 650 000 adhérents, sans véritable expérience interprofessionnelle, et n'ayant intégré le bureau confédéral - le saint des saints du pouvoir

ment bas, avant de prendre les commandes de l'appareil, à partir du 5 février. Une complexité certaine lie les deux hommes. Fier du dauphin qu'il s'est choisi et qu'il offre à la CGT, M. Vianet continue, par touches successives, de lever des tabous au sein de la centrale, avant de passer le relais. En trois ans, avec ses allures de paysan maigre, M. Vianet aura fait en sorte que la CGT s'autonomise par rapport au PCF, amorce un virage européen, s'engage dans les négociations sur les 35 heures et se rapproche de la CFDT : par un ultime coup de pouce, il s'est dit prêt en novembre à « juger sur pièces » un projet de fonds de pension, levant un verrou supplémentaire pour son successeur.

Il semble y avoir une adéquation entre la personnalité de Bernard Thibault, auréolée du prestige acquis lors des grèves de décembre 95, et la rénovation que la CGT veut engager. « Il a la double anction de l'appareil syndical et du mouvement social », observe Stéphane Rozès, directeur de CSA Opinion, pour qui le futur chef de la CGT « porte des qualités de dynamisme et de jeunesse ». Alors que dans l'opinion publique l'image de la CFDT et de FO est très marquée par celle de leurs dirigeants respectifs, celle de la CGT demeure plus attachée à l'adhérent de base, au militant de « proximité ». Il va devoir opérer « une synthèse entre la médiatisation orchestrée autour de sa personne et la tradition de collectif de la CGT », note M. Rozès.

A une très grande prudence sur le fond, le leader cheminote allie une aisance naturelle dans la forme. Sa facilité d'élocution en a fait un des voix qui comptent dans les séances du comité confédéral national, le parlement de la centrale. Vivement interpellé dans des réunions préparatoires au congrès par des militants qui reprochent « à la CGT de se compromettre, de tout accepter ou

documents soumis au débat par la CGT et non de ce que la presse peut en dire ». « On trouve plus normal que les dirigeants de la CGT discutent avec des chefs d'entreprise et des ministres qu'avec d'autres syndicalistes », explique-t-il calmement à un militant qui se montre inquiet par la « perte d'identité » de la CGT et qui ne veut surtout pas « d'une cinquième centrale réformiste ».

« Il a le sang d'un serpent et sait piquer là où il faut »

Bruno Dalberto, CFDT Cheminots

Parmi les qualités qui lui sont reconnues, il y a sa capacité à diriger, son sens des réalités et son sang-froid. Pendant les grèves de décembre 1995, Anne-Marie Ldrac, alors secrétaire d'Etat aux transports, se souvient d'avoir eu affaire à quelqu'un de « rigide sur le fond », mais de « fiable ». « Il a le sang d'un serpent et sait piquer là où il faut », note Bruno Dalberto, son homologue des cheminots CFDT, qui l'a côtoyé pendant cinq ans. Cela s'est notamment illustré lors des rencontres avec Jean Maitéoli, médiateur, et avec Jean Bergougnoux, président de la SNCF, acculé à la démission. « Il sait allier le besoin de l'orga » et le besoin des hommes et optimiser les deux », résume Denis Cohen. Pour le patron de la fédération CGT de l'énergie, un des faiseurs de roi au sein de la centrale, « c'est de la graine de grand dirigeant ».

Dans les débats internes, il sait écouter, mais aussi faire acte d'autorité. Décidé, en novembre 1998, à renouveler de moitié l'équipe de direction élue au congrès, le nouvel homme fort de la CGT le fait savoir au cours d'un bureau extraordinaire. Derechef, chacun est sommé d'expliquer pourquoi il entend rester à son poste.

S'il sait trancher, M. Thibault reste, toutefois, très silencieux sur ce que sont ses convictions. Il s'est, pour l'instant, contenté de rester dans le sillage de son prédécesseur. Présent au rassemblement devant le siège de l'Unedec, le 23 décembre 1997, au début du mouvement des chômeurs, il s'est aussi montré le 21 novembre 1996 aux côtés des sans-papiers. Ces engagements se situent dans la

droite ligne de ceux qui l'ont poussé à adhérer à la CGT. Inconnu du patronat, il n'a pas noué de contacts avec des entrepreneurs, excepté des responsables d'entreprises nationales. Il a laissé à Maryse Dumas, destinée à devenir sa numéro deux, la haute main sur la question des 35 heures. Un dossier stratégique pour la CGT dans les trois ans à venir.

Si le leader cheminote garde sa part de mystère, c'est que « pour devenir secrétaire général de la CGT, comme pour devenir secrétaire national du PCF, il faut être soit un inconnu, soit être mystérieux », résume Bernard Vasseur, un des proches collaborateurs de M. Hue. Dans l'ouvrière cathédrale de verre que forme le siège de la CGT à Montreuil, si le pape est infaillible, la curie joue un sacré rôle. Passé le miracle de l'unction, à Strasbourg, le nouveau secrétaire général de la CGT n'aura que six mois d'état de grâce. Passé ce délai, soit les cégétistes ne seront pas dupes de ce nouvel Eliacin, et la centrale retombera dans sa torpeur et ses querelles intestines. Soit, charisme naturel et savoir-faire aidant, Bernard Thibault se révélera l'homme qui est arrivé à point nommé pour la CGT.

Alain Beuve-Méry

Insécurité urbaine : la déplorable spécificité française

BIEN des démocraties occidentales sont confrontées à une recrudescence de la délinquance des mineurs et des violences urbaines, mais toutes ne succombent pas à la tentation sécuritaire pour relever ce défi. Du nord au sud de l'Europe, d'un côté de l'Atlantique à l'autre, la violence et la réponse qui lui est apportée revêtent des formes que le tempérament des peuples, la culture, l'organisation des sociétés et le paysage urbain façonnent. Le contraste est grand entre le souci d'éradiquer la violence et celui de réprimer un tissu social que l'aliénation économique a contribué à déshériter ; entre les accents martiaux d'un Jean-Pierre Chevènement prêt à se lancer à la « reconquête républicaine des banlieues » et l'approche en douceur de policiers scandinaves persuadés qu'il s'agit d'abord de traiter « un problème social ».

Il est vrai que la Scandinavie mérite toujours, de ce point de vue, sa réputation de « laboratoire social », et que la France confirme une peu enviable singularité. Dans nul autre pays on n'assiste à ces batailles rangées entre forces policières et bandes de jeunes qui refusent un ordre établi assimilé à une volonté de pérenniser leur exclusion. Le phénomène des banlieues à la française dévient des foyers d'insécurité n'existe pas, ou ne revêt pas un tel caractère explosif en Allemagne, en Espagne, en Italie ou en Grande-Bretagne.

« On ne lapide pas les autobus à Milan, Madrid ou New York, relève Sophie Body-Gendrot, politologue et professeur à Sciences-Po. C'est un phénomène bien français de s'en prendre collectivement à des biens ou à des fonctionnaires représentant des institutions. » Face à la violence et aux troubles de l'ordre public, la réaction instinctive des populations disposant des moyens économiques de leur mobilité est cependant identique : elle consiste à quitter les zones où se concentre l'insécurité, qu'il s'agisse des banlieues françaises excentrées ou des inner cities américaines situées au cœur des villes.

Quelle que soit la structure géographique et urbanistique dominante, la société a tendance à élever des barrières pour se prémunir contre l'incivilité, comme si la contamination de la violence pouvait être circonscrite. C'est ce même réflexe qui consiste, en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, à recommander l'ouverture ou la réouverture d'institutions pour jeunes délinquants, qu'il s'agit avant tout de mettre hors d'état de nuire.

La conséquence de ce double enfermement, celui des banlieues et des cités où la police n'a souvent plus d'autre ambition que l'endiguement, et celui d'unités de redressement à l'image des « centres de retour » prônés par M. Chevènement, est d'accroître le phénomène de ghettoïsation. Celui-ci est particulièrement net aux États-

Unis, où les fortes réticences de la population blanche à cohabiter avec les minorités raciales se confondent avec le souci de se prémunir contre l'insécurité.

Les grandes villes de l'Hexagone ne sont pas encore gagnées par les gated communities américaines, ces enclaves résidentielles sous haute protection et sans mixité raciale, mais l'amalgame croissant fait en France entre insécurité et immigrés maghrébins menace d'engendrer une dérive d'auto-exclusion comparable. L'exemple, voire pour certains le « modèle », américain se manifeste sous d'autres aspects en Europe. En Grande-Bretagne, mais aussi en Allemagne et en France, l'idée d'une « tolérance zéro » à l'égard de la violence, notamment celle des mineurs, fait florès.

La forte baisse de la criminalité obtenue dans la plupart des villes américaines est abusivement attribuée à une stricte application de la doctrine dite de la « vitre cassée » - la petite délinquance n'est pas plus tolérée que la grande criminalité. C'est oublier que des villes comme Boston n'ont pas adopté les méthodes policières « musclées » de Rudolph Giuliani, le maire de New York. C'est surtout passer sous silence le rôle irremplaçable joué par le tissu associatif, la responsabilisation des chefs de la police - qui rendent des comptes à leurs administrés, au même titre que le maire ou le procureur ; enfin, la « prise de conscience citoyenne » qui incite les parents à s'impliquer collectivement pour répondre aux défis de la délinquance juvénile.

INTÉGRATION SOCIALE EN PANNE
En France, comme ailleurs en Europe, la tentation est grande de voir dans la violence la banalité, le parasite d'une société moderne consummatrice et anonyme. Or la prolifération de la délinquance correspond presque toujours à une déliquescence des agents de l'intégration sociale, qu'il s'agisse du milieu familial, des associations, des clubs sportifs, des syndicats, voire des partis. « Si le contrôle communautaire est en bon état, note Michel Marcus, secrétaire général du Forum européen pour la sécurité urbaine - un réseau regroupant deux cent cinquante villes européennes -, la délinquance des jeunes est mieux contrôlée. En Amérique, les taux de comportements violents sont les plus faibles dans les quartiers où les valeurs communautaires sont les plus fortes. »

Les Mamans et les Papas en ville, cette association d'adultes qui patrouille dans les communes suédoises, sont certes exemplaires, mais la politique parfois ostensiblement sécuritaire menée aux États-Unis dissimule une approche plus fine. Les « flics » américains « nettoient » effectivement les quartiers où la violence est endémique, mais c'est pour y placer ensuite des flics. En Grande-Bretagne, où Tony Blair paraît

succomber à la tentation répressive, les bobbies incarnent toujours une des manifestations les plus civilisées du maintien de l'ordre. En France, souligne M. Marcus, « nous avons un modèle de police particulièrement contestable. Toutes les polices européennes ont inversé le centre de gravité en s'orientant vers une police de proximité ou communautaire. Mais, pour y arriver, il faut une reconnaissance sociale et une adhésion de la population très fortes ». La police française, par comparaison, semble relever d'un modèle archaïque, condamnée, à force de privilégier les « missions régaliennes », à une fuite en avant vers la répression.

Les hommes de Scotland Yard, insiste M^{me} Body-Gendrot, « tirent leurs lettres de noblesse de l'histoire et font en même temps du renseignement, ce qui permet ensuite à l'état-major de travailler intelligemment. Intelligence Service ! ». Hughes Lagrange, chercheur à l'Observatoire sociologique du changement, s'inquiète de cette singularité française qui semble privilégier la répression : « Il y a une tendance à abandonner une po-

litique de l'homme, cette affirmation forte du milieu du XX^e siècle consistant à dire que les individus sont amendables, que les conditions les amenant à devenir délinquants sont des conditions socialement organisées et non pathologiques. »

S'ajoute à cela une autre spécificité bien française : le déni d'une dimension politique du mouvement maghrébin. « Les mouvements collectifs renvoient à une demande politique des jeunes », ajoute M. Lagrange. Alors que Jack Straw, ministre britannique de l'Intérieur, n'hésite pas à se plaindre du « racisme » de la police anglaise - alors même que celle-ci, depuis les émeutes de Brixton, en septembre 1985, s'est convertie aux minorités raciales -, imagine-t-on son homologue français oser pareille admonestation ? « On ne me fera pas croire, insiste M^{me} Body-Gendrot, qu'il est plus difficile d'intégrer des Maghrébins dans la police française que des Noirs au sein de la police américaine ! »

Laurent Zecchini

Les gens par Kerleroux



La CGT change... pour de bon

Suite de la première page

Figure emblématique de la grève de novembre-décembre 1995 - souvent présentée comme un mouvement de contestation anti-Maastricht -, il n'en milite pas moins pour que la CGT négocie un tournant pro-européen. Porte-parole des cheminots qui ont créé leur colère contre le « plan Juppé-Notat », il n'en est pas moins un des artisans du rapprochement avec... la CFDT.

Alors, où est la cohérence dans tout cela ? La vérité, c'est qu'il n'y en a aucune. Sinon que les dirigeants actuels de la CGT sont avant tout pragmatiques et ont bien compris - à la différence d'un Marc Blondel qui confine l'Europe ouvrière dans un splendide isolement - que ne rien faire, c'est prendre le risque de disparaître. Constat de bon sens : le syndicalisme français traverse une crise sans précédent, regroupant moins de 10 % des salariés dans le pays, et même guère plus de 5 % dans le privé. La CGT, qui, à la Libération, regroupait plus de 5 millions d'adhérents, n'en revendique plus que 650 000 et s'est fait doubler par la CFDT.

Pis : avec les privatisations, qui ont ébranlé la confédération dans ses plus vieux bastions ; avec le dé-

veloppement du travail précaire ou à temps partiel, qui a totalement modifié les relations dans le travail ; avec le développement des nouvelles technologies, qui a dessiné les contours d'un nouveau salariat, plus mobile ; avec l'Europe, qui a fixé de nouvelles règles du jeu, le monde a basculé. Il s'écarte en tous points de celui en lequel la CGT a toujours cru.

Par la force des choses, pour enrayer ce déclin d'apparence irréversible, la CGT a commencé à bouger. Elle a ainsi demandé son adhésion à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe toutes les grandes centrales réformistes européennes. Mais dans quel but ? En Allemagne, certains syndicalistes parlent clair et violent loin. Témoignage d'un des chefs de file de l'IG-Metall, Harald Scharau, qui faisait récemment ce constat, dans *Libération* (27 janvier) : « Les entreprises sont européennes, les fusions sont européennes et nous nous posons encore le luxe d'un patchwork syndical en Europe. » Avant de livrer sa « vision », à destination de ses camarades syndicalistes européens : « Dans dix ans, peut-être, nous fusionnerons. » Ne voulant pas rester à l'écart des grandes batailles à venir, les dirigeants de la CGT risquent d'être pris dans une logique qui les dépasse.

De la même façon, sur le terrain strictement français, la CGT a négocié le grand virage des 35 heures, en signant certains accords très symboliques, comme

celui du textile. Par conviction ? Parce que ce projet, à la différence de celui de la métallurgie, donne aux salariés de vraies garanties en matière de salaires, de créations d'emplois, et installe des garde-fous décisifs en matière de flexibilité et d'annualisation ? En réalité, la différence entre les deux textes est infime. Si la CGT a signé le premier alors qu'elle a refusé le second, c'est d'abord dans un souci « politique » : il lui fallait donner un signe de sa volonté de rentrer dans le jeu social et de devenir, aux côtés de la CFDT, l'un des acteurs de la politique contractuelle. Mais, ce faisant, elle met le doigt dans un engrenage qu'elle ne maîtrise pas.

RÉSISTANCES INTERNES

Beaucoup plus que la bataille entre les « modernistes » de la confédération et le dernier carré des « nostalgiques stalinistes » regroupés autour de Continuer la CGT - bataille dont on connaît d'avance l'issue -, c'est ce constat qui retient l'attention : la CGT change, elle change même à grande vitesse, mais elle ne cherche pas - pas encore - à « penser » son changement. En quelque sorte, il ne faut pas s'attendre à ce que le congrès de Strasbourg soit, pour la CGT, ce que celui de Bad Godesberg fut, en 1959, pour le SPD allemand : une conversion réfléchie.

Jusqu'où ira le rapprochement avec la CFDT ? Dans cette entreprise, quelles résistances internes

M. Thibault rencontrera-t-il ? C'est la première donnée de cette inconnue et elle est évidemment de première importance puisque c'est en grande partie le paysage syndical français des prochaines décennies qui est en jeu. Autre interrogation : dans le jeu politique et social français, quelle stratégie la nouvelle direction cégétiste arbrera-t-elle ? Même si la centrale reste très fortement imprégnée de la culture communiste dans laquelle elle a baigné durant des lustres, tous les points de repères habituels se sont brouillés depuis que M. Vignat a décidé de ne plus siéger au bureau national du PCF. Pour le gouvernement de M. Jospin, cette inconnue pèsera lourd dans les prochains mois.

Que serait devenu le projet des 35 heures sans le renfort cégétiste ? Le gouvernement sait que la réforme à laquelle il tient tant aurait été très mal en point, pour ne pas dire balayée, si la centrale de Montreuil n'était venue voler à son secours. Mais, demain, quelle position la CGT adoptera-t-elle sur des dossiers aussi sensibles que l'avenir des régimes de retraite, notamment des régimes spéciaux, ou encore celui des services publics ? Les propos récents de M. Thibault sur le sujet ont été à ce point embrouillés qu'on peine à le deviner. Mais, d'évidence, il se joue à Strasbourg une partie dont l'enjeu dépasse, et de loin, le seul avenir de la CGT.

Laurent Mauduit

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Arrogance américaine

CETTE année à Davos, au forum de l'économie mondiale, les États-Unis avaient quelques raisons d'être fiers. Dans un monde affecté par une crise financière partie d'Asie il y a dix-huit mois, et qui a fait de multiples victimes, l'économie américaine fait mieux que résister : elle est dans une forme « éblouissante », selon le terme de l'un de ses principaux tuteurs, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale. Forte de cette supériorité, l'Amérique officielle aurait cependant tort de se complaire dans l'arrogance qu'elle a affichée tout au long du week-end devant les représentants des affaires et de la politique du monde entier réunis en Suisse.

Les performances de l'économie américaine sont effectivement remarquables. Le pays s'apprête à entamer, au printemps, sa neuvième année consécutive de croissance forte et sans inflation. Plus de dix-huit millions d'emplois y ont été créés. Le taux de chômage est à son niveau le plus bas depuis trente ans. L'Etat encaisse davantage d'argent qu'il n'en dépense. Ted Turner, le fondateur de CNN, et Bill Gates, celui de Microsoft, confirment, plus que jamais, que l'Amérique domine les mondes de demain, ceux de l'information et de l'informatique.

Avec à sa tête le vice-président Al Gore, l'équipe économique de Bill Clinton, venue en force à Davos, a mis en avant ce bilan. « Jamais depuis cinq cents ans une économie n'a dominé le monde comme les États-Unis aujourd'hui », a prétendu Larry

Summers, l'influent secrétaire adjoint au Trésor - une affirmation qui a fait sourire bien des experts. Mais les hommes du président ont aussi profité de l'occasion pour faire, avec une prétention que l'on a rarement connue, la leçon aux autres peuples - aux Japonais d'abord, aux Européens aussi. Surtout, maîtres de l'économie mondiale, ils ont voulu montrer qu'ils étaient bien les seuls à en fixer les règles.

A ceux qui estiment qu'il est temps de rechercher une bien plus grande stabilité des changes, Robert Rubin, le secrétaire au Trésor, a répondu par une fin de non-recevoir. Il a fait la même réponse à ceux qui plaident en faveur d'une nouvelle architecture du système financier mondial. En revanche, Al Gore a lancé une campagne pour un nouveau cycle de négociations commerciales, un « Clinton round », véritable déclaration de guerre au reste du monde. Cette agressement n'est pas sans danger. L'Amérique se porte bien, certes, mais sa santé est fragile. Elle tient en grande partie à celle de Wall Street et... à la bonne volonté de tous les prêteurs de la planète.

Davos est un miroir. L'importance et l'assurance d'une délégation nationale n'y sont jamais un très bon signe. En janvier 1997, les Asiatiques du Sud-Est, nombreux, se prévalaient de leurs miracles. Le 2 juillet de la même année, éclatait la crise du baht thaïlandais. En janvier 1998, les Russes étaient venus en très grand nombre. Le 17 août de la même année, le rouble s'effondrait. Cette année, la présence massive et le comportement arrogant des Américains ont de quoi inquiéter.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edouard Pénard
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferey, Pierre Gaspard, Jean-François Lherminier
Directeur artistique : Dominique Royon
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fourment, Edouard Pénard (Lecteur et chef de bureau)
Laurent Gaudier (Supplément et autres revues) ; Michel Korman (Lecteur)
Eric Le Boucher (Chroniqueurs) ; Patrick Laroche (France) ; Francis Nothard (Suisse) ; Claude Scharau (Entreprises)
Jacques Baudy (Suisse) ; Jacques Scharau (Culture) ; Christian Scharau (Société et actualité)
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Médiateur : Robert Sile
Directeur exécutif : Eric Paillet ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; partenariats audiovisuels : Bernadette Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Mon, président ; Michel Mollat, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Mary (1924-1949) ; Jacques Fauriol (1949-1982) ; André Laurent (1982-1985) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lécroix (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1942.
Capital social : 945 000 F. Actionnaires : Société civile Les Indicateurs du Monde ; Fonds commun de placement des personnels du Monde ; Association Hubert-Benoit-Mary, société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde Entreprises, Le Monde Imprimeurs.
Le Monde Presse, Jean Pénard, Le Monde Prévisions, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'échec de l'accord scandinave

M. ERLANDER, premier ministre suédois, a déclaré que

l'échec des négociations d'Oslo causait une grande déception dans tous les pays scandinaves. L'opinion prévalait en Suède que ce pays, ayant conservé depuis cent cinquante ans une attitude de neutralité, faisait une concession importante à ses voisins en concluant avec eux un pacte défensif. L'alliance de la Suède, de la Norvège et du Danemark aurait étendu à ces trois pays la politique suivie par le premier.

Si la Suède a réussi à rester neutre si longtemps, un bloc scandinave, qui aurait doublé sa force, n'aurait-il pas d'autant plus de chances de maintenir cette position ? Elle favorisait également la Finlande, placée sous la menace soviétique, et qui risquait d'être malmenée si ses voisins se rangent dans le camp antirusse. Cette

thèse suédoise ne devait pas l'emporter.

Un compromis parut un moment possible : le Danemark suggéra un bloc scandinave sans attaches à l'Est ni à l'Ouest, mais qui aurait complété ses armements par des achats aux États-Unis. A vrai dire, n'était-ce point déjà une entorse à la neutralité ? Le pays qui fournit des armes peut être considéré comme un allié en puissance, sinon effectif. Il est douteux qu'un tel arrangement eût passé aux yeux de Moscou pour une neutralité parfaite. Mais les États-Unis le repoussèrent : ils se refusent à donner des armes à quiconque n'adhérerait pas formellement au pacte atlantique ; et l'on sait qu'ils ont invité la Norvège et le Danemark à s'y joindre - non la Suède, dont ils jugent la situation particulière.

(2 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minidisk : 3617 code LEMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

صكنا من الاميل

Monsieur Papon ne me fera pas taire

par Jean-Luc Einaudi

DANS ses éditions du 20 mai 1998, *Le Monde* a publié un point de vue que j'avais écrit sous le titre : « Octobre 1961 : pour la vérité, enfin ». L'y affirmais en conclusion : « Mais, pour le moment, je persiste et signe. En octobre 1961, il y eut à Paris un massacre perpétré par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon. » Pour ces deux phrases, ce dernier écrit que je suis déclaré « coupable de complicité de diffamation envers un fonctionnaire public en la personne de Maurice Papon, préfet de police en octobre 1961 » et me faire condamner à lui payer 1 million de francs. Je vais comparaître les 4, 5, 11 et 12 février devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris.

Dès que j'ai eu connaissance de ces poursuites, mon avocat, Pierre Mairat, et moi-même avons tout fait pour que ce procès qui m'est

inténué devienne l'occasion d'examiner les faits et de faire avancer la vérité sur ce crime que, depuis bientôt trente-huit ans, Maurice Papon n'a cessé de vouloir dissimuler. Pour cela, j'ai fait appel à de nombreux témoins qui, les uns à la barre, les autres par écrit, diront ce qu'ils ont vécu, vu, appris à l'époque même des faits. Parmi eux, plusieurs Algériens résidant en Algérie, victimes en 1961 de cette sauvage répression et qui, je l'espère, obtiendront des autorités françaises un visa leur permettant de venir témoigner devant la justice française. En dépit des entraves mises à mes recherches m'empêchant jusqu'à ce jour d'avoir accès à des archives de la Préfecture de police et du parquet de Paris, alors même que cette possibilité a été accordée à un historien qui m'est hostile, j'établirai le bien-fondé de mes écrits depuis 1991, date de la parution de mon livre *La Bataille de Paris*.

Mais, au fait, pourquoi M. Papon, qui s'est bien gardé d'enga-

ger des poursuites alors, le fait-il maintenant ? C'est qu'entre-temps a eu lieu sa condamnation par la cour d'assises de Bordeaux à dix années de réclusion criminelle pour complicité de crime contre l'humanité, contre laquelle il a formé un pourvoi en cassation. On se rappelle qu'en octobre 1997, à la demande des parties civiles, je suis venu, dans le cadre de l'examen de son curriculum vitae, témoigner devant la cour d'assises sur ce que je savais de la carrière de Maurice Papon, préfet de police. En cherchant à me faire condamner par la 17^e chambre, M. Papon et son défenseur sont en quête d'un argument favorable à la cassation. Par ailleurs, en mettant en avant son titre de préfet de police du général de Gaulle, il cherche à se protéger dans l'ombre de celui-ci et à provoquer dans le monde politique des réactions qui lui soient favorables. Enfin, il espère abusivement tirer parti du rapport sur les archives

de la Préfecture de police remis en janvier 1998 par le conseiller d'Etat - par ailleurs président de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité - Dieudonné Mandelkern au ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, et que j'ai critiqué comme partiel et partial.

Que ce procès qui m'est intenté devienne l'occasion de faire avancer la vérité

Quant à moi, je n'ai d'autre souci, depuis des années, que de contribuer à faire la lumière sur ces événements d'octobre 1961. Mon ef-

fort s'inscrit dans la continuité de l'action de toutes celles et de tous ceux qui, eux, dès ce moment-là, ont voulu faire connaître la vérité et que M. Papon a voulu faire taire. Je pense, entre autres, à Paulette Péju, dont le livre *Ratonnades à Paris* fut saisi ; au comité Maurice-Audin, dont le journal *Vérité Liberté* fut saisi ; à Jacques Panjel, dont le film *Octobre à Paris* fut saisi ; à l'éditeur François Maspéro, dont la revue *Partisans* fut saisie.

Au cours de ce procès, la mémoire lumineuse d'un homme sera à mes côtés : celle de mon ami Claude Bourdet, décédé le 20 mars 1996. Par ses engagements, il était à mes yeux, ainsi que je le lui dis un jour, l'anti-Papon. Membre du Conseil national de la Résistance, il était resté fidèle aux valeurs de cette « aventure incertaine », comme il appelait la Résistance. Les paroles qu'il adressait à Maurice Papon, le 27 octobre 1961, lors d'une session extraordinaire du conseil municipal de Paris, m'ont

pas fini de retentir. Demandant la formation d'une commission d'enquête sur les faits qui venaient de se produire, il disait : « Ce sont des faits qui méritent une investigation sérieuse, détaillée, impartiale, assez contradictoire pour qu'on ne puisse pas mettre les résultats de l'enquête en doute, que ce soit en France ou à l'étranger (...). D'ici quelques années, d'ici quelques mois, quelques semaines peut-être, la vérité se saura (...). » M. Papon eut pour toute réponse : « La police parisienne a fait, tout simplement, ce qu'elle devait faire », et il n'y eut aucune commission d'enquête.

Aujourd'hui, comme l'a déclaré un de ses avocats, Maurice Papon veut me faire taire. Au nom de la mémoire de ses victimes algériennes, je ne me tairai pas, quoi qu'il arrive.

Jean-Luc Einaudi est éditeur au ministère de la Justice.

Voici le temps de poser la question de l'Académie

par Jean-Pierre Ceton

ÉCRIVONS-LE tout de suite : il ne s'agit pas de mettre en cause des personnes en tant que telles, mais plutôt une attitude historique dite « académique ». Celle qui ponctue la pente d'évolution du concept d'académie du sens grec originel au mot contemporain. Aujourd'hui, académique signifie au mieux classique, en général conservateur et, au pire, un peu ringard. Il est question ici de l'attitude qui consiste à regarder passer le train des événements puis à édifier que non, décidément, ce train, donc la réalité, la pratique, les faits mêmes, disons l'usage, n'est pas correct, pas juste, pas orthodoxe. Et que, de plus, il faut y voir, d'évidence, une détérioration par rapport à ce qui existait.

Les déclarations de principe de l'Académie française à propos de la féminisation des fonctions témoignent de cette attitude académique qui relève en vérité d'une idéologie conservatrice, voire intégriste, en ce qu'elle refuse toute évolution au nom du respect intransigeant de la tradition. Ne devrait-on pas, en effet, tout autant féminiser les fonctions nouvellement occupées par les femmes que masculiniser celles jusqu'alors réservées aux hommes, lorsque des hommes désormais les exercent ? Cette attitude trouve aussi son illustration dans le discours des académiciens français à propos de

la langue. Ainsi le secrétaire perpétuel de cette institution a-t-il l'habitude d'affirmer qu'on parlait bien le français au XVII^e siècle. Ce qui paraît signifier que nous ne le parlons plus bien et qu'au fond, malgré toutes nos connaissances contemporaines et nos avancées technologiques, nous sommes des pauvres « cloches » devenus incapables de parler cette langue parlée au XVII^e. On en viendrait à regretter d'être nés trop tard, on en reste un peu culpabilisés. Cependant, on doit se rappeler que l'Académie a justement été créée au XVII^e siècle avec pour mission de surveiller le langage, donc la langue française du XVII^e siècle...

D'évidence, un français contemporain se développe, tant bien que mal, différent certes, mais pas plus pauvre que le français du XVII^e. Pas plus pauvre, certes, mais généralement perçu comme moins pur, et même considéré comme bâtarde, puisque issu de formes antérieures jugées supérieures. Il est vrai que toute l'histoire de la langue est celle d'une déformation des mots ou d'un glissement des significations. Mais elle est aussi celle d'une complexification des concepts attachés aux mots qui part le plus souvent d'un sens premier, très pratique et très concret, pour aboutir à un sens figuré ou abstrait.

Il existe surtout un français d'aujourd'hui, en puissance, qui

pourrait écrire et dire encore mieux, si on le laissait se développer, en sorte qu'il parvienne au plus proche des significations à transmettre, des concepts à formuler, des données de vie à exprimer et à intégrer. Il existe, en somme, un français qui serait le plus souvent bridé, un français au potentiel extraordinaire qui ne demanderait qu'à pousser notre langue vers la qualification de vivante et non plus d'idiome du passé en danger.

Il existe un français au potentiel extraordinaire qui ne demanderait qu'à pousser notre langue vers la qualification de vivante et non plus d'idiome du passé en danger

accepter que les transformations de la langue ne sont pas forcément des maladies mais qu'au contraire elles peuvent constituer de nouvelles richesses. Le plus souvent, la déformation d'une forme correspond à l'émergence d'une autre signification.

Il faudrait aussi que les académiciens, en particulier, se réjouissent tout autant d'inventer des mots nouveaux que de redécouvrir de vieux mots disparus. Si l'un d'eux

pouvait se féliciter, lors d'une émission télévisée, d'avoir réintroduit le mot « sébile », proposer un néologisme continu de relever du péché. « On me pardonne cet horrible néologisme », s'excuse par exemple tel chercheur qui pour tant en a besoin pour exprimer un concept qu'il vient de créer et qui est dans cette nécessité s'il veut poursuivre (en français) son travail de recherche, parfois dans une discipline qui n'existait pas il y a trente ans.

Il faudrait encore que le débat sur la langue soit possible. Oser proposer de changer la moindre règle de grammaire, c'est être pris aussitôt pour un ignorant ou un traître. Il y a pourtant sur ce plan une tradition du débat qui aurait dû perdurer. Les ancêtres grammairiens de nos académiciens l'avaient beaucoup pratiqué à propos du participe passé en relation avec le verbe avoir. Devait-il rester invariable, se comporter comme

avec le verbe être, s'accorder avec le complément d'objet ?

« Depuis quand les ministres s'occupent-ils de la néologie ? », s'exclama Maurice Druon, se référant au pouvoir donné par Richelieu, écartant du même coup les Français(es) qui parlaient et écrivaient le français et qui pourraient avoir leur opinion, tout comme les ministres qui représentent ces Français plutôt démocratiquement.

Comment expliquer ces réactions autoritaires, sinon par le fait qu'au XVII^e la démocratie n'existait pas, ni l'éducation généralisée d'ailleurs ? Et comment s'en étonner si l'on considère que les structures d'organisation de l'Académie (secrétariat perpétuel, élection à vie, cooptation par les pairs) ont toutes disparu de nos institutions politiques, ou encore que l'image d'apparat de l'épée est la trace d'une époque où l'on pouvait se provoquer en duel aussi facilement qu'on téléphone aujourd'hui ? L'attitude académique, en renforçant l'idée selon laquelle une langue s'appauvrit lorsqu'elle vit et se transforme, conduit finalement à ne pas « défendre » la langue, contrairement à l'intention affichée, mais à la plomber de formes archaïques, souvent illogiques et contradictoires.

On pourrait alors lui reprocher de maintenir les Français - parti-

culièrement les enfants - dans une sorte de schizophrénie, en les forçant à pratiquer d'un côté un écrit désaccordé de l'époque et, de l'autre, une langue parlée plus ou moins en prise avec le temps mais considérée comme du mauvais français. Et aussi, du même coup, d'amener des générations d'étudiants du monde entier à délaisser petit à petit, et sûrement, notre langue.

On pourrait encore accuser l'attitude académique d'obliger les plus rétifs d'entre nous, et même les plus francophiles des francophones, à recourir de plus en plus souvent à l'anglais pour nommer des concepts contemporains : cette langue crée librement et facilement des mots en fonction des besoins de la vie, contrairement à la nôtre, qui doit attendre que des commissions ad hoc, généralement des années après l'introduction du mot anglais, décident si le nouveau mot ou expression peut se « dire » en français.

Je reprocherai surtout à ceux qui bloquent l'invention de nouvelles formes d'être généralement les mêmes qui répètent sans lassitude que le monde contemporain est vide de sens. C'est pourquoi le temps est venu de poser la question de l'Académie.

Jean-Pierre Ceton est écrivain.

B FM

l'actualité un ton plus haut.



PARIS 106.10 • LYON 88.0 • MARSEILLE 90.9 • NÎMES 89.1 • BORDEAUX 107.5 • NICE 104.4 • NANTES 107.2 • TOULON 90.0 • STRASBOURG 100.0

L'Université du reste du monde

par Didier Raoult

Le débat suscité par la réforme de l'Université permet de poser quelques questions fondamentales sur la capacité qu'a notre pays à évoluer. Le procès fait à Claude Allègre de vouloir américaniser l'enseignement français est un des avatars de la défense de la spécificité française face au reste du monde. En réalité, l'Université qu'appellent de leurs vœux la plupart de ceux qui réfléchissent à l'avenir et qui ont eu l'occasion de vivre ou de travailler à l'étranger de la France est le modèle de celle qui existait avant la Révolution française.

La Révolution a détruit en France le système universitaire qui était commun à l'ensemble du monde. Elle n'a pas détruit que ceci, mais n'a pas convaincu, dans ce cas, le reste du monde. L'instauration du système métrique, par exemple, s'est imposée au monde. En revanche, le calendrier révolutionnaire a disparu et la destruction de l'Université n'a pas fait d'émules.

Le rétablissement d'une Université unique, centralisée et basée sur les facultés professionnelles, à côté des grandes écoles, a été institué par Napoléon et porte un modèle que personne ne

Claude Allègre sur la volonté de rejoindre le modèle commun à l'ensemble du monde sont celles qui étaient adressées à Louis Liard, au décès de la guerre de 1870, quand il souhaitait transformer les universités. Il lui était reproché de vouloir singer le modèle allemand, comme on reproche à Claude Allègre de singer le modèle américain.

La question est de savoir si notre enseignement sera compatible avec celui qui s'est imposé partout

Mais ne nous trompons pas. L'Amérique n'est pas le modèle. C'est le reste du monde qui utilise un modèle unique. L'Amérique avait, d'ailleurs, copié son modèle sur l'Allemagne après avoir étudié les systèmes européens et celui de la France, qui n'étaient guère convaincants.

En France, l'enseignement supérieur reste dirigé par un Etat

depuis les promotions jusqu'aux nominations, jusqu'à l'affectation du moindre ouvrier de service en tel ou tel établissement. Le tout associé à la concentration monstrueuse de 50 % des moyens de la recherche dans une seule agglomération.

Les universités ont partout ailleurs la même forme. Elles sont partout polyvalentes, autonomes. C'est le même modèle universitaire que l'on retrouve, sous des formes plus ou moins variables, en Angleterre, dans les pays scandinaves, en Italie, en Allemagne et en Espagne.

La question n'est pas de savoir si notre Université ressemblera à celle de l'Amérique, mais si notre enseignement sera compatible avec celui du reste du monde et si le modèle qui s'est imposé depuis plusieurs siècles partout dans le monde, sauf en France, ne devrait pas commencer à être considéré dans ce pays comme étant probablement le modèle le plus efficace. Encore une fois, il s'agit de l'exception française, non du modèle américain.

Didier Raoult est président de l'université de la Méditerranée (Aix-Marseille-II), professeur à la faculté de médecine de Mar-

pas taire

Académie

site du reste du monde

Ghassan Salamé, spécialiste du Proche-Orient

« Les Américains ont une politique parfaitement rationnelle en Irak »

Ce professeur à l'Institut d'études politiques de Paris estime que Washington, soucieux du potentiel pétrolier irakien, poursuit une stratégie délibérée de présence militaire dans la région

« Après plus de huit ans de sanctions, le dossier irakien est toujours bloqué. Les propositions avancées ici ou là pour sortir de la crise se traduisent toutes par une mise sous tutelle à moyen ou long terme de l'Irak. Est-ce conforme au droit international dont se prévalent les Nations unies ?

La Charte des Nations unies prévoyait la tutelle dans un tout autre contexte : dans des situations de transition vers l'autodétermination. Elle ne la prévoyait pas comme un moyen de régression : c'est là une contradiction essentielle. La tutelle et le mandat ont été imaginés dans le cadre d'une marche vers l'indépendance. Or ce à quoi on assiste, c'est une transition vers la dépendance. Ce n'est malheureusement pas contraire à l'air du temps. Nous sommes à une période où la multiplication des conflits et l'effondrement des appareils de certains pays génèrent la mise sous tutelle, parfois avec l'approbation des États concernés. Le problème de l'Irak est que cette tutelle est imposée à un pays qui ne la demande pas. L'opposition elle-même a du mal à la justifier.

Il ne faut pas oublier que l'Irak a été le tout premier État de la région à avoir obtenu son indépendance dès 1930. La vulnérabilité de l'Irak, intérieure du fait d'une population hétérogène et extérieure compte tenu de ses puissants voisins, fait que cette indépendance nationale a été élevée au rang de religion d'État. Hélas ! nous sommes aujourd'hui dans une situation où la diabolisation du régime et l'extrême personnalisation qu'on lui a imprimée (alors qu'il ne m'appartient pas plus autocratique au sens littéral que certains de ses voisins) font qu'il faut beaucoup de courage politique en Occident pour accepter toute mesure prenant acte de ce souci irakien d'indépendance.

D'où un flot de propagande qu'on ne voit nulle part ailleurs. Ceux qui connaissent un peu l'Irak savent qu'il n'y a pas de doute que le régime actuel a tenté de se doter d'une machine militaire sans doute disproportionnée par rapport à ses moyens, mais qu'il a aussi nourri, éduqué et établi des infrastructures efficaces et sérieuses. Cela, il n'est pas politiquement correct de le dire.

Washington indique que son objectif est désormais la chute du régime de Saddam Hussein, alors que la France, la Russie et d'autres pays encore s'efforcent de trouver de nouvelles formules permettant de concilier le maintien du contrôle sur le désarmement et l'allègement des souffrances imposées par l'embargo. Comment concilier ces approches ?

Il n'y aura, bien sûr, jamais de résolution liant la fin de la tutelle au changement de régime. Ce serait entièrement contraire à la Charte des Nations unies. Mais, dans l'affaire irakienne, il faut bien remarquer que le droit international est continuellement violé. On a beau-



coup parti du non-respect irakien de plusieurs des résolutions du conseil de sécurité. Mais ce qu'on ne dit pas assez, c'est que les Américains violent également le droit international à propos de l'Irak, que ce soit avec les zones d'exclusion aérienne ou avec la manipulation de la Commission spéciale des Nations unies (Unscop) chargée du désarmement.

Si on fait le bilan des résolutions votées à propos de ce pays, on peut faire cette réflexion paradoxale : jamais un État soumis à autant de sanctions n'en a, en fait, appliqué une aussi grande partie. Du coup, nous nous trouvons dans une situation extrêmement grave pour l'avenir du fonctionnement du système international. Si un État tel que l'Irak fait des gestes et si les États-Unis et la Grande-Bretagne refusent de les prendre en compte en allégeant les sanctions, on aboutit à une remise en cause du régime des sanctions. Cela revient à inviter tous les États à ne jamais appliquer les résolutions du Conseil de sécurité parce que, même s'ils les appliquent, on ne reconnaît pas nécessairement leurs efforts.

Mais nous sommes surtout parvenus à un tournant : l'alternative n'est pas entre les propositions françaises, russes ou autres, mais entre une tutelle moins rigoureuse et une unilatéralisation américaine du traitement de l'affaire irakienne. Il semble qu'il y a aux États-Unis des gens qui pensent qu'il vaut mieux se débarrasser de cette feuille de vigne très utile qu'est la communauté internationale si cette communauté envisage de revoir le carcan qui pèse sur l'Irak. Pour ce courant de pensée, il vaudrait mieux alors avancer à visage découvert en disant : c'est une affaire qui concerne les intérêts vitaux des

États-Unis. Je remarque que depuis quelques semaines, depuis le mois d'octobre et le débat sur un examen global du dossier irakien, apparaît un glissement vers le traitement unilatéral, marqué notamment par la décision de frapper l'Irak, en décembre, au moment où les délégués du Conseil de sécurité entraient en séance, à New York, pour prendre connaissance d'un rapport du chef de l'Unscop, Richard Butler.

L'alternative se trouve donc entre la recherche fiévreuse et inventive d'une sortie de crise multilatérale, assortie d'une tutelle sans doute allégée, et une désobéissance d'une confrontation entre l'Irak et les États-Unis. Ce qui fait énormément peur à plusieurs acteurs internationaux, ce n'est pas seulement la dégradation de la situation intérieure irakienne, les dangers qui pèsent sur l'intégrité territoriale ou sur la stabilité régionale, mais c'est surtout cette tendance grandissante du Congrès américain à aller vers l'unilatéralisme. Celui-ci se marie d'ailleurs parfaitement avec le refus de payer les arriérés américains aux Nations unies, avec le lynchage médiatique organisé à l'encontre de Kofi Annan et des Nations unies, et avec le développement de sanctions ou de frappes comme celles que l'on a vues par ailleurs au Soudan ou en Afghanistan.

Quel est l'état des forces, aux États-Unis, dans ce débat ?

Nous sommes très près de l'heure de vérité. Le glissement en cours mais il n'est pas encore consacré définitivement. Le département d'État et le président américain lui-même conservent un reste de sagesse face au Congrès, d'où est venu notamment le texte pronant la « libération » de l'Irak et que la Maison Blanche a dû entériner.

Il faut compter cependant avec les réticences de l'armée américaine. Cette dernière s'est récemment exprimée d'une manière indirecte, au travers de trois experts de la Rand, le think-tank de l'US Air Force, qui ont critiqué le projet d'établissement d'une zone de protection pour l'opposition dans le sud du pays. Pour eux, un tel projet se solderait en effet soit par une

aventure désastreuse, du style de celle de la baie des Cochons, soit par un engrenage, une implication de plus en plus grande de l'appareil militaire, ce qui irait totalement à l'encontre de la doctrine actuelle qui prévaut dans l'armée et qui est la doctrine de l'usage de forces massives.

Comment juger les propositions de sortie de crise ?

Le critère fondamental est à mon sens le droit reconnu ou dénié aux grandes compagnies pétrolières d'investir en Irak. Dans le cas irakien, cela devient une question cruciale, car si l'Irak n'est pas autorisé à accepter des investissements extérieurs, il mettra énormément de temps pour amasser assez d'argent afin de le faire lui-même. Ce qui fait que la proposition américaine de lever le plafond des ventes de « Pétrole contre nourriture » n'a guère de sens sans investissement extérieur.

Ce qui fait énormément peur à plusieurs acteurs internationaux, ce n'est pas seulement la dégradation de la situation intérieure irakienne, (...) mais c'est surtout cette tendance grandissante du Congrès américain à aller vers l'unilatéralisme »

C'est sur le pétrole que la compétition internationale est la plus forte et c'est pourquoi les capitaux se taisent. L'Irak, c'est l'Arabie saoudite du XXI^e siècle. Les réserves irakiennes s'élèvent très probablement à 20 % des réserves mon-

diales. Avec les déceptions enregistrées en mer Caspienne, avec le tarissement de certains puits de la mer du Nord, le pétrole irakien aura à l'avenir une place de choix.

Il est devenu une obsession pour les grands groupes internationaux et une question centrale pour les États-Unis, la Russie, la Chine. Les grands groupes pétroliers américains ne veulent pas que la sortie de crise se fasse aux dépens de leurs intérêts. Ils veulent éviter ce qui s'est passé en Iran, où Total, un groupe français, a remplacé une compagnie américaine. Ils veulent au contraire répéter ce qui s'est passé dans le Golfe au cours de la dernière décennie. Car l'opération « Tempête du désert », en 1991, a vu des retombées commerciales et industrielles extrêmement positives pour l'industrie américaine.

En Irak, il n'y a pas de doute que, tant pour la reconstruction que pour l'investissement, les grands groupes souhaitent que la puissance américaine mondiale se traduise en termes industriels et commerciaux. Pour l'instant, ils sont satisfaits de voir que les groupes qui ont signé des accords avec l'Irak ne peuvent pas les mettre en application. L'enjeu irakien est bien plus considérable qu'on ne le dit.

Mais ne dit-on pas souvent que les États-Unis n'ont pas de politique irakienne ?

Les Américains ont une politique parfaitement rationnelle en Irak. Ils ont appliqué une véritable stratégie dans le Golfe à partir de 1990, qui me trouble par son succès bien plus que par ses échecs. Il s'agit d'une stratégie d'établissement militaire à long terme, déjà tentée sans succès à la fin des années 70 après le départ du chah d'Iran. Il y a aujourd'hui en permanence 25 000 hommes stationnés dans le Golfe, ce qui n'était pas le cas auparavant. Ce prépositionnement a fait dire à l'ancien secrétaire à la défense Dick Cheney : « En 1991, il nous fallut trois mois pour amener 500 000 hommes dans le Golfe ; en 1994, trois semaines, et aujourd'hui trois jours. »

L'objectif n'est donc pas l'Irak en tant qu'État, mais l'établissement d'une présence militaire, accessoirement économique et industrielle, à long terme. Cette politique se donne également pour objectif de peser à terme sur les consommateurs de pétrole, en Europe et en Asie. Cette emprise quasi obsessionnelle pour les États-Unis montre que, pour eux, le pétrole est loin d'être devenu un produit banal et qu'il redeviendra un enjeu fondamental. Les consommateurs visés pourraient en effet, sur d'autres terrains, déifier la toute-puissance américaine.

Cette politique a si bien réussi qu'aujourd'hui les États-Unis peuvent d'ailleurs s'ouvrir vers l'un des « États-voyous » de la région, l'Iran, et envisager de relâcher un peu la pression sur l'autre, l'Irak. »

Propos recueillis par Gilles Paris

Propos recueillis par Anita Haussier, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

Un chercheur né au Liban



GHASSAN SALAMÉ

CHERCHEUR, professeur, commentateur, Ghassan Salamé est un boudinier. Né en 1951 au Liban, diplômé en lettres, en droit et en sciences politiques, il suit, au début des années 70, les débats enflammés de l'extrême gauche de son pays tout en commençant un parcours universitaire qui le mènera de l'université Saint-Joseph, à Beyrouth, à la Brookings Institution de Washington, puis au Centre de recherche en sciences sociales de New York.

Spécialiste du Proche-Orient, il compte parmi les rares bons connaisseurs du Golfe et de ses monarchies. Il a consacré sa thèse à la politique étrangère du royaume d'Arabie saoudite. Aujourd'hui professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), il est l'auteur de plusieurs ouvrages,

dont le dernier, *Appels d'Empire : ingérence et résistances à l'âge de la mondialisation*, a été publié chez Fayard en 1996. Auparavant, en 1994, il avait dirigé un travail collectif remarqué, *Démocraties sans démocrates*, consacré à l'apparente résistance du monde arabe à la contagion démocratique observée dans les années 80, notamment en Amérique latine et en Europe de l'Est.

Mais Ghassan Salamé ne se cantonne pas à l'univers de la recherche. Habitué des cercles de pouvoir, c'est peu de dire qu'il ne manque pas d'entregent. Il est souvent mis à contribution par les médias et alimente ainsi régulièrement RMC-Moyen-Orient de chroniques où il laisse libre cours à ses talents d'orateur.

G. P.

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, au « Grand Jury RTL-«Le Monde»-LCI »

« Abandonner le terrain de la nation à l'extrême droite, ce n'est pas rendre service à la démocratie »

« Y a-t-il un « cas » Chevènement au sein du gouvernement ?

Il y a une campagne qui est menée. Ce n'est pas moi seulement qu'elle vise, c'est le premier ministre. A partir du moment où il a affirmé certaines orientations politiques qui déplaisaient, on a voulu enfoncer un coin entre lui et moi, en utilisant tous les moyens, en se basant sur des faits qui n'ont pas existé, des propos que je n'ai pas tenus ou qu'on a interprétés autrement, c'est-à-dire sur une base vraiment inexistant. Alors, je vais vous répondre très gentiment : j'ai résisté au curare, je résisterai à la calomnie.

D'où vient cette campagne ?

Il y a, d'une part, un débat, normal, sur la sécurité : donc, on va dépeindre le ministre de l'intérieur en Père Fouettard, et la ministre de la Justice sera, en quelque sorte, l'institutrice de l'école maternelle ou la gardienne de l'école maternelle ou la réalité, mes propositions pour faire face à la délinquance - faites au premier ministre, à sa demande - portaient aussi bien sur le

domaine de ma compétence que sur des domaines partagés, comme la délinquance des mineurs.

D'autre part, il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec moi. J'observe que le premier ministre, à l'occasion de ses vœux, a déclaré qu'il est attaché à l'exception française, étant bien entendu que si exception française signifie une certaine arrogance, des rigidités, des archaïsmes, « alors, soyez assurés de ma détermination à les remettre en cause », déclarait-il ; mais, en même temps, il souhaite que l'État soit le garant de l'égalité et de la solidarité entre citoyens, dans une nation fière de son histoire et qui refuse de se dissoudre.

Il ajoutait : « Un État ferme est le garant d'une régulation indispensable à l'efficacité du marché ». Il y a, d'un côté, les tenants du libéralisme sans contrôle et d'une vision post-nationale de l'histoire des sociétés européennes ; de l'autre côté, une conception qui refuse de renvoyer la nation aux magasins de l'histoire. Je considère que la nation reste un cadre irremplaçable

pour l'expression de la démocratie, qu'elle est le lieu des réformes, le lieu des solidarités, de la cohésion sociale. La nation française se définit par son identité républicaine, c'est-à-dire par une certaine articulation entre ce qu'est une réalité concrète, de soixante millions d'habitants, et des valeurs universelles. Je crois qu'elle est une articulation indispensable entre le particulier - l'enracinement, pour tout dire - et l'universel. Abandonner le terrain de la nation à l'extrême droite, ce n'est pas rendre service à la démocratie.

Ce débat traverse-t-il, aujourd'hui, la gauche ?

Il y a une sensibilité républicaine, taxée de manière abusive de jacobine, et puis il y a une sensibilité libérale, qui est en partie girondine ou qui procède d'une évolution qui a porté certaines couches sociales de la droite vers la gauche. Il y a aussi un fond chrétien de catholicisme social, très présent au sein de la gauche et avec lequel on peut avoir un dialogue tout à fait fructueux. Moi-même, héritier de

la tradition laïque de la gauche française, je peux avoir un dialogue tout à fait constructif avec les descendants du catholicisme social.

Redoutez-vous une Europe construite à l'allemande, s'appuyant sur les régions plus que sur l'État ? Est-ce l'une des raisons pour lesquelles vous manifestez de l'aigreur à l'égard de Daniel Cohn-Bendit et des Verts ?

L'Allemagne est en train d'évoluer. Grâce à l'avènement de la gauche allemande au pouvoir, un projet de loi va être débattu, tout à fait fondamental, portant sur une question qui touche à l'identité allemande elle-même : c'est l'instauration du droit du sol. L'Allemagne va rejoindre la France et la Grande-Bretagne dans l'idée qu'elle se fait d'elle-même en tant que nation. Elle vient à une conception ci-toyenne, selon laquelle tous les citoyens, quelle que soit leur origine, ont les mêmes droits.

Allez-vous participer aux élections européennes et comment ?

Je crois que l'idée d'une Europe fédérale est derrière nous, parce que plus l'Europe s'étend vers l'est - et elle s'étendra vers l'est - plus elle perdra en consistance. Donc, je crois à quelque chose qui est plus une confédération, mais moins qu'une fédération, un objet politique non identifié, sur lequel il faut réfléchir. Je crois aux coopérations renforcées, par exemple, entre la France et l'Allemagne, même s'il y a actuellement quelques malentendus. Je crois à la vertu fondamentale de ce dialogue entre la France et l'Allemagne, dès lors qu'il est mené avec franchise et au niveau des sociétés, avec les gens qui comptent, sans le laisser confisquer par quelques-uns, qui en font un objet idéologique.

Allez-vous vous parler à l'occasion de ces élections ?

L'arrivée d'une tête de liste choisie en dehors des Verts français est de nature à faire avancer, disons-le, les idées libérales. Comment réagir à cela ? Le Mouvement des citoyens et moi-même avions proposé une liste large : Parti socialiste, Parti communiste, Mouvement des citoyens et Parti radical de gauche. Cela aurait été l'occasion de montrer que la gauche a un projet rassembleur, clair, sérieux, à côté d'une agitation dont on peut penser ce qu'on veut.

Cette proposition a été écartée par le Parti communiste. Je le regrette. Il reste trois possibilités : ou bien nous nous alliions avec le Parti communiste, mais je dois dire que c'est mal parti ; ou bien c'est une alliance avec le Parti socialiste et les radicaux de gauche, le Parti socialiste étant notre interlocuteur privilégié ; et puis, il y a une autre hypothèse, c'est qu'il y ait une liste de la gauche républicaine, structurée par le Mouvement des citoyens. Nous allons en débattre au congrès du Mouvement des citoyens, le prochain week-end, et la décision sera prise avant Pâques. »

Propos recueillis par Anita Haussier, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

FINANCE Le conseil d'administration de la Société générale et le conseil de surveillance de Paribas ont approuvé, dimanche 31 janvier dans la soirée, la fusion des deux

banques. ● L'OPÉRATION se fera par échange d'actions, 8 actions Paribas donnant droit à 5 actions Société générale. ● LES FOND PROPRES de la nouvelle entité s'élèvent à 21 mil-

liards d'euros, soit 138 milliards de francs. Ensemble, les deux banques auraient dégagé un bénéfice net de 2,1 milliards d'euros en 1998, le plus élevé du secteur, devant celui du

premier établissement français, le Crédit agricole. ● RÉUNIES, les deux banques continueront à s'intéresser à la privatisation du Crédit lyonnais, au nom des partenariats que cette

banque a noués avec Paribas. ● AXA ACQUIERT pour 5 milliards d'euros, partiellement en titres, le sixième assureur britannique Guardian Royal Exchange

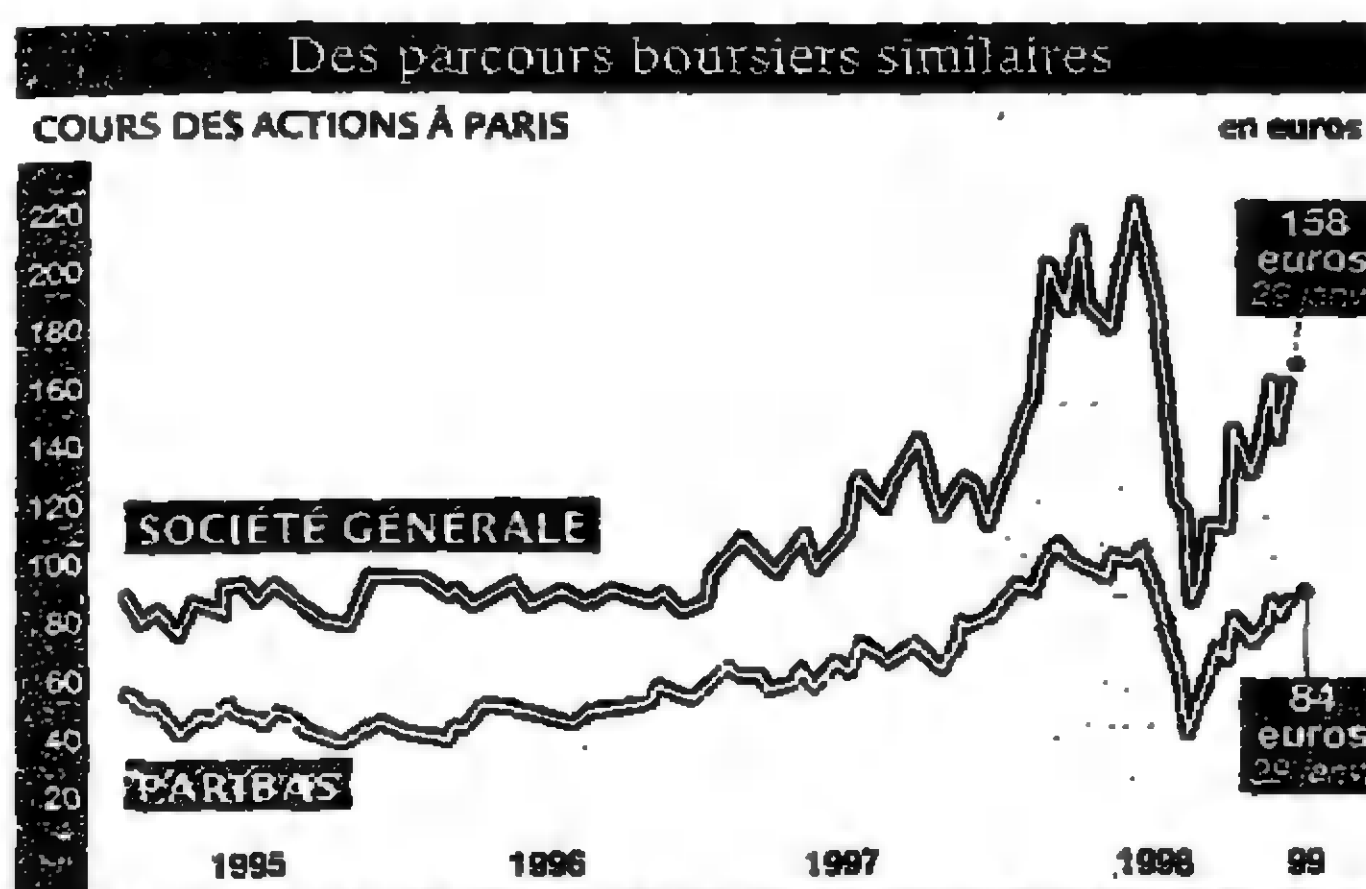
La fusion Société générale-Paribas crée la quatrième banque mondiale

André Lévy-Lang présidera la nouvelle entité, qui comptera 78 000 salariés à travers le monde, Daniel Bouton en sera le vice-PDG. Le nouveau groupe reste intéressé par la privatisation du Crédit lyonnais, tout comme la BNP et son actionnaire AXA

C'EST DANS UN QUARTIER de La Défense désert que se sont retrouvés, dimanche 31 janvier à 17 h 30, les administrateurs de la Société générale pour un conseil d'administration exceptionnel. Une heure et demi plus tard, le conseil de surveillance de Paribas se réunissait pour approuver la fusion de la Société générale et de Paribas.

Depuis une quinzaine de jours, les États-majors des deux banques travaillaient d'arrache-pied à ce projet, qui donnera naissance à un groupe pesant une trentaine de milliards d'euros (près de 200 milliards de francs) en Bourse et dotera la France d'une banque à même de rivaliser avec les plus grands établissements mondiaux.

Daniel Bouton, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, qui préside le directoire de Paribas, n'ont pas eu de mal à convaincre leurs grands actionnaires, dont les assureurs AXA et Allianz. Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a salué l'opération



Les deux groupes ont été victimes de la crise financière de l'été, mais les cours se sont fortement redressés depuis six mois. Leur capitalisation boursière ressort respectivement à 16,129 milliards d'euros (106 milliards de francs) pour la Société générale et à 13,588 milliards d'euros (99 milliards de francs) pour Paribas.

annoncée lundi 1^{er} février dans la matinée. A Bercy, on relevait que ce projet, sous réserve des conditions sociales dans lesquelles il s'exercera,

« répond aux souhaits souvent exprimés par le ministre, en faveur de la constitution d'un secteur financier français fort et dynamique au cœur de l'euro ».

Le nouveau groupe, qui prendra le nom de SG Paribas, se hissera en tête des banques françaises. Ses capitaux propres globaux le situent, selon un communiqué des deux banques, au quatrième rang mondial, derrière deux banques américaines, BankAmerica et Citigroup, et la banque britannique Hongkong and Shanghai Banking Corp (HSBC). Individuellement, aucune des deux banques françaises n'arrivait dans les vingt premières.

L'opération prend la forme d'une offre publique d'échange de 15,1 milliards d'euros (99 milliards de francs) lancée par la Société générale sur Paribas, 8 actions Paribas donnant droit à 5 actions Société générale. « Elle est attrayante pour les actionnaires de Paribas et fait ressortir une prime de 17 % par rapport aux vingt dernières Bourses », précise le communiqué. Elle doit également se traduire par une augmentation du bénéfice par action Société générale de cette année. Ensemble, les deux banques visent un bénéfice de près de 2,8 milliards d'euros. Pour cela, elles tablent sur 800 millions d'euros de synergies à partir de 2001. « Des aménagements d'organisation pourront être mis en œuvre immédiatement sans besoin de dépens contraints en France », précisent les deux banques.

Si elle est unanimement saluée par la place financière, l'opération,

mentionnée par Le Figaro samedi 30 janvier, est une réelle surprise. Vendredi, les numéros de marché spéculaient encore sur un mariage entre la Société générale et la banque espagnole Banco Bilbao Vizcaya.

Le rapprochement des deux établissements français étonne : MM. Bouton et Lévy-Lang n'ont jamais donné la moindre impression d'entretenir une complicité. Bien au contraire. Les deux banques, concurrentes sur la plupart de leurs métiers de marchés et de banques d'affaires, apparaissaient plutôt comme des frères ennemis, surtout depuis l'échec des discussions menées sur un éventuel rapprochement il y a près de deux ans. Les deux patrons, en particulier celui de Paribas, n'hésitaient d'ailleurs pas à souligner les différences de culture et l'incompatibilité des systèmes informatiques des deux maisons.

ACCÉLÉRATION

Depuis l'été 1998, l'histoire s'est toutefois accélérée pour le système bancaire mondial. Les turbulences sur les marchés financiers ont poussé la banque américaine Bankers Trust dans les bras de l'allemande Deutsche Bank, qui a continué à avancer ses pions en Italie ou en Belgique. Début janvier, trant immédiatement les conséquences de l'avènement de l'euro sur les marchés de capitaux, deux banques espagnoles, le Banco Santander et le Banco Central Hispano, ont annoncé leur fusion. Ces mouvements, tout comme la crise financière et l'euro, ont donné à réfléchir à l'équipe de direction de la Société générale, qui ne cachait pas qu'elle étudiait toutes les solutions possibles.

Du côté de Paribas, la situation était moins claire. Jusqu'au dernier conseil de surveillance de la banque, qui s'est tenu mardi 12 janvier, M. Lévy-Lang pensait pouvoir convaincre ses actionnaires que la meilleure voie pour Paribas était celle de l'indépendance. Il se menaçait certes la possibilité d'entrer dans le capital du Crédit lyonnais à la faveur de la privatisation de la banque, mais sans s'engager plus loin. Le patron de Paribas voulait convaincre ses administrateurs que les propositions de mariage faites à plusieurs reprises par Michel Pébereau, PDG de la BNP n'étaient pas une bonne solution, même si ce dernier semblait avoir le soutien de Claude Bébear, président d'AXA et premier actionnaire des deux

banques. Le conseil de surveillance a fait savoir à M. Lévy-Lang qu'il n'était guère convaincu par sa démonstration et n'aurait pas la patience d'attendre une hypothétique solution Crédit lyonnais.

M. Bouton a immédiatement vu l'ouverture. Dans les jours qui ont suivi le conseil, les discussions entre les deux présidents ont commencé à prendre forme. Tant qu'à s'affier et à perdre son indépendance, M. Lévy-Lang a choisi de le faire avec la plus puissante des banques françaises, après le Crédit agricole. Lundi 25 janvier, il aurait présenté son schéma à M. Bébear, qui lui aurait donné sa bénédiction. AXA ne sera sans doute pas le premier actionnaire du nouveau groupe. Allianz, via les AGF, le devance avec près de 5 % du capital, mais M. Bébear s'est montré satisfait de voir son investissement dans Paribas se valoriser.

Deux autres facteurs ont facilité l'opération. Le premier est finan-

cier : les évolutions boursières récentes ont permis à la valorisation des deux banques de se rapprocher et facilitent cette « fusion entre égaux ». Le second est plus diplomatique : M. Bouton s'est montré très souple en laissant la présidence du nouveau groupe à M. Lévy-Lang, auquel il ne succèdera qu'en 2002. L'opération fait malgré tout deux grands déçus. M. Pébereau, qui dément avoir eu l'intention de lancer une opération hostile sur Paribas. Et surtout Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais. Le schéma qu'il privilégiait avec Paribas pour la privatisation de la banque publique s'effondre. Comment pourrait-il continuer à exclure la Société générale de ses schémas et repousser les avances de la BNP ? Il n'est pas certain que son actionnaire, l'Etat, si satisfait de voir émerger de grands établissements bancaires français, le lui permette.

Sophie Fay

Le nouveau groupe

● **Poids.** SG Paribas rattrape le Crédit agricole en tête des banques françaises par le montant de ses fonds propres : 21 milliards d'euros (138 milliards de francs). La capitalisation boursière des deux banques rassemblées approche 30 milliards d'euros. Le total de bilan atteint 679 milliards d'euros. Le résultat net de l'ensemble représente 2,1 milliards d'euros. Les effectifs atteignent 78 000 personnes.

● **Direction.** André Lévy-Lang (Paribas) sera PDG du nouveau groupe et Daniel Bouton (Société générale) vice-PDG. La banque comptera quatre directeurs généraux délégués : deux issus de Paribas, Bernard Müller, ex-patron de la Compagnie bancaire, et Jean Clamon, membre du comité exécutif, deux issus de la Société générale, Philippe Citerne et Patrick Duverger.

● **Organisation.** SG Paribas, dont le siège sera avenue Kléber, à Paris, dans l'ancien immeuble de la Compagnie bancaire, sera organisée autour de six grands pôles :

- Banque de détail : ce pôle, dirigé par Daniel Alix pour la Société générale et Bruno Fitchy pour le Crédit du Nord, sera supervisé par

M. Philippe Citerne, et compte 5 millions de clients en France ; - services financiers spécialisés : dirigé par Philippe Wahl, ce pôle regroupera les anciennes filiales de la Compagnie bancaire, dont Cetelem, et celles de la Société générale, sont Franfinance ; - gestion d'actifs et services bancaires : ce pôle, placé sous la responsabilité de M. Citerne, comptabilise 200 milliards d'euros en gestion - ce qui le classe parmi les dix premiers européens - et 500 milliards d'euros de titres en conservation ;

- banque d'investissement : ce pôle sera dirigé par M. Patrick Duverger, secondé par Philippe Blavier, responsable de la banque d'investissement chez Paribas, et Xavier Debonneuil, responsable des marchés et adjoint à la direction générale de la Société générale ;

- participations : Amaury de Seze, président de Paribas affaires industrielles, gèrera un total de 12 milliards d'euros de participations industrielles, recelant 3 milliards d'euros de plus-values latentes ;

- Immobilier : Michel Clair, déjà chargé de l'immobilier chez Paribas, gèrera un patrimoine évalué à 3 milliards d'euros.

La prochaine étape des concentrations sera la création de banques d'investissement paneuropéennes, selon Merrill Lynch

DAVID KOMANSKY, le président d'une des premières banques d'investissement et maisons de courtage boursier des États-Unis, Merrill Lynch, envisage sans surprise quelques fusions domestiques, et surtout transfrontalières, en Europe dans les toutes prochaines années. « Il y aura des concentrations dans l'industrie de la banque d'investissement. Nous commencerons à voir à quoi ressemblera la partie finale, mais il faudra encore quelques années avant qu'elle se produise », affirmait-il jeudi 28 janvier, à l'occasion d'une visite à Paris.

LONGUEUR D'AVANCE

Pour lui, seules six ou huit banques vraiment internationales, couvrant tous les marchés financiers de la planète, seront en concurrence. Compte tenu du poids du marché financier américain, pour faire partie de cet aréopage, il faudra être solidement implanté aux États-Unis. Aux côtés de ces très grandes maisons, des entités plus régionales resteront dans la course. Ces établissements seront paneuropéens ou panasiatiques, mais ils ne sont pas encore nés. « En Asie, la seule organisation pa-

nasatique est la Hong Kong and Shanghai Bank, constate M. Komansky. En Europe, il n'y a pas de banque d'investissement paneuropéenne. Elles restent à construire et ce sera la prochaine étape des concentrations. »

Aux yeux du patron de Merrill Lynch, les banques américaines ont donc une petite longueur d'avance : « Il y a dix ans déjà que nous travaillons à nous développer comme une organisation paneuropéenne et panasiatique. En ce sens, notre stratégie a été très différente de celle des banques européennes. »

Merrill Lynch a l'intention de maintenir activement cette stratégie dans les années qui viennent. La banque continue à prendre des positions importantes en Asie, et notamment au Japon. « L'euro est la plus belle perspective que nous ayons », reconnaît volontiers le financier. En France, où l'établissement compte 250 salariés, il est loin d'être aussi influent qu'aux États-Unis, ou même qu'à Londres. « Nous sommes à la recherche d'un moyen d'occuper dans le marché français la place qui est la nôtre ailleurs. Nous souhaitons nous développer agressivement », affirme M. Komansky.

Celui que ses troupes ont surnommé « Big K », stature imposante, ne voit aucune raison pour Merrill Lynch de se rapprocher d'un partenaire et d'envisager une fusion. « Nos actionnaires ne nous paient pas pour rester indépendants, admet-il volontiers, mais pour les enrichir. Dans n'importe quel mariage aujourd'hui, Merrill Lynch apporterait l'essentiel des bénéfices pour recevoir du capital et un bilan. Comme nous avons suffisamment de capital, je crois que nous pouvons créer davantage de valeur pour nos actionnaires en restant indépendants. Mais si quelqu'un me démontre le contraire, je suis prêt à reconsidérer ma position. » Merrill Lynch ne manque pas de prétendants : au cours des deux ou trois dernières années, le groupe a été approché par treize institutions dont six européennes !

CONCURRENCE D'INTERNET

Des défis nombreux se posent à l'institution financière massive qu'est Merrill Lynch aux États-Unis. Elle y est en particulier victime de la concurrence des maisons de courtage électronique, qui exécutent à un prix très bas les ordres de Bourse transmis par Internet,

comme Charles Schwab ou E-Trade. Le patron de Merrill Lynch ne se laisse pas pour autant impressionner par ces « discount brokers » : « Il n'y a qu'une organisation active sur Internet profitable : c'est Schwab, toutes les autres perdent de l'argent. Il est aussi difficile d'appréhender le volume de transactions qui passe effectivement par Internet. » Merrill Lynch n'a donc pas l'intention de faire l'acquisition d'un courtier déjà très développé sur le réseau informatique.

La maison de Wall Street préfère construire un système et le proposer à ses clients. « Nous voulons avant tout maintenir un code de conduite et une culture qui ont fait de Merrill Lynch ce que cette maison est aujourd'hui », rappelle David Komansky. Il lui faut pourtant prendre sérieusement en compte cette nouvelle concurrence : « Aujourd'hui, les jeunes - je le vois avec mes deux filles qui reçoivent plusieurs colis chaque semaine - ont pris l'habitude de faire des achats par Internet. Nous devons nous assurer que, dans quinze ou vingt ans, ils seront des clients de Merrill Lynch : c'est une vraie question stratégique. »

S. F.

PROFIL

LE BAPTÊME DU FEU DE DANIEL BOUTON

Depuis sa nomination, le 1^{er} novembre 1997, à la présidence de la Société générale, Daniel Bouton, 48 ans, a vécu quatorze mois difficiles. Le fort en thème un peu rugueux s'est retrouvé subitement sous les projecteurs avec moins d'aisance que son prédécesseur Marc Viénot. Un verbe sec, une calvitie naissante donnent à M. Bouton l'image d'un calculateur froid et cynique, même s'il ne manque pas d'humour. Facteur aggravant, la Société générale, jusqu'alors le bon élève donné en exemple des établissements français, a subi de plein fouet la crise financière de l'été 1998. Avec une certaine injustice, son dynamisme sur les marchés lui a subitement été reproché.

Très virulent contre la responsabilité des pouvoirs publics dans l'affaiblissement des banques traditionnelles françaises, Daniel Bouton a semblé marginalisé après le rachat de son allié traditionnel, l'assureur AGF, par l'allemand Allianz et sa mise à l'écart d'emblée dans la privatisation du Crédit lyonnais. La fusion avec Paribas apparaît aujourd'hui comme une réponse à ses détract-

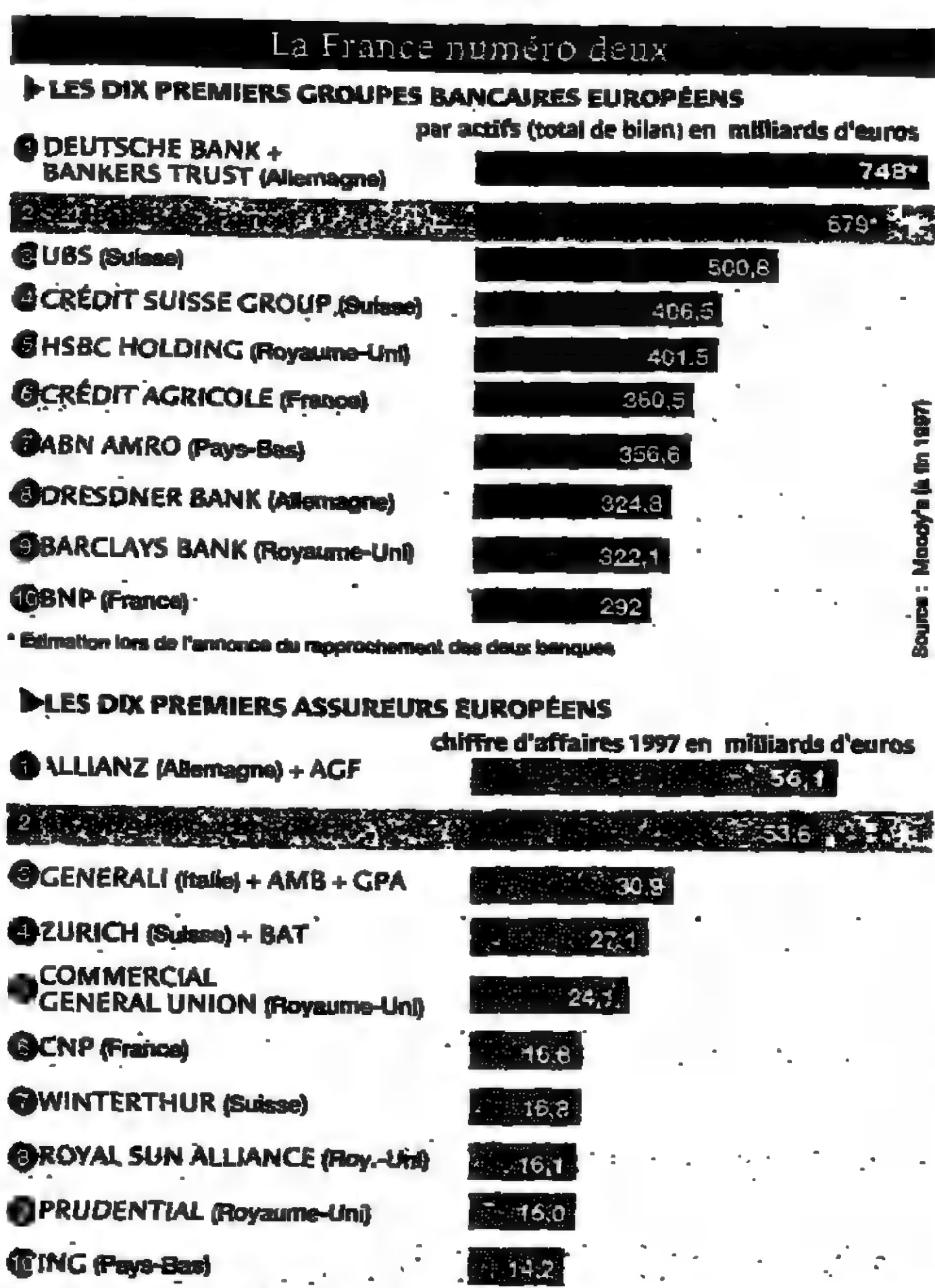
teurs et une démonstration de sa capacité de mouvement. Arrivé en février 1991 dans la banque avec un destin déjà tracé, il a occupé pendant deux ans la fonction créée spécialement pour lui de directeur à la présidence, le temps de faire ses preuves. Il est nommé directeur général en 1993 et M. Viénot le désigne publiquement comme son dauphin en 1995. Daniel Bouton a en commun avec son prédécesseur d'aimer les gros cigares, d'être inspecteur des finances (le plus jeune de France à l'âge de 23 ans), d'avoir été un brillant haut fonctionnaire et... de s'être acquis la confiance de politiques influents.

Il a fait l'essentiel de son parcours dans l'administration, à la direction du budget, avec quelques passages dans les cabinets de ministres du budget de gouvernements de droite : entre 1980 et 1981 avec Maurice Papon et, surtout, entre 1986 et 1988 comme directeur de cabinet d'Alain Juppé. Les deux hommes sont restés proches. Le premier ministre a beaucoup sollicité les avis de M. Bouton entre 1995 et 1997. Le 6 février 1997, il a notamment remis à Alain Juppé une note sur l'état de l'opinion dans laquelle il pronostiquait... une victoire de l'opposition socialiste aux élections législatives.

Eric Leser



trième banque mondiale



Les récentes opérations de fusion ont modifié la hiérarchie financière en Europe. Que ce soit dans la banque ou dans l'assurance, les établissements français occupent désormais la deuxième place sur le Vieux Continent, juste derrière les Allemands.

Des sections de FO Assurances passent à la CFDT

UN MOIS après qu'une partie de FO-PTT a rejoint l'Union nationale des syndicats autonomes-Insa (Le Monde du 19 décembre 1998), c'est au tour de la section fédérale Force ouvrière des assurances de perdre des adhérents. Cette fois au profit de la CFDT. Les deux principales sections du Nord, celle de La Mondiale et celle de La Lilloise, sont en parance. D'ores et déjà, Gérard Bachelet, secrétaire du syndicat des assurances du Nord et délégué de La Lilloise, et Pierre Gernart, trésorier du syndicat et délégué à La Mondiale, ont adhéré à la CFDT. Selon eux, leurs sections, qui comptaient respectivement 4 et 107 adhérents, s'apprêtent à le suivre. Les défections ne sont pas que régionales. A Paris, Robert Lefebvre, ancien secrétaire général du syndicat parisien de Force ouvrière et délégué de FO aux Assurances générales de France (AGF), a également rejoint la CFDT.

A l'origine de ces transferts, un contentieux entre Jean-Claude Séfani, secrétaire de la section fédérale de FO Assurances, et ses sections. Celles des AGF et de La Lilloise (filiale d'Athéna et donc d'Allianz) ont récemment signé comme les autres syndicats un accord créant une unité économique et sociale (UES) au sein de la nouvelle entité Allianz-AGF. M. Séfani s'est opposé à cette signature, provoquant la rupture entre les responsables des AGF et de La Lilloise et leur structure fédérale. Par solidarité avec M. Bachelet, M. Gernart a également quitté FO.

M. Séfani minimise ces départs : « Ce ne sont que trois individus qui recherchent des postes et qui préfèrent collaborer avec la CFDT et les patrons plutôt que rester dans un syndicat indépendant. » Pourtant l'affaire a paru suffisamment sérieuse à Marc Mondel, secrétaire général de FO, pour qu'il demande à rencontrer les partants. La réunion a eu lieu le 22 décembre au siège de Force ouvrière mais M. Blon-

del n'est pas parvenu à les faire revenir sur leur décision. « La section fédérale veut retirer aux sections tout pouvoir de décision et de signature. Moi, je veux pouvoir défendre les adhérents de ma section et décider de signer ou non un accord que j'ai négocié. A la CFDT, j'ai eu l'assurance que le pouvoir de négociation était bien dans l'entreprise », explique M. Gernart. Ces départs ne sont pas les premiers : la section FO d'AXA est passée à la CFDT au début des années 80.

Frédéric Lemaître

L'entrée de Vivendi dans Pathé échappe à tout recours

L'ENTRÉE de Vivendi dans le capital de Pathé bouleverse le jeu des alliances et des rapports de forces dans l'audiovisuel et le cinéma. Cette nouvelle donne résulte d'une cession d'actions détenues par Bolloré, représentative de 19,6 % du capital social de Pathé, au profit de Vivendi. Simple

usage du droit des contrats. Mais le résultat - et la visée - en est l'accroissement du pouvoir de Vivendi dans le secteur. Puisque le droit a vocation à contrôler les pouvoirs de marché, dans leur constitution et dans leur usage, il conviendrait alors qu'un contrôle juridique de l'opération ait lieu. De quelle nature pourrait-il être et de quelle branche du droit pourrait-il venir ?

Première hypothèse : un déclenchement du droit ordinaire de la concurrence. Le ministre de l'économie peut apprécier les effets potentiellement anticoncurrentiels d'une concentration pour l'interdire ou l'autoriser. Mais encore faut-il qu'il y ait concentration. Le droit de la concurrence la définit soit par le transfert de la propriété des biens et obligations de l'entreprise, soit par l'acquisition d'une influence déterminante

en son sein. Pour l'instant, Vivendi ne détient, en additionnant les actions qu'elle possède en propre et celles de sa filiale Canal Plus, que 24,6 % du capital de Pathé. Cela ne suffit pas à conférer le pouvoir de gouvernement qui caractérise une concentration, car cette quotité du capital est même inférieure à une minorité de blocage.

Deuxième hypothèse : le terrain du droit spécifique de l'audiovisuel avec l'intervention du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Mais, en l'état des textes, celui-ci n'a pas de pouvoir de régulation économique du secteur. Certes, dans le projet de loi actuellement en gestation, il est prévu qu'une modification du capital social d'une entreprise d'audiovisuel donne lieu à un contrôle coordonné du CSA et du Conseil de la concurrence. Mais un projet de loi ne vaut pas loi et, s'il aboutit à un vote dans ce sens, cette loi nouvelle ne pourrait produire ses effets sur un accord qui lui est antérieur.

Troisième perspective : le marché boursier. Les actions de Pathé sont cotées. C'est pourquoi l'opération sera examinée par le Conseil des marchés financiers. Les seuils atteints dans le capital social et dans l'exercice des droits de vote par Vivendi sont insuffisants pour déclencher des mesures aussi fortes qu'une obligation pour Vivendi de procéder à l'achat de tout le reste du capital social de Pathé. Il aurait fallu qu'il dépasse le tiers du capital social.

Mais la cession des titres a été assortie d'un pacte d'actionnaires entre Vivendi et Jérôme Seydoux. Ce dernier détient 28,9 % des actions de Pathé. Le contrat impose à chacune des parties, si elle veut vendre, de proposer en priorité ses actions à son partenaire. Ainsi - et la réciprocité est vraie -, si Jérôme Seydoux voulait céder ses titres, Vivendi aurait le pouvoir d'exiger d'en être l'acheteur. Ce dernier deviendrait alors l'actionnaire de contrôle de Pathé. Cela conduit à poser la question cruciale du droit

AXA s'offre Guardian Royal Exchange pour 5 milliards d'euros

L'assureur français renforce sa position de numéro deux en Europe

LE WEEK-END du 30-31 janvier restera dans les annales d'AXA. Le groupe de Claude Bébér compléte un peu plus son puzzle en Europe, en mettant la main sur l'assureur britannique Guardian Royal Exchange (GRE). Et, parallèlement, Claude Bébér donne son feu vert, en tant qu'actionnaire, au rapprochement Société générale-Paribas (lire page 16).

AXA avait toujours dit qu'il souhaitait augmenter sa part en assurance dommages outre-Manche. L'assureur français a annoncé, lundi 1^{er} février, le rachat du sixième assureur britannique, GRE, pour un montant total de 3,447 milliards de livres (5 milliards d'euros), soit 389 pence l'action GRE. L'accord avec le conseil de GRE prévoit son rachat par Sun Life and Provincial Holdings (SLPH), filiale à 71,6 % d'AXA. Ce montant, calculé sur la base du cours de clôture de vendredi 29 janvier (367 pence), se fera en cash et en actions AXA, précise le communiqué de l'assureur. Aux 5 milliards d'euros en cash s'ajoute une partie en titres, valorisée à 1,9 milliard d'euros. SLPH a donc déposé son offre lundi matin sur le marché britannique, avec une « recommandation positive » du conseil de Guardian, mais une contre-OPA n'est pas exclue.

OFFRE AUGMENTÉE

Depuis le mois de décembre 1998, les rumeurs sur les marchés financiers vont bon train sur les prétendants autour de GRE. Mais les tiraillements étaient, semble-t-il, nombreux au sein des actionnaires de l'assureur britannique, nationalisme oblige. C'est finalement AXA qui a remporté la bataille face à Euroko, un groupe de sept assureurs européens, candidat malheureux au rachat du GAN, et face au groupe britannique Royal and Sun Alliance. La compagnie d'assurances française a déposé son offre il y a environ une semaine, en décidant d'augmenter son offre initiale, le prix de départ qu'avait

proposé AXA se situant plutôt autour de 350 pence l'action GRE.

Le groupe de M. Bébér précise que le prix proposé représente une prime de 5 % par rapport au cours de clôture du 29 janvier, et une prime de 41 % par rapport au cours de clôture de GRE le 16 novembre, jour où l'assureur britannique a annoncé qu'il examinait plusieurs alternatives pour son groupe. GRE avait en effet indiqué ce jour-là qu'il discutait avec plusieurs repreneurs potentiels.

SLPH conservera les activités britanniques et irlandaises de GRE tandis que sa filiale allemande à 86 %, Albingia, sera cédée à AXA Colonia (détenue à 73 % par AXA).

chiffre d'affaires de 62,5 milliards d'euros (hors Etats-Unis). La gestion d'actifs d'AXA (485,4 milliards d'euros d'actifs gérés fin 1997) se trouve fortement renforcée par l'apport de GRE, de 55 milliards d'euros. Cette acquisition permet au groupe français « d'atteindre la taille critique en assurances dommages au Royaume-Uni, passant ainsi du 10^e au 3^e rang du marché », indique le communiqué d'AXA. Son portefeuille de vente directe atteint 2,5 millions de clients. Et il devient aussi le numéro deux sur le marché britannique de la santé, en récupérant la dernière acquisition de GRE, PPE Healthcare, qui totalise 32 % de ce marché. Cette

Uni, fait de longue date l'objet de rumeurs de fusion. C'est le plus petit des trois principaux groupes britanniques d'assurance, loin derrière les deux groupes issus de récentes fusions, Royal and Sun Alliance et CGU, né lui aussi du mariage entre Commercial Union et General Accident. GRE réalise près de 78 % de son chiffre d'affaires en assurances dommages (26,5 milliards de francs, 4 milliards d'euros), ce qui en fait le deuxième assureur non vie en Grande-Bretagne.

Avec 17 500 salariés au total, GRE réalise aussi la moitié de son chiffre d'affaires à l'international, notamment Allemagne via Albingia. Cette opération va donc faire passer AXA à la deuxième place du marché allemand de l'assurance dommages, derrière Allianz. Parallèlement, AXA devient numéro un en assurance dommages en Irlande.

CONCENTRATION OUTRE-MANCHE
Cette opération entre dans le vaste mouvement de concentration qui touche l'assurance britannique depuis de longs mois, en proie à une vague de démutualisation. Royal Insurance avait fusionné avec Sun Alliance, puis peu de temps après, il y a environ un an, c'est Commercial Union qui s'est marié avec General Accident. C'est notamment la dégradation de leurs résultats techniques qui a poussé les britanniques à s'adosser.

Le marché saute, lundi 1^{er} février, cette annonce. A l'ouverture des cotations, le titre AXA progressait de 2,1 %, en début de séance lundi, à la Bourse de Paris. Le groupe diversifié un peu plus ses risques. Reste à savoir quelle sera l'attitude de l'assureur dans le Crédit lyonnais, pour lequel il compte participer au groupe d'actionnaires partenaires. Il aura aussi un rôle à jouer en tant qu'actionnaire de la BNP, dans laquelle il détient environ 7 % du capital.

Pascal Santi

Une capacité d'emprunt importante

Après le rachat de FUAP en novembre 1996, qu'il estime avoir géré, AXA a décidé de repartir à la chasse aux acquisitions. L'assureur avait connu un revers dans sa politique expansionniste en mai 1998, lors de l'échec de la fusion entre sa filiale australienne National Mutual Holdings et le néo-zélandais Lend Lease Corporation. La nouvelle opération sera notamment financée en obtenant des lignes de crédits bancaires pour un montant de 2,2 milliards de livres (3,2 milliards d'euros) et mettra à disposition de sa filiale Sun Life Provincial Holdings un montant similaire pour financer la partie de l'offre en numéraire, soulignait le communiqué publié lundi. Le financement de cette opération va se traduire par un endettement consolidé d'AXA de 1,31 milliard de livres (1,9 milliard d'euros).

Le groupe estime que sa capacité d'emprunt reste importante. Sa dette financière brute, à fin juin 1998, atteignait 6,56 milliards d'euros. A fin 1998, la compagnie d'assurance prévoyait que la dette soit ramenée à quelque 5 milliards d'euros, ce qui représente environ un quart de ses fonds propres. Le groupe de l'avenue Matignon se refusait toujours lundi matin à commenter les rumeurs sur une émission d'obligations convertibles de 5,83 milliards de dollars (5 milliards d'euros).

Cette société d'outre-Rhin est valorisée à 588 millions de livres (850 millions d'euros). AXA va en revanche céder les activités américaines de GRE à Liberty Mutual, importante société d'assurances dommages américaine, pour un montant de 888 millions de livres (1,3 milliard d'euros).

La compagnie d'assurances britannique a réalisé un chiffre d'affaires de 5,33 milliards d'euros en 1997. Avec GRE, AXA réalise un

opération générera des économies de coût de 50 millions de livres (71,5 millions d'euros) au Royaume-Uni et 105 millions de marks (54 millions d'euros) en Allemagne, précise le communiqué, qui ajoute que « les opportunités de ventes croisées et une utilisation plus large de la marque AXA généreront également d'importants potentiels de développement ».

GRE, qui engrange plus de 60 % de ses primes hors du Royaume-

AUX CHEFS D'ENTREPRISE À LA RECHERCHE DE PARTENAIRES COMMERCIAUX JAPONAIS DANS LE DOMAINE DE LA TECHNOLOGIE.

Programme de promotion du JETRO en vue d'alliances dans le domaine de la technologie sur le réseau Internet

(JETRO's Technology Tie-up Promotion Program (T.T.P.P.) on the Internet)

Ce programme technologique offre une excellente opportunité aux entreprises étrangères de nouer, avec leurs homologues japonais, des types variés de coopération, tels que :

Joint-venture
Production OEM
Importation et exportation
Licence de produits
Recherche en commun
Autres types de coopération

Les dispositifs, mis en place sur l'Internet, consiste principalement en deux programmes :

1. La diffusion de vos informations aux entreprises japonaises :

Vous pouvez enregistrer votre offre de technologies/produits (y compris les images) et le profil de votre compagnie dans la base de données du JETRO et ces informations seront mises à la disposition des entreprises japonaises à travers la page d'accueil du JETRO (en langue japonaise).

2. La consultation des technologies/produits proposés par les entreprises japonaises (en langue anglaise) :

Vous pouvez rechercher l'information sur les technologies/produits proposés par les entreprises japonaises. Ces technologies/produits sont classés par secteur et type d'échange.

Ce programme n'implique ni engagement de votre part, ni frais de participation.

Adresse de la page d'accueil du JETRO :

<http://www.jetro.go.jp/>

PARIS NEW YORK

THIEFFRY & ASSOCIES

AVOCATS

www.thieffry.com

BRUXELLES SHANGHAI

Les actionnaires de TPS s'opposent sur la stratégie du bouquet

TF 1 devient minoritaire face à Suez-Lyonnaise des eaux, M 6 et France Télécom qui plaident pour une politique commerciale moins coûteuse de la plate-forme. Ils veulent en faire une offre « bas de gamme » complémentaire de Canal Plus

QUELQUES JOURS après avoir vu Patrick Le Lay, PDG de TF 1, à la tête du conseil d'administration de TPS, le bouquet satellite qu'il préside aussi. Favorable à une candidature interne à TPS pour pourvoir au remplacement du directeur général Cyril Peloux, démissionnaire, le PDG a dû accueillir un homme de l'extérieur proposé par Suez-Lyonnaise des eaux et M 6 (Le Monde du 29 janvier). Cette nomination a été l'occasion d'un basculement du rapport de forces au sein de l'actionnariat du bouquet. France Télécom, porteur de 25 % des parts, avait décidé de joindre ses voix à celles de Suez-Lyonnaise et de M 6.

Avec cette désignation, Suez-Lyonnaise des eaux et M 6 affirment clairement leur volonté de faire jouer à plein les 50 % des parts de TPS qu'ils détiennent. Jusque-là, Gérard Mestrallet, PDG de Suez-Lyonnaise des eaux, avait longuement réfléchi à sa présence dans le tour de table de TPS, l'audiovisuel n'étant qu'une pièce rapportée aux mémoires de son groupe. Cette hésitation a, en partie, nourri l'ambition de Patrick Le Lay de devenir le premier actionnaire du bouquet, avec le rachat de la participation de Suez-Lyonnaise et aussi une part de celle de M 6 (25 %). Selon certains

observateurs, le patron de la « Une » aurait pallié le départ de Suez-Lyonnaise par le renfort de Rupert Murdoch.

Gérard Mestrallet a finalement décidé de louer tout son rôle d'actionnaire. Ses options, partagées par M 6, iraient à l'encontre de la démarche suivie par M. Le Lay depuis deux ans. Initiateur du projet de bouquet, le PDG de TF 1 a toujours voulu commercialiser TPS à mi-chemin de Canal Plus et de CanalSatellite. Un pari réussi : moins cher et mieux pourvu en exclusivités football et cinéma que CanalSatellite. TPS a tout de suite rencontré le succès. Deux années après son lancement, il rassemble près de 650 000 abonnés et plus de 45 % de parts de marchés, alors qu'il a fallu quatre ans à CanalSatellite pour réunir 446 000 souscripteurs.

VIRAGE À DROITE

Mais ce succès a un prix. Après avoir tablé sur 2,5 milliards de francs de pertes sur trois ans, la direction de TPS aurait revu son estimation à la hausse. Selon un opposant à M. Le Lay, la barre serait désormais « placée à 5 milliards de francs » (762 millions d'euros). Ce doublement, ajouté au report du retour sur investissement, serait resté en travers de la gorge de M 6, Suez-Lyonnaise des eaux, mais aus-

si France Télécom, qui ne voudrait pas quitter l'épure d'origine. Pour y parvenir, ils souhaiteraient imposer un virage à 180 degrés à la politique commerciale de TPS en renonçant aux exclusivités de sport ou de cinéma. En clair, le coup d'éclat du film *Le Dîner de cons* restera sans suite et le bouquet n'ira pas faire de surenchère pour arracher les droits de retransmission des matches de football français de première division.

Les tenants de cette nouvelle stratégie veulent croire que « le lancement de TPS a fait apparaître une nouvelle clientèle peu intéressée par les programmes premium comme ceux de Canal Plus, mais apte à souscrire à une offre évaluée à 100 francs par mois », proposant des chaînes thématiques et des chaînes cinéma de rediffusion. C'est la stratégie de la « low pay TV », (télévision payante à bas prix) chère à la CLT-UFA : des programmes de seconde zone, déjà multidiffusés, et commercialisés à bas prix.

Dans la télévision généraliste, la CLT a exploré cette voie avec succès : M 6 en France et RTL en Allemagne ont largement prouvé leur rentabilité. Mais ces télévisions sont en clair et gratuites. Rien n'indique que les téléspectateurs acceptent de payer pour une offre cryptée bas de gamme qui exige l'acquisition

d'un équipement de réception par satellite et la location d'un décodeur. Au contraire, la télévision payante a fondé son développement sur les exclusivités.

A l'issue de ce reformage, TPS se poserait en complément de Canal Plus qui pourrait même devenir la chaîne premium du bouquet. Le

Chez TPS, cette volonté n'est pas neuve. Avant de se retirer, Albert Frère, patron de la CLT-UFA, avait appelé à la fusion avec CanalSatellite. A l'époque, France Télécom et TF 1 s'y étaient opposés. Pour argumenter sa proposition, l'homme d'affaires belge souhaitait que cessent « tant de cadeaux offerts aux

Michel Field animera « La Marche du siècle »

En septembre, Michel Field succèdera à Jean-Marie Cavada, devenu président de Radio France, pour animer l'émission de France 3, « La Marche du siècle ». L'animateur s'est mis d'accord avec Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévision, samedi 30 janvier. Il s'agit de son retour au sein de service public, quatre ans après avoir quitté France 2 où il présentait « Le Cercle du Minuit ». Il était passé sur TF 1 pour animer « Public », le rendez-vous politique du dimanche soir qui a remplacé « Sept sur sept », et assurera la présentation de l'émission jusqu'aux élections européennes de juin, date de l'expiration de son contrat. Etienne Mougeotte, vice-président de TF1, affirme que « cette case horaire restera dédiée à l'actualité et à l'information ». Le format de l'émission sera réétudié dès avril.

point mort serait ramené à 1 million d'abonnés alors que la voie proposée par M. Le Lay le repousse, à peine plus loin, à 1,2 million de souscripteurs. Une telle démarche aurait tout pour séduire Canal Plus : plus de concurrent pour l'acquisition des droits de sport ou pour le renouvellement de ses contrats avec les majors compagnies américaines. Cet arrêt des hostilités mettrait un terme aux incessantes et dispendieuses campagnes de promotion. En contrepartie, la chaîne cryptée pourrait favoriser des accords de « deuxième fenêtre » pour TPS et partager les droits de diffusion du football européen.

Selon certains, un tel projet aurait tout « d'une entente » entre TPS et Canal Plus. Il ne manquerait pas d'être condamné par Bruxelles.

maiors compagnies d'Hollywood et aux consommateurs » (Le Monde du 24 décembre 1997).

En butte aux manœuvres de certains actionnaires de TPS, Patrick Le Lay n'a pas dit son dernier mot. Même ponctuellement minoritaire, le PDG de TF 1 reste un partenaire incontournable. Avec Canal Plus, TF 1 est aussi un puissant détenteur de droits. Une guerre d'actionnaires au sein de TPS pourrait réduire fortement ou même tarir l'approvisionnement du bouquet en programmes de cinéma et de football.

De plus, les statuts de TPS obligent les actionnaires à une entente minimale sous peine de blocage. Marginalisée, TF 1 pourrait aussi renouer le dialogue avec Canal Plus.

Guy Duthell

L'abrogation de la loi de 1949 sur les journaux pour enfants et adolescents n'est pas envisagée

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

La violence et le stupre qu'étaient censés véhiculer bandes dessinées et journaux pour jeunes sont-ils sensibles dans la loi ? C'est ce que pensaient les promoteurs de la loi du 16 juillet 1949 « sur les publications destinées à la jeunesse », qui continue à faire des vagues cinquante ans après sa promulgation. Un colloque baptisé « Cinquante ans de censure ? », réunissant des historiens, des magistrats et des auteurs, a eu lieu, samedi 30 janvier, lors du festival de la BD d'Angoulême.

Il a été précédé par un très complet numéro de « art - Les Cahiers du musée de la bande dessinée », et par une exposition intitulée « 49-95, Cinquante ans de démo-

comme Paul Winckler, éditeur du *Journal de Mickey*, de Robinson ou de *Hop la !*, ou les frères Offenstadt (*L'Épatant*, *L'Intéprete*, *Lili*) sont taxés de vulgarité et d'insanité, d'autant plus vilipendés qu'ils concurrencent des éditeurs catholiques comme *Fleuret* ou la *Maison de la Bonne Presse*, futur groupe Bayard Presse.

En 1949, la montée de la délinquance juvénile - 31 000 enfants sont jugés par les tribunaux en 1946, le triple de 1936 -, et l'irruption des *comics* américains favorisent l'union sacrée entre catholiques, Ligue de l'enseignement et défenseurs du « dessin français », soutenus par le PCF. Le jugement est rapide : les images proposées aux jeunes lecteurs sont « criardes », « agressives », les vi-

victime de 105 interdictions pour la seule année 1981 !

La commission dispose de trois sanctions : l'interdiction à la vente aux mineurs, à l'affichage puis à la publicité - ces deux dernières valant à l'éditeur le retrait des aides à la presse et du réseau des NMPP - et donc la mort de ses publications. « Il ne s'agit pas de censure mais de relations contractuelles avec l'éditeur », assure Jacqueline de Guillemin, présidente de la commission depuis 1995 avant d'être nommée au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Aujourd'hui, les interdictions de titres de jeunesse ont quasiment disparu. La commission a incité Dargaud à conseiller aux libraires de classer un album des *Innommables* dans le rayon pour adultes : elle a fait interdire par le ministère de l'Intérieur certaines *mangas* (BD japonaises) mais « la presse et les livres pour la jeunesse sont maintenant de qualité », admet René Finkelstein. « Les mœurs ont évolué, et ce qui était considéré comme violent ou comme sexuel il y a un demi-siècle ne l'est plus aujourd'hui », explique M^{me} de Guillemin.

Pour autant, la commission n'est pas inactive en matière de revues adultes susceptibles de présenter un caractère « licencieux ou pornographique », ou de donner trop de place à la violence, au crime ou au racisme. La littérature et la BD pour enfants représentent moins de 20 % des ouvrages examinés, aux dépens de magazines plus ou moins pornographiques. « La loi est certes inadaptée, mais nous avons un rôle préventif », indique M^{me} de Guillemin. En 1997, sur 96 interdictions diverses prononcées par la commission, le ministère de l'Intérieur en a appliqué trois.

Pas question toutefois d'abroger une loi dont certains auteurs et éditeurs dénoncent le caractère « vicieux » et « la mécanique de censure ». La gauche s'y était engagée en 1981, mais a renié sa promesse. L'idée est plutôt de la faire évoluer sur le modèle du cinéma qui interdit certains films aux moins de 12 ou 16 ans, sur celui de la télévision avec sa signalétique des programmes, ou de créer une commission de régulation protégeant les mineurs, que ce soit pour l'écrit et l'audiovisuel, le Minut ou Internet. Mais il faudrait que les parlementaires s'y intéressent. Or, les représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat nommés à la commission de la loi du 16 juillet 1949 brillent par leur absence rituelle à ses réunions trimestrielles.

La protection de la jeunesse en Europe

Selon une étude du ministère de la Justice intitulée « La presse et la protection de la jeunesse dans les Etats membres de l'Europe », la censure préalable concernant les publications destinées à la jeunesse n'existe pas en Europe, mais il existe des mesures de contrôle après publication dans la plupart des pays. Ainsi, en Allemagne, une loi protège les moins de dix-huit ans contre les publications « constituant un danger moral pour eux ». Au Danemark, la loi s'applique aux moins de seize ans.

En Grande-Bretagne, des dispositions spéciales protègent les mineurs de moins de dix-sept ans contre les *horror comics* (BD d'épouvante). En Finlande et en Irlande, il n'existe pas de disposition spécifique protégeant les mineurs.

ralisation de la jeunesse », qui a lieu jusqu'au 19 septembre au Centre national de la BD et de l'image d'Angoulême (CNBDI). Celle-ci montre la volonté de la loi d'inculquer quelques idées saines aux « sauvages » de l'époque, en interdisant images ou textes « présentant sous un jour favorable le banditisme, le mensonge, le vol, la parodie, la lâcheté, la haine, la débouché ».

En la parcourant, on apprend ainsi qu'en 1959 deux albums de Gill Jourdan publiés par l'éditeur belge Dupuis sont interdits d'importation en France, car ils présentent « des caricatures outrancières de policiers ». Ou qu'une aventure de Lucky Luke, *Billy the Kid*, est stoppée à la frontière. Billy encore bébé tirant un revolver. Ou qu'en 1971, le rédacteur en chef de *Pif* est convoqué pour des armes « agressivement pointées vers le lecteur », dans Corto Maltese.

Au début du siècle, la presse pour enfants était déjà au centre du combat entre religion et laïcité. Pour les héritiers du camp catholique, « la littérature enfantine tue tout d'âme que l'Église attache ».

sages « tordus par la haine », les attitudes « lascives ».

La loi de 1949 est votée unanimement : députés socialistes et communistes proposent même des quotas privilégiant le « dessin français » sur l'américain. « Nous étions très manichéens, alors », admet aujourd'hui René Finkelstein, membre depuis 1950 de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence, organisme d'une trentaine de membres (magistrats, représentants de l'Etat, de l'Assemblée nationale et du Sénat, délégués des mouvements de jeunesse, éditeurs et auteurs).

MODERNISATION DE LA LOI

Ce manichéisme conduit à la disparition de journaux spécifiquement destinés à la jeunesse mais aussi de ceux, pourtant réservés aux adultes, dont l'exposition ou la vente lui nuiraient. *Tarzan* doit s'arrêter en 1953, ainsi que *Fantax*, *Big Bill*, etc., de l'éditeur Pierre Mouchot, tandis que des numéros de *Hara Kiri* sont interdits dans les années 60, et que disparaissent les

Interview du Docteur François-Xavier WALTER Président de l'AGIPI

L'AGIPI commence sa 24^e année d'activité, quelle est la situation de l'Association ? L'AGIPI se porte bien. Nous avons enregistré un peu plus de 30 000 adhésions nouvelles en 1998 et 267 000 personnes étaient membres de l'Association au 31 décembre dernier. L'ensemble des réserves financières de nos différents contrats dépasse 40 milliards de francs. Nous avons par ailleurs versé 180 millions à des Adhérents ou à leurs ayants-droit au titre de nos garanties de prévoyance (décès ou arrêt de travail).

La politique de l'AGIPI semble différente de celle d'autres associations d'assurés. Qu'en est-il exactement ? Effectivement. Nous avons créé l'AGIPI pour améliorer l'offre de produits dans tous les domaines de l'assurance-vie, et pas seulement sur le segment de l'épargne. Notre politique est d'apporter à nos Adhérents des solutions à leurs problèmes de protection sociale et d'épargne. Nous avons développé, avec le Groupe AXA, une gamme complète et cohérente de contrats :

CAP, Convention d'Assurance et de Prévoyance, pour garantir les risques de décès et d'arrêt de travail, ARC, Assurance Relais pour le Crédit, pour garantir les engagements financiers, EGARD, Engagement Garanti d'une Rente de Dépendance, pour assurer les surcoûts de la perte d'autonomie, FAR, Fonds de pension Associatif pour la retraite, créé notamment pour un complément de retraite dans le cadre de la loi Madelin, CLER, Contrat Libre d'Épargne et de Retraite, assurance-vie multiprojets à versements libres.

Quelles sont aujourd'hui les caractéristiques de vos contrats d'épargne et de retraite ? A partir de 1995, l'AGIPI a innové en enrichissant son contrat d'épargne et de retraite à versements libres, le CLER, de supports financiers supplémentaires : les SICAV Agipi Ambition et Agipi Actions. Au cours de l'été 98, nous avons créé les FOF Agipi France et Agipi Innovation pour permettre à nos Adhérents de bénéficier du CLER dans l'environnement fiscal « DSK » (exonération d'impôt après 8 ans) et nous venons de constituer un fonds spécifique Agipi Retraite pour y gérer les réserves de notre Fonds de pension Associatif pour la Retraite, FAR, dont les adhésions s'effectuent principalement dans le cadre de la loi Madelin.

Quels ont été les résultats de la gestion financière en 1998 ? Le Comité de gestion Paritaire du 22 janvier 1999 a basé comme suit la rémunération de l'épargne investie dans les FOF Agipi.

FONDS en francs	
FONDS Agipi CLER	5,80 % net
FONDS Agipi Retraite FAR	6,25 % net

La performance de nos SICAV a été la suivante :

SICAV	
Agipi Ambition	16,68 %, coupon réinvesti
Agipi Actions	26,00 %, coupon réinvesti

Pour aider vos Adhérents à mieux gérer leur épargne au sein du CLER, vous avez « inventé » la convention de gestion « EVOLUTION ».

De quoi s'agit-il ? Nous avons constaté que les souscripteurs de contrats multiprojets ne font pas toujours un usage optimal de leur épargne et nous avons voulu leur offrir des solutions.

Avec la Convention Evolution, nous faisons évoluer la répartition de l'épargne entre les trois supports financiers du CLER en fonction de l'âge, en augmentant progressivement la part investie par le FONDS Agipi.

Les résultats de 1998 ont été :

Age de l'assuré	Performances 1998
40 ans ou moins	12,51 % net
50 ans	10,94 % net
60 ans	9,46 % net

Le CLER comporte-t-il d'autres conventions de gestion de l'épargne investie ?

Nous avons également conçu des conventions de gestion orientées « PRUDENCE », « ÉQUILIBRE », « DYNAMISME » qui répartissent et réajustent chaque année l'épargne en fonction de la sensibilité au risque de l'Adhérent.

Les résultats de 1998 ont été :

Convention	Performances 1998
Prudence	8,19 % net
Équilibre	12,01 % net
Dynamisme	15,30 % net

Quelles conclusions tirez-vous de l'année écoulée ?

L'année écoulée nous fournit bien des motifs de satisfaction : un très bon développement de l'AGIPI grâce à d'excellentes relations avec nos correspondants, et à la qualité de notre partenariat avec le Groupe AXA, et des performances financières remarquables dues à la gestion financière de nos différents supports par AXA.

Votre principal souhait pour 1999 ?

Pour 1999 et les années suivantes, que l'assurance-vie cesse de faire l'objet de remises en cause fiscales, et que les droits acquis de nos Adhérents soient désormais respectés, comme les Pouvoirs Publics s'y sont, au demeurant, engagés.

AGIPI
La force de l'association

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 2 FÉVRIER

■ **ROYAUME-UNI**: réserves officielles (janvier).
■ **ÉTATS-UNIS**: indice composite principal, indicateurs (décembre) et ventes de logements neufs (décembre).
■ **EUROPE**: visite du ministre allemand de l'économie, Werner Müller, à Paris et Londres, pour discuter de l'abandon du nucléaire en Allemagne.

MERCREDI 3 FÉVRIER

■ **FRANCE**: conjoncture dans l'industrie, enquête trimestrielle de l'Insee (janvier); première réunion du Comité national pour le passage à l'an 2000 en présence de Lionel Jospin, premier ministre.
■ **ROYAUME-UNI**: réunion mensuelle du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (se poursuivant le 4).
■ **ÉTATS-UNIS**: comité monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

JEUDI 4 FÉVRIER

■ **UNION EUROPÉENNE**: indice du chômage dans l'Union européenne et la zone euro (décembre); réunion du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.
■ **FRANCE**: enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages (janvier).
■ **ÉTATS-UNIS**: minutes du comité monétaire de la Fed de décembre.

VENDREDI 5 FÉVRIER

■ **JAPON**: indicateur avancé de la conjoncture (décembre, EPA).
■ **ÉTATS-UNIS**: chiffres de l'emploi et taux de chômage (janvier), crédit à la consommation (décembre).

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **FUSIONS**: le groupe pétrolier britannique British Petroleum et l'américain Amoco ont privé le gouvernement britannique de 800 millions de dollars (707 millions d'euros) de recettes fiscales en fusionnant, selon le *Financial Times* du 1^{er} février. La fusion du suédois Astra et de l'italien Zeneca et le rachat de l'américain AirTouch Communications par le britannique Vodafone auraient, elles, coûté plus de 2 milliards de dollars au Trésor.

■ **TOSHIBA-SCHNEIDER**: le groupe japonais et la filiale locale du français Schneider Electric regroupent leurs activités dans les interrupteurs et coupe-circuits à usage industriel pour le marché nippon. Schneider détient 60 % du capital de cette société, contre 40 % pour Toshiba.

■ **BSN EMBALLAGE**: le plan stratégique « BSN 2003 », mis en place par la filiale d'emballage en verre du groupe Danone, va entraîner, selon les syndicats, la suppression de 160 emplois sur le site de Veauville (Loire). Au total, 700 suppressions d'emplois sont prévues dans les huit sites de la filiale.

■ **VOLVO**: le constructeur suédois chercherait à prendre le contrôle des constructeurs de poids lourds américains Paccar ou allemand MAN, selon le *Financial Times* du 1^{er} février.

■ **GENERAL MOTORS**: le premier constructeur d'automobiles mondial a démenti lundi toute intention de rachat du constructeur automobile japonais Nissan.

■ **ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'AUTOROUTES (ASFA)**: l'ASFA a annoncé, lundi 1^{er} février, une augmentation des tarifs des péages autoroutiers pour les véhicules de tourisme. Cette hausse, de 1,2 % en moyenne sur l'ensemble du réseau national, est appliquée dès lundi.

■ **TOURISME**: selon une étude du cabinet de conseil AT Kearney, les voyageurs français se révèlent moins rentables et surtout moins compétitifs que leurs confrères d'outre-Manche et d'outre-Rhin. L'étude indique que les producteurs de voyages nationaux sont systématiquement plus chers de 10 à 25 % par rapport à leurs concurrents.

FINANCE

■ **PARIBAS-SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**: les deux banques françaises ont annoncé, lundi 1^{er} février, leur fusion pour former le premier groupe bancaire français, devant le Crédit agricole (lire page 16).

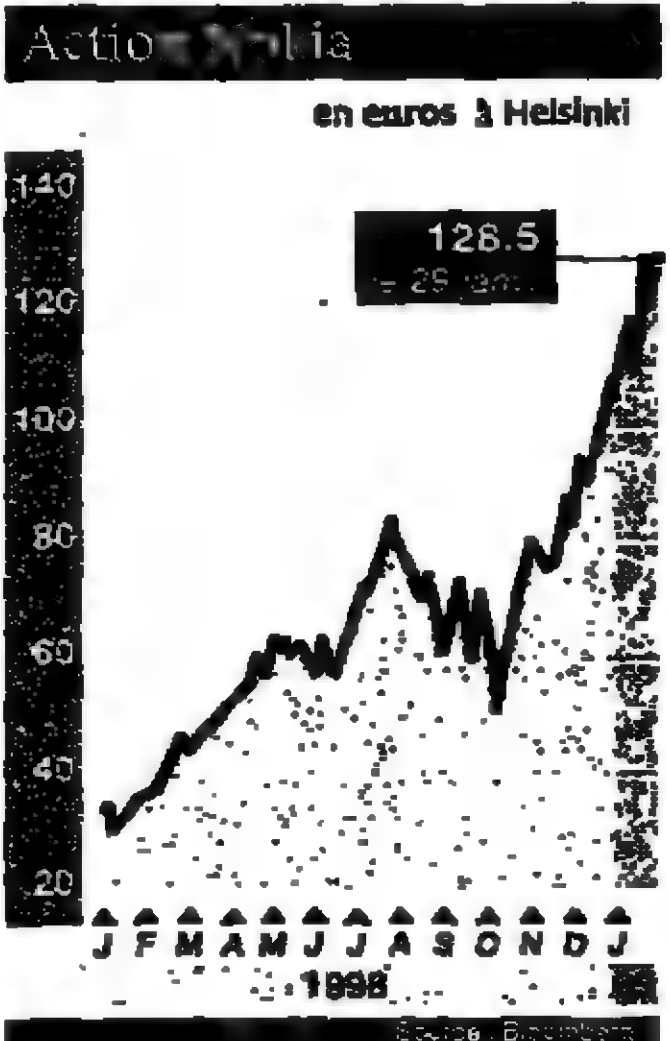
■ **AXA**: le groupe d'assurances français a lancé lundi une offre publique d'achat de 3,4 milliards de livres (4,9 milliards d'euros) sur Guardian Royal Exchange, troisième assureur britannique (lire page 17).

VALEUR DU JOUR

Les ventes de mobiles dopent les profits de Nokia

C'EST par une baisse de plus de 6 % de l'action Nokia que le marché a accueilli, vendredi 29 janvier, la publication des résultats du groupe de télécommunication. Le titre qui s'était, il est vrai, fortement apprécié ces dernières semaines s'est toutefois redressé pour clôturer en hausse de 0,78 % à 128,50 euros. La société finlandaise a annoncé un bénéfice record en 1998, en hausse de 74 %, à 14,603 milliards de marks finlandais (2,475 milliards d'euros), son chiffre d'affaires grimpant de 51 %. Une nouvelle fois, les ventes de téléphones cellulaires ont tiré les résultats du groupe, Nokia étant devenu leader mondial sur ce marché en 1997, devant l'américain Motorola. Le groupe de télécommunication a particulièrement bénéficié des fêtes de fin d'année, le chiffre d'affaires de l'activité mobiles s'étant envolé de 114 % au quatrième trimestre.

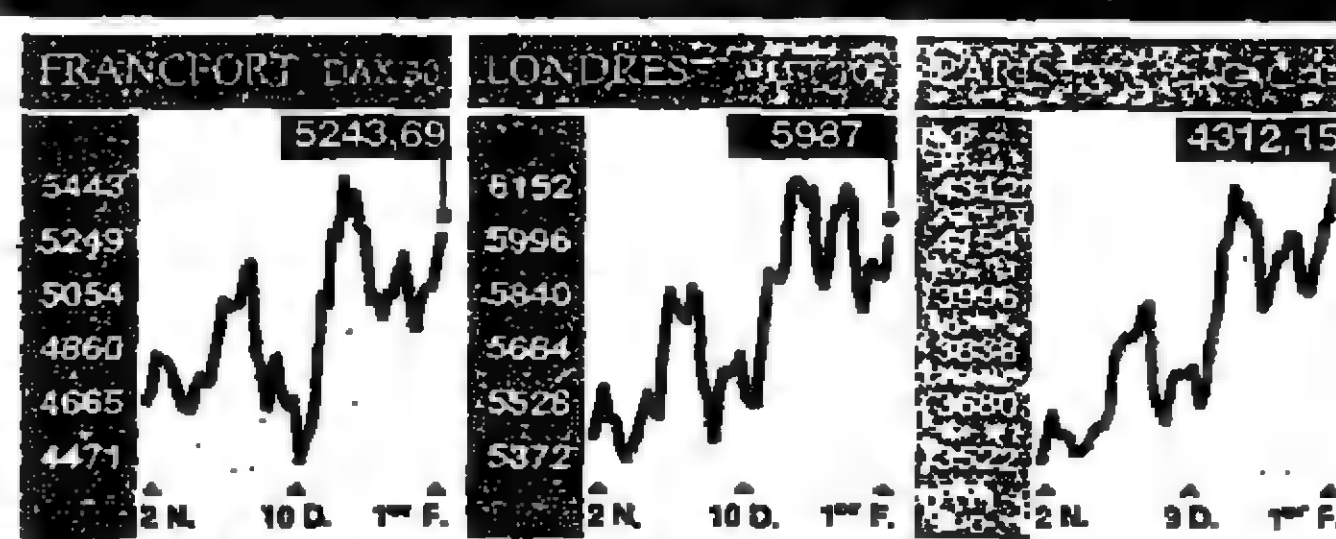
Malgré des résultats légèrement supérieurs aux prévisions des analystes, ces derniers se demandent toutefois si le groupe de télécommunication pourra poursuivre sur sa lancée. En présentant ses résultats, le PDG de Nokia, Jorma Ollila, a admis que « plusieurs facteurs économiques généraux reflétés par de récents mouvements monétaires rendent les prévisions difficiles. Dans un premier temps, il est prévu que la forte croissance continue dans les segments de télécommunications dans lesquels nous avons choisi d'in-



tervenir ». Il a simplement indiqué qu'il se fixait pour objectif une croissance de 25 % à 35 % des ventes en 1999, sans donner de prévisions sur le niveau du bénéfice. Nokia, dont la stratégie de ventes de terminaux à bas prix s'est révélée extrêmement payante, doit maintenant compter avec la réaction des concurrents. Son voisin suédois Ericsson a surpris le marché en annonçant jeudi la sortie d'un nouvel appareil capable de reconnaître la voix. Le géant finlandais va devoir faire évoluer sa gamme vers des portables de « troisième génération » transmettant le son, mais aussi l'image. En l'an 2000, un téléphone mobile sur deux vendus sera un achat de remplacement par des utilisateurs souhaitant passer à la gamme supérieure.

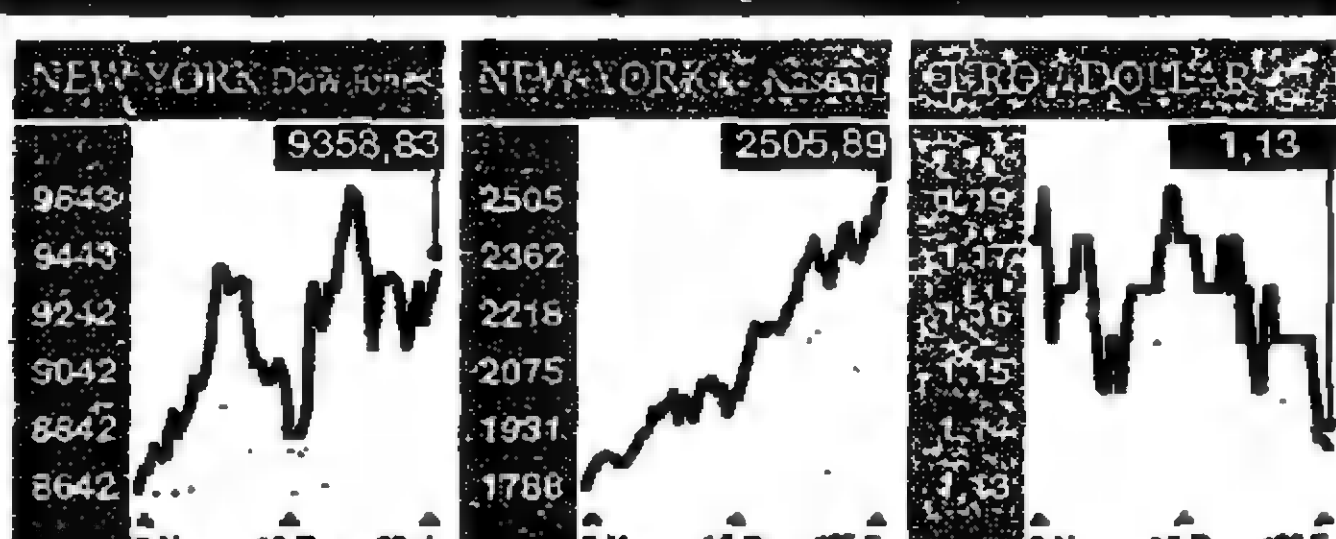
J. Mo.

EUROPE



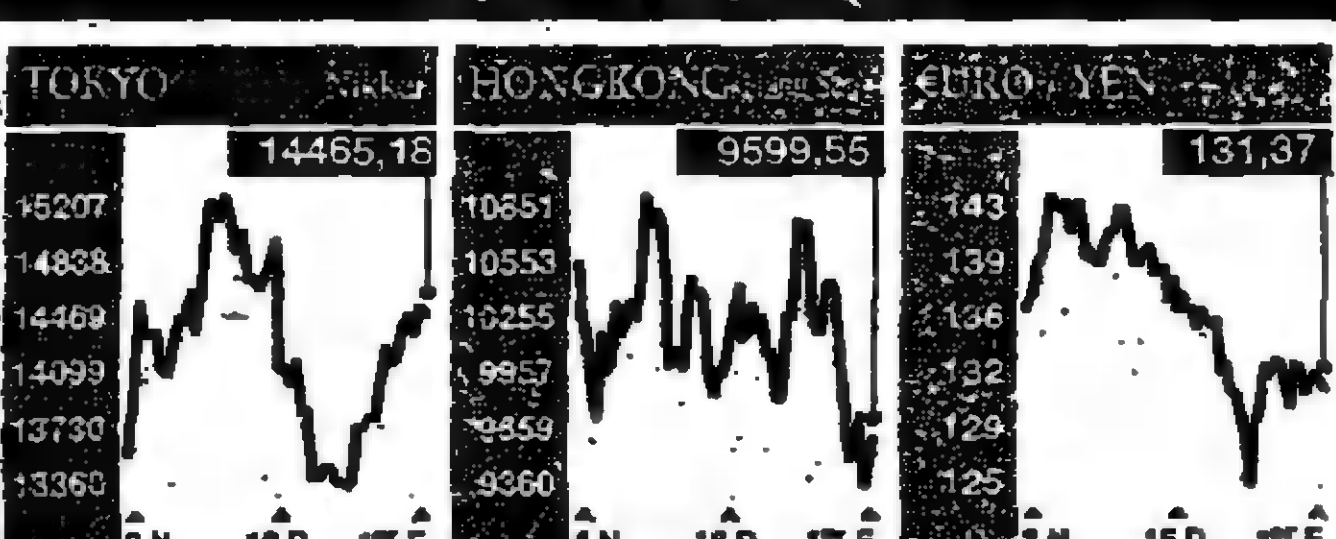
Europe 12h34	Indice	Cours	Var. %	Var. %
EUROPE	EURO STOXX 30	3294,48	1,32	3/12
EUROPE	STOCK 60	3294,44	1,32	3/12
EUROPE	EURO STOXX 254	313,07	1,32	3/12
EUROPE	STOCK 600	329,21	1,32	3/12
PARIS	CAC 40	4312,15	1,42	9/37
PARIS	MIDCAC	1564,98	0,33	-5/02
PARIS	SBF 120	2985,83	1,32	8/33
PARIS	SBF 250	2985,83	0,90	7/74
PARIS	SECOND MARCHÉ	1879,20	0,03	-6/11
AMSTERDAM	AEX	541,06	1,03	0/60
BRUXELLES	BEL 20	3427,88	0,48	-2/46
FRANCFORT	DAX 30	3243,89	1,62	4/82
LONDRES	FTSE 100	5887,00	1,54	1/77
MADRID	STOCK EXCHANGE	10093,20	2,17	2/61
MILAN	MIBTEL 30	35185,00	1,48	0/09
ZURICH	SPI	7328,40	1,77	2/34

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	8558,25	1,84	3/12
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1274,84	1,13	4/10
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2598,89	1,15	14/28
TORONTO	TSE INDEX	6728,58	0,92	3/75
SÃO PAULO	BOVESPA	8517,00	8,69	25/85
MEXICO	BOLSA	227,44	-0,99	-2/17
SANTIAGO	IPSA GENERAL	371,90	1,17	-13/82
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4185,18	2,51	-12/20

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
TOKYO	NIKKEI 225	14485,18	-0,23	4/50
HONGKONG	HANG SENG	6699,95	0,97	-4/47
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	---	1/02
SEUL	COMPOSITE INDEX	98,84	1,40	2/82
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2928,70	1,03	3/92
BANGKOK	SET	28,01	-1,10	1/28
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3888,48	-0,82	7/63
WELLINGTON	NZSE-40	2206,46	1,37	6/96

SUR LES MARCHÉS

PARIS

À LA BOURSE DE PARIS, le 1^{er} février à midi, l'indice CAC 40 a grimpé de 1,93 %, à 4 312,15 points (à 1,6 % de son record absolu). Le marché est soutenu par la fusion entre la Société générale et Paribas. Les valeurs bancaires comme la BNP et le Crédit lyonnais sont activement recherchées. La fermeté du dollar à 1,137 pour un euro, profite également à la cote française.

FRANCFORT

LE MARCHÉ ALLEMAND a débuté la séance de lundi sur une hausse sensible de 1,62 %, à 3 243,89 points. Vendredi 29 janvier, l'indice DAX avait déjà progressé de 1,96 %, soutenu par des valeurs automobiles surlées à de multiples reprises.

LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a fini, vendredi 29 janvier, sur un gain de 0,4 %, à 5 887 points. Le marché trouve dans les opérations de fusion comme la bataille boursière autour de LucasVarity un soutien à la hausse.

TOKYO

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance sur un recul limité de 0,23 %, à 14 485,18 points, lundi 1^{er} février, dans un marché qualifié de particulièrement atone par les observateurs.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York avait terminé, vendredi 29 janvier, sur une hausse de 77,50 points (+ 0,84 %), à 8 558,25 points, au terme d'une séance une nouvelle fois animée par les valeurs technologiques. L'indice composite du Nasdaq, la Bourse électronique où sont cotées notamment les actions des sociétés de l'Internet, avait battu un nouveau record en gagnant 28,55 points (+ 1,15 %), à 2 598,89 points.

Le marché avait également profité vendredi de la remontée du dollar après la publication des statistiques sur la croissance du produit intérieur brut (PIB) américain. L'économie américaine a connu un dernier trimestre de très forte croissance (+ 5,6 % en rythme annuel).

TAUX

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français a ouvert en légère baisse, lundi 1^{er} février. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, cédait 4 centièmes, à 113,20 points.

MONNAIES

L'EURO restait faible, lundi matin 1^{er} février, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes, pénalisées par la détérioration de la situation économique dans l'Euro-land. Il cotait 1,1365 dollar.

ÉCONOMIE

M. Cardoso appelle les épargnants brésiliens à faire preuve de calme

LES AUTORITÉS brésiliennes multiplient leurs appels au calme et à la sérénité pour éviter une éventuelle ruée vers les banques des épargnants, inquiets pour l'avenir de leur argent.

« Laissez votre argent en paix à la banque ! Nous n'allons rien faire qui porte atteinte à l'épargne du peuple, ou le prive de son argent d'un jour à l'autre. Il n'y aura en aucune manière atteinte à l'épargne populaire », a assuré vendredi 29 janvier le président brésilien Fernando Henrique Cardoso.

« Les queues qui se forment devant les banques n'ont aucun sens, il ne va rien se passer », a ajouté le président, dénonçant les propagateurs de rumeurs, susceptibles de provoquer la panique des particuliers et de déstabiliser encore plus le marché, ainsi que les spéculateurs, qu'il a qualifiés de « chacals ».

Selon Roberto Egydio Setubá, président de la fédération brésilienne de l'association des banques (Febraban), vendredi a été « une journée terrible à cause des rumeurs », laissant entendre que le gouvernement pourrait fermer les banques lundi prochain et geler ou « confisquer » les comptes des particuliers.

Le gouvernement brésilien et des représentants du Fonds monétaire international (FMI) ont entamé dimanche à Brasilia leurs discussions afin de réviser les termes de l'accord conclu en novembre, après les décisions prises par Brasilia pour faire face à la crise monétaire qui déstabilise le pays.

La dévaluation du réal brésilien a été trop loin, a déclaré dimanche à Davos Stanley Fischer, le numéro deux du FMI. « Il n'y a pas de doute sur le fait que la dévaluation de la monnaie brésilienne a été beaucoup trop loin étant donné la force sous-jacente et les changements de politique dans l'économie brésilienne », a-t-il affirmé.

FMI : M. Fischer a repoussé vigoureusement dimanche à Davos les critiques sur l'absence de préoccupations sociales attribuées au FMI, accusations qu'il a qualifiées de « scandale et d'outrage ». M. Fischer a indiqué qu'il « en avait assez » d'entendre des « non-sens déformés » de la part de ceux qui affirment que le FMI n'intègre pas de mesures sur les conséquences sociales dans ses programmes.

EUROPE : le gouverneur de la Banque de France Jean-Claude Trichet a déclaré dimanche 31 janvier à Davos que le lancement éventuel d'un grand emprunt européen

n'était « pas une question » à l'ordre du jour. « Je dois avouer que les banques centrales en règle générale ne recommanderaient certainement pas aux gouvernements de se lancer dans des déficits au niveau de la communauté dans la mesure où les gouvernements et les pays de l'UE sont encore en déficit », a-t-il souligné.

La croissance économique en Europe de l'Ouest va se ralentir à 2 % en 1999 contre 2,8 % l'année dernière, selon des estimations de l'institut économique allemand IFO publiées dimanche. La situation sur le marché de l'emploi va très légèrement s'améliorer avec une baisse du taux de chômage à 9,75 % contre 10 % en 1998, estime l'institut dans son analyse conjoncturelle.

FRANCE : le député RPR des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian a estimé dimanche au nord de son parti que la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en 1998 était le résultat « d'une politique de fausses promesses qui trouvaient (...) son heure de vérité en 1999 ».

ITALIE : le gouverneur de la banque centrale d'Italie, Antonio Fazio, a estimé samedi que les perspectives de croissance économique en Italie en 1999 pourraient être mauvaises en raison de la mauvaise performance du dernier trimestre 1998.

RUSSIE : le gouvernement russe a l'intention d'augmenter les salaires de 50 % dans le secteur public à partir du 1^{er} avril, a annoncé dimanche le vice-premier ministre chargé des questions sociales, Valentina Matvienko.

ÉTATS-UNIS : le secrétaire américain au commerce William Daley a indiqué dimanche à Davos que le déficit commercial américain pourrait atteindre 200 milliards de dollars (175 milliards d'euros) en 1999.

TAIWAN : les banques taiwanaises ont enregistré au dernier trimestre de 1998 un niveau record de créances en souffrance, a-t-on annoncé samedi, alors que le président Lee Teng-hui reconnaissait le même jour craindre pour cette année « des problèmes économiques ».

CHINE : la Chine compte sur le dynamisme de l'Union européenne pour augmenter cette année ses exportations, confrontées en Asie à la crise financière régionale, a indiqué dimanche la presse officielle.

MALAYSIE : le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a déclaré samedi à Davos que les gouvernements qui ne parviennent pas à contrôler leurs systèmes bancaires devraient être chassés ou démissionner.

Taux de change fixe zone euro

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	1,36037	FRANCE	1,36037
ALLEMAGNE	1,36037	ALLEMAGNE	1,36037
ITALIE	1,36037	ITALIE	1,36037
ESPAGNE	1,36037	ESPAGNE	1,36037
PORTUGAL	1,36037	PORTUGAL	1,36037
GRÈCE	1,36037	GRÈCE	1,36037
IRLANDE	1,36037	IRLANDE	1,36037
ROYAUME-UNI	1,36037	ROYAUME-UNI	1,36037
FINLANDE	1,36037	FINLANDE	1,36037
SCANDINAVIE	1,36037	SCANDINAVIE	1,36037
EUROPE CENTRALE	1,36037	EUROPE CENTRALE	1,36037
EUROPE DE L'EST	1,36037	EUROPE DE L'EST	1,36037
EUROPE DU SUD	1,36037	EUROPE DU SUD	1,36037
EUROPE DU NORD	1,36037	EUROPE DU NORD	1,36037
EUROPE DU CENTRE	1,36037	EUROPE DU CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU SUD-EST	1,36037	EUROPE DU SUD-EST	1,36037
EUROPE DU NORD-EST	1,36037	EUROPE DU NORD-EST	1,36037
EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037	EUROPE DU SUD-OUEST	1,36037
EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037	EUROPE DU NORD-OUEST	1,36037
EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037	EUROPE DU CENTRE-OUEST	1,36037
EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU SUD-CENTRE	1,36037
EUROPE DU NORD-CENTRE	1,36037	EUROPE DU NORD-CENTRE	1,

Date	Price
Feb 1	3594.43
Feb 2	3450.28
Feb 3	3466.86
Feb 4	3490.59
Feb 5	3493.97
Feb 6	3561.66
Feb 7	3661.66

[illegible]

WHEATG	DE	62	14,20	-2,81
WHEAT GROUP PL	DE	62	14,20	-2,81
FLAT UNIV STOR	DE	62	10,06	-2,69
LIBRARY AUM	FR	104	2,99	-0,60
MORRIS & MAURIT	SE	76	76,78	1,64
RONNAND MARTIN	PT	47	47,35	-
INSTRAID JAC	DE	395	4,44	-0,44
INSTRAID JAC	DE	92	9,07	-0,34
ROBERT & SPENCER	GB	5,34	2,23	-0,22
STYRO	DE	72	2,12	-0,14
DOT PLC	GB	9,48	2,48	-0,24
MALIBU PRINT/	FR	160,6	2,73	-0,23
NASCENT	IT	8,02	1,40	-0,14
CONSUMER A	FR	13	13,19	0,17
LORA HUDG H	CH	214,00	1,10	-0,10
SMITH GRP	GB	8,05	0,61	-0,11
DUNLEISLEY PL	GB	5,60	1,02	-0,02
OF STOX REF L		357,91	1,01	-0,01

MAUTE TECHNOLOGIE				
CATELAIN	FR	104,5	1,18	-0,18
STOX REG.	FR	36,38	-	-
AC PROXIMA	NO	8,45	-0,56	-0,56
AN COMPANY	NO	8,45	-0,56	-0,56

WTHORPE	GB	5,57	+4.72
THISTLE AEROSPA	GB	5,78	+1.40
THISTLE BIOTECH	GB	6,25	+0.36
THISTLE GENIM ARM	FR	172,9	---
THISTLE GENIM ARM	DE	109,9	+0.96
THISTLE SYSTEMS	FR	41,68	---
THISTLE SYSTEMS	SE	28,01	+3.82
THISTLE SYSTEMS	IT	1	+0.99
THISTLE SYSTEMS	DE	54	+1.12
THISTLE SYSTEMS	SE	8,59	---
THISTLE SYSTEMS	DE	5,50	---
THISTLE SYSTEMS	DE	6,67	---
THISTLE SYSTEMS	DK	33,62	+0.50
THISTLE SYSTEMS	FR	31,45	+1.46
THISTLE SYSTEMS	GR	48,20	---
THISTLE SYSTEMS	GR	64	---
THISTLE SYSTEMS	NO	10,57	+0.58
THISTLE SYSTEMS	GB	9,74	+0.58
THISTLE SYSTEMS	SE	1,95	+0.84
THISTLE SYSTEMS	NO	30,31	-1.14
THISTLE SYSTEMS	FI	19,44	-1.11
THISTLE SYSTEMS	GR	6,76	---
THISTLE SYSTEMS	IT	28,05	-0.20
THISTLE SYSTEMS	IT	3,5	+1.11

[illegible]

PSLUND +	NO	5,90	-0,28
PSLUND -	NO	3,01	
PSLUND	FR	15,72	+2,32
ALCAS	IT	5,7	+0,00
ANTON, CRUD G	GB	8,05	+10,40
ANTON, POND	GB	7,99	+10,40
SYSTEM, ELEKTR	AT	14,00	-1,25
WAGNER	GB	12,1	-0,4
OT POWER	GB	13,52	+2,12
POWER TRENT	GB	9,89	+0,00
FROM GAIN	FR	160,5	+2,00
KNIGHT -	FR	14,77	
KNIGHT +	SE	18,34	
WATER	GB	15,46	+1,10
ACTES	BE	160,4	
ALC-POWES	ES	15,55	+2,44
UTIL UTILITY	GB	11,32	+0,30
IC	BE	478,5	
DI F STOK UTIL P	FR	2	+1,5

: Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
 : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
 I : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
 * Grande-Bretagne - GR : Grèce - ES : Espagne

[illegible]

● Les cotations des deux titres Société générale et Paribas ont été suspendues lundi 1^{er} février dès l'ouverture du marché, jusqu'à 15 heures. Le matin même, la Société générale a déposé une offre de rachat sur Paribas sur la base d'un échange de 8 actions Paribas pour 5 actions Société générale.

- **L'action BNP** a progressé de 5,8 %, lundi matin, après l'annonce de la fusion de la Société générale et de Paribas. Le marché compte sur une prochaine opération concernant la BNP.
- Le certificat d'investissement du **Crédit lyonnais** a grimpé de 5,8 %, lundi, à l'ouverture, dans le sillage du rapprochement entre la Société générale et Paribas. Ce nouveau groupe pourrait être un candidat de poids pour la privatisation du Crédit lyonnais.
- Le titre **Bouygues** a débuté la séance, lundi, sur une légère baisse de 0,21 %. Vendredi 29 janvier, il avait gagné 8,09 % à la suite de rumeurs faisant état d'une possible cession de son activité de télécommunication et de la montée en puissance d'Artemis, le holding de François Pinault dans le capital du groupe. Cette dernière rumeur a été démentie.
- **L'action AXA** a progressé de 2,34 % après l'annonce de sa nouvelle offre (5 milliards d'euros) pour racheter l'assureur britannique **Guardian Royal Exchange**.

LUNDI 1^{er} FÉVRIER Cours relevés à 12 h 34

Liquidation : 19 février

France	Président en cours	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 2004
BANP (C.N.P.)	147,20	542,09	867,54	...	-8,24
BNP PARIBAS (P)	145,50	530,75	850,75	...	-3,76
RENAULT (P)	434,00	488,70	2673,00	...	+3,51
SAINT-GOBAIN (P)	199,00	177,10	1107,70	-1,61	+5,09
THOMSON SA (P)	140	+2,20
COFIDIS	180	168,50	1236,40	+4,72	+1,16
AXA	51,60	46,30	289,70	+2,39	...
AIR LIQUIDE	104,10	147,90	976,13	+2,63	-5,27
ALCANTARA	122,60	104,00	686,13	+1,94	+0,28
ATOS	21,05	20,85	133,11	-0,76	+4,80
ALCANTARA TECHN. &...	258,00	255,90	1778,90	-0,78	...
STYLO CAN.	222	220	1443,10	-0,90	+8
AXA	127,80	127,80	836,35	+3,23	+3,23
BAL INVESTIS.	127,30	129,40	841,18	+0,54	+3,94
BOUCHARD VILLE	110,00	916,00	726,23	-0,09	+7,98
BOUCHARD FAURIE	98,50	98,50	599,50
BIC	50	50,40	308,20	+0,75	+12,80

[illegible]

ART	118,70	123	806,35	+2,75	+7,81	SOCCER
ARTS CASCADIE	370,60	367,00	294,23	-0,27	-3,89	SOLCP
ARTS PELMIE	217,30	217,30	169,33	-0,00	-3,08	SOMER
AS DES FORTES	147	139,00	100,33	-1,17	-0,01	SOMER
AL	88	99	769,37	+1,45	+25,36	STAN
AL	15	15	118,87	-0,00	-3,48	STAN
ALGAMES ENTER.	67,50	59	377,00	-0,00	-3,48	STAN
ALBA	24	23,00	159,81	-1,66	-4,48	STRA
ALBA	23,30	21,00	143,65	-0,65	-1,82	STRA
ALBA	22,90	22,90	143,65	-0,00	-1,82	STRA
ALBA	55,70	55,00	364,71	-0,17	-8,82	STRA
ALBA	174	173,00	101,91	-1,00	-4,28	STRA
ALBA	81,70	78,00	101,91	-1,00	-4,28	STRA
ALBA	77,50	78,00	317,22	-2,33	-2,56	STRA
ALBA	35,30	35,40	143,65	-0,10	-1,82	STRA
ALBA	68,20	68,68	448,66	+3,36	+12,65	STRA
ALBA	113,90	36	229,58	-2,50	-6,24	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	214	210	780,59	-0,57	-12,20	STRA
ALBA	422	422	806,35	+2,75	+7,81	STRA
ALBA	122	122	806,35	+2,		

[illegible]LUNDI 1^{er} FÉVRIER

Cours relevés à 12h34 IDP B5 98 (2 continuations) 12h34
IGE + XAO 12h34

[illegible][illegible]

7,02
25,91 + 3,94

58,58 + 1,13
14,45 - 0,76
147,59
185,67 + 4,36
359,20 1,02
46,94 + 0,71
2,30
91,14 + 0,95
111,91 0,25
41 —
82 — 7,89
70,71 2,67
616,90 + 2,67
882,74 + 0,77
15,41 - 0,84
119,81 - 0,55
62,48 + 5,26
95,11
455,69 + 1,06
154,18 - 5,37
12,59 + 4,81
35,42 - 1,27
26,74 - 0,25
228,42 + 0,55
86,56 + 5,84
114,78 - 2,77
40,67
155,07 + 0,59
70,19 - 1,53
787,16 - 1,56
154,18 - 5,37
2,30 + 5,85
238,14 - 4,76
214,62 + 2,50
10,17 0,77
326,77 - 0,82
699,80
ALGERO + 2,29
99,87 + 0,11
APRIL S.A.

AXA
INVESTMENT
MANAGEMENT
SAISON 1987

www.axa-investments.com



SECONDE
MARCHÉ
LUNDI 1^{er} FÉVRIER
Une sélection. Cours relevés à 12h34

Valeurs	Cours en francs	Cours en francs	% Var.
ADA	62,85	61,92	- 0,07
AGILE +	78	496,55	
ALGERO	87,60	403,41	- 3,50
APRIL S.A.	73,10	479,50	- 3,94

ARKOPHARMA S	85
ASTUR-BO POP	89
ASYSTEM S	149,80
BELLE JARDIN	60,76
BENETEAU C&P	125,90
BIODOLA S.P.A.	14,52
BISC. GARDEI	3,72
BOIRON (L.T.)	62
BOISSET (L.T.)	42,67
BOIZEL CHANO	60,76
BONDUELLE	17,50
BORGUEILLO (L.)	77
BRICE	64,92
BRICROMA S	45,80
BRIDICHE PASQ	100,80
BUT S.A.	54
SOLEBI	51,90
CAD-CIE DES	20

Une sélection.

Cours de clôture le 29 janvier

[illegible][illegible]

97	825,50	25/01	DBILION.	377,16	24/3/84
98	570,50	25/01	SICAV SUMO	594,24	08/02/87
99	1136,40	25/01	SUNFAVANCE	256,18	16/01/10
00	120,00	25/01	SUNIVA	180,78	08/02/87
01	119,45	25/01	SUVARENTE	22,32	27/08/86
02	2708,40	25/01	SUNLIFT	177,19	07/01/89
03	312,20	25/01	TRILLION	708,10	09/01/89
04	116,97	01/02	SCORPION	108,10	09/01/89
05	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
06	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
07	329,01	01/02	SCORPION	108,10	09/01/89
08	37,91	01/02	SCORPION	108,10	09/01/89
09	201,87	01/02	SCORPION	108,10	09/01/89
10	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
11	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
12	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
13	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
14	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
15	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
16	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
17	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
18	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
19	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
20	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
21	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
22	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
23	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
24	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
25	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
26	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
27	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
28	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
29	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
30	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
31	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
32	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
33	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
34	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
35	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
36	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
37	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
38	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
39	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
40	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
41	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
42	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
43	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
44	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
45	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
46	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
47	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
48	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
49	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
50	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
51	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
52	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
53	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
54	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
55	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
56	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
57	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
58	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
59	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
60	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
61	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
62	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
63	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
64	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
65	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
66	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
67	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
68	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
69	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
70	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
71	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
72	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
73	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
74	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
75	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
76	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
77	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
78	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
79	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
80	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
81	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
82	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
83	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
84	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
85	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
86	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
87	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
88	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
89	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
90	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
91	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
92	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
93	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
94	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
95	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
96	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
97	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
98	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
99	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
00	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
01	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
02	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
03	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
04	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
05	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
06	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
07	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
08	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
09	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
10	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
11	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
12	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
13	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
14	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
15	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
16	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
17	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
18	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
19	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
20	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
21	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
22	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
23	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
24	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
25	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
26	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
27	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
28	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
29	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
30	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
31	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
32	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
33	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
34	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
35	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
36	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
37	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
38	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
39	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
40	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
41	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
42	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
43	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
44	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
45	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
46	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
47	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
48	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
49	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
50	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
51	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
52	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
53	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
54	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
55	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
56	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
57	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
58	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
59	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
60	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
61	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
62	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
63	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
64	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
65	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
66	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
67	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
68	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
69	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
70	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
71	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
72	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
73	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
74	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
75	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
76	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
77	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
78	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
79	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
80	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
81	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
82	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
83	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01/89
84	1888,20	25/01	SCORPION	108,10	09/01

[illegible]

MONEDEN.....	143.94	97.04	29/01	INDOCAM ORIE
CRIE. TRES CATEGORIAS.....	48.97	308.10	29/01	INDOCAM ORIE
				INDOCAM ORIE

CDC Asset Management

	2006	2007	2008	ASSET MANAGEMENT	
UUV	1748,36	11472,36	28/01		21
UR C	108,86	1272,08	28/01	EURCO SOLIDARITE	21
UR C	968	1200,40	28/01	LION 20000	24
OBLC	182,16	987,87	28/01	LION 20000 D	24
T C	36,81	182,74	28/01	LION-ASSOCIATIONS C	181
T C	32,29	146,21	28/01	LION-ASSOCIATIONS D	182
ON	188,73	377,21	28/01	LION COURT TERME C	28
T C	327,86	2149,34	28/01	LION COURT TERME D	28
T C	226,37	1471,11	28/01	LIONPLUS C	28

27	1477.47	29/01	AMPLITUDE PACIFIQUE D...	13.05	95.60
36	17851.47	29/01	ELIANCIEL FRANCE D PEA...	40.98	268.62
37	18294.26	29/01	ELIANCIEL EURO D PEA...	102.44	671.96
38	11888.37	29/01	ÉMANCEL E.POST.D PEA...	20.87	189.37
39	10724.83	29/01	GÉOBILYS C...	112.11	735.39
40	27692.14	29/01	GÉOBILYS D...	104.91	698.16
41	29676.57	29/01	INTENSYS C...	19.10	128.29
42	1788.96	29/01	INTENSYS D...	17.57	115.35
43		29/01	KALETS DYNAMISME C...	210.37	1379.28

LEGENDE
★ Mots frans. ★★ A autre indicatif.

LÉGENDE
★ Mots frais. ★★ A titre indicatif.

SPORTS Les 26^e championnats du monde de ski alpin devaient débiter, lundi 1^{er} février, à Vail (Etats-Unis), avec le super-G féminin. Ils verront les Autrichiens et les Norvégiens, très en forme depuis le début de la saison 1998-1999, se disputer la suprématie dans la plupart des disciplines. ● L'AUTRICHIEN HERMANN MAIER et le Norvégien Lasse Kjus se

mesureront ainsi dès mardi 2 février à Beaver Creek, sur le parcours du super-G. ● LA FRANÇAISE Régine Cavagnoud aura auparavant tenté sa chance, lundi 1^{er} février, dans

l'épreuve dames face à la jeune Autrichienne Alexandra Meissnitzer, leader de la spécialité en Coupe du monde. ● LE DIRECTEUR TECHNIQUE français, Michel Vion, dé-

plore les nombreuses blessures qui ont pénalisé l'équipe de descente masculine, mais pense pouvoir compter sur les jeunes slalomeurs et sur les skieuses expérimentées.

plote les nombreuses blessures qui ont pénalisé l'équipe de descente masculine, mais pense pouvoir compter sur les jeunes slalomeurs et sur les skieuses expérimentées.

La rivalité Autriche-Norvège animera les Mondiaux de ski alpin

Les Autrichiens et les Norvégiens, qui se disputent la plupart des victoires depuis le début de la saison 1998-1999, se mesureront une nouvelle fois à l'occasion des championnats du monde de Vail, au Colorado (Etats-Unis). La France compte sur ses slalomeurs, et sur l'équipe féminine

POUR LES DERNIERS championnats du monde du siècle, la Fédération internationale de ski (FIS) n'a pas pris de risques. Elle a confié l'organisation à Vail, au Colorado (Etats-Unis), qui, avec sa petite sœur Beaver Creek, représente ce qui se fait de mieux outre-Atlantique en matière de sports d'hiver. Peu importe s'il y a tout juste dix ans, en 1989, ces deux stations branchées et luxueuses avaient déjà bénéficié du même honneur. Le coup d'envoi de ces Mondiaux 99, qui, business oblige, vont s'étaler sur quinze jours (jusqu'au 14 février), devait être donné par le super-G. Celui des femmes, lundi 1^{er} février, et celui des hommes, mardi 2 février. Le super-G est une épreuve de risque et d'équilibre, qui combine les exigences de la descente et du géant, et couronne

de grands skieurs, à la technique, au physique et au mental très au point. Il ne serait donc pas étonnant que d'entrée de jeu Autrichiens et Norvégiens trustent les médailles, puisque le duel de ces deux blocs devrait animer la grande quinzaine du blanc.

C'est à Vail, il y a dix ans, que l'Autriche a amorcé sa révolution et son retour vers le sommet. Et c'est à Vail aussi que la Norvège avait annoncé son avènement. Alors que deux très grandes personnalités du ski autrichien, aujourd'hui disparues, Ullrich Meier et Rudolph Nierlich, entamaient leur carrière en devenant l'une et l'autre champion du monde, un Norvégien au physique d'athlète, Ole-Christien Furuseth, imposait de son côté une nouvelle façon de skier.

DÉTECTION ET COMPÉTITION

Après une décennie 80 décevante, marquée par la domination de l'ennemi héréditaire suisse, l'Autriche n'a plus cessé de (re)monter en puissance. La politique de formation et de détection des champions mise en place par le charismatique Hans Purn, directeur des équipes nationales autrichiennes, porte des fruits magnifiques. Il a vu et su avant les autres que le ski était devenu un sport de combat : « Il faut pousser les gens à atteindre leurs limites. Jusqu'à la dernière étincelle. Ils doivent se balancer, se sortir les tripes pour gagner. A l'entraînement, nous multiplions les situations où les athlètes sont obligés de se battre. »

Musculature à outrance, parachutisme, escalade, parcours du combattant, plongée sous-marine, saut à l'élastique : tout est bon pour façonner des gagnateurs. Au-



L'Autrichien Hermann Maier, le favori du super-G.

jourd'hui, dans le sillage de leurs deux locomotives, Hermann Maier et Alexandra Meissnitzer, Autrichiens et Autrichiennes peuvent légitimement avoir des ambitions de victoire dans toutes les disciplines du ski alpin. Jamais dans l'histoire de ce sport, un pays n'a montré une telle force collective au moment d'aborder un grand rendez-vous.

Mais les luttes au couteau pour

la sélection, l'usure des jointes de Coupe du monde, les conditions spécifiques de la neige locale, ou encore la concurrence très affûtée auront peut-être raison de leur éternelle hégémonie. Collectivement, leurs principaux adversaires seront donc les Norvégiens. Si ces derniers sont si forts aujourd'hui, c'est parce qu'il y a quinze ans débarquaient chez eux deux entraîneurs autrichiens, Kurt Hoch et

Dieter Bartsch, et deux frères slovénes, Ales et Phillip Gartner. « C'était en 1984, se souvient Kurt Hoch. Les dirigeants de la fédération norvégienne ont réalisé que le ski alpin pouvait devenir très intéressant sur le plan économique si son image était améliorée. Ils n'ont pas lésiné sur les efforts et les investissements. »

Suisse, des voix se sont fait entendre qui ont émis de sérieux doutes sur les moyens employés pour la « fabrication naturelle » de telles amottes à glace. La rumeur ne fait qu'engorger. Elle s'infiltre dans les ski-rooms, et pourrait un jour jusqu'à alors assez doux. Kjus, Amott ou Maier répondent d'un haussement

Pas de contrôles sanguins au programme

Les contrôles antidopage des championnats du monde de Vail seront organisés sur le même principe que ceux de la Coupe du monde. Sous la direction de la commission médicale de la Fédération internationale de ski (FIS), les quatre premiers skieurs de chaque épreuve seront soumis à une analyse d'urine. Deux autres compétiteurs, tirés au sort, seront également contrôlés. Les échantillons seront ensuite envoyés dans un laboratoire de Los Angeles, agréé par le Comité international olympique (CIO). Même si la FIS a lancé, à l'automne 1998, une opération de contrôles inopinés par voie sanguine lors des stages d'entraînement des équipes norvégienne et suisse, son coût et ses difficultés techniques sont avancés pour expliquer leur absence lors des championnats du monde. « Par rapport aux analyses d'urine, les prises de sang sont beaucoup plus fiables, remarque Michel Vion, directeur des équipes de France. Le ski conserve encore aujourd'hui une image de pureté grâce à l'amateurisme et l'absence d'argent au cœur des compétitions. Mais, si un scandale éclatait, ce-la provoquerait un grave traumatisme. »

L'action des entraîneurs-baroudeurs a en priorité porté sur le modelage musculaire des skieurs. A très forte dose d'entraînement physique, ils ont « construit » en gymnase – des athlètes complets et impressionnants de force.

Autrichiens et Norvégiens ont été et sont encore formés au même moule. Et ça se voit. Quadriceps et fessiers hypertrophiés, ceinture abdominale en carbone-kevlar, lombaires surpuissantes : leurs silhouettes spectaculaires sont celles de champions sculptés et programmés pour un effort spécifique. Venues d'abord d'Italie, puis de

d'épaules et font référence aux nombreux contrôles, tous négatifs, dont ils ont fait l'objet. Ils tiennent, à quelques variantes près le même raisonnement : « Tu attrapes de grosses jambes d'abord parce que tu skies beaucoup, pas uniquement par la musculature ou par des produits interdits. Et puis, il n'y a pas de raison de se doper en ski alpin, c'est un sport très technique, que tu dois apprendre dès le plus jeune âge. Nous sommes très fiers de faire un sport propre. » Jusqu'à preuve du contraire.

Gilles Chappaz

A 28 ans, Régine Cavagnoud a pris goût à la victoire

C'EST une nouvelle exception française : les descendeurs des équipes de France de ski alpin éclosent généralement sur le tard. Luc Alphand avait vingt-neuf ans lors de sa première victoire, en janvier 1995 ; Jean-Luc Crétier a attendu d'avoir trente-deux ans pour emporter sa première course... et la médaille d'or aux Jeux olympiques de Nagano, en février 1998 ; et Régine Cavagnoud a patienté jusqu'à vingt-huit ans avant de monter sur la plus haute marche d'un podium de descente. C'était le 21 janvier, à Cortina d'Ampezzo (Italie). « Libérée », la skieuse de La Clusaz (Haute-Savoie) avait récidivé le surlendemain, en enlevant haut la main le super-G avec plus d'une seconde d'avance sur toutes ses poursuivantes.

Fort de ces excellents résultats, Régine Cavagnoud est, avec les slalomeurs, la meilleure chance de médaille pour l'équipe de France lors des championnats du monde de ski alpin de Vail, au Colorado (Etats-Unis). De son propre avis, elle paraît « pour faire un gros truc » dans le super-G, programmé lundi 1^{er} février (20 h 30, heure française) : « Chaque année, je parlais aux Jeux ou au championnat du monde en n'ayant fait que des dixièmes ou des quinzèmes places. Cette fois, je pars avec en tête l'idée de gagner. C'est très important. » « La piste de Vail est assez délicate, explique-t-elle, il faudra être bien décontractée sur le haut, plutôt plat, car la partie basse ne suffira pas à combler les différences. » Présente en coupe du monde depuis neuf

ans, Régine Cavagnoud a connu cette année son meilleur début de saison d'une carrière déjà gachée par de nombreuses blessures, notamment au dos. « Des blessures, des bobos, ça s'accumule et après on prend du retard, résume-t-elle. Après toutes ces interruptions, on skie avec le frein à main. Je m'en rendais bien compte, mais ce n'était pas facile de le lâcher. » Après ces « années de galère » et d'insuccès, la jeune femme s'était fixée, pour la saison 1998-1999, un objectif raisonnable : « monter au moins une fois sur le podium », un objectif qu'elle a atteint dès le 10 décembre 1998, lors du super-G de Val d'Isère. En bas de la piste « Oreiller-Killy », cette perfectionniste s'était toutefois promis, pour être plus constante dans le succès, de soigner « les petits détails qui font la différence entre les bonnes places et les podiums ».

« RIEN NE POUVAIT M'ARRIVER »

« Dans le super-G de Cortina, j'ai réussi un ski que je produis souvent aux entraînements mais pas en course, racontait-elle après son parcours italien. J'ai pris des trajectoires directes, cela ne bronchait pas sous mes pieds, il n'y avait pas de fumée sous mes skis. Je ne m'étais jamais fait autant plaisir de toute ma vie. J'étais sûre de l'endroit où j'allais mettre mes skis, où j'allais déclencher mes courbes. Tout est passé à 100 %. Rien ne pouvait m'arriver. »

Depuis son séjour dans les Dolomites, la fille du menuisier de La Clusaz n'a « jamais

été aussi cool de [sa] vie ». C'est en tout cas ce qu'elle a affirmé aux centaines de supporters venus acclamer l'enfant prodige, de passage en Haute-Savoie avant de s'envoler pour le Colorado. A l'image de nombreux sportifs de haut niveau, Régine Cavagnoud a recours, depuis cet été, aux services d'une sophrologue. « Elle m'aide à retrouver le calme après des émotions fortes », explique-t-elle.

Alors que la championne autrichienne Alexandra Meissnitzer, qui est en tête du classement général de la Coupe du monde, s'adonne à une méthode de relaxation chinoise, la Française consulte également, depuis deux ans et demi, un « homme de confiance » : Patrick Grosperin, celui-là même qui avait aidé Jean-Luc Crétier à émerger derrière Luc Alphand, lors de la saison 1997-1998.

« C'est une personne qui, un jour, à la fin d'une saison pas super, m'avait envoyé un fax qui détaillait très précisément ma course, raconte Régine Cavagnoud. Il disait qu'il croyait très fort en moi. Le courant est très vite passé entre nous. Je l'appelle quand je ne suis pas bien psychologiquement et il m'aide à ne pas baisser les bras. »

« Bien dans la vie, bien dans mon sport. » Régine Cavagnoud pourrait reprendre à son compte le slogan qui a accompagné l'irrésistible ascension d'Amélie Mauresmo vers le sommet du tennis, en Australie.

Eric Collier

Vail, la perle blanche du Colorado

Transformée, elle retrouve les Mondiaux dix ans après

VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

Vail, dans le Colorado, est aux Etats-Unis ce que Saint-Moritz est à la Suisse : un site prestigieux qui n'usurpe pas sa réputation d'excellence. Perché dans les Rocheuses (2 800 m d'altitude), à 160 km de Denver, Vail est souvent considérée comme le plus beau domaine skiable d'Amérique du Nord. Créée de toutes pièces dans les années 50 par des promoteurs immobiliers séduits par la beauté de la vallée, cette station de ski familiale, qui partage ses nombreuses pistes avec celles du village voisin de Beaver Creek, présente des infrastructures d'un standing impressionnant. Ici, rien n'est laissé au hasard et les skieurs les plus paresseux ont même l'habitude d'emprunter des escaliers roulants pour directement rejoindre – « Only in America ! » – les télésièges.

La qualité de la neige, qui tombe généralement en abondance, est exceptionnelle. Seul désagrément : les tempêtes violentes sont courantes dans cette partie du Colorado et les températures atteignent parfois des records de froid terrifiants (jusqu'à -30 °C). Côté jardin, dans les rues propices de ce village huppé de 6 000 âmes (20 000 pendant la saison d'hiver), les boutiques de luxe et les restaurants gastronomiques accueillent skieurs et touristes fortunés avec un sens de l'hospitalité que l'on retrouve assez rarement en Europe. « Pour moi, Vail est un village tyrolien conçu par des Texans », s'amuse un touriste français dans un sourire ironique duquel s'échappe une pointe d'admiration. Durant dans son organisation

métropoles d'outre-Atlantique, sans excès ni mauvais goût. Ainsi une autoroute traverse sa microscopique « banlieue », une douzaine d'immenses parkings perpétuent la religion américaine de l'automobile et le visiteur aventurier pourra trouver, à la périphérie de la bourgade, ses fast-food favoris ou ses chaînes nationales de vidéo-clubs préférées. Mais la comparaison s'arrête là.

MÉTAMORPHOSE

En 1989, Vail avait déjà accueilli avec succès les Mondiaux du ski alpin. Et dix ans après, le village s'est littéralement transformé. « C'est incroyable comment la vallée a changé, note John Dakin, le porte-parole du comité d'organisation. Beaver Creek est maintenant méconnaissable avec ses multiples constructions et ses chantiers éparpillés qui changent quotidiennement les paysages environnants. »

En 1989, malgré le décès accidentel du prince de Bourbon, un membre de la Fédération internationale de ski (FIS), les Mondiaux avaient été un réel succès pour l'économie du Colorado grâce à des retombées estimées à 50 millions de dollars (43,5 millions d'euros). Une aubaine pour les restaurateurs et les hôtels locaux ? « Pas vraiment », souligne le réceptionniste du Vail Athletic Club Hotel, qui accueille la bruyante équipe espagnole. « J'étais aussi à Vail en 1989 et les amoureux de ski n'étaient pas vraiment au rendez-vous. Généralement, les skieurs qui viennent pour une semaine préfèrent éviter ce grand rendez-vous et, pour l'hôtellerie, c'est une période comme une autre. »

TROIS QUESTIONS À...

MICHEL VION

1 En tant que directeur de l'équipe de France de ski alpin, comment avez-vous réagi aux nombreuses blessures qui ont poussé Jean-Luc Crétier, Nicolas Burtin, David Prétot, Vincent Blanc et Frédéric Marin-Cudraz, les cinq meilleurs descendeurs français, à tirer un trait sur les championnats du monde ?

Depuis quatre ans, l'équipe de France était sur une série de très

et les autres. Avant de débiter la saison 1998-1999, j'étais même persuadé que nous allions poursuivre sur cette lancée, et j'envisageais quatre ou cinq médailles à Vail. Il fallait seulement que la réussite soit un peu avec nous, ce qui n'a pas toujours été le cas. Et, encore une fois, la malchance a donné un sacré coup de frein à nos espoirs.

2 Quelles sont les forces et les faiblesses de l'équipe de France ?

Deux grandes satisfactions nous ont permis de redresser la barre. En slalom, les bonnes per-

bastien Amiez, très régulier lors des autres épreuves de la Coupe du monde. La seconde, qui se traduit également en espoir de médailles : les deux victoires de Régine Cavagnoud lors de la descente et du super-G de Cortina d'Ampezzo, en janvier. Les maillons faibles de notre groupe se situent en slalom géant : malgré un bon début de saison de Lella Piccard, qui a ensuite enchaîné les contre-performances, et Julien Chenal, qui a un peu déçu, cette année, avec une seule cinquième place à Schladming.

Nous souhaiterions égaler nos palmarès des Mondiaux de Sestrières, en 1987, et des Jeux olympiques de Nagano, en 1998, en remportant deux médailles, mais les championnats du monde sont très particuliers. Tout se joue sur une course et, comme j'ai l'habitude de le répéter, les champions ne « meurent » jamais : les skieurs et les skieuses expérimentés auront leur chance à jouer. Et, pour l'équipe de France, Florence Masnada et Lella Piccard, que l'on a oubliées un peu vite, ont vraiment de belles cartes à jouer.

Le buteur Simon Mason a pesé lourd dans la défaite de Colomiers (21-6)

de la Coupe d'Europe. Une leçon que la France, dont une sélection battait l'Italie (49-24), au même moment, à Gênes, devra retenir avant

d'affronter l'Irlande, le 6 février, sur la pelouse de Lansdowne Road, à Dublin, en ouverture du Tournoi des cinq nations.

Si l'on veut bien se souvenir que cette province nord-irlandaise a connu trente années de guerre civile entre catholiques et protestants, qui ont fait près de 3 500 morts, et que le processus de paix engagé entre les

Tout comme il semblait tout aussi naturel de voir se côtoier, dans la tribune officielle, d'anciens adversaires acharnés, politiques ceux-là, aux côtés de Mary McAleese, la présidente de la République d'Irlande, et de Mo Mowlan, la secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, on pouvait en effet voir non seulement David Trimble, le premier ministre protestant d'Ulster, et son numéro deux, le catholique Seamus Mallon, mais aussi les deux leaders du Sinn Féin, Gerry Adams et Martin McGuinness.

LARGE VICTOIRE
Dès lors, il ne faut sans doute pas s'étonner si, devant un stade véritablement rouge et blanc et acquis à sa cause (plus de 40 000 Irlandais), la sélection de P.U.I.ster a dû finalement sa large victoire sur Colomiers (21-6) à un jeune homme de vingt-cinq ans, non seulement anglais de naissance,

Face aux poteaux de Colomiers. trois fois, à droite deux fois, et à gauche une fois, son pied droit n'a jamais tremblé lorsqu'il a fallu transformer des pénalités. « Toute la semaine, je m'étais entraîné et j'avais bien réussi. Ce matin, avant le match, ça c'était bien passé aussi », a expliqué Simon Mason, qui, avant cette finale, totalisait déjà 216 points réussis avec l'Ulster depuis le début de la saison 1998-1999, dont 126 lors des matches de Coupe d'Europe. Né à Birkenhead, non loin de Liverpool, il n'a rejoint la sélection d'Ulster qu'il y a six mois environ.

Les coups de pied de l'arrière irlandais

Les coups de pied de l'arrière irlandais n'ont pas été les seuls à être fatals à Colomiers. En réalité, ils ne sont venus que concrétiser et « transformer la pression que mes coéquipiers ont réussi à mettre sur Colomiers », comme l'a admis Simon Mason. Une pression à l'origine de laquelle se trouvaient les coups de pied terriblement ravageurs – vers l'avant et en chandelle – de David Humphreys. Le

Après avoir perdu face à une équipe d'Ulster extrêmement réaliste, dont la victoire a été saluée dimanche par les journaux comme celle de toute la nation irlandaise réunie, le XV de Colomiers entend désormais se consacrer pleinement au championnat de France. « C'est notre priorité et nous avons beaucoup de travail, car nous ne sommes pas sortis d'affaire encore, proclamait Jacques Brunel, l'autre entraîneur. Il nous faut battre Périgieux pour accéder à la deuxième phase du championnat. Telle réalité pour qui faisait un rêve européen.

Philippe Le Cœur

■ Bourgoïn, victorieux de Brive (26-23), dimanche 31 janvier, en demi-finales, affrontera Montferrand, qui a battu Narbonne (27-21), en finale du Bouclier européen, samedi 27 février, vraisemblablement au stade de Gerland, à Lyon.

Le gardien cannois blessé par un projectile

FOOTBALL Cannes, après que le gardien de but local, Sébastien Chabbert (vingt ans), a été blessé par un projectile lancé par des individus qui avaient pris place dans la tribune réservée aux supporters niçois.

Un fumigène, peut-être une bombe agricole, dont la cartouche a été retrouvée sur la pelouse, a explosé au moment où il heurtait la tête du joueur. Sébastien Chabert, inanimé, a été évacué vers l'hôpital de Cannes, d'où il est ressorti, dimanche 31 janvier, portant une minerve et atteint de surdité à l'oreille droite.

Au moment de l'agression, l'OGC Nice menait au score grâce à une tête sur corner de Didier Annen (79'). L'arbitre Alain Lelu a arrêté la rencontre, le temps de l'évacuation du blessé, mais les Cannois ont refusé de reprendre le jeu. « Notre sécurité n'était plus assurée », affirme l'attaquant Wilfried Gohel. De nombreux objets jonchaient le terrain : des pièces métalliques, une barre de fer, de gros pétards, un mètre à ruban, deux téléphones portables et une boule de pétanque.

La question se pose de savoir comment les perturbateurs ont pu gagner leurs places en possession de ces projectiles alors que le match était classé à haut risque, que la commission de sécurité s'était réunie pour prévenir le moindre danger et qu'une fouille systématique était prévue à l'entrée du stade. Les seize caméras de

surveillance placées à l'intérieur de l'enceinte devraient permettre de découvrir les auteurs de l'agression. Le ministre de la Jeunesse et des sports, Marie-Georges Buffet, a réclamé des sanctions à la hauteur de la gravité des faits : « De tels actes de violence, qui mettent en danger les équipes et le public, sont intolérables et ne sauront rester impunis ». Le président italien de l'OMC Nice, Primo Salvi - le club, actuel dernier de division 2, a été repris récemment par le groupe financier propriétaire de l'AS Roma - a été très clair : « Si de tels actes se renouvellent, notre participation sera remise en cause ». Tout comme l'AS Cannes, le club nicçois a annoncé qu'il porterait plainte contre X...

La Ligue nationale de football (LNF) examinera, jeudi 4 février, le sort de la rencontre : homologation de la victoire niçoise (1-0), match à rejouer ou victoire cannoise sur tapis vert (3-0). « Je ferai exploser une bombe agricole dans le bureau de Noël Le Graët pour qu'il comprenne notre position », a ironisé le président de Cannes, Joachim Balico.

Jean-Pierre Laborde

■ **Les résultats de la 25^e journée de division 2 : Le Mans-Lille 2-1 ; Niort-Valence 1-0 ; Wasquehal-Châteauroux 1-0 ; Guingamp-Ajaccio 1-2 ; Sedan-Laval 0-0 ; Nîmes-Red Star 2-0 ; Beauvais-Saint-Étienne 1-2 ; Troyes-Gueugnon 0-0 ; Caen-Amiens 0-0. Le classement : 1. Sedan, 48 points ; 2. Guingamp, 38 pts ; 3. Caen, 38 pts ; 4. Ajaccio, 38 pts ; 5. Sedan, 37 pts ; 6. Lille, 37 pts ; 7. Laval, 36 pts ; 8. Caen, 35 pts ; 9. Châteauroux, 34 pts ; 10. Cannes, 34 pts ; 11. Niort, 33 pts ; 12. Wasquehal, 33 pts ; 13. Nîmes, 31 pts ; 14. Guingamp, 29 pts ; 15. Le Mans, 28 pts ; 16. Valence, 26 pts ; 17. Amiens, 24 pts ; 18. Red Star, 24 pts ; 19. Beauvais, 23 pts ; 20. Nice, 21 pts.**

GÈNES

du notre envoyé spécial

Il n'y a pas de match amical en rugby. L'amitié naît souvent des célèbres troisièmes mi-temps, mais, sur un terrain, elle ne survit pas à l'engagement inhérent à toute rencontre. Aussi ne verra-t-on jamais un rugbyman international retenir à faire le délicat devant une de ces rencontres sans enjeu, comme le firent, il n'y a pas si longtemps, quelques stars du football français. De fait, il n'y avait que des engagements volontaires dans la « sélection française » conduite par Olivier Saissset, samedi 30 janvier, à Gènes, pour stimuler la VU d'Italie.

l'absence de Jean-Claude Sirela, parti à Dublin surveiller les progrès de Colomiers et de son fils David, Jo Masso et Pierre Villepreux avaient été dépêchés sur la côte sud-ouest afin de préparer la difficile campagne européenne – le Tournoi des cinq nations débute le 6 février en Irlande. Tels des maréchaux d'empire, le manager et le contremaître du XV de France comptaient effectuer « une revue d'effectifs » en terre italienne. Après la nette victoire française (49-24), sept essais d'Arthur Gomers (3), Christophe Jullier, Christophe Laussac, Christian Caliskan et Patrice Collazo, à l'instar d'Alain Bouchet, de Jean-Alexandre Moscardi, le deuxième des émissaires royaux dans l'énoncé de « motifs de satisfaction ».

En dépit d'une brève période de relâchement en cours de seconde

En dépit d'une brève période de relâchement en cours de seconde

mi-temps, tous deux ont applaudi ces belles séquences de jeu déployé, rapide, et sans attrition qui se fait tant d'adaptation aux 17 000 spectateurs du stade Marassi. Surtout, Pierre Villepreux et Jo Maso ont été pleinement rassurés par la forme de leurs revenants: Raphaël Ibanez, le tallonneur capitaine du XV de France, ne se « souvient plus » de sa blessure à la cheville; Christian Calfranca, le bouilliant pilier toulousain, est remis d'une hernie discale; Thomas Castaignède, l'épaulé gaulois, songe à ces « initiatives » qu'il lui « tarde de prendre »; Emile Ntiakam reconnaît qu'il a « passé le stade de l'appréhension »; « A Du-blin, je jouerais arrière avec plaisir si mes sélectionneurs me le demandent », Jean-Claude Skrela et

Pierre Villepreux ne devraient pas tergiverser très longtemps sur cette question.

UN IMMENSE COMPLIMENT
 « *Emile Ntamat* s'est tout permis sur le terrain... » Dans la bouche de l'entraîneur français du XV italien Georges Coste, c'était mieux que du dépit, un immense compliment inspiré par la performance éblouissante de « Milou ». Depuis deux ans, le curriculum vitae de l'ailier toulousain se lit comme un communiqué médical : « *quelques blessures* » - élongation, entorse du genou, déchirures musculaires - ont succédé à une pubalgie qui l'avait déjà éloigné des terrains pendant neuf mois. « *Deux années contraires* », comme il dit.

En novembre 1998, il était sûr

En novembre 1998, il était sûr

que l'heure de son retour international avait enfin sonné. Erreur. Placé à l'alle, son poste au Stade toulousain, il avait dû sortir après avoir réalisé une mi-temps en demi-teinte face à l'Argentine, le 14 novembre à Nantes. Samedi, sur la pelouse du club de football de la Sampdoria de Gênes, il n'a pas manqué son retour de la deuxième chance. Il a eu un rôle omniprésent dans la construction de la victoire française : « tonitrueux », selon Jo Maso ; « monstrueux », selon Thomas Castaignède.

Grâce à ses fantastiques appuis retrouvés, Emile Ntamack, vingt-huit ans, s'est offert, depuis son poste d'arrière, quelques remontées de ballon impressionnantes de maîtrise et de solidité. A ses basques, ils étaient un, deux, trois, quatre défenseurs italiens, mais notre homme tenait debout. « Il était bien placé, efficace. On a toujours pu renouer derrière lui », admire Pierre Villereux.

Les éloges pleuvent dans les vestiaires français, mais Emile Ntamack n'entend pas. Il est allongé, des sacs de glaçon sur le genoux gauche, endolori après un crochet trop vif. « Je sais qu'il faut savoir se ménager, être à l'écoute de son corps », explique-t-il. La surchauffe qui avait été à l'origine de sa pubalgie est oubliée. Emile Ntamack a besoin de jouer : « Si je peux croquer, je vais le faire à plein temps ».

Eric Collier

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Ses murs se lézardent et menaçaient de tomber. Ses fondations vacillaient. Ses trois sonsnet creux. Mais la Russie reste, malgré l'orage, une grande nation de patients. La meilleure. La première au monde. Aux championnats d'Europe de Prague (République tchèque), qui se sont achetés dimanche 31 janvier par l'habituel gala de clôture, son équipe s'est remplie les poches de tout ce qu'elle pouvait

Historique ? Même pas. L'an passé, ces médailles n'étaient ni même noires.

de récompenses en quittant la patrie-mère de Milan (Italie), où se tenaient les championnats d'Europe. Ce sont les quatre dernières années, la Russie n'a pu jamais échapper qu'un seul des seize autres européens. Un incident de parcours, imputable aux manières de ce sauteur de Varoslav Zagrodnik, un Ukrainien. A en croire les Russes eux-mêmes, l'origine de cette tradition serait à rechercher dans les premières pages de l'histoire du pays.

Le patinage a toujours été chez nous une discipline noble, explique Tatiana Tarasova, l'entraîneur d'Alexei Yagudin, champion d'Europe chez les messieurs. Cela remonte à très longtemps. Bien avant l'arrivée du communisme. »

UNE AFFAIRE D'ÉTAT .

Au temps de l'Union soviétique, le régime aimait traiter ce sport comme une affaire d'Etat. Il lui faut désormais se déplacer sans aides. Mais l'argent ne manque pas. « Les meilleurs centres d'entraînement, comme celui de Saint-Petersbourg, ont su trouver des partenaires économiques », explique Gilles Bever, le directeur de

l'équipe de France. Ailleurs, la fermeture des vannas a souvent sonné le signal de l'exil. Exemple : Natalia Linichuk et Gennadi Karponosov, deux anciens champions olympiques de danse sur glace, aujourd'hui entraîneurs. En 1994, ils ont pris un aller simple pour les Etats-Unis, à l'invitation de l'université du Delaware. Ils n'en sont plus partis et perpétuent la tradition du patinage russe grâce aux largesses du système capitaliste

Surprenante anecdote : les trois premiers de la compétition masculine, Alexei Yagudin, Evgueni Plushenko et Alexei Urmanov, ont chaussé leurs premiers patins à l'initiative de leur médecin de famille. Souffreux, il leur fallait pratiquer un sport pour espérer guérir de problèmes respiratoires. En France, on leur aurait conseillé la natation. En Norvège, ils auraient essayé le ski de fond.

Mauvaise nouvelle pour le reste du monde : le patinage russe n'a pas renoncé à progresser encore. Par le passé, il lui arrivait souvent de trébucher au moins une fois pendant un championnat d'Europe. Ses couples et ses danseurs dominaient sans effort, ses

parçons s'en sortaient avec aisance. Mais les filles, elles, s'habituèrent à l'échec. Renversement de tendance : à Prague, le podium de l'épreuve féminine s'est laissé envelopper d'un unique drapau. La victoire pour Maria Butyrskaya, vingt-huit ans, une pouspée blonde aux gestes de danseuse. Les honneurs pour Jolita Soldatova, dix-sept ans, deuxième, et Viktoria Volkovicha, seize ans, troisième.

« Nous avons entrecroisé ces dernières années des portes ouvertes sur les filles, explique Viktor Kudryavtsev, l'entraîneur de la plus jeune. Avant, elles rechignaient à travailler dur. Aujourd'hui, la nouvelle génération accepte tous les sacrifices. » Le résultat : un triplé européen. Et pour la suite, un ciel sans nuages. « Nos juniors sont sûrement meilleures encore, annonce Viktor Kudryavtsev. Les dix premières des nos championnats nationaux malheureusement *du* parafaitement tous les triplés européens. Elles se retrouveront bientôt au sommet d'un podium. Pour la Russie. Et pour la tradition.

Alain Mercier

VEXÉ par son élimination prématurée en Coupe de France (1-0

VEXÉ par son élimination prématurée, en Coupe de France (1-0 contre Châteauroux) et en Coupe de la Ligue (0-2 face à Montpellier), l'olympique lyonnais se rassure à Lens, champion de France en titre, samedi 30 janvier, lors de la 22^e journée du championnat. En bon capitaine, Alain Cavaglia, sur une passe millimétrée de Vikash Dhorasoo, a montré l'exemple dès la 21^e minute. Puis, d'un coup de tête, le Camerounais Joseph-Désiré Joba a brisé les timides espoirs lensois (40'), avant de porter l'escadade (64').

Au lendemain du coup de force bordelais contre Marseille (4-1) (*Le Monde* daté 31 janvier-1^{er} février) et de la victoire de Rennes, qui a profité de la nervosité bas-

Avant de se résoudre à la retraite, John Elway offre un second Super Bowl aux Denver Broncos

Les Atlanta Falcons se sont inclinés (34-19) en finale du championnat de football américain

Les Denver Broncos ont gagné le Super Bowl, la finale du championnat professionnel de football américain (NFL), pour la seconde année consé-

cutive en battant les Atlanta Falcons (34-19), dimanche 31 janvier, à Miami, en Floride (Etats-Unis). La rencontre a marqué un triomphe pour

le « quarterback » de Denver, John Elway, 38 ans, auteur d'un des quatre essais de son équipe et désigné meilleur joueur de la finale.

VAIL (Etats-Unis)

John Elway peut maintenant poser son casque et tirer sa révérence à la tête haute : le quarterback mythique des Broncos Denver va entrer au Panthéon des footballeurs américains. Non pas pour avoir été l'un des premiers joueurs à utiliser la créatine dans le championnat de la National Football League (NFL). Si John Elway aime faire de la réclamation, ce n'est pas pour la pharmacie. A 38 ans, ce footballeur à la carrure impressionnante, dont la démarche brinquebalante dénote les milliers de coups reçus en quinze ans de carrière, préfère offrir ses services d'acteur publicitaire à une franchise nationale de garages automobiles.

Alors, à la mi-temps, quand il rentre aux vestiaires pour réviser les 100 possibilités de stratégies offensives avec son entraîneur, l'impénétrable Mike Shanahan, le téléspectateur américain redécouvre un autre John Elway, déguisé en garagiste, dans une étonnante réclamation à forte valeur ajoutée.

Mais les apparences sont trompeuses. Dimanche 31 janvier, à Miami (Floride), John Elway n'avait pas le cœur à babiller. D'ailleurs, pour son dernier match officiel en NFL, l'interdit n° 7 de l'équipe fétiche du Colorado n'a pas fait dans la dentelle. En s'imposant 34-19 face aux Atlanta Falcons, les Denver Broncos, emmenés par leur quar-

back inspiré, ont gagné leur deuxième Super Bowl consécutif. Ils deviennent la sixième équipe de NFL à réussir cet exploit.

AU SOMMET DE SA GLOIRE

A la fin de la rencontre, le meneur de jeu des Broncos a annoncé sa retraite, comme prévu. A l'image de Michael Jordan, il part ainsi au sommet de sa gloire. Seul différend avec « His Airness » : le dernier match livré par le héros fut fort ennuyeux, dénué du moindre suspense malgré la blessure de Shannon Sharpe, élu meilleur joueur du Super Bowl 1998 et pièce maîtresse du dispositif tactique de Denver.

Arrivés en finale du championnat par miracle, grâce notamment à une victoire in extremis face aux Minnesota Vikings, équipe phare du début de saison, les Atlanta Falcons ont raté l'entame du match.

Leur quarterback, Chris Chandler, n'a, hélas, pas fait mentir sa médiocre réputation. Alors que la situation n'était pas encore désespérée (6-17), il s'est fait « sacker » (plaquer) sévèrement.

Avant la rencontre, la presse américaine s'était acharnée à ressortir de vieilles archives en s'intéressant au cas de Dan Reeves, l'entraîneur d'Atlanta. Ancien stratège des Denver Broncos des années 80, il avait renvoyé son assistant pour insubordination. L'impertinent, Mike Shanahan, aujourd'hui aux commandes des Denver Broncos, a permis à son sévère patron de l'époque d'améliorer un record : il est depuis dimanche l'entraîneur qui a le plus souvent perdu au Super Bowl (1987, 1988, 1990 et 1999). Son avenir dans la capitale de la Géorgie semble pour le moins incertain. Les coaches de NFL sont

sur des sièges éjectables et, lors de la saison 1998-99, cinq ont été remerciés le même jour !

Mais la valse des têtes pensantes est la dernière préoccupation des responsables du football américain. Pour sa 33^e édition, le Super Bowl a été diffusé à la télévision en 24 langues ; les paris - notamment sur Internet - qu'il a engendrés se sont élevés à 4 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) et la minute de publicité s'est négociée à 150 millions de dollars (près de 130 millions d'euros). Même si le prix des meilleures franchises s'élève aujourd'hui aux alentours de 1 milliard de dollars (870 000 €) certains signes annoncent une prochaine récession. De 1990 à 1997, malgré l'agrandissement de certains stades, l'affluence moyenne n'a augmenté que de 43 spectateurs et depuis 1986, les taux d'audience télévisée ont chuté de 25 %. Même l'émission incontournable de CBS (*Monday Night Football*) a subi cette érosion en perdant 7 % de parts de marchés. Entraîneurs très défensifs, nouvelles règles (les transformations d'essais rapportent moins de points), multiplication des arrêts de jeu, le football américain s'est trouvé un nouvel ennemi : l'ennui. Pas de surprise, donc, si certains ont débauché le Super Bowl pour le renommer « Super Bore », l'ennui suprême.

Pa. M.

Les « Dirty Birds » n'ont pas dansé

Ces supporters des Atlanta Falcons ont la particularité d'avoir un moral à toute épreuve - la formation d'Atlanta finit généralement sa saison avant les phases finales - et un étrange surnom. Aux Etats-Unis, on les appelle volontiers les « Dirty Birds », les vilains oiseaux. Quand Rankin Smith, l'ancien président aujourd'hui décédé, avait acheté la franchise à la National Football League (NFL) en 1965, il l'avait baptisée Falcons (les faucons). Les supporters avaient alors inventé une danse rituelle pour célébrer les (rares) exploits de leurs héros : avec leurs bras, ils imitaient les mouvements d'ailes du rapace tout en balançant leur bassin avec une poutre d'élégance. Mais, après la nette défaite de leur équipe, les fans n'ont pas eu le cœur de danser dans les rues de l'ancienne ville olympique.

Le basket-ball américain entame sa convalescence dans un climat chaotique

LOS ANGELES

correspondance
« C'est complètement dingue ! Cette saison va nous rendre fous. D'habitude, dans les vestiaires du

Great Western Forum de Los Angeles, Eddie Jones, le fougueux arrière des Lakers, qui adore chiper la balle dans la paume de ses adversaires, est plutôt adepte de la discrétion. Un joueur « zen ». Mais, comme les autres basketteurs « angeleños » qui participent actuellement au camp d'entraînement des Lakers à Santa Barbara, il a du mal à contenir son excitation et à cacher sa perplexité.

Dans moins d'une semaine, le 5 février, le championnat 1998-99 - allégé - débutera sur les chapeaux de roue et personne n'est vraiment

préparé. Certaines équipes présentent encore des effectifs défectueux et près de 80 joueurs en fin de contrat sont toujours à la recherche d'un nouveau club. Le calendrier des rencontres a des allures de « course contre la montre ». En mars, par exemple, les Lakers joueront six matches à l'extérieur en neuf jours, enchaînant les rencontres dans quatre fuseaux horaires différents. « Il faut être persévérant pour accepter un tel emploi du temps », dit Eddie Jones.

Il y a encore quelques semaines, la National Basketball Association (NBA) était prête à se saborder. Alors, à prendre ou à laisser, le péché de perversité vaut bien une saison sauvée. L'opportunisme est devenu la philosophie des avocats de la NBA et du syndicat des joueurs, qui ont finalement apposé leurs parafes, le 21 janvier, sur l'accord officiel mettant un terme au lock-out qui a paralysé le championnat pendant plus de six mois.

Résultat : le compte à rebours de cette saison écourtée - où chaque équipe jouera 50 matches au lieu de 82 - a commencé et le marché des transferts s'est ouvert dans une ambiance de foire d'empoigne. « Les joueurs possèdent d'un avion à l'autre, ils arrivent pour discuter du contrat et repartent aussitôt à l'aéroport pour un ultime entretien à l'autre bout du pays, raconte Pat Croce, le président des Philadelphia 76ers. C'est une situation très éprouvante pour les nerfs de tout le monde, mais c'est la seule manière de bâtir une saison correcte. »

SANS MICHAEL JORDAN

A Miami, le coach des Heat, Pat Riley, semble également débordé : « Il faut gérer le chaos. Certains joueurs sont blessés, d'autres n'ont pas encore de contrat et, en même temps, il faut préparer les entraînements et changer régulièrement de salle, car tout est chamboulé. » Cette pagaille ne fait pas oublier

l'essentiel. Avec le départ à la retraite de Michael Jordan, le règne des Chicago Bulls semble devoir s'éteindre et la saison 1999 risque de paraître bien fade à leurs fans. D'autant que Scottie Pippen a rejoint l'équipe des Houston Rockets et que le rebondeur Dennis Rodman, qui avait lui aussi annoncé sa retraite, a finalement décidé de rempiler... mais à Miami ou à Orlando. C'est le jeune Brent Barry, fils du l'ancienne star Rick Barry, qui aura le redoutable privilège de remplacer « His Airness » au poste de *small forward* (« petit » arrière). Conséquence : les Bulls ne font plus peur et aucun des matches de l'équipe chicagoeuse ne sera retransmis sur une chaîne de télévision nationale, ce qui n'était pas arrivé depuis 1985.

L'affaiblissement des Bulls a exacerbé le jeu des pronostics dans la presse américaine. Elle estime qu'en 1999 il faudra compter sur les Houston Rockets, qui, en accueillant Scottie Pippen, ont réussi à garder Charles Barkley ; les Los Angeles Lakers, entraînés par Shaquille O'Neal et Kobe Bryant ; les Indiana Pacers, entraînés par Larry Bird ; les San Antonio Spurs ; les New York Knicks, qui ont recruté le sulfureux Latrell Sprewell (cet ancien joueur des Golden State Warriors avait agressé son entraîneur et avait entamé, il y a quatorze mois, un procès avec la NBA) ; les Orlando Magic, qui conservent Anfernee Hardaway, et les Utah Jazz, avec Karl Malone. Bref, il faudra compter sur beaucoup de monde.

Côté calendrier, les phases finales du championnat devraient débuter au début du mois de mai pour finir vers le 29 juin. En cinq mois, la NBA veut définitivement oublier la crise qui a failli l'achever. Une gageure ?

Pa. M.

TROIS QUESTIONS À...

DAVID STERN

1 En tant que responsable de la National basketball association (NBA), vous avez été l'un des artisans de l'accord collectif qui a mis fin au lock-out qui a paralysé votre championnat pendant six mois. Pensez-vous que la NBA pourra finalement regagner le cœur de ses fans ?

Maintenant que le Super Bowl est joué, je crois que beaucoup s'intéresseront à nouveau au basket-ball. Pour une fois, nous ne sommes pas en concurrence avec un autre sport. Par ailleurs, nous continuerons à travailler pour agrandir le cercle de passionnés à l'extérieur des frontières américaines. Finalement, je suis assez optimiste car nous

n'avons pas annulé la saison 1999. En 2000, en revanche, il faudra que la NBA répare complètement son image.

2 Depuis plusieurs années, les joueurs européens sont de plus en plus populaires aux Etats-Unis. Quelle est l'influence des basketteurs du Vieux Continent sur les équipes de la NBA ?

Je crois qu'elle est considérable. Nous pourrions même envisager maintenant de créer une équipe de « All Stars » non américains. De plus, pour conserver notre réputation de meilleur championnat du monde, nous devons ouvrir nos portes aux joueurs étrangers. Toutefois, l'absence de programmes de formation en basket-ball universitaire à l'extérieur des Etats-Unis ne favorise pas cette évolution.

3 Seulement deux produits (l'héroïne et la cocaïne) étaient jusqu'à présent recensés sur la liste des substances prohibées par la commission médicale de la NBA. Le nouvel accord a-t-il fait évoluer votre politique de lutte contre le dopage ?

Oui. Nous avons ajouté à cette liste la marijuana, les stéroïdes anabolisants et un prochain accord avec les joueurs devrait permettre d'interdire certains suppléments nutritifs jugés dangereux pour la santé de nos athlètes. J'ajoute que le cas de la créatine sera analysé par une commission médicale indépendante qui nous donnera un avis. La politique de lutte antidopage de la NBA sera donc équivalente à celle des autres championnats professionnels.

Propos recueillis par Paul Miquel

Virginie Razzano gagne le tournoi juniors à l'Open d'Australie

LES TABLEAUX FÉMININS de l'Open d'Australie auront décidément réservé de belles surprises au tennis français. Après la performance d'Amélie Mauresmo, qui n'a cédé qu'en finale face à Martina Hingis (6-2, 6-3), samedi 30 janvier, Virginie Razzano 1999 du tournoi australien. En chance d'inscrire son nom au palmarès 1999 du tournoi australien. En écrasant (6-1, 6-1) la Slovaque Katarina Basternakova (n° 9) en finale, la Nimoise, qui aura seize ans le 12 mai, est devenue la première junior française couronnée à Melbourne. « Je suis vraiment très contente. J'ai du mal à réaliser que j'ai gagné... l'US Open », a-t-elle déclaré, avant de rire de son lapsus. En 1996, la Française Nathalie Dechy avait déjà accédé à la finale, mais avait été dominée par la Polonaise Magdalena Grzybowska.

La bourde de Glenn Hoddle sélectionneur du Onze d'Angleterre

GLENN HODDLE, sélectionneur de l'équipe d'Angleterre de football, s'est publiquement excusé à la suite des propos désobligeants envers les handicapés qu'il avait tenus dans les colonnes du quotidien *The Times*. Dans cet entretien, Glenn Hoddle, pourtant chrétien pratiquant, estimait que les handicapés physiques et mentaux payaient pour leurs péchés commis dans une vie antérieure. Samedi 30 janvier, l'ancien joueur de l'AS Monaco a déclaré sur la BBC que ces propos avaient été « mal compris et mal interprétés », et qu'ils résultaient de « l'interprétation scandaleuse d'un entretien qui avait pour cadre le football ». Freda Murray, présidente de l'Association de soutien aux handicapés (DSA), a réclamé la démission du sélectionneur, qui est soutenu par sa fédération. L'Angleterre accueillera l'équipe de France championne du monde le 10 février à Wembley. Les Bleus n'ont jamais gagné chez leurs futurs hôtes.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : Christine Arron a décidé de mettre un terme à sa saison hivernale. La championne d'Europe du 100 m ne participera pas au meeting de Stuttgart (Allemagne), aux championnats de France les 13 et 14 février, à Liévin (Pas-de-Calais), ni aux Mondiaux en salle de Maebashi (Japon) du 5 au 7 mars. Souffrant d'une douleur à la cuisse droite, la Guadeloupéenne préfère se préserver pour les championnats du monde, qui se dérouleront à Séville (Espagne) du 21 au 29 août.

■ **BASKET-BALL** : Pau-Ortèze a facilement dominé le PSG-Racing (68-53), samedi 30 janvier, lors de la 24^e journée du championnat de France. Au classement, les Falots conservent deux longueurs d'avance sur Villeurbanne, qui s'est imposé chez la lanterne rouge, Montpellier (64-72), et trois sur Chalons-sur-Saône et Cholet, vainqueurs respectifs du Mans (87-64) et Dijon (91-77).

■ **CYCLISME** : le Belge Mario De Clercq a conservé son titre de champion du monde, dimanche 31 janvier, à Poprad (Slovaquie). Sur le circuit gelé de Spisska Teplica, il a devancé son compatriote Erwin Verweken et le vétéran néerlandais Adri Van der Poel (39 ans).

■ **ÉCHECS** : le champion du monde Garry Kasparov a emporté, dimanche 31 janvier, le tournoi international de Wijk aan Zee (Pays-Bas) où figuraient notamment les quatre meilleurs joueurs actuels. Après avoir été absent des échiquiers pendant de longs mois, le numéro un mondial a réussi son retour à la compétition en devançant d'un demi-point son dauphin, l'Indien Viswanathan Anand, contre lequel il envisage de remettre son titre en jeu à l'automne.

■ **ESCRIME** : le Cubain Oscar García Pérez a gagné le challenge international de Paris au fleuret, en battant en finale (15-11) l'Ukrainien Sergueï Golubitski, champion du monde en titre, dimanche 31 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin.

■ **FOOTBALL** : le FC Barcelone s'est installé seul en tête du championnat d'Espagne, après sa difficile victoire (3-2) contre le Racing Santander, dimanche 31 janvier, lors de la 20^e journée. Le Celta Vigo, futur adversaire de Marseille en Coupe de l'UEFA, a rétrogradé à la 4^e place, après sa défaite à La Corogne contre le Deportivo (2-1). Le Barça devance Valence, vainqueur de l'Atletico Madrid (1-2), d'un point et Majorque, vainqueur de Salamanca (1-0), de deux.

■ **LA FIORENTINA**, en tête du championnat d'Italie, n'a pas été inquiétée par Vicence (3-0), dimanche 31 janvier, lors de la 19^e journée. Les Florentins conservent trois points d'avance sur la Lazio Rome, qui s'est imposée (1-3) à Bari, et cinq sur le Milan AC qui, malgré deux buts de l'Allemand Oliver Bierhoff, a peine pour écarter le dernier, la Salernitana (3-2). La Juventus Turin, battue à Cagliari (1-0), rétrograde à la 7^e place, à 14 points du leader.

■ **Manchester United**, victorieux à Charlton (1-0), s'est installé aux commandes lors de la 23^e journée du championnat d'Angleterre, en profitant des défaites de Chelsea à Arsenal (1-0) et d'Aston Villa à Newcastle (2-1). Manchester, qui doit son succès à un but de Dwight Yorke à la 89^e minute, dispose d'un point d'avance sur Chelsea, défait pour la première fois depuis le 15 août, et Aston Villa.

■ **HIPPISME** : la Jument américaine Moon Maker a emporté, dimanche 31 janvier, à Vincennes le 78^e Prix d'Amérique. Montée par Jean-Michel Bazire, Moon Maker décroche l'unique grande course qui manquait à son palmarès.

■ **SNOWBOARD** : le Français Charlie Conner a obtenu sa première victoire en Coupe du monde, samedi 30 janvier, en emportant le slalom géant de Mont-Sainte-Anne, près de Québec. Le skieur alsacien s'est imposé devant l'Américain Ian Price et le Canadien Jasey Jay Anderson. Chez les dames, l'Américaine Sondra Van Ert a enlevé sa troisième victoire de la saison. La Française Karine Ruby, championne olympique 1998, a pris la 4^e place, mais reste leader du classement de la discipline en Coupe du monde.

■ **LOTTO** : résultats des tirages n° 9 effectués le samedi 30 janvier. Premier tirage : 1, 8, 33, 38, 39, 41 ; numéro complémentaire : 18. Rapports pour 6 numéros : 3 667 585 F ou 559 119 € ; 5 numéros plus le complémentaire : 125 520 F ou 19 135 € ; 5 numéros : 9 220 F ou 1 405 € ; 4 numéros et le complémentaire : 398 F ou 60,68 € ; 4 numéros : 199 F ou 30,33 € ; 3 numéros et le complémentaire : 38 F ou 5,79 € ; 3 numéros : 19 F ou 2,89 €. Second tirage : 7, 11, 15, 16, 19, 33 ; numéro complémentaire : 6. 6 numéros : 7 883 660 F ou 1 201 856,2 € ; 5 numéros et le complémentaire : 47 855 F ou 7 295,44 € ; 5 numéros : 4 575 F ou 697,45 € ; 4 numéros et le complémentaire : 190 F ou 28,96 € ; 4 numéros : 95 F ou 14,48 € ; 3 numéros et le complémentaire : 22 F ou 3,35 € ; 3 numéros : 11 F ou 1,67 €.

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

La Bourse au quotidien : les acteurs et les valeurs des marchés, les cotations en direct, les

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

L'indice "Notaires-INSEE" définitif à Paris au 2ème trimestre 1998 se situe à 83,6 soit 15 483 Francs/m².
L'indice "Notaires-INSEE" provisoire à Paris au 3ème trimestre 1998 est de 85,1 soit 15 773 Francs/m², connaissant ainsi une augmentation de + 1,87% par rapport au 2ème trimestre 1998.

Sur l'ensemble de Paris et de la "Petite Couronne" l'augmentation des prix pendant cette même période est de 1%. Le département de Seine-Saint-Denis affiche une très légère baisse (- 0,78%).

Sur un an, la variation de l'indice est de + 3,86% à Paris. Nous constatons une très légère baisse des prix dans les Hauts-de-Seine (- 0,31% sur un an). Mais il convient de remarquer que les communes de ce département proches de Paris sont soumises aux mêmes influences que la capitale. En Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne en revanche, les prix chutent respectivement de

- 3,83% et de - 2,97%. Nous avons toujours constaté un léger effet retard sur les départements de Petite Couronne par rapport à Paris.

Depuis un an, les évolutions d'indice de prix devaient être nuancées par les conséquences de l'entrée en application de la "loi CARREZ" sur le mesurage des appartements : les parties avaient alors tendance à sous estimer la surface de leur bien afin de ne pas encourir les pénalités prévues par la loi en cas de surestimation. Aujourd'hui, pour la première fois, nos indices sont calculés sur un an de références mesurées avec les dispositions "Carrez". Les traitements statistiques que nous avons effectués nous permettent d'affirmer que les dispositions de la loi "Carrez" ont entraîné une diminution des surfaces d'appartement de l'ordre de 2 à 3%, suscitant par la même une augmentation artificielle des prix dans les mêmes proportions entre le 2ème et le 3ème trimestre 1997.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

LOCATIONS

BUREAUX
BORDEAUX ZONE
FRANCHE

Location de bureaux
équipés
Centre d'affaires
Paris. - 05-57-77-89-89

VENTES
APPARTEMENTSPARIS 3^e

MARAI
3 pièces tout confort
bonne distribution - double
orientation
imm. 10^e - PRIX : 1 180 000 F.
Tél. : 01-44-61-84-40.

5 PCS 2 415 000 F

123 m² Square du Temple
Imm. Pdl. 4^e ét. asc.
Immo. Marcadet -
01-42-51-51-51.

PARIS 4^e

R. des ARCHIVES
pdl, rue et cour
3/4 P à rénover, 72 m²
parquet,
moufres, chf. ind. gaz -
01-43-35-18-36

PARIS 5^e

VAL-DE-GRACE 2/3 P
74 m², 6^e ét. asc.,
1 750 000 F.
LITRE - 01-45-44-44-45

PARIS 6^e

Saint-Germain-des-Prés,
style maison,
super duplex 170 m²
5^e et 6^e ét. asc. Même
imm. 1^{er} et charment 48 m².
Agence s'abstient.
Tél. : 01-43-29-07-79.
JACOB-SAINT-PÈRES
Pied-à-terre raffiné, 6^e asc.
LITRE - 01-45-44-44-45.

OFFRE SPÉCIALE
PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER

Toute annonce achetée
Lundi 8 février 99 (daté 9)
donne droit à une
annonce gratuite*.

Renseignements :
• Votre agence de publicité
OU
• Le Monde Publicité
Tél. : 01.42.17.39.45

* Minimum 5 lignes
même jour - même nombre de lignes.

PARIS 7^e

SÈVRES récent 3 P.
72 m², cave, park., s. sol.
1 150 000 F - GERER :
M^{me} Michaud -
06-07-74-89-62
ou 01-42-65-03-03.

PARIS 9^e

Trinité imm. hauss. 5 P. Rdc.
mixte, 180 m² + cour priv. 45 m²
+ 2 serv. calme -
01-43-35-18-36.

PARIS 13^e

LE NOUVEAU MONDE
69, rue Dunois
2 P. 775 000 F
4 P à partir 900 000 F
3 P à partir 1 000 000 F
Bur. de vte spl. 20^e ét.
mercredi 11 h à 12 h 30 et
de 15 h à 18 h et vendredi
de 15 h à 18 h - GERER
01-53-61-29-90
ou 06-07-62-63-00

PARIS 14^e

ALÉSIA imm. 1830, asc. él. él.
4 P. 95 m², parat. él., sans
vis-à-vis. Calme 01-43-35-18-36.
DENFERT imm. rdc. 78 P.
Triplex à réaménager 235 m²
+ jardin calme, park.
01-43-35-18-36.

PARIS 15^e

ANCIEN 3/4 P. 90 m²
LEFEVRE. Soleil Vue
2 chbres, séj. obliq. 32 m²
4^e ét. imm. Pdl. + avec
J.P. MAURIN
Gobelins immo.
01-43-37-50-50.

PARIS 16^e

JANSON-DE-SAILLY
VUE EXCEPTIONNELLE
sur tour Eiffel et Paris
2 P. 58 m² + balc. + ter. 15 m²
solet, par. état, park.
Prix : 1 150 MF
Tél. : 01-45-48-52-95

PARIS 17^e

105, rue de Tocqueville
4 P. 91 m², 5^e ét. park.
cave, trais déduits.
Prix : 2 620 MF.
Tél. : 06-08-71-26-28.

PARIS 18^e

105, rue de Tocqueville
4 P. 91 m², 5^e ét. park.
cave, trais déduits.
Prix : 2 620 MF.
Tél. : 06-08-71-26-28.

PARIS 19^e

105, rue de Tocqueville
4 P. 91 m², 5^e ét. park.
cave, trais déduits.
Prix : 2 620 MF.
Tél. : 06-08-71-26-28.

PARIS 20^e

105, rue de Tocqueville
4 P. 91 m², 5^e ét. park.
cave, trais déduits.
Prix : 2 620 MF.
Tél. : 06-08-71-26-28.

● ENCHÈRE ●

NOTAIRE 05-46-39-05-05
- BOULOGNE -
108/110, rue de Sully,
2 pièces 39 m² - 7^e ét.
Mise à prix : 325 000 F
Visites 2/2 : 15 h à 17 h
et 6/2 : 11 h à 13 h.

ÉTRANGER

Québec/St-Sauveur App.
3 or. E., S.O., meu.,
cul. équ., coc.,
est., s. à manger, sdb,
mezz., foyer,
Face pistes ski-pav. loiz.
Saut., loub. pisc., int.
Pos. loc., si abas., 70 M can.
Tél. : 00-1-450-227-4100
Fax : 00-1-450-227-7324.

APPARTEMENTS A NEW YORK

INVESTISSEZ DANS UN APPARTEMENT DE RÊVE
Dans un immeuble de standing à partir de 1 150 000 F
avec retour net de 11 500 F de location/mois.
Seul N.Y. pourra vous apporter cet avantage avec une monnaie
forte dévaluée de 12 à 14 % dans un investissement sûr.

PIRE EQUITY, St Immobilier New Yorkaise, leader américain
vous fera connaître toutes les opportunités immobilières sur N.Y. et
vous accompagnera dans le choix de votre appart. et de sa location
avec le suivi nécessaire d'un bon investissement (suivi juridique,
conseil financier, crédit etc.). Prise en charge du déplacement.

CONTACT pour RV sur Paris le 15 et 16 février :
01.53.57.29.29
E-mail : OREN@PIRE-EQUITY.COM

PROVINCE

Particulier vend mais
centre Rennes
90 m² hab. calme.
dble garage
Jard. px. 1 100 MF.
Tél. : 02-99-59-85-13 HBJP.

PROVINCE

Nuits-St-Georges, vigneron.
Rech. investisseurs pour
achats, vignes d'appellation
suite rétrocession S.A.F.E.R.
03-80-61-28-22/06-80-70-97-91.
RCS B 325 354 611.

PROVINCE

Av-en-Pon Montaigne
Belle Baillie contemporaine
250 m² et 2 ha en Restanque
sur les hauteurs, Sd, Chem.
4 chbres, Sdb. Sde.
Bx volumes
Gde terrasse.
Vue imprenable
Annexes 150 m². Parc. Tennis.
Cave gar. 3 200 000 F
Aix + 04-42-26-93-26.

PROVINCE

VILLA 250 m² + guest-house
7 000 m², unique, 2 000 000 F
05-59-43-31-29 WATTINE IMMO.

● ENCHÈRES ●

Notaire 05-46-39-05-05
BOULOGNE (92)
27, rue de l'Anclenne-Mairie
parking n° 45 - 1^{er} s/sol
Mise à prix : 30 000 F
Visites 2/2 : 15 h à 17 h
et 6/2 : 11 h à 13 h.

ACHATS

Ach. 100 à 120 m² Paris.
Prêt. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e et
16^e arrond.

PARTICULIER

Rech. à l'achat dans Aix-
en-Provence, un hôtel part.
à restaurer.
Tél. : 04-42-38-57-45 (soir).

RECHERCHE

pour acheteurs part.
France et étranger
Ts biens immo. de qualité
N21 International
Tél. : 04-70-41-00-07

16^e MUETTE beau studio
40 m², 7^e asc., 3 800 F net
- 16^e ARGENTINE beau
2 P. 2^e asc., 6 900 F net
- 17^e WAGRAM superbe
6 P. 140 m², 14 000 F. + ch.
- 7^e E-MILITAIRE beau
6 P. 5^e asc., parking
19 500 F. + ch.
- 17^e ARGENTINE 7 P.
260 m², balc., park.,
25 000 F. + ch.
VALMONT 01-44-94-04-40.

2 pièces neuf + 45 m²
sur 90 m² ter. + jard. E/S
unique de imm. p. de taille
mém. com. bois, cuis. Sdb équip.
Pres. lux. 6 500 F/mois - loc.
Tél. : 06-85-83-89-38

5 P. imm. XVIII^e Odéon
125 m², gd séj., 3 chbres
1 dur. 4^e et sans asc.

13 750 F + charges
(possib. meublé)
R.V. tél. 02-43-45-37-50

AGENCE

LOCATIONS

01 49 03 43 40

- Paris 20^e

Proche place Gambetta
chf. et eau coll. park. + cave
4 P., 73 m²
Loyer 6 500 F. cc.
Rue de Buzenval
chf. et eau coll., 3^e ét., asc.
4 P., 89 m², loggia
parking + cave
Loyer 7 997 F cc.
Paris 11^e
M^{me} Charonne
4 P., 88 m², 4^e ét., asc.,
Loyer 7 991 F cc.

17^e ARGENTINE

gd standing, sup. 7 P. 260 m²
récept. 100 m², 6^e asc., gd balc.
parking, 25 000 F + ch.
VALMONT 01-44-94-04-40

PROVINCE

ST-MALO (35) Pptaire
lue dans Réservé
Les Néréides : pers. âgées
Apprt. 2 P. 3 ch.
Tél. : 02-99-19-93-47.

RUBRIQUE
IMMOBILIÈRE
TARIFS 1999

PARTICULIERS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 510 F TTC / 77,74 Euros

4 Parutions : 705 F TTC / 107,47 Euros

115 F TTC / 17,53 Euros la ligne supplémentaire.

ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 Euros

4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 Euros

100 F TTC / 15,24 Euros la ligne supplémentaire.

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

Cannes, loué 3/4 P. 83 m²

dans agréable
maison de ville.
Jardin, dépendances.
Tél. : 01-45-32-65-28
ou 04-93-39-27-38

GÈREZ

A louer
Venise dans palais XVII^e
2 appts. jardin, terrasse 5/7
pers. 6 000/7 000 F/mois.
T/F 00-39-07-33-65-84-03.

13^e arrdt. A LOUER

apprt 2 P., rue Bobillot
6^e ét., très clair, s. d'eau,
WC indépend., petit balc.,
4 500 F charges compr.
Durée de qqs mois
envisageables.
Tél. : 01-45-65-2 12-28

13 750 F + charges

(possib. meublé)
R.V. tél. 02-43-45-37-50

AGENCE

LOCATIONS

01 49 03 43 40

- Paris 20^e

Proche place Gambetta
chf. et eau coll. park. + cave
4 P., 73 m²
Loyer 6 500 F. cc.
Rue de Buzenval
chf. et eau coll., 3^e ét., asc.
4 P., 89 m², loggia
parking + cave
Loyer 7 997 F cc.
Paris 11^e
M^{me} Charonne
4 P., 88 m², 4^e ét., asc.,
Loyer 7 991 F cc.

17^e ARGENTINE

gd standing, sup. 7 P. 260 m²
récept. 100 m², 6^e asc., gd balc.
parking, 25 000 F + ch.
VALMONT 01-44-94-04-40

PROVINCE

ST-MALO (35) Pptaire
lue dans Réservé
Les Néréides : pers. âgées
Apprt. 2 P. 3 ch.
Tél. : 02-99-19-93-47.

EMBASSY SERVICE

43, av. Marceau - 75116
Rech. pour clients
étrangers appts.
HAUT DE GAMME
Hôtel particulier
à Villas c'est Paris
Vides et meublés
Gestion possible
01-47-20-30-05.

MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007 Paris
rech. appts vides ou meublés
toutes surfaces pour
CADRES BANQUES
ET GRANDES SOCIÉTÉS
01-42-22-98-70

IMMO

NEUF

Le mensuel
qui vous aide
à acheter
dans le neuf.

Tous les mois, chez votre

marchand de journaux.

ARTISAN

Ch. artisan, répar. entretien
mach. à écrire mécanique.
Merci d'adresser vos
coordonnées
sous la référence 9902
au Monde Publicité
21 bis rue Claude-Bernard
75226 Paris Cedex 05.

Cadeaux hors de l'ordinaire

Au Diamant, artisanat élite.
en direct pays d'Afrique.
Tasas, bijoux, instruments
de musique, masques, ancien
et copies d'ancien
ouvert de 10 h 30 à 19 h,
si dim et lundi mat.
22, rue A.-del-Sarie, Paris 18^e
01-42-59-75-74

INSTRUMENTS MUSIQUES

BEAU PIANO
PLEYEL
12 QUEUE 1825.
35 000 F visible Paris-18^e.
Tél. : 01-42-17-58-43
(en journée)
ou 05-13-02-85-71.

CENTRE DU MARAIS

MUSIQUE
41, rue du Temple
01-42-77-58-19
Cours de chant :
opéra, variétés,
piano, guitare,
violin (m. Suzuki)
Ts inv. : adultes, enfants.
Nouvelles inscriptions :
janvier 1999.

Part. vend MOTO

DAELIM 125 VT

(Motorisation Honda 125 cm³,
cylindrée avec Parnis 11 auto)
Sept. 98 - Bonheur vent
400 km - P. Main
Coupé Circuit élac. (optim)
Garantie - Sept. 99
(Valeur achat : 22 400 F)
VENDEUR : 39 500 F
Tél. : 01-46-42-96-92
(après 19 h.)

SKI DE FOND

JURA
(pres Metabiel,
bordure russe)
3 h de Paris par TGV,
en pleine zone nordique
1 000 m altitude, chez
ancien sélectionné olymp.
Chambres en pension
ou demi-pension,
salle de remise en forme,
ambiance familiale.
Reserv. : 03-81-49-00-72.

SKI DE FOND

Haut Jura, 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
de anc. femme comtoise
du XVII^e.

Gd ch. ambiance conviviale
table d'hôte, produits mais.
à réga, d'ore avec s. de bain
+ WC. Tarifs selon période :
sem.-pers. 2 800 F
à 3 400 F

ti compris : pension complète
+ vin au repas, matériel
et matériel ski.
Maison d'hôtes
LE CRÉT L'AGNEAU
23650 LA LONGUEVILLE
Tél. : 03-81-38-12-51
Fax : 03-81-38-16-58

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

19^e arrondissement

Le S-Martin
123, rue du Faubourg S-Martin
75010 PARIS

Realisation : FINANCERE RIVE GAUCHE
104, bd du Montparnasse
75014 Paris
Commercial : 01 47 59 98 92
Fax : 01 47 59 98 92

IMMEUBLE NEUF, FACADE TYPIQUEMENT PARISIENNE. PROCES GARE DE L'EST. VUES DÉGAGÉES.
Métro, RER, marché, jardin public, écoles, poste...
24 appartements : studio, 2 pièces, 3 pièces
de 530 000 F à 1 630 000 F + parking

DÉFISCALISATION PÉRISSOL.
Bureau de vente sur place : ouvert lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 14h à 19h.

FINANCERE RIVE GAUCHE

19^e arrondissement

Les Académies des Buttes Chaumont
75019 Paris
Métro Bouquet

Realisation : Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92100 Boulogne

IDÉAL INVESTISSEURS
Une nouvelle résidence pour étudiants avec services (gardien, copier, laverie...).

NOUVEAUX AVANTAGES FINANCIERS :
- Remboursement de la TVA
- Défiscalisation PÉRISSOL
- Garantie des travaux pendant 9 ans
- Livraison dès septembre 1999

Prix à partir de 410 000 F TTC hors parking.
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38

Bouygues Immobilier

20^e arrondissement

L'Orée de la Nation
bd de Charente
75020 Paris

Realisation : HDI
Commercialisation HDI

DU STUDIO AU 6 PIÈCES LANCEMENT

Aux pieds de la Nation, le boulevard de Charente offre l'avantage d'une architecture moderne et calme. Dans cet environnement arboré, HDI vous propose en avant-projet une résidence composée de 2 bâtiments de 5 et 6 étages. Balcons, loggias ou terrasses (parking en sous-sol). Grande qualité.

Ouverture bureau de vente sur place : 34, bd de Charente, ouvert tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 14h à 19h.
Tél : 01 43 73 83 85

HDI
Groupe CAVALIER

Les Lauréates
135/137, bd Danton - 75020 Paris
IDÉAL DÉFISCALISATION

Realisation : EUROBO
extension SCI
135/137, bd Danton - 75020 Paris
Régime : SCI
Groupe Calor des Dômes
CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92032 Boulogne

NOUVELLE RÉSIDENCE ÉTUDIANTE de 80 studios dont 50 disponibles

SPECIAL INVESTISSEURS
A deux pas de Métro, des commerces et des services, découvrez l'avantage d'investir en locatif en toute sérénité : immeuble géré par bail commercial de 9 ans, récupération de TVA, amortissement Pénisot, financement personnel. Médiocre vous inspirez en l'investissant à Paris dans la référence des colocations pour étudiants.

Prix : Studio à partir de 330 400 F TTC.
Renseignements et vente : 0 141 900 707
Métro : 3015 CAPRI

CAPRI
CHIFFRE DES DÉPENSES

La Cour des Neiges
Rue de la Cour des Neiges
75020 Paris

Realisation : Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL

A deux pas de la Place Gambetta, du Métro et des commerces, découvrez une petite résidence composée de 45 appartements dont 14 encore disponibles. Rénovés, ces appartements offrent l'avantage d'un cadre de vie agréable et calme. Dans cet environnement arboré, HDI vous propose en avant-projet une résidence composée de 2 bâtiments de 5 et 6 étages. Balcons, loggias ou terrasses (parking en sous-sol). Rénovés quelques grands appartements.

Prix nous consulter.
Espace de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Renseignements et vente : Tél. 0 141 152 110

Bouygues Immobilier

RÉGION PARISIENNE

92 Hauts-de-Seine

Les Jardins de Montrouge
59 Avenue Henri Glinou
92120 Montrouge
A 500m de Paris XIVème

Realisation : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél : 01 48 92 00 00

BALCON/TERRASSE PLEIN SUD, AU CALME SUR JARDIN INTÉRIEUR

A proximité des commerces, des écoles et des transports, l'édifice de pierre, couronné...
- Parc de 4000m² dans toutes les pièces.
- Chauffage individuel au gaz.
- Livraison fin 2000.
- Amortissement Pénisot.

Exemple de prix pour un 4 pièces de 70 m² : 1 540 000 F
Renseignements : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél : 01 48 92 00 00

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

Jardins de Saint-Cloud
92 Saint-Cloud

Realisation : GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la Reine
92100 Boulogne

PRIX DE LANCEMENT

INVESTISSEZ maintenant pour vous constituer un patrimoine de qualité du studio au 4 pièces, dans une résidence de standing à deux pas de Parc de Saint-Cloud.

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL.
Informations et vente : 01 55 36 25 38
de lundi au vendredi

Bouygues Immobilier

Les Métropolitaines
92 Cludy

Des appartements des services en plus

Realisation : CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92032 Boulogne

NOUVEAU PROGRAMME
Vous découvrez une nouvelle résidence très particulière de 64 appartements où tous les services résidentiels vous feront aimer la vie en Métropolitaine... Une architecture moderne et élégante, des appartements de studio au 4/5 pièces, vastes et lumineux, des prestations de qualité et des finitions soignées pour un confort de vie optimum.

Prix : Nous consulter.
Renseignements et vente : 0 141 900 700
Métro : 3015 CAPRI

CAPRI
CHIFFRE DES DÉPENSES

Neuilly Marine
Avenue du 11 Mars
et bd de la Seine, 92 Neuilly/Seine

Realisation : Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL

Profitez des dernières disponibilités : un studio, un 4 pièces et une maison de 5 pièces.

Support résidentiel de 3 étages situé dans la partie résidentielle de l'île de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la qualité de son environnement. Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont des coupes pour vous assurer confort et qualité de vie.

Livraison 2^e trimestre 99

Prix : Nous consulter.
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38
http : www.bouyguesimmobilier.fr

Bouygues Immobilier

94 Val-de-Marne

Allées de Marne
94 Maisons Alfort

SPECIAL INVESTISSEURS
IDÉAL DÉFISCALISATION

Commercialisation : CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92032 Boulogne

NOUVELLE RÉSIDENCE de 51 appartements dont 5 disponibles

Face aux verdoyants Bois de Vincennes et à deux pas de M° Ecole Vétérinaire.

Vous serez séduit par cette superbe résidence à l'architecture sobre et élégante. Habiter aux « Allées de Marne » c'est choisir la noblesse des matériaux traditionnels, la confort des prestations de qualité, des finitions soignées et des tarifs de référence.

Prix à partir de : 2 pièces 710 000 F - 3 pièces 980 000 F
Caveau parking

Espace de vente : 11-25, av. du Général Leclerc à Maisons Alfort. Ouvert tous les jours (sauf samedi et dimanche) de 14h30 à 19h.
Renseignements et vente : 0 141 900 700 - Métro : 3015 CAPRI

CAPRI
CHIFFRE DES DÉPENSES

NEUF ET RÉSIDENTIEL

19^e arrondissement

41 rue Crozatier
75012 PARIS

Realisation : PREMIER
Une réalisation originale
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Tél : 01 55 33 09 32

CONJUGUEZ CALME AVEC MODERNITÉ, ET LUMIÈRE AVEC CONFORT
Immense d'angle, vues dégagées... Larges baies vitrées, volets roulants... Habiles des matériaux en façade... allées de pierre, corniches et portails métalliques... Prestations de très grande qualité.
Chauffage au gaz... Livraison 2000... Amortissement Pénisot.

De studio au 4 pièces
Exemple de prix pour un 4 pièces de 81 m² : 1 695 000 F
Renseignements : PREMIER Une réalisation originale
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Bureau de vente : Angle rue Crozatier et rue de Clugny
75012 Paris. Tél : 01 53 33 09 32

PREMIER

19^e arrondissement

Le Mirabeau
Avenue de la Sablonnière et
Saint-Christophe
75015 Paris

Realisation : GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL

LIVRAISON AUTOMNE 1999
Grand 2 pièces disponible dans une résidence de standing.
Rue calme, à proximité des transports et de la rue Saint-Charles.

Prix : nous consulter

VISITES SUR RENDEZ-VOUS.
Renseignements et vente : 01 55 36 25 38

Bouygues Immobilier

19^e arrondissement

Eiffel Parc
rue Danton
75015 Paris

Realisation : SOFIERIM
Commercialisation GEFIC

A l'orée du Champ de Mars. A 300 m de la Tour Eiffel.
A proximité de l'Ecole Militaire et du Village Suisse, 60 appartements de grand standing avec votre balcon ou terrasse face à un magnifique parc de 7 500 m² ou avec vue sur la Tour Eiffel. Prestations haut de gamme.

10 appartements disponibles du studio au 4 pièces avec balcon. Termes Prix nous consulter. Amortissement Pénisot.
Bureau de vente sur place ouvert le lundi, jeudi, vendredi, de 14h à 19h et le samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.
Tél. 01 56 50 28 85

Eiffel Parc

6^e arrondissement

Les Jardins de la Fontaine
1^{er} arr. de la Croix
75001 PARIS
Rue de Valenciennes

Realisation : COPRIM
Commercialisation GEFIC
Tél. bureau de vente
01 55 33 73 78

DU STUDIO AU 3 PIÈCES
IDÉAL POUR PIED À TERRER

Descouvrez le charme d'un jardin secret arboré d'une ancienne fontaine et de part et d'autre, des appartements haut de gamme prolongés de vastes balcons. Livraison 1^{er} et 2^e trimestre 99. Réalisation de standing et prestations de qualité, parking, chaudière, dalle de base, portes d'entrée en aluminium, videoposte et portes palières blanches. Réalisation COPRIM. Commercialisation GEFIC.

Bureau de vente : ouvert sur place du lundi au vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.
Tél. 01 48 92 12 10

GEFIC

Les Jardins d'Anteil
1^{er} arr. de la Croix
75001 PARIS

Realisation : GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la Reine
92100 Boulogne

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL

DÉFISCALISATION PÉRISSOL
Immense de standing de 42 appartements disponibles du studio au 4 pièces.

Prix à partir de :
Studio 500 000 F hors parking
2 pièces : 1 295 000 F parking inclus
3 pièces : 1 570 000 F parking inclus
A proximité immédiate de Parc Monceau et du Parc de la Fondation Rouven, des appartements d'exception ont été réalisés dans une résidence de standing alliant architecture classique et prestations de qualité.

Renseignements et vente : 01 55 36 25 38

Bouygues Immobilier

19^e arrondissement

Les Allées Cantales
1^{er} arr. de la Croix
75001 PARIS
Rue de Valenciennes

Realisation : SOFIERIM
Commercialisation AMSTEF IM CONSELL
Tél : 01 43 45 17 57

DU STUDIO AU 5 PIÈCES - A PARTIR DE 17 500 F/M²
HORS PÉRISSOL, AMORTISSEMENT PÉRISSOL

Les Allées de la Fontaine, la nouvelle résidence des Allées Cantales a ouvert ses portes. Les appartements sont situés entre Parc et jardin. L'architecture traditionnelle, en pierre, briques et bois, les jardins privatifs, courtoisie de l'édifice, les jardins intérieurs au sud, concourent à la qualité et au charme de la résidence. 55 appartements disponibles.

Prestations de standing : parquet chêne dans les pièces et dans les entrées, chauffage central, cuisine équipée, portes d'entrée, videoposte, portes palières, escalier en bois.

Bureau de vente sur place : rue Adolphe Milla - 75019 Paris, ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi, de 10h à 12h.

SOFIERIM

Les Allées Ruissonnières
Parc des Ruissonnières
rue Adolphe Milla - 75019 Paris
NOUVEAU PROGRAMME

Realisation : SOFIERIM
Commercialisation ASTEAM CONSEIL
Tél : 01 43 45 17 59

A 200 m du métro Porte de Pantin

Face à 55 ha de Parc des Ruissonnières, à l'orée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parking, chauffage gaz, terrasses, 11 balcons, GAZ ET QUALITÉ. Du studio au 5 pièces, 12 appartements disponibles.

A partir de 17 500 F/m² hors parking.
Amortissement Pénisot.

Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 12h. Rue Adolphe Milla - 75019 Paris.
Tél. 01 43 45 17 59.

SOFIERIM

Les hauts des buttes
Chaumont
75019 Paris - Métro BOUQUET

Realisation : GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la Reine
92100 Boulogne

LIVRAISON DES JUIN 1999
A deux pas du célèbre Parc des Buttes Chaumont, venez découvrir une résidence de standing, du studio au 5 pièces.

APARTEMENT DÉCORÉ SUR PLACE
Prix moyen 21 500 F/m² parking compris.

Bureau de vente : 30, rue des Alouettes Paris - ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

Bouygues Immobilier

Beaucoup de grisaille

MARDI, un vaste anticyclone est centré sur la pointe Bretagne, dirigeant sur notre pays de l'air humide, venu de mer du Nord. Le temps s'améliorera un peu l'après-midi, mais la grisaille sera tenace en général.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le temps restera couvert et gris le matin, puis l'après-midi le soleil fera quelques belles apparitions par endroits. La température maximale avoisinera 9 à 11 degrés.

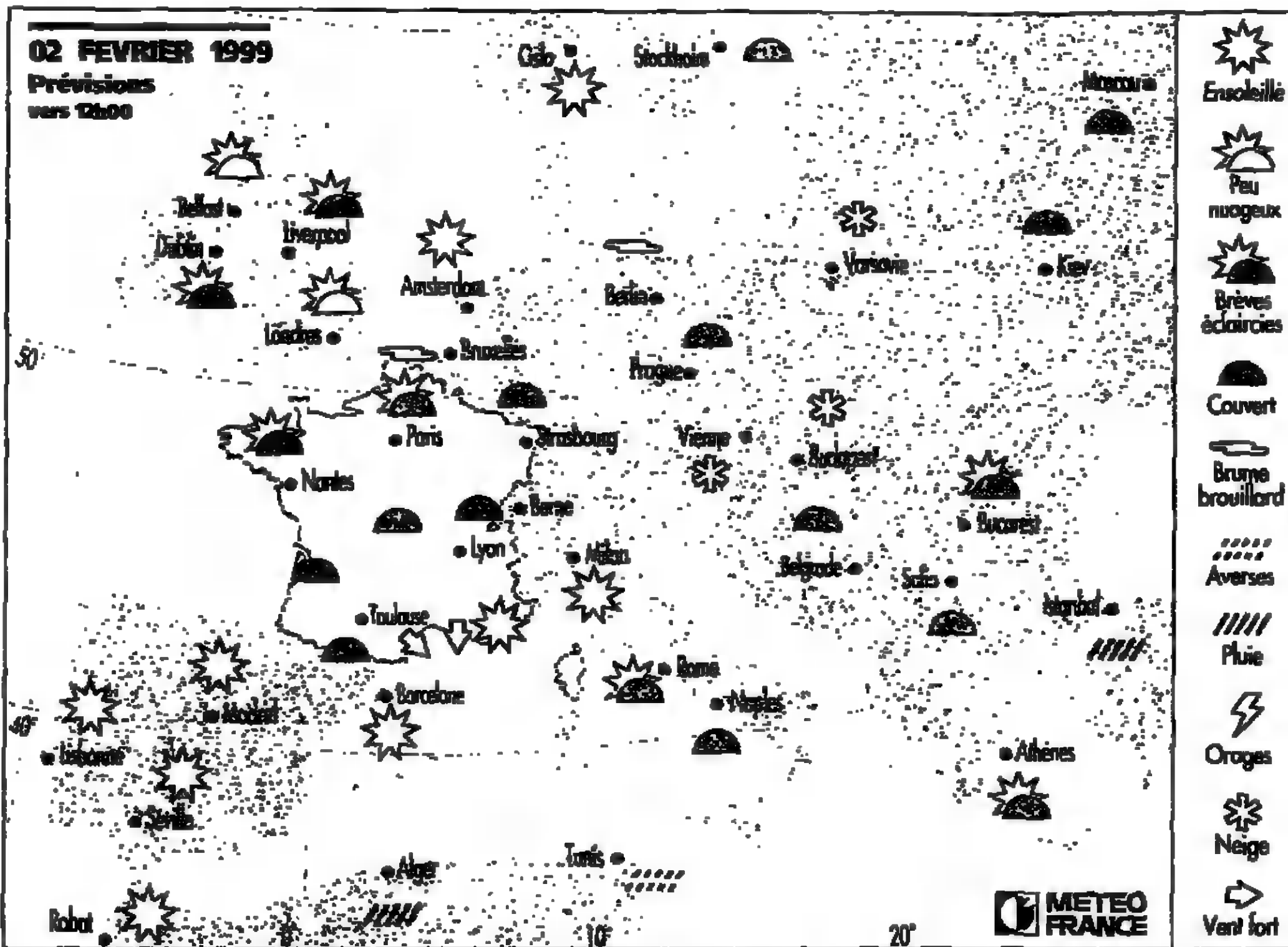
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel sera couvert le matin, puis les nuages resteront nombreux l'après-midi, avec de rares éclaircies. Il fera 6 à 9 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La grisaille persistera toute la journée, avec peu d'espoir d'éclaircie. Quelques flocons de neige tomberont sur le relief. Il fera 3 à 5 degrés au meilleur moment de la journée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages resteront nombreux toute la journée, avec quelques trouées plus belles l'après-midi, près des côtes. Il neigera faiblement par endroits sur les Pyrénées. Le thermomètre marquera 6 à 9 degrés au meilleur moment de la journée.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur les Alpes, il fera beau en général, sauf sur la Haute-Savoie, où les nuages seront plus nombreux. Allez, le temps sera gris, avec quelques flocons sur le Massif central. Les températures maximales avoisineront 5 à 7 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil brillera largement toute la journée sur l'ensemble des régions. La tramontane soufflera à 70 km/h en rafales. Il fera froid le matin, puis l'après-midi le thermomètre marquera 7 à 10 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ANTILLES. Spécialiste des vols secs, Go Voyages propose, au départ de Paris, des vols à destination de Fort-de-France (2 480 F TTC A/R, 378 €, départ le 30 janvier, retours les 7 et 14 février), La Havane (4 250 F, 643 €, départ le 30 janvier, retour le 5 février), Puerto Plata et Punta Cana (4 500 F, 68 €, départ le 4 février, retours le 11 février). Renseignements au 0-803-803-747.

■ MONTAGNE. Encore des disponibilités aux sommets les premières (15-12 février) et quatrième semaine (27-24 au 6/3) des vacances d'hiver, indique la Fédération autonome générale de l'industrie hôtelière touristique. Notamment, donc, pour le début des congés des Parisiens. Le plus simple pour trouver les coordonnées des stations de sports d'hiver consiste à interroger le 3615 En Montagne, qui, sur Minitel, rassemble les informations d'une centaine de stations.

PRÉVISIONS POUR LE 02 FÉVRIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.



FRANCE métropolitaine	NANCY	-3/4	ATHÈNES	7/12 N	ST-DENIS-RE	24/30 C	KIEV	-7/5 C	VENISE	-3/6 S	LE CAIRE	12/23 S	
AJACCIO	-3/10 S	MANTOV	2/8 N	LIVERPOOL	24/30 C	ST-DENIS-RE	18/27 S	LISBONNE	5/12 S	MARRAKECH	9/15 S	MAIROBI	15/28 S
BIARRITZ	-1/7 C	NICE	2/10 S	LONDRES	4/5 S	AMSTERDAM	4/5 S	BRUXELLES	20/30 S	MAIROBI	15/28 S	PRETORIA	19/27 P
BORDEAUX	-2/7 C	PARIS	1/8 N	LUXEMBOURG	4/5 S	ATLANTA	7/12 N	BANGKOK	24/33 C	PRETORIA	19/27 P	TUNIS	2/15 S
BOURGES	-2/6 C	PAU	-3/5 C	MADRID	9/15 S	MILAN	3/10 S	BOMBAY	15/28 S	PRETORIA	19/27 P	TUNIS	2/15 S
BREST	-4/9 N	PERPIGNAN	-3/9 S	MOSCOW	-20/11 C	MUNICH	-9/6 C	DIARKEA	25/29 P	2/9 P			
CAEN	-2/7 N	RENNES	-3/5 C	NEW YORK	-13/2 C	NAPLES	-1/6 C	HANOI	17/24 P				
CHERBOURG	-1/9 N	ST-ETIENNE	-5/3 C	SAN FRANCISCO	-3/2 C	PARIS	-4/8 N	HONGKONG	14/20 N				
CLERMONT-F.	-5/4 C	STRASBOURG	-3/4 C	SANTIAGO	11/28 S	ROME	-4/8 N	JERUSALEM	10/21 N				
DIJON	-3/5 C	TROUVILLE	-3/6 C	SEVILLE	0/13 S	TOULOUSE	-3/2 C	NEW DELHI	9/19 N				
GRENOBLE	-5/3 C	TROUVILLE	-3/6 C	WASHINGTON	8/13 P	TOULOUSE	-3/2 C	SEOUL	-10/2 S				
LILLE	-2/7 N	FRANCE outre-mer		ST-PETERSBURG	-20/14 N	AFRIQUE	-1/4 C	SINGAPOUR	25/29 P				
LYONS	-3/6 C	CAYENNE	22/27 P	STOCKHOLM	-9/3 C	ALGER	3/9 P	SYDNEY	21/25 N				
LYON	-2/5 C	FORT-DE-FR.	22/26 N	TEHERAN	-13/10 S	DAKAR	17/22 S	TOKYO	4/11 N				
MARSEILLE	-3/6 S	WOLMEA	24/28 N	ISTANBUL	1/7 P	VARSOVIE	-4/2 C						

	PAPETE	24/30 S	KIEV	-7/5 C	VENISE	-3/6 S	LE CAIRE	12/23 S
FRANCE métropolitaine	POINTE-A-PIT.	18/27 S	LISBONNE	5/12 S	MARRAKECH	9/15 S		
	ST-DENIS-RE.	24/30 C	LIVERPOOL	4/5 S	LONDRES	4/5 S		
EUROPE	AMSTERDAM	4/5 S	LUXEMBOURG	4/5 S	ATLANTA	7/12 N	BANGKOK	24/33 C
	ATLANTA	7/12 N	BANGKOK	24/33 C	PRETORIA	19/27 P		
CAN	BARCELONE	9/15 S	MADRID	9/15 S	MAIROBI	15/28 S		
	BELFAST	6/10 N	MOSCOW	-20/11 C	MUNICH	-9/6 C	DIARKEA	25/29 P
CAN	BELGRADE	-9/6 C	MUNICH	-9/6 C	NAPLES	-1/6 C	HANOI	17/24 P
	BERLIN	1/3 C	NAPLES	-1/6 C	HANOI	17/24 P		
CAN	BERNE	-4/2 C	OSLO	-4/2 C	PARIS	-4/8 N	HONGKONG	14/20 N
	BRUXELLES	4/6 C	PALME	-4/8 N	TOULOUSE	-3/2 C	NEW DELHI	9/19 N
	BUCAREST	-3/5 S	PRAGUE	-3/5 S	AFRIQUE	-1/4 C	JERUSALEM	10/21 N
	BUDAPEST	-7/0	ROME	-4/8 N	TOULOUSE	-3/2 C	SEOUL	-10/2 S
	COPENHAGUE	1/2 S	SEVILLE	0/13 S	WASHINGTON	8/13 P	SINGAPOUR	25/29 P
CAN	DUBLIN	5/11 N	SOFFIA	11/28 S	ST-PETERSBURG	-20/14 N	SYDNEY	21/25 N
	FRANCFORT	0/4 C	ST-PETERSBURG	-20/14 N	AFRIQUE	-1/4 C	JERUSALEM	10/21 N
P	GENEVE	-2/3 C	STOCKHOLM	-9/3 C	DAKAR	17/22 S	TOKYO	4/11 N
	HELSINKI	-13/10 S	TEHERAN	-13/10 S	VARSOVIE	-4/2 C		
	ISTANBUL	1/7 P	VARSOVIE	-4/2 C				

NE	-7/5 C	VENISE
OL	5/12 S	VIENTNE
OL	5/8 C	AMSTERDAM
OL	4/8 C	BRASILIA
OL	2/4 C	BUENOS AIR.
OL	-8/11 S	CARACAS
OL	0/8 C	CHICAGO
OL	-20/11 C	LIMA
OL	5/1	LOS ANGELES
OL	-1/6 C	MEXICO
OL	2/4 C	MONTREAL
OL	-1/9 S	NEW YORK
OL	-3/2 C	SAN FRANCISCO
OL	-4/8 N	SANTIAGO-CHI
OL	0/13 S	TORONTO
OL	-12/2 N	WASHINGTON
OL	-20/14 N	AFRIQUE
OL	-1/4 C	ALGER
OL	10/14 S	DAKAR
OL	-4/2 C	KINSHASA

-3/6 S	LE CAIRE	12/23 S	
-4/1 P	MARRAKECH	3/15 S	
	NAIROBI	15/28 S	
9/20 S	PRETORIA	19/27 P	
5/26 S	RABAT	2/15 S	
1/27 S	TUNIS	2/9 P	
1/27 N	AFRIQUE		
2/16 N	BANGKOK	24/33 C	
5/22 S	BOMBAY	15/28 S	
5/23 S	DIARKEA	25/29 P	
-13/-2	DUBAI	15/25 S	
2/9 P	HANOI	17/24 P	
5/12 S	HONGKONG	14/20 N	
1/28 S	JERUSALEM	10/21 N	
3/7 P	NEW DEHLI	9/19 N	
-1/5 P	PEKIN	-6/0 S	
	SEOUL	-10/-2 S	
3/9 P	SINGAPOUR	25/29 P	
7/22 S	SYDNEY	21/25 N	
1/30 P	TOKYO	4/11 N	



	
FRANCE métropolitaine	Prévisions pour le

ART Le Grand Palais expose, jusqu'au 26 avril, des copies exécutées par le docteur Paul Gachet, son fils et une amie de la famille, Blanche Derousse, d'œuvres réalisées par

Vincent Van Gogh et Paul Cézanne en pastichant les peintures de leur ami amateur. ● L'EXPOSITION organisée par la Réunion des musées nationaux, le Metropolitan Museum of Art, de

New York, et le Van Gogh Museum, d'Amsterdam, tente de mettre fin à la polémique autour de l'authenticité de certaines œuvres de Van Gogh appartenant notamment à la collection Ga-

chet. ● LES ANALYSES du laboratoire des musées de France confirment l'authenticité des œuvres sont également exposées. Une explication est donnée au phénomène de décolora-

tion. ● POUR ANNE DISTEL, commissaire de l'exposition, « s'il y avait la moindre possibilité que l'un de ces tableaux soit un faux, il n'y aurait aucune raison pour nous de le cacher ».

La collection Gachet convoquée comme témoin dans le procès Van Gogh

Le Grand Palais a réuni, aux côtés de certains originaux, des copies exécutées par le docteur Gachet d'œuvres que Van Gogh et Cézanne avaient réalisées en pastichant les dessins de leur ami peintre amateur. L'exposition tente ainsi de répondre aux doutes sur l'authenticité de certains Van Gogh

UN AMI DE CÉZANNE ET DE VAN GOGH : LE DOCTEUR GACHET (1828-1909) Galeries nationales du Grand Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. M^e Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 20 heures ; mercredi, jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 26 avril. 29 F à 48 F (4,4 € à 7,3 €). Catalogue édité par la RMN/diffusion Seuil, 304 p., 195 F (29,7 €).

Le docteur Gachet faisait de la peinture, en amateur plutôt maladroit. Et quelques faussaires, nommés Van Gogh ou Cézanne, profitèrent de leur séjour dans sa maison pour le pasticher sans vergogne. En retour, aidé de son fils et de Blanche Derousse, une amie de la famille, Gachet reproduisit, en petit format et le plus souvent à l'aquarelle, les toiles de sa collection. Voilà, en substance, l'exposition qui pourrait mettre fin, pense-t-on, aux polémiques entourant l'authenticité des Van Gogh de la collection Gachet. Et à celles qui entourent d'autres tableaux tout aussi célèbres, comme *Jardin à Auvers*, vendu en 1992 par M^e Binoche pour 57,7 millions de francs (8,8 millions d'euros), inventé en 1936 par M^e Tajan, après que Jean-Marie Tasset, du *Figaro*, eut fait part de ses interrogations sur certains détails troublants (*Le Monde* du 27 septembre 1996).

M^e Binoche réclame 10 millions de francs (1,52 million d'euros) de dommages et intérêts au *Figaro* depuis que les héritiers de son acheteur, le défunt banquier Jean-Marc Vernes, demandent l'annulation de la vente. Pour lui, les détracteurs sont peut-être « sincères, mais incompréhensibles ». C'est du moins ce qu'il déclare dans *Le Mystère des faux Van Gogh*, film d'Hervé Dresden qui sera diffusé par France 3, le 6 février.

INQUIÉTANT PLAIDOYER
Un documentaire à comparer avec celui d'Edgardo Cozarinsky, *Van Gogh et son double* (Arte vidéo), produit par le Musée d'Orsay et la Réunion des musées nationaux à l'occasion de l'exposition Gachet. Le premier donne tout à tour la parole à l'accusation et à la défense. Il met aussi quelques bémols dans la supposée objectivité de la Fondation Van-Gogh d'Amsterdam, gardienne du temple : une affaire de famille, transmise au neveu, puis au petit-neveu de l'artiste, et qui a fait du peintre maudit une rentable machine à recueillir les droits dérivés. Son extension est financée par la compagnie japonaise Yasuda, propriétaire d'un *Tourneval* détraqué (*Le Monde* du 29 octobre 1997).

Le second film est un plaidoyer pro domo assez inquiétant. Pour contrer l'amateurisme des contestataires, on montre le professionnalisme des conservateurs : Anne Distel, du Musée d'Orsay, et Louis Van Tilborgh, de la Fondation d'Amsterdam, sont plantés devant un tableau provenant de l'ancienne collection Gachet, qui était déjà contesté par le neveu de Van Gogh. Aujourd'hui,

c'est un vrai. Pourquoi ? Parce que « c'est un tableau émouvant », dit Louis Van Tilborgh en reniflant. Si l'émotion est un critère scientifique flou, il reste les grosses machines, rassurantes, du laboratoire de recherche des musées de France, au Louvre. Elles sont filmées longuement. De commentaire, point. Sauf une chercheuse qui affirme que la toile est la même que celle utilisée par Van Gogh. Le problème, c'est qu'Anne Distel, dans le catalogue qui accompagne l'exposition, précise que Van Gogh a « utilisé toutes sortes de toiles ».

● AUTODIDACTES
Henri Loyrette, le directeur du Musée d'Orsay, confiait au *Monde* (29 octobre 1997) n'avoir « rien contre les autodidactes qui se sont emparés de Van Gogh, mais le travail d'historien, qui s'appuie sur des archives et des études scientifiques, doit aller au-delà de l'œil et du sentiment ». Mais que penser d'une conservatrice persuadée qu'un « faux vieillit moins bien qu'une œuvre authentique » et d'un éminent spécialiste, Ronald Pickvance, appelé en renfort, qui dit entendre « la musique de Van Gogh » ? Quant à Susan Alyson Stein, conservateur au Metropolitan Museum of Art (Met) de New York, elle suppose, dans le catalogue, l'existence de documents dans les archives du Kunstmuseum de Bâle « qui pourraient jeter d'avantage de lumière sur les circonstances qui ont conduit [Mademoiselle Gachet au piano] dans le musée : par exemple, sur l'instigateur de la transaction... ». et regrette de n'avoir pu les consulter. On est un peu triste que le Met ignore l'existence de procès-verbaux systématiques rendant compte des débats des commissions d'achat du Kunstmuseum de Bâle (ceux qui l'intéresseraient datent du 5 juillet et du 14 décembre 1934) ; ou n'ait pas eu les moyens de s'offrir les catalogues des collections.

Même dans la version à l'usage du grand public publiée par Christian Geelhaar en 1992, l'histoire de l'acquisition par Otto Fischer, le conservateur du Kunstmuseum, et le collectionneur Rudolf Staechelin, est très précisément retracée. Dans ce déchaînement de passion qui entoure Van Gogh, les « experts » ne paraissent pas méthodologiquement plus fiables que les « amateurs ».

Pourtant, il y a du pain sur la planche : une centaine d'œuvres, sur deux mille, prêtent aujourd'hui à controverse. Les experts s'entreprennent consciencieusement : Roland Dorn, par exemple, a des doutes sur le *Jardin de l'hôpital Saint-Paul*. Mais pas sur les *Tourneval*, vendus chez Christie's en 1987 pour 228 millions de francs (34,76 millions d'euros) : c'est lui qui avait rédigé la notice du catalogue... Parfois, ils s'échangent des noms d'oiseaux : le marchand Felchenfeldt dit de Tom Hoving, ancien directeur du Met, qu'il « n'est pas un historien d'art mais un manager ».

Lorsque la journaliste britannique Geraldine Norman, sans doute la

meilleure spécialiste au monde du marché de l'art, a émis des doutes sur les *Tourneval* de Yasuda, Brian Sewell, doyen des critiques anglais, l'a traité de « femme cupide et malhonnête... ». Selon lui, le tableau ne pouvait être faux puisqu'il « a été laissé par la défunte Helen Chester Beatty, qui appartient à l'une des plus grandes familles de collectionneurs de ce pays. Le tableau a été exposé à deux reprises à la National Gallery de Londres, dans les années 50 et entre 1983 et 1987, ce qui est concluant en soi ».

Le laboratoire des musées de France a cependant fait une découverte passionnante : tous les Van Gogh sont faux. Ou le sont devenus. Il utilisait une laque rouge, fugace, qui s'est décolorée avec le temps. Le sentier de l'Eglise d'Auvers était rosâtre, comme la robe de mademoiselle Gachet, et une partie du visage d'une des deux fillettes de la collection. Les digitales bleues du *Portrait du docteur Gachet* devaient être pourpres à l'origine. Sous l'action de la lumière, cette laque a pâli. Et les harmonies de Van Gogh ont duré ce que durent les roses.

Il n'est qu'un tableau de la collection Gachet qui soit défendu du bout des lèvres par les experts : il s'agit des *Vaches*, d'après Jordaens, peints dans un pré épinard sous un ciel de beurre persillé. Lorsque Paul Gachet voulut l'offrir au Musée de Lille, en 1951, il provoqua des mugissements parmi les conservateurs de l'époque. Ils avaient du goût et considéraient les ruminants comme pas assez représentatifs « du génie de l'artiste... ». Mais les bêtes finirent par entrer dans les collections publiques. On l'aimait authentique, celui-là : après tout, le pauvre Van Gogh, condamné au génie par des générations d'admirateurs béats, avait bien le droit à une croûte, de temps en temps.

Harry Bellet



Vincent Van Gogh, « Portrait du docteur Paul Gachet », juin 1890, huile sur toile, 68 x 57 cm.

Médecin, philanthrope, esthète et... peintre amateur

QUI ÉTAIT Paul Gachet ? Un médecin, qui n'obtint pas sans peine son titre, en 1858, à Montpelier, après dix ans d'études à Lille et à Paris. Un médecin soucieux des progrès de sa discipline, tenté par l'homéopathie, spécialisé dans les maladies nerveuses, les traitant dans son « cabinet électro-médical » rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris. Curieux de médecine militaire, il soigna les blessés durant le siège de Paris de 1870 et inventa à cette occasion le Liquide antiseptique du Dr Gachet, recommandé pour les blessures par armes à feu et blanches. Un homme de progrès, positiviste déclaré, franc-maçon à partir de 1862.

Un bienfaiteur aussi : en 1851, il se porte volontaire pour lutter contre le choléra dans l'Est ; il donne tout aussi gratuitement des cours d'anatomie artistique ; il reçoit des médailles pour son dé-

vouement en 1870 et 1871 ; en 1884, il sauve un nageur de la noyade dans l'Oise et, l'année suivante, il est membre à vie de la Société protectrice des animaux. Il est du reste membre d'un nombre considérable de sociétés et clubs. S'il n'a pas reçu, malgré quelque obstination à les briguer, la Légion d'honneur et les palmes académiques, il a obtenu, en 1901, une médaille d'honneur spéciale de la Société nationale d'encouragement au bien pour « éminents services rendus à l'humanité ».

L'INVENTION DU DOUBLE

De l'humanité, il est une fraction à laquelle Gachet a rendu plus de services qu'aux femmes nerveuses et aux militaires – les peintres. Les peintres modernes, car ce fervent des sciences et de la libre-pensée ne peut qu'empêcher leur cause. Il fréquente des peintres dès son adolescence. Quand il rejoint Montpellier pour

ses études, il rend visite à Bruyas, collectionneur et ami de Delacroix et de Courbet. A Bordeaux, il lie amitié avec Brascassat, bon paysagiste et animalier, et avec Lesclède, qui sera l'éditeur du *Corbeau* de Poe traduit par Mallarmé et gravé par Manet – lequel Manet il rencontre en 1873.

A cette époque, les goûts et la collection de Gachet ne sont pas ceux de ses contemporains. Il aime Manet, Monet, Sisley, Guillaumin, Pissarro et Cézanne. Cézanne loue une maison près de la sienne, à Auvers. Il y rencontre fréquemment Guillaumin et Pissarro. Inutile d'insister. Ces épisodes très connus sont majeurs pour l'histoire de l'impressionnisme. Pour la première exposition du groupe, en 1874, Gachet prête *Une moderne Olympia* de Cézanne et *Soleil couchant à Ivry* de Guillaumin. A cette date, il possède plusieurs paysages de Pissarro peints à Louveciennes, un Sisley et, de Guillaumin encore,

une *Femme nue couchée* où il n'égale pas Manet, quoiqu'il y aspire. Achats ? Dons en échange de soins ? Les deux alternativement. Gachet fournit conseils et ordonnances.

A l'occasion, il rend des services. Quand Anna Lebeuf, dite Margot, couturière et modèle de Renoir, est malade, le peintre prie le médecin de la visiter – ce qu'il fait aussitôt, sans la sauver pour autant. Il n'empêche : une tête de jeune fille de Renoir entre alors dans la collection du docteur. Que Théo Van Gogh ait adressé son frère Vincent à Gachet en mai 1890 n'est donc que logique. Une maison à la campagne près de Paris, un spécialiste des maladies nerveuses, ami des peintres : le havre idéal pour Van Gogh après son intemperance.

Pourquoi alors tant de controverses aujourd'hui ? Parce que Gachet ne se contentait pas de collectionner. Parce qu'il eut l'idée rétrospectivement désastreuse de s'inventer un double, Paul Van Ryssel (Paul de Lille, sa ville natale), lequel double dessinait – platement – et gravait – médiocrement – et peignait – mal. Évidemment, il faisait tout cela en s'inspirant des artistes et des œuvres qu'il avait sous les yeux.

Il copiait. Il pastichait. Il s'es-sayait dans l'impressionnisme, exc-fets de neige, fruits, fleurs, Exc-d'enthousiasme d'un néophyte. Ils alimentent désormais la controverse. De mauvais Gachet auraient été pris pour de mauvais Cézanne et de piètres Van Gogh. Preuve de l'erreur ? Leur médiocrité, justement – comme s'il n'arrivait pas à un grand peintre de rater un tableau. Comme si ces incertitudes subalternes changeaient quelque ce soit à l'essentiel, à l'œuvre de Cézanne ou à celle de Van Gogh.

TROIS QUESTIONS À...

ANNE DISTEL

1 En préparant l'exposition présentée au Grand Palais, dont vous êtes la commissaire, qu'avez-vous découvert sur le docteur Gachet ?

J'ai conduit une investigation de type classique, avec les archives et tous les éléments disponibles. Il en ressort que Paul Gachet ressemblait d'assez près au portrait qu'en a laissé son fils – et dont il fallait évidemment vérifier la véracité. Les documents que nous avons étudiés décrivent un médecin qui traîne dans les ateliers, qui obtient des œuvres à bas prix, attire des sympathies et des antipathies, s'agit-il de ce même ou il fait dans

2

Que pensez-vous de la controverse actuelle ?

Qu'elle est ancienne et que les détracteurs actuels de Gachet n'ont rien inventé. Que les *Deux Fillettes* et les *Vaches* soient des œuvres assez faibles, on l'a observé depuis longtemps, depuis les années 50. La querelle a commencé avec un officier de marine à la retraite, Louis Anfray, qui avait découvert un soi-disant Van Gogh aux Pucies – l'attribution était en fait erronée – et s'est instituée spécialiste du peintre.

Pendant plus d'un an, j'ai travaillé en liaison avec le Laboratoire des Musées de France sur ces œuvres. En les examinant, nous avons pu établir leur unité matérielle et technique et nous avons pu décrire et comprendre le phé-

nomène des copies anciennes à l'aquarelle des œuvres de la collection, leurs roses et leurs violets, qui ont disparu depuis.

Quant au problème de l'authenticité des Van Gogh, la position des conservateurs est claire : s'il y avait la moindre possibilité que l'un de ces tableaux soit un faux, il n'y aurait aucune raison pour nous de le cacher. Ces toiles sont entrées par donation, il n'y a donc aucune responsabilité financière en cause.

3 Et pour le *Jardin à Auvers*, où la question financière, cette fois, se pose ?

Chaque chose en son temps. Nous ne l'avons pas encore soumis aux mêmes investigations.



LEU, MUSÉE DES BEAUX-ARTS, DON PAUL GACHET, 1901

un cap entre
pour la CGT

Le mariage de l'émotion et de la réserve dans le piano de Marie-Joséphine Jude

Disques et concerts placent cette interprète surdouée hors les cadres habituels de la scène musicale

À TRENTE ANS, Marie-Joséphine Jude occupe dans l'amphithéâtre pianistique français une place singulière. Rien de provocant ni d'ostentatoire chez cette jeune femme au beau visage lisse, mais un charme, une retenue qui exhale un parfum de mystère. Tout pourtant la disposait à un ego surdimensionné : une enfance de surdouée à en croire les psychiatres, des études de piano avalées en quelques bouchées (entrée au Conservatoire de Paris à treize ans, sortie à seize) avec la bagatelle d'un bac en poche. Cependant une rare modestie et on ne sait quel intime besoin de lenteur méditative, renforcé par ses origines asiatiques, la détournent des rails de l'interprète prodige.

Vient le temps des interrogations : « A seize ans, j'avais toutes les cartes en main, mais je n'avais aucune idée de ce qu'était cette profession. C'est alors qu'a commencé une période de crise qui a duré plus de deux ans. Je ne sentais pas le désir de ce métier, j'avais des doutes et j'en souffrais. Je ne jouais quasiment plus, j'avais pris 30 kilos et je dormais tout le temps. » Ce qui fera sortir l'insecte de sa chrysalide ? Le concours Clara Haskil de 1989 qu'elle prépare d'arrache-pied en deux mois seulement. « J'avais enfin la volonté de me prouver quelque chose à moi-même » pour arriver en finale parmi les cinq premiers.

Toutefois, la reconnaissance et les premiers succès n'altèrent en

rien la recherche exigeante de l'identité : il lui faut aller encore plus loin et la rencontre avec Maria Curcio, une disciple d'Arthur Schnabel, sera déterminante. « Je suis allée à Londres trois jours par mois pendant quatre ans et j'ai tout remis à plat. J'étais dans l'ignorance totale de ce que je faisais. Maria m'a appris à gérer ce qui en moi était naturel mais aussi à jouer vraiment du piano. » Et de reconnaître qu'au conservatoire, dans la classe de Ciccolini, « avec une heure de cours par semaine et un professeur complètement stressé (il faut qu'on ait son prix), on mange de la musique, on n'a pas le temps de parler. On apprend en imitant mais on ne passe pas au stade supérieur. »

AMOURS BRAHMSIENNES

Recherche de soi-même en préalable à tout travail, mais aussi gravité fondamentale, venue tôt avec la mort prématurée d'un père « artiste dans l'âme » qui laissera un long sillage. Attention, nulle pose mélancolique, aucune effusion complaisante, nous sommes loin des stéréotypes : « Rien ne m'agace plus que le mythe de l'artiste complètement égoïste qui souffre pour exister. Mais tout le monde souffre ! La seule différence c'est que lui peut en nourrir son art. » Nul doute que là se tient, dans cet alliage d'émotion et de réserve si perceptible dans son piano, la « sympathie » qui lie en profondeur Marie-Joséphine Jude à Brahms. Étonnantes affinités en

effet que celles d'une toute jeune fille avec la musique d'un homme à la fin de sa vie. « C'est un univers dans lequel je me sentais moi-même, un mélange de violence introvertie et de nostalgie pudique. Cela m'a permis de sortir de ma coquille, mais... avec retenue », dit-elle en riant, creusant ses fossettes.

Ce fruit des amours brahmsiennes, la firme discographique Lyryx le portera sur les fonts baptismaux : le premier-né est superbe et remporte l'adhésion immédiate du public et de la critique. Il en sera de même pour les deux suivants. Aujourd'hui, Marie-Joséphine Jude publie le quatrième volet d'une intégrale en six volumes dans laquelle elle compte bien inclure la Chaconne écartée par Julius Kachen. Face à ce travail de longue haleine, la perspective de quelques excursions dans des musiques plus « légères » et immédiatement virtuoses n'est pas pour lui déplaire. « Je vais jouer dans quelques jours avec l'Orchestre de Paris un concerto de Hummel que je ne connaissais pas (je ne pense pas être la seule d'ailleurs), mais qui m'a conquis. Il ressemble comme une goutte d'eau au Concerto en mi mineur de Chopin ou plutôt c'est le contraire, puisque c'est Chopin qui a été l'élève de Hummel. »

D'autres goûts, d'autres envies ? « Oui, Mozart, Liszt, la musique française que je joue beaucoup et, pourquoi pas, une incursion chez les Russes ! » Manifestement, Marie-



Marie-Joséphine Jude : « Rien ne m'agace plus que le mythe de l'artiste complètement égoïste qui souffre pour exister. »

Joséphine Jude aspire à accroître le champ d'une liberté encore insuffisamment explorée. Sa rencontre à la vie comme à la scène avec Jean-François Heisser, son pianiste de mari, semble lui donner le recul nécessaire pour mieux sauter : « Nous avons la même oreille et donc une confiance absolue dans le jugement de l'autre. Cela fait gagner un temps fou ! » Tout l'inclinera-t-il enfin à tirer pleinement profit de la facilité que la nature lui a donnée

et qu'elle ne s'est pas volontiers accordée ? Il n'y a pas à en douter.

Marie-Aude Roux

★ Prochains concerts les 3, 4 et 6 février, à Paris, salle Pleyel, avec l'Orchestre de Paris, Frans Brüggen (direction). Le 16 mars, à Marseille (Brahms) avec Jean-François Heisser (piano). Le 25 avril, à Paris, Théâtre des Champs-Élysées (Schubert, Brahms) avec Jean-François Heisser.

Le sac du patrimoine khmer continue

LE 5 JANVIER, un camion transportant 117 pierres sculptées a été arrêté en Thaïlande, à une centaine de kilomètres de la frontière cambodienne. Très vite, ces pièces ont été identifiées comme venant du temple de Banteay Chmar, situé au nord-ouest du royaume cambodgien, à 25 kilomètres de la frontière thaïlandaise, dans une région difficile d'accès. Elles ont été déposées au musée de Prachin Buri, à l'est de Bangkok.

Claude Jacques, épigraphiste français, directeur d'étude à l'École pratique des hautes études et conseiller auprès de l'Unesco, avait déjà repéré, le 22 décembre 1998 à Bangkok, dans la boutique d'un antiquaire du quartier de River City, une stèle de 1,50 mètre, dont il avait déchiffré les inscriptions à Banteay Chmar. Elle était à vendre pour un peu moins de 10 000 dollars (8 770 €). Il a immédiatement prévenu le directeur général du département des beaux-arts thaïlandais, Nikom Musikama, qui a fait saisir la pierre.

Quelques jours plus tard, le 16 janvier, Claude Jacques se rendait à Banteay Chmar et constatait que ce grand temple, bien connu – exploré dès 1883, il a notamment été

décrit par George Groslier, en 1937, dans un numéro de l'« Illustration » – avait été sauvagement mutilé. Les murs de son enceinte extérieure, couverts de bas-reliefs sur plus de 1 000 mètres carrés (des scènes historiques et légendaires), avaient été attaqués au burin. 25 mètres de sculptures ont disparu. « Compte tenu de ce que l'on a retrouvé en Thaïlande, indique Claude Jacques, il y a encore plus de 13 mètres de pierres sculptées qui se promènent dans la nature. »

LA TENTATION DES DÉSHÉRITÉS

Sur place, le chercheur français a pu retrouver le lieu où avait été arrachée la stèle repérée à Bangkok. Visitant les quatre pavillons d'angle, tous ornés de stèles inscrites et sculptées, il a observé que l'une d'entre elles avait disparu et qu'une autre, encore sur place, avait été découpée et cassée. D'après les renseignements qu'il a pu recueillir à Banteay Chmar, « le carnage aurait eu lieu dans les deux ou trois derniers mois de 1998. Le démontage des pièces a dû prendre plusieurs semaines. L'entreprise n'a donc rien de clandestin. Il y a sur place une garnison de

600 hommes. Les soldats interrogés ne sont au courant de rien, alors qu'il est de notoriété publique, dans tout le royaume, que l'armée cambodienne est au centre de tous ces trafics. »

Claude Jacques déplore d'autant plus ces pillages que, « quatre fois sur cinq, les statues enlevées au burin, partent en éclats et sont irrémédiablement perdues ». Le vol de ces éléments du patrimoine khmer est une tentation considérable dans cette région à la population désertée. Mais de courte vue : l'ouverture à la frontière khméro-thaïlandaise, d'un nouveau temple au public – celui de Préah Vihear – a permis aux militaires qui occupaient les lieux de recevoir 5 dollars par visiteur. Et en quelques semaines, il est venu 5 000 personnes. « D'un strict point de vue économique, ce type d'opération est, à moyen terme, beaucoup plus profitable que la vente d'objets pillés, et elle est indéfiniment renouvelable », note Claude Jacques qui stigmatise « la formidable pompe aspirante que constitue, pour le patrimoine khmer, les marchés européens, américains et japonais ».

Emmanuel de Roux

Une réunion pour apaiser la crise dans les écoles d'architecture

UNE RENCONTRE devait avoir lieu lundi 1^{er} février entre les étudiants en architecture, le directeur de l'architecture et du patrimoine, François Barré, et la directrice-adjointe du cabinet de la ministre de la culture, Agnès Saal. En grève depuis début janvier, plusieurs centaines d'élèves des écoles d'architecture de Paris (la Défense, La Villette, Belleville), auxquels se sont joints des étudiants de Marne-la-Vallée, Rouen, Versailles et Montpellier, avaient manifesté mercredi 27 janvier dans la capitale. Ils voulaient faire valoir une douzaine de revendications concernant leurs conditions d'études, la situation des enseignants, les conditions d'exercice professionnel, ainsi que le projet de réforme de l'enseignement étudié par la direction de l'architecture et du patrimoine. Ils protestent notamment contre l'établissement d'une « carte scolaire » qui vise à regrouper en six pôles les neuf écoles de Paris et d'Ile-de-France. Selon le porte-parole des étudiants, cette restructuration en cours va se traduire par une diminution du nombre d'étudiants « de 7 500 environ à 6 000 ». Les écoles appelées à devenir des pôles sont celles de Belleville, La Villette, Versailles et Marne-la-Vallée. Deux autres pôles doivent être choisis parmi les écoles d'architecture de la Défense, Charenton, Villemin et La Seine. Les étudiants protestent également contre la réforme de la profession qui introduit une licence d'exercice consistant à imposer un stage d'un an ou deux après le diplôme d'architecte DPLG.

Une nouvelle stratégie pour les Archives nationales

QUAND Philippe Bélaval a été nommé à la direction des Archives de France en juillet 1998, cette institution traversait une grave crise, en partie provoquée par l'archaïsme de ses structures et l'insuffisance des bâtiments où sont stockés ses fonds. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, avait alors visité le Centre historique des Archives nationales, à Paris, et avait demandé au nouveau directeur de lui remettre un document de travail qui devait constituer « la base de la nécessaire restructuration de l'institution des Archives ». Ce rapport est désormais sur son bureau.

Il s'agit d'abord d'un état des lieux. Les Archives nationales sont essentiellement composées de quatre centres. Le Centre historique de Paris, quadrilatère composite, situé rue des Francs-Bourgeois, dans le Marais. Il est doté depuis 1988 d'un Centre d'accueil et de recherches des Archives nationales (Caran), destiné au public. Cet ensemble prestigieux qui abrite 100 kilomètres linéaires

d'archives, dépourvu de fonctionnalité, est submergé par la marée de papier issue des diverses administrations.

Le Centre des archives contemporaines de Fontainebleau a été conçu, en 1967, comme une sorte de gare de triage des archives administratives. Celles-ci ne devaient que passer. Le provisoire est devenu définitif et le programme immobilier, inachevé, abrite aujourd'hui, dans de mauvaises conditions, 180 kilomètres de rayonnages, difficilement accessibles aux chercheurs.

Le Centre des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence centralise, depuis 1966, avec plus de bonheur, les archives des anciennes colonies françaises.

Le Centre des archives du monde du travail a été installé à Roubaix en 1993. Il devait servir de mémoire aux entreprises. S'il dispose encore de place (11 kilomètres sont occupés sur 44 kilomètres linéaires), son horizon s'est élargi : les syndicats, les associations, les mutuelles et même les

architectes lui destinent leurs papiers.

Les Archives nationales souffrent donc d'un manque de place, de l'insuffisance des structures d'accueil pour le public et du retard pris par le microfilmage et la numérisation des documents. Or, explique Philippe Bélaval, elles doivent faire face au même moment à une mutation accélérée. Les systèmes de collecte et de conservation doivent être revus, notamment à cause de la révolution informatique. Les Archives doivent ouvrir davantage leurs fonds à leurs différents publics : scientifiques (60 % des 14 706 usagers en 1997) ; individus qui viennent y chercher des informations personnelles (comme les généalogistes amateurs, toujours plus nombreux) ou des documents leur permettant de faire valoir des droits.

Cette démocratisation va d'ailleurs de pair avec la volonté gouvernementale de réformer la loi de 1979 qui limite la possibilité de communiquer les archives. Tout

cela implique que l'institution sorte de l'impasse immobilière : « Il faut une cité des Archives pour remettre les Archives au centre de la cité », indique Philippe Bélaval.

TROIS SITES POSSIBLES

Où caser cette Cité, sachant que le Centre historique de Paris devrait conserver ses fonds jusqu'à l'année 1798 ? M. Bélaval retient trois sites possibles, par ordre de préférence : l'est de la région parisienne ; Reims, où le gouvernement Balladur avait prévu d'implanter la Maison de la mémoire de la V^e République, c'est-à-dire les archives depuis 1958 – décision annulée par Catherine Trautmann ; Fontainebleau, près du centre déjà existant.

La ministre devra trancher, sachant que le coût d'une telle opération est de 600 à 800 millions de francs (91,4 à 121,9 millions d'euros), selon Philippe Bélaval. « Et il convient d'ajouter, indique le rapporteur, le coût de rénovation du quadrilatère des Francs-Bourgeois, soit 500 millions de francs (76,2 millions d'euros) supplémentaires. Le ministère de la culture n'en a donc pas fini avec ses grands travaux. Mais, dans le cas des Archives nationales, qui concernent l'ensemble des administrations françaises, d'autres ministères pourraient être mis à contribution.

E. de R.



9, 10, 12 ET 13 FÉVRIER 20H30
CATHERINE DIVERRÈS
Corpus création pour 8 danseurs et 1 comédien
LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PLACE DU CHÂTELET PARIS 4

CAHIERS DU CINÉMA



FIN AOÛT, DÉBUT SEPTEMBRE
D'OLIVIER ASSAÏAS
ENTRETIEN AVEC
FRANÇOIS CLUZET
SOMME : PHILIPPE
GRANDIEUX S'EXPLIQUE
532
FÉVRIER 1999
LE ROMAN DE L'EFFROI
LE FANTÔME DE L'OPÉRA :
ENTRETIEN AVEC
DARIO ARGENTO

NUMÉRO 532 - FÉVRIER 1999
CAHIERS DU CINÉMA
35 F - Chez votre marchand de journaux

La jeunesse des grands formats de Monet, au crépuscule de sa vie

A Londres, une exposition des œuvres réalisées par le maître français à partir de 1900

Souvent réduit à l'impressionnisme, et donc au XIX^e siècle, Claude Monet aura vécu encore pendant un quart de siècle à partir de 1900. Riche de

quelque 70 œuvres, dont de très grands panneaux de « Nymphéas », l'exposition de Londres, conçue avec le Musée des beaux-arts de Boston,

montre fort bien les élans et retraits du recus de Giverny, ses hardiesse chromatiques, ses évolutions surprenantes, jusqu'à l'abstraction.

MONET IN THE 20TH CENTURY. Royal Academy of Arts, Piccadilly, Londres. Tél. : 00-44-171-300-80-00. Du dimanche au jeudi, de 9 heures à 18 heures, le vendredi et le samedi de 9 heures à 22 heures. Jusqu'au 18 avril. Entrée : 9 livres (13 euros). Sur réservations. Depuis la France : Maison de la Grande-Bretagne, tél. : 01-42-65-39-21 ; agence Box Office, tél. : 01-49-95-08-06 ; agence Keith Prowse, tél. : 01-48-78-04-11. Catalogue, Yale University Press (19,95 livres ; 30,5 euros) et Flammarion pour la traduction et l'édition françaises.

LONDRES
de notre envoyé spécial
En 1900, Monet a soixante ans. Il est très actif et le restera jusqu'à sa mort, en 1926. Soit pendant un quart de siècle. On l'oublie trop souvent, tant le nom et l'œuvre du peintre restent indissociables de l'impressionnisme, donc naturellement du XIX^e siècle. Le Monet du XIX^e siècle est pourtant bien là, en prise avec son temps, plus qu'on ne le pense généralement, du maître de Giverny, lequel, prisonnier volontaire en son jardin des

délices floraux, n'aurait reçu du monde que des échos assourdis. En 1900, Monet, propriétaire de Giverny depuis dix ans, a agrandi son domaine, aménagé son jardin d'eau, et projeté un atelier plus grand. Il est déjà pris du désir de faire de la peinture à grande échelle. Son ambition de réaliser des panneaux de grandes dimensions le portera, le stimulera jusqu'à sa mort. Son ami Clemenceau, « le Tigre », l'y aidera en le bousculant, en le provoquant chaque fois que le découragement prendra l'artiste, en lutte, après 1914, avec la cécité.

Animé par ce besoin d'appréhender autrement l'espace de sa peinture, l'art de Monet allait prendre un tour nouveau, plus gestuel, plus expressif, plus libre en regard du motif. Non sans hésitations, non sans repentirs. Riche de quelque 70 œuvres dont de très grands panneaux de « Nymphéas », l'exposition de Londres, qui a été conçue avec le Musée des beaux-arts de Boston, où elle a été présentée, montre fort bien les élans du peintre et ses retraits, ainsi que ses sautes d'humeur, voire ses angoisses. Elle commence donc en 1900. Monet poursuit alors les séries de vues sur la Tamise entreprises lors d'un séjour à Londres en 1899 et commence la série des Parlements. L'ensemble londonien est à peine achevé en 1904 que Monet a déjà entrepris de nouveaux paysages d'eau avec les nymphéas qui poussaient dans le bassin de son jardin. Il ne les lâchera plus, sauf pour une incar-

tade à Venise en 1908. Cette campagne de Nymphéas, qui dure cinq ans, est passionnante. Monet y traite vraiment pour la première fois la surface de l'eau comme motif exclusif.

Il évolue d'une manière surprenante d'une année à l'autre, modifiant les formats et les cadrages périlleux. Les premiers tableaux sont encore ancrés à la rive dans la bordure haute. Dans ceux qui suivent, on ne voit plus que le plan d'eau avec les arbres et le ciel en miroir, et des îlots de nénuphars en suspens. En 1907, Monet se fixe sur le reflet d'une coulée de lumière entre les arbres, qui, dans les toutes dernières figures de la série, fait presque figure d'appariation, de possible incorporation du monde invisible. La facture s'élargit, la touche peut s'empêcher, devenir violente, comme si le peintre répondait à l'apparition des fauves en affirmant l'ampleur de son coup de pinceau.

SÉRIE VÉNITIENNE
Dans la série vénitienne avec vues sur la Salute, le palais ducal, le palais Contarini, on sent Monet bagarrer ferme pour échapper au pittoresque. Il emploie des couleurs forcées, choisit des cadrages de mauvais photographe, tous déstabilisants : ainsi de l'angle d'un qual disgracieux en premier plan. Crise ou pas ? Toujours est-il qu'après cette série Monet produit peu d'œuvres abouties, cela jusqu'en 1914. La mort de sa femme et son début de cataracte l'ont abattu. Puis il réagit étonnam-

ment : « Je compte même entreprendre de grandes choses », déclare-t-il au printemps 1914. En pleine guerre, il se fait construire un nouvel atelier plus vaste, à l'est de sa maison, qui lui permet de travailler à des panneaux de très grand format, de 2 mètres de haut sur 3, 4 et 6 mètres de long, qui tournent autour des nymphéas.

Peu de ces peintures sont sorties de l'atelier de son vivant, soit qu'il les considérait comme non achevées, soit qu'il en avait besoin pour poursuivre son projet de grande décoration et de donation à l'Etat français. Parmi elles sont restés aussi dans l'atelier des panneaux que Monet n'avait pas retenus pour l'Orangerie. Après sa mort, il en restait dix-neuf, qui n'ont été dispersés qu'à partir de 1952. Sept de ces grandes toiles sont présentées dans l'exposition. Parmi elles, une somptueuse, abstraite, est exposée pour la première fois avec l'autorisation de la galerie Larock-Granoff. Parallèlement à cette grande noyade dans les profondeurs de son bassin, Monet reprend pied dans le jardin : le pont, les glycines, le saule pleureur, l'allée des rosiers, la maison vue du jardin aux roses... Hardiesse chromatiques, charges de matière jusqu'à l'étouffement, houle, incandescences, buisson ardent. Ces œuvres rarement montrées qui nous confrontent à un Monet beaucoup moins sage que celui dont sont familiers les habitués de l'Orangerie.

Geneviève Breerette

La technicité un peu froide de Michael Tilson Thomas

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE SAN FRANCISCO. Michael Tilson Thomas (direction), Dawn Upshaw (soprano). *Chants d'Auvergne*, de Joseph Canteloube, *Cinquième symphonie*, de Gustav Mahler. Toulouse, Halle aux Grains, le 30 janvier. Programme repris à Paris, Théâtre des Champs-Élysées, le 1^{er} février à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial
On attendait la suite extraite de *A Quiet Place*, de Leonard Bernstein, en première partie du programme symphonique de l'Orchestre symphonique de San Francisco ; ce sont les *Chants d'Auvergne*, de Joseph Canteloube (1879-1957), qui ont finalement pris place en première partie. Dawn Upshaw ajoutant ce concert aux quelques-uns qu'elle donne en compagnie de l'orchestre de Michael Tilson Thomas, en tournée européenne. On se réjouit de la présence accrue de cette chanteuse américaine (on l'entendra dans la reprise de *La Flûte enchantée*, à l'Opéra de Paris, puis dans un récital, le 24 avril, au Théâtre des Champs-Élysées). Comme beaucoup de ses contemporains (Victoria de Los Angeles, Federica von Stade, Kiri Te Kanawa, entre autres), Dawn Upshaw s'encanaillait volontiers dans les ruralités sonores des arrangements par Joseph Canteloube des *Chants d'Auvergne* traditionnels.

Mais on aurait tort de prendre cette musique pour un simple habillage sonore de mélodies traditionnelles. On y trouve autant de raffinement et de finesse instrumentales que dans les *Folk Songs* de Luciano Berio, autre fameux exemple d'« arrangement » d'un matériau à tendance folklorisante : fins dessins aux bois, auras vaporeuses aux cordes, tout semble réalisé de main de maître (la sublime texture orchestrale, avec un piano tenant le rôle arachnéen d'une harpe, dans « Au Pont de Mirabel »).

HOMOGÉNÉITÉ
L'Orchestre de San Francisco donne toute sa précision à cette orchestration de rêve, un succédané de ce que peut, au moins à l'étranger, représenter l'esprit français. Dawn Upshaw est à l'aise, campée sur ses jambes, le corps libre. La voix, charnelle, claire, est émise avec le naturel qu'on lui connaît, mais on se demande comment les auditeurs placés dans son dos (c'est-à-dire presque la moitié de l'hexagone Halle aux Grains) ont pu entendre les nuances raffinées de son chant. Elle délivre une mélancolie poignante ou un enjouement communicatif selon les numéros, sans surjouer un quelconque régionalisme décalé. Les amateurs peuvent la retrouver dans le disque de ces *Chants d'Auvergne* qu'elle a gravés pour Erato.

On aime et on admire la curiosité

et l'ouverture d'esprit du chef américain Michael Tilson Thomas. Sa discographie pour BMG, avec l'orchestre dont il est le patron depuis 1995, en témoigne amplement (le *Stravinsky* rare, Villa-Lobos, la musique moderne de big band de jazz, etc.), sans parler des programmes souvent imaginatifs et ouverts à la musique du XX^e siècle qu'il donne dans la ville californienne. Comment sonne son Mahler ? Sa direction est d'une précision hallucinante, d'une technicité un rien m'as-tu-vu. Ce sens plastique impeccable semble communiqué à l'extraordinaire instrument qu'est le San Francisco Symphony. Les cordes sont d'une homogénéité merveilleuse, les vents excellents, mais tout semble découpé au couteau, effilé, sans cette pulpe et ce je-ne-sais-quoi qui donnent à une sonorité splendide son supplément d'âme (récent exemple : Riccardo Chailly dans ses concerts et son enregistrement - Decca - de la pièce).

Quid de la polyphonie torturée (les ramifications des voix médianes, les fausses relations harmoniques) du célèbre *Adagio*, que Tilson Thomas, voulant le débarrasser de son pathos présumé, joue comme une mélodie accompagnée, une romance sans paroles élégiaque ? « MTT » dirige Mahler en « Son Dolby Stéréo », clinquant. Cela fouette, cela marche, le public lui fait fête.

Renaud Machart

INSTANTANÉ LES MÉTÉORES d'EMMANUELLE HUYNH

Comme le son strident de la guitare de Jérôme Nox (situé sous les spectateurs, autant dire l'effet d'enveloppement massif de la musique), les corps d'Emmanuelle Huynh et Dimitri Chambas sont saturés. D'une densité inhabituelle. Comme s'ils avaient subi une compression. Bien plantés sur leur jambes, les danseurs s'offrent dans leur épaisseur musclée, leur lourdeur. Deux blocs de chair posés là dont l'évidence est d'abord l'intensité physique. En mouvement ou immobile, pas d'effet de

par les lumières d'Yves Godin, semble se resserrer autour d'eux. Quand ils se choquent et s'étreignent, ils racontent l'histoire de deux masses aimantées, se cherchant toujours pour s'éprouver encore. Sans psychologie, ni sensualité, encore moins d'érotisme, leur duo tente de réinventer le contact, l'être ensemble. Au plus profond. A bras-le-corps.

On sent le creux de la taille de l'un dans la main de l'autre, la pression de la cuisse de Dimitri sur le mollet d'Emmanuelle, la sécheresse d'un genou contre la douce tonicité d'un ventre. Résistance, plasticité, mollesse. L'autre est un continent dont il s'agit d'explorer tous les reliefs en multipliant les approches. Ce duo chorégraphié par Emmanuelle Huynh se joue

contre. Avec ou sans toi, comment être deux : une affaire jamais évidente. Allongé sur l'autre, c'est tout le poids du monde et de l'amour qui repose sur lui jusqu'à l'épuisement. La libération sonne le retour à la solitude. Puis l'obscurité inonde le plateau. Les deux interprètes sont happés dans une poursuite rapide. Ils se courent et tourbillonnent avant de disparaître chacun de leur côté. Météores engloutis par la nuit et irrémédiablement séparés.

Rosita Boisseau

★ *Tout contre*, d'Emmanuelle Huynh. Emmanuelle Huynh et Dimitri Chambas (interprètes). Le 4 février, 20 h 30, à Annecy, Scène nationale. Le 10 mai, Maison de la

SORTIR

PARIS

Fawzy Al-Aledy
Le musicien irakien Fawzy Al-Aledy (hautbois, cor anglais, oud, chant) organise un voyage musical vers le Proche-Orient, à bord du *Paris-Bagdad*, titre de son nouvel album (Buda Records). Sur les airs orientaux qu'il compose ou qu'il puise dans le répertoire traditionnel, les musiciens échangent des propos musicaux sur une grande variété de timbres. La clarinette évoque les Balkans, la pulsation de la contrebasse rapproche du jazz, la mélodie du *Bohème* de Ravel revient en mémoire au détour d'une ligne de hautbois.

Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e. M^{rs} Sentier, 20 heures, les 2, 3, 4, 5 et 6 février, jusqu'au 13 février. Tél. : 01-42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

Roy Hargrove, Nicholas Payton
C'est une sorte de sommet de la trompette jazz avec Roy Hargrove et Nicolas Payton, deux jeunes solistes que l'on a souvent rattachés au courant revival symbolisé par Wynton Marsalis. L'un et l'autre ont la technique, la connaissance historique et l'amour du jazz qui les font dépasser la simple redite. Kirk Lightsey est au piano, Reggie Johnson à la contrebasse et Idriss Muhammad à la batterie. Autant dire une rythmique de luxe.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. M^{rs} Château-d'Eau, 21 heures, le 1^{er} février. Tél. : 01-45-23-51-41.

Les Oranges
Ecrivain discret mais pugnace, musicien de jazz et journaliste qui se veut ambassadeur de l'Algérie et des Algériens en France, Aziz Chouaki est l'auteur des *Oranges*. « C'est un texte, dit-il, d'un Algérien qui parle d'un Algérien et de rien d'autre, écrit dans un style hétérogène composé de blagues de

café, d'un ton épique, néo-classique, post-urbain. » Laurent Vacher signe la mise en scène de cette pièce interprétée par Jean-Claude Leguay et le musicien Gilles Andrieux. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, 14^e. RER Cité-Universitaire. Du lundi au samedi, à 20 heures ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 17 heures. Relâche mercredi. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 19 février.

L'Epreuve
Xavier Lemaire et sa compagnie Les Larrous présente *L'Epreuve*, de Marivaux, comédie en un acte, écrite en 1740. L'épreuve, celle que Lucidor - jeune homme séduisant et riche - fait supporter à Angélique - jeune fille exquise et pauvre - pour éprouver ses sentiments est un modèle de rodesse et d'acharnement. En prélude est joué *L'Amour et la vérité* (1720), une des premières pièces de Marivaux, contraste intéressant de la jeunesse et de la maturité de l'auteur. Nouveau Théâtre Moutetard, 73, rue Moutetard, 5^e. M^{rs} Monge. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-43-31-11-99, 90 F et 130 F. Jusqu'au 28 février.

REIMS

Ignatius, M. Chance, Jérôme Minière
Dans le cadre d'Histoires d'airs, dont la deuxième édition se tient à Reims, deux anciens des Objets, Ignatius et Matthieu Ballet (M. Chance), et un ancien étudiant de cinéma reconverti à la chanson, Jérôme Minière, illustrent le débat du jour : « Machines et nouveaux rythmes au service de la chanson », proposé par la Scène nationale de Reims. Le Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 Reims. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 03-26-47-30-40.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Celebrity
de Woody Allen (Etats-Unis, 1 h 50).
Downfall
de Bharat Nalluri (Grande-Bretagne, 1 h 30).
La Nouvelle Eve
de Catherine Corsini (France, 1 h 34).
Psycho (*)
de Gus Van Sant (Etats-Unis, 1 h 44).
La révolution sexuelle n'a pas eu lieu de Judith Cahen (France, 2 h).
Rush Hour
de Brett Ratner (Etats-Unis, 1 h 35).
Sombre (***)
de Philippe Grandrieux (France, 1 h 52).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans. (**) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et région sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Luciano Pavarotti (ténor)
Leonore Magliera (piano)
Œuvres de Beethoven, Bellini, Bononcini, Donizetti, Puccini, Scarlatti et Tosti.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e. M^{rs} Ternes. Le 1^{er}, à 21 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 100 F à 900 F.

David Szaudy Quartet
Au des Lombarde, 42, rue des Lombarde, 1^{er}. M^{rs} Châtelet. Le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Chansons de Boby Lapointe
Théâtre d'Edgar, 58, boulevard Edgar-Caïn, 14^e. M^{rs} Edgar-Quinier. Le 1^{er}, à 20 h 15. Tél. : 01-43-79-97-97. De 70 F à 90 F. Jusqu'au 28 février.

Michel Hemon
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11^e. M^{rs} Bastille. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 100 F et 120 F.

Indigo
Théâtre de Dix-Heures, 36, boulevard de Clichy, 18^e. M^{rs} Pigalle. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-10-17. 120 F.

Jacques Higelin
Le Flair, rue Romy-Gallagher, 91 Rô-Orgueil. Les 1^{er} et 2, à 20 h 30. Tél. : 01-69-43-03-03. 50 F.

Jahcan & the Sound Surprise Band
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, 9^e. M^{rs} Pigalle. Le 1^{er}, à 19 h 30. Tél. : 01-44-52-77-44. 60 F.

Loli Tron
La Fêche d'or, 102, rue de Bagnolet, 20^e. M^{rs} Alexandre-Dumas. Le 1^{er}, à 21 heures. Tél. : 01-43-72-04-23. 20 F.

Orlando Poleo y la Orquesta Chaworo Sunset, 60, rue des Lombarde, 1^{er}. M^{rs} Châtelet. Le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60.

RESERVATIONS
New Morning
Fournier : De Riva-Diell Mousa Diawara

Khalil (le 13), R.L. Burnside (le 15), hommage à Jean-François Jenny-Clarke (le 23), Jimmy O'Hall (le 27).
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10^e. Tél. : 01-45-23-51-41.

Les Arts Florissants
Lully : Les Métamorphoses de Psyché. William Christie (direction). Opéra-Comique, place Boieldieu, 2^e. Le 9 février à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. De 50 F à 450 F.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, 9^e. Du 9 au 14 février. Tél. : 01-47-42-25-49. De 164 F à 250 F.

Jonathan Richman
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, 18^e. Le 20 février. Tél. : 01-44-82-78-03.

Reboulous Trabouss
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11^e. Le 25 février. Tél. : 01-40-21-70-70 et 01-47-00-57-59.

PROLONGATION

« Trop de peines : femmes en prison »
l'exposition de photographies de Jane Evelyn Atwood, qui devait se clore le 31 janvier, est prolongée jusqu'au 14 mars.

Maison de la Villette, parc de La Villette, 30, avenue Corentin-Cariou, 19^e. Tél. : 0-800-306-306. 20 F.

DERNIERS JOURS

7 février :
Ca respire toujours
Brassens, chansons
de Jean-Louis Houdrin, mise en scène de l'auteur.

Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

Sylvie Joly
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, 18^e. Tél. : 01-49-25-89-99. De 129 F à 245 F.

Jean-Pierre Raynaud, Antonio Manuel
Galerie nationale du Jeu de Paume, 1, place de la Concorde, 8^e. Tél. : 01-42-60-69-69. 38 F.

Bourdelle et ses élèves
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, 19^e. Tél. : 01-49-54-73-73. 27 F.

La Tour de Tubingen
d'après Friedrich Hölderlin, mise en scène de Patrick Olivier.
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. De 40 F à 80 F.

théâtre des champs-élysées

ROSSINI
ZELMIRA
10. 12. 15. 17 FEVRIER
direction musicale MAURIZIO BENINI
mise en scène YANNIS KOKKOS
ORCHESTRE ET CHOEUR
DE L'OPERA NATIONAL DE LYON

cité de la musique
musée, concerts, centre d'information
musiques médiévales
Cantiga de Santa Maria (extraits)
Ensemble Micrologus
13 et 14 février
R. Fette du Pincin

CARNET

DISPARITIONS

Yves Hervouet

Un grand sinologue

YVES HERVOUET, sinologue, est mort vendredi 29 janvier, frappé d'une embolie pulmonaire, à l'hôpital Bécère de Clamart (Hauts-de-Seine).

Né le 30 avril 1921 à Remouillé (Loire-Atlantique), Yves Hervouet passe sa licence de lettres classiques en 1943, puis étudie le chinois aux Langues orientales en 1946-1947. Il part ensuite se perfectionner à Pékin (1947-1949) et devient membre scientifique de l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO), en poste à Hanoï (1950-1954). Bibliothécaire de l'Institut des hautes études chinoises de 1954 à 1959, il est nommé, en 1959, à Bordeaux, dans la première chaire de chinois créée dans une université française, sur la recommandation d'Etienne Dicks. Dix ans plus tard, il quitte Bordeaux pour participer à la fondation de l'université de Vincennes - Paris-VIII, département de chinois, d'où il passera à Paris-VII pour y terminer sa carrière (1976-1987).

Chercheur, Yves Hervouet était un philologue rigoureux, à qui l'on doit de remarquables travaux sur deux grands poètes classiques chinois, Sima Xiangru, de l'époque des Han, et Li Shangying, de l'époque des Tang. Bibliographe hors pair, il a établi des catalogues du fonds chinois de l'EFEO à Hanoï, des monographies locales chinoises et des périodiques chinois des bibliothèques européennes et il a dirigé le programme européen de la

Sung Bibliography initié par Balazs. Professeur, il a été pour ses élèves un maître exceptionnel, très aimé.

Il a aussi beaucoup donné de lui-même à ses collègues, acceptant de multiples charges comme celle de secrétaire général du XIX^e Congrès international des orientalistes (tenu à la Sorbonne en 1973) ou celle de président de la 55^e section du Conseil national des universités (1975 à 1977 et 1979). A qui se sont ajoutés des engagements politiques sans compromission : militant chrétien à Bordeaux, ses prises de position contre la guerre d'Algérie lui ont valu des menaces de l'OAS assez sérieuses pour que ses camarades, à l'époque, jugent nécessaire de l'entourer d'une garde permanente. Par la suite, il devait mettre au service du Parti socialiste unifié sa fidélité aux valeurs de la gauche citoyenne.

Si sa modestie a empêché qu'il soit connu du grand public, tous les sinistres, chercheurs ou étudiants, savent ce que lui doivent les études chinoises. Et tous ses amis, en particulier ceux de la Société des lecteurs du Monde, à laquelle il était très attaché, ressentent profondément, dans sa disparition, la perte d'un esprit droit et d'un compagnon généreux.

Léon Vandermeersch
Directeur d'études honoraire à l'Ecole pratique des hautes études

■ **FRANTISEK VLACIL**, cinéaste tchèque, est mort mercredi 27 janvier à Prague, à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'une longue maladie. Considéré comme le plus grand réalisateur tchèque, il ne jouissait toutefois pas de la notoriété internationale de Milos Forman ou de Jiri Menzel. Apôtre du lyrisme au cinéma, il s'était tenu à l'écart de la nouvelle vague des années 60, en privilégiant les grandes fresques poétiques et historiques comme son chef-d'œuvre, *Marketa Lazarova* (1967), le film le plus cher du cinéma tchèque, ou *La Vallée des abeilles*. Né le 19 février 1924, à Cesky Tesin, sur la frontière tché-

co-polonaise, Frantisek Vlacil avait fait ses débuts dans le film d'animation et le documentaire. Son premier court-métrage de fiction, *Le Nuage de verre*, avait reçu une distinction spéciale au Festival de Venise en 1958. Deux ans plus tard, son premier long métrage, *La Colombe*, était honoré à Venise, Cannes, Montevideo et Versailles. *Le Piège du diable*, son second film, fut récompensé à Locarno. En disgrâce après l'écrasement du « printemps de Prague », il ne put tourner de nouveau qu'à la fin des années 70. Il présidait l'Académie tchèque du film et de la télévision depuis sa création en 1994.

NOMINATIONS

SANTÉ

Philippe Ritter, préfet, a été nommé directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Rhône-Alpes, lors du conseil des ministres de mercredi 27 janvier. Il succède à Michel Pellissier, nommé président de la Sonacotra en septembre 1998.

[Né le 5 juin 1941 à Strasbourg, Philippe Ritter est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1965-1967). Après un début de carrière comme administrateur civil et dans la préfecture, il a été en fonction auprès de Daniel Hoeffel, au secrétariat d'Etat auprès du ministre de la santé (1978-1980), au ministère des transports (1980-1981), puis à la présidence du conseil général du Bas-Rhin (1981-1982), avant d'être successivement directeur général des services départementaux du Bas-Rhin (1982-1987), chargé de mission auprès de Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative, pour la coordination interministérielle relative aux infrastructures publiques en vue des jeux olympiques de 1992 en Haute-Savoie (1987-1988), directeur du cabinet de Theo Braun, ministre

délégué chargé des personnes âgées (1988-1990), directeur de l'administration à la préfecture de Paris (1990-1992), directeur de la circulation, des transports et du commerce à la préfecture de police de Paris (1992-1993), directeur du cabinet de Daniel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales (1993-1995). Depuis août 1995, Philippe Ritter était préfet de l'Ain.]

DIPLOMATIE

Joëlle Bourgois a été nommée ambassadrice auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en remplacement de Marie-Claude Cabana, par décret publié au Journal officiel du 29 janvier.

[Née le 24 juin 1945 à Thion (Vosges), Joëlle Bourgois est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration (1968-1970). Elle a été notamment en poste à Rome auprès du Saint-Siège (1976-1977), à Mexico (1984-1986) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être ambassadrice en Afrique du Sud (1991-1995) et parallèlement au Lesotho (1994-1995). Depuis août 1995, Joëlle Bourgois était ambassadrice auprès de la Conférence pour le désarmement à Genève.]

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 27 janvier est publié :

● **Défense** : un décret portant nomination à la commission consultative du secret de la défense nationale ; Pierre Lelong, ancien ministre, président de chambre à la Cour des comptes, en est nommé président.

Au Journal officiel du jeudi 28 janvier sont publiés :

● **Parité** : deux décrets portant nomination à l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes ; Dominique Gillot, députée PS du Val-d'Oise, est nommée rapporteuse générale de cet Observatoire (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

Au Journal officiel du vendredi 29 janvier sont publiés :

● **Commerce international** : une loi autorisant l'approbation du cin-

quième protocole (services financiers) annexé à l'accord général sur le commerce des services adopté à Genève le 27 février 1998.

● **Arts et civilisations** : un décret portant nomination de Jacques Friedmann à la présidence du conseil d'orientation de l'établissement public du Musée des arts et des civilisations prévu pour ouvrir en 2004 quai Branly, à Paris.

Au Journal officiel du samedi 30 janvier sont publiés :

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme, fait à Strasbourg le 5 mars 1996 ; un décret portant publication du système protocolaire additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, fait à Strasbourg le 5 mars 1996.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires

Raquel THERCELIN-MEJIAS a la joie d'annoncer les cent ans de sa mère.

Pura VERDU TORMO, artiste peintre, militante républicaine de la guerre civile espagnole, née, à Mondívar (Espagne), le 2 février 1899.

et y associe la mémoire de son père.

Eusebio MEJIAS LOPEZ, dit FELIPE (1906-1969), journaliste et militant républicain de la guerre civile espagnole, collaborateur et administrateur de l'hebdomadaire *La Correspondencia Internacional*.
- Serre -, 84160 Cadenet.

Décès

- Le président de l'université des sciences sociales de Toulouse, l'ensemble des personnels, Et les étudiants, ont la tristesse de faire part du décès de

Max CLUSEAU, professeur honoraire de l'université, ancien vice-président, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques.

Les obsèques seront célébrées, le mardi 2 février 1999, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de la Daurade, à Toulouse.

- La Varenne. Argut-Dessus. Châteauneuf. Montpellier. Dourdan. Lagry. Remouillé.

Bernadette Hervouet, sa femme, Christine et Stéphane Aubel, Béatrice Hervouet, Eric Imbert, Agnès Hervouet Hirsch, Elisabeth Hervouet.

ses enfants, Anne-Lise, Emilie, Grégoire Puget, Agathe Aubel, Guillaume, Louise, Marine Even, Samuel, Thomas, Pierre Hirsch, ses petits-enfants, Bernard Hirsch, ont la douleur de faire part de la mort de

Yves HERVOUET, sinologue, officier de la Légion d'honneur. (Lire ci-contre.)

- M. Jean Moine, ses enfants, Béatrice et Xavier Roy, Jean-Baptiste, Pierre et Alexis, Isabelle Moine, Marie, Claire, François et Charles Moine.

M. et M^{me} Pierre Moine (†) et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Moine et leurs enfants, M. et M^{me} René Moine (†) et leurs enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Jean MOINE, née Yvonne GUYADER, le 23 janvier 1909, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont lieu à Paris, en l'église Saint-Joseph-des-Épinettes, dans l'intimité familiale.

« Il n'y eut rien qu'un éclair jaune près de sa cheville... »
Antoine de Saint-Euphrasy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Marcel-Renaud, 75017 Paris.
30, rue des Dants, 75017 Paris.
8, rue Daumecourt, 75017 Paris.

- M. François Nouvion et ses enfants, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand NOUVION, commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur général honoraire de la SNCF, ingénieur ESE,

leur père, grand-père et parent,

survenu à Paris, le 25 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Lactance (Gen).

Confort de la mesure DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE

LEGRAND Tailleur sur mesure Hommes et Dames Très grand choix de tissus et de prix Depuis 1894 27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e Tél : 01.47.42.70.61

- La direction du matériel et de la traction de la SNCF a le regret de faire part du décès de

M. Fernand NOUVION, commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur général honoraire de la SNCF,

survenu le 25 janvier 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15^e.

- Les familles Soler et Destrem ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paz SOLER, réfugiée républicaine espagnole, qui, en prenant la nationalité française, resta fidèle à elle-même.

Ses obsèques ont eu lieu à Toulouse, le 29 janvier 1999.

12, avenue de Lowendal, 75007 Paris.

- M^{me} Claude Vivien, son époux,

Ses enfants, M. et M^{me} René Vivien, ses parents,

Et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 28 janvier 1999, de

M. Claude VIVIEN. La cérémonie religieuse aura lieu le 3 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Nicolas, à Maisons-Laffitte.

Dons pour la Fondation Foch.

Ni fleurs ni couronnes.

10, avenue La Bruyère, 78600 Maisons-Laffitte.

- Le président de Sibail Immobilier, Les conseils d'administration de Sibail Immobilier et de Sibail Murs, Le comité de direction, Et les collaborateurs de Crédit Bail France, La direction générale du Crédit lyonnais,

ont l'extrême tristesse de faire part du décès, survenu le 28 janvier 1999, de

M. Claude VIVIEN, président de la société Sibail Murs, directeur général de la société Sibail Immobilier, directeur du marché immobilier de Crédit Bail France, et s'associent à la douleur de la famille et de ses proches.

Remerciements

- Ses enfants, Et toute la famille, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Annick BURET, née MORVAN,

remercient sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne.

- La famille Félix,

touchée par les nombreuses marques de sympathie que vous lui avez témoignées lors du décès de

Alain FÉLIX, vous adresse ses sincères remerciements.

Anniversaires

Jacques (Isaac) DAVIDOVSKI, cofondateur de l'association Polyglotte, professeur bénévole de langue allemande à la Technische de 1934 à 1941 et à l'association Polytechnique, interprète traducteur,

né le 2 février 1904, à Kiebinév (Russie) devenu Chisinau (Roumanie), Interné à Drancy du 9 mai 1941 au 8 juin 1941, et du 11 septembre 1941 au 26 mars 1942. Déporté à Auschwitz par le premier convoi, le 27 mars 1942. Mort sans sépulture le 1^{er} mai 1942.

M^{me} Danielle Davidovska, sa fille unique, née le 10 mai 1941, pupille de la nation, et dernière survivante, avec son fils, de la famille Davidovski, lui rend hommage en ce jour anniversaire.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone : 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42 01-42-17-29-96

Souhaitez la

SAINT-VALENTIN

dans le Carnet

du "Monde"

le 14 février

83 F TTC LA LIGNE

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 1^{er} février 1998,

Jean ALLÉLY, chevalier de la Légion d'honneur, administrateur de l'Institut de gestion sociale des armées,

disparaissait tragiquement aux Iles du Salut, en Guyane.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

« Je te demande de te souvenir de moi et de ne point me quitter sans m'avoir pleuré. »
Odyssée, chant XI.

- Il y a un an, le 1^{er} février 1998, disparaissait accidentellement.

Jean ALLÉLY, administrateur de l'IGESA.

Les personnels de l'IGESA restent fidèles à sa mémoire.

- Le 2 février 1998, l'Algérie perdait un Juste parmi les Justes.

Mohammed BENMANSOUR, PDG de l'ENAG,

(Entreprise nationale des arts graphiques), membre fondateur et président élu de l'UNEP (Union nationale des entrepreneurs publics),

député, membre du CCN (Conseil consultatif national), membre fondateur du Conseil national de sauvegarde de la République (CNSA).

Aimé et respecté pour une vie consacrée à l'Algérie démocratique, que tous ceux qui poursuivent son combat se souviennent !
M. Benmansour, mort en France le 2 février 1998.

- Le 2 février 1991,

Gino DONATI

nous quitte.

« Nio, je t'aime. »

Haroun TAZIEFF

nous a quittés le 2 février 1998.

France, sa femme, remercie ses amis connus et inconnus de leurs témoignages de sympathie et leur fait savoir qu'il reposera dans sa sépulture définitive au cimetière de Passy fin février.

Souvenir

- 2 février 1989-2 février 1999.

Les jours passent, elle demeure...

Il y a trois mille six cent cinquante-deux jours.

Françoise SERRE LOUTREUIL

nous quitte.

Ceux qui l'ont connue l'ont aimée, ils auront une pensée affectueuse pour elle.

Débats

« L'éthique de la souffrance » le 5 février, Palais des congrès, porte Maillot, Paris-17.
Renseignements : 01-42-16-04-76 En public, accès gratuit

A partir de 14 h 30, salle Violette, Débat animé par Antoine Spire avec Miguel Benasayag, Philippe Soliers, Mathieu Ricard, Françoise Héritier, David Khayat, Antoine Lazarus, Martin Winckler.

De 18 heures à 19 h 45, salle Rouge, en direct du Palais des congrès, « Statecité », le magazine culturel de France-Culture, produit par Antoine Spire.

Retraite

M^{me} Danielle

CRICHERPORTICH-DAVIDOVSKI, HEC JF 1962,

médaille vermeil du travail, membre de la FBCCI (de 1980 à 1996), professeur d'anglais et d'économie des entreprises au lycée Pétrelle depuis septembre 1966,

également formateur et traducteur interprète (ESIT),

anciennement chargé de cours dans les universités Paris-XIII - IUT de Saint-Denis (gestion européenne internationale) (1979-1995), Paris-VIII, Paris-IV - Celsa, l'Institut britannique, etc.,

a décidé de faire valoir ses droits au congé de fin d'activité au 1^{er} septembre 1999. Elle aimerait que ses anciens étudiants et stagiaires et que tous ceux ayant gardé un bon souvenir de ses cours et des relations d'amitié qu'elle avait su tisser au cours de sa longue carrière lui manifestent leur sympathie en adressant leur message avec leurs coordonnées.

M^{me} Davidovska, Cours Davidovski-Formares, BP 135, 75863 Paris Cedex 18.

Formation continue

PARLER EN PUBLIC

Développer l'impact de sa parole, gagner en confiance, présenter efficacement. Méthodes actives animées par des comédiens formateurs. **Quintos Formation : 01-47-48-18-18.**

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires François Noudelmann : « La filiation sans visage ». 1^{er}, 8, 15 et 22 février, 1^{er} et 8 mars : 19 heures-23 heures, Library E 4305, State University of New York, Stony Brook, New York.

Maryann Benmansour et Marc Moustakalis : « La théorie chez Sade (faut-il prendre Sade au sérieux ?) ».

4 février, 19 heures-21 heures, amph A, 18 février, 11 et 25 mars, 8 et 15 avril, 18 heures-20 heures, amph B. Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Christian Geffray : « Anthropologie analytique du don ».

5 février, 15 heures-17 heures, salle 8, 12 mars, 16 heures-18 heures, salle 11, 2 avril, 7 mai, 4 juin, 2 juillet, 15 heures-17 heures, salle 8, EHES, 105, boulevard Raspail, Paris.

Jean-Paul Doguet : « Je, tu, nous : contribution à une philosophie de l'interlocution ».

5 et 12 février, 12 et 26 mars, 18 h 30-20 heures, RCI, université Paris-VII-Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Paris.

Guy Lardreau : « Cours systématique de philosophie populaire ».

6 février, 20 et 27 mars, salle Pupey-Girard, 3 avril, salle Delacourte, 15 mai, 5 juin, salle Pupey-Girard, 14 h 30-16 h 30, USC, 18, rue de Varenne, Paris.

● Samedi autour d'un livre

« Tiers et travail de civilisation », de Patrick Hughes

avec Yves Bonnefoy, Patrice Hughes,

François Jullien, Lydia Kamis, 6 février, 9 h 30-12 h 30, amph Stourdez, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

Renseignements sur : salles, réponses : 01-44-41-46-80. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde ».

soit près de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Le Monde DOSSIERS-DOCUMENTS Au sommaire du numéro de février

Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'irréversibles réformes ? Après Rocard, Balladur et Juppé, Jospin s'est attelé à la tâche.

Chronologie de l'année 1998

Revivez mois après mois les principaux événements de l'année passée

Plus : LES CLÉS DE L'INFO 4 pages pour décoder l'actualité

Carnet du Monde 18 F - 2,74 €

سكنا من الامم

EN VUE

■ « Trop bon, moi ? En 1993, j'en ai fait supplier vingt-trois ! », se défend Mel Carnahan, gouverneur du Missouri, lâché par ses électeurs depuis qu'il a répondu à l'appel du pape en graciement, jeudi 28 janvier, le condamné à mort Darrell Mease.

■ Vingt directeurs d'écoles catholiques vont saisir la Cour européenne des droits de l'homme pour obtenir le rétablissement des châtiments corporels, interdits depuis 1998 dans les établissements privés en Grande-Bretagne, et recommencer à frapper sur les fesses des élèves désobéissants avec leurs raquettes en bois.

■ Roberto Duria, maître d'école à Caminito al Tagliamento, « leader historique » de l'ALF, association italienne de défense des animaux, vient d'être condamné par un tribunal d'Udine pour avoir violemment pris au collet et enfoncé dans un placard un élève fier qui lui avait montré du doigt, dans le creux de sa main, la mouche étourdie qu'il venait d'attraper au vol.

■ Le Serbe Sergio Tskhomaria, condamné, vendredi 29 janvier, à dix ans de réclusion criminelle, avait voulu, dit-il, se venger de la France après avoir perdu un bras dans un bombardement français non loin de Sarajevo, en attaquant un bijoutier de Lyon pour s'acheter une prothèse.

■ Récemment, en se retirant de Freetown, les rebelles de Sierra Leone ont coupé des mains ou des bras, dans Kissy, à l'est de la ville : « manches courtes » ou « manches longues », suivant l'humeur.

■ La prison de Lucerne, réaménagée en hôtel - 160 chambres dépouillées aux fenêtres munies de barreaux donnant sur d'anciens promenoirs mis à la disposition de la clientèle -, devient l'un des établissements les moins chers de Suisse.

■ Atal Behari Vajpayee, premier ministre indien, accusé de laisser s'attaquer à la minorité hindoue chrétienne, a juré lui-même et invité ses compatriotes à l'imiter, samedi 30 janvier, pour « l'harmonie entre les religions ».

■ Goh Chok Tong, premier ministre singapourien, qui fait campagne en faveur des toilettes publiques et du lavage de mains, a récemment exhorté ses concitoyens à « être gentils les uns envers les autres », pendant au moins une semaine.

■ Michael Warwicker, Britannique à la retraite, a déjà fabriqué un millier d'appareils de son invention, qui, en tirant la chasse d'eau, permettent de rabattre automatiquement le siège des toilettes.

Christian Colombani

Le fiasco de l'ouverture de l'aéroport de Hongkong

Le quotidien « South China Morning Post » s'interroge sur les responsabilités respectives des techniciens et du gouvernement du territoire, dont le chef est nommé par Pékin. Mais il estime qu'il est temps de clore le dossier

LE NOUVEL aéroport de Hongkong a ouvert, le 6 juillet 1998, ses portes après six ans de travaux : pendant deux semaines, les tableaux d'informations sont en panne, les bagages perdus, les avions coincés durant des heures sur le tarmac, et les opérations cargos interrompues, faisant perdre des milliards de dollars à l'économie locale. Hongkong, qui, depuis un an, était « dirigé par des Hongkongais », perd la face : ce qui devait être un chant à la gloire d'un avenir radieux tourne au lamentable fiasco.

Les nouveaux dirigeants auraient-ils forcé la main aux techniciens pour inaugurer, en présence du président chinois Jiang Zemin et de son homologue américain, Bill Clinton,



un aéroport qui n'était clairement pas prêt ? La presse et le conseil législatif (Legco) font pression pour que l'on réponde à la question : qui est responsable ? Trois enquêtes sont diligentées. La première, à l'initiative du Legco, sera menée par treize de ses membres. Pris de court, le gouvernement s'empresse d'en confier une deuxième à la commis-

sion Woo, du nom du juge nommé à sa tête. La troisième sera réalisée par le médiateur.

Le 22 janvier, le juge Woo rend son verdict : c'est la faute de la direction d'Airport Authority, l'organisme chargé depuis 1990 de mener à terme le projet, à commencer par son patron Hank Townsend. Ses « techniciens » sont coupables de négligence, d'excès de confiance en eux, d'absence de coordination entre les différentes parties prenantes, et d'avoir caché la vérité sur l'état réel d'avancement du projet. Il identifie quatre responsables. Double surprise : ils sont tous étrangers, donnant à ce rapport un relent de revanche post-coloniale. Autre étonnement, Anson Chan, deuxième

personnage du gouvernement local et qui fut à la tête du comité d'organisation ayant supervisé le projet, est systématiquement dédouané.

TROIS LECTURES

Cinq jours plus tard, la commission du Legco se prononce à son tour : Anson Chan, qui n'a pas su évaluer l'état d'avancement réel du projet et n'a pas su s'assurer que ses équipes prêtaient suffisamment d'attention aux signaux d'alarme, supporte une responsabilité personnelle particulière. Puis vient le jugement de Salomon du médiateur : il renvoie dos à dos le gouvernement et la direction opérationnelle du projet, et met en cause l'absence de communication entre les deux parties.

Trois rapports, trois lectures d'un même événement et de sa genèse. Et trois conceptions de la responsabilité politique.

D'un côté, le juge Woo a soigneusement évité d'entrer dans la controverse sur la responsabilité politique, en chargeant d'abord les « techniciens ». De l'autre, le Legco s'est attaché au principe que, si les politiques ne peuvent être familiers de chaque détail d'un tel projet, la responsabilité revient à ceux qui le supervisent et qui doivent, à ce titre, porter une attention particulière aux risques encourus. Enfin, le médiateur a souligné que la responsabilité des uns et des autres ne pouvait être véritablement exercée que si les informations passaient librement entre le politique et le technique.

Sur un territoire où le chef du gouvernement local, nommé par Pékin, n'a pas de légitimité démocratique, un tel débat ne pouvait que prendre une résonance particulière. Pourtant, il n'a été que très partiellement abordé. Le chef exécutif Tung Chee-hwa a systématiquement esquivé le dossier, de peur sans doute qu'il ne mène à la question de sa propre responsabilité, et partant de sa légitimité. Seule la presse, à commencer par le quotidien de langue anglaise *South China Morning Post*, a posé les termes du débat. Mais il s'est refusé à pousser plus avant la question de la responsabilité des dirigeants du territoire. Il a fini par conclure : « Il est temps de clore le dossier. »

Valérie Brunschwig

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Ivan Rioufol

■ Pour le petit monde politico-médiatique, la messe était dite : la droite réactionnaire, pour ne pas dire l'extrême droite, pétainiste en somme, devait défilier hier à Paris pour dénoncer le mariage des homosexuels. Les « ringards » seraient apparus, évidemment, très « province ». La gauche les aurait trouvés consternants. (...) Le Pacte civil de solidarité, « ce grand progrès », se serait imposé de lui-même face à tant d'obscurantisme. Rien de tout cela ne s'est passé. (...) Ce ne sont, dans leur grande majorité, ni des militants politiques ni des « homophobes » qui ont défilé, comme aimeraient

le laisser croire la gauche et les mouvements homosexuels. La « génération anti-Pacs » apparue hier s'est construite, plus simplement, sur la défense d'une vision de la société : elle ne réclame rien, sinon de s'impliquer dans la consolidation de la famille. Grotesque ?

LIBÉRATION

Bruno Dupuy

■ Les organisateurs de la marche anti-Pacs du jour du Seigneur l'ont fait en gardant en mémoire le souvenir de la grande manif en faveur de l'enseignement privé de 1984 - arme efficace contre le projet socialiste de l'époque et date symbolique d'un début de reconquête de l'opinion par la droite. Les mêmes ou presque

étaient hier dans les rues des beaux quartiers parisiens, animés de la même ardeur. Mais ils n'étaient pas seulement infimement moins nombreux. Au-delà de toute querelle de chiffres, ceux qui, voilà quinze ans, pouvaient prétendre parler au nom d'une majorité potentielle ont montré hier qu'ils n'étaient qu'une (très grosse) minorité.

LA CROIX

Bruno Dupuy

■ Il fallait n'avoir pas froid aux yeux pour manifester, dimanche, contre le Pacs ! (...) Il fallait, d'abord, braver les rigueurs de l'hiver... Mais aussi, et peut-être surtout, assumer des convictions bravant la rigueur des modes, les courants médiatico-culturels do-

minants, le sarcasme et la caricature. (...) Ce fut d'abord une manifestation-démenti : les prétendus « ringards » ont fait la fête, les présumés « conservateurs » étaient juvéniles et les pseudo-« tristes » avaient le cortège rythmé. (...) On pense évidemment à 1984, mais la comparaison a ses limites. En 1984, les partenaires de l'école catholique luttaient contre un projet qui, selon eux, menaçait directement et immédiatement leurs établissements. Aucun des adversaires du Pacs n'est personnellement menacé de devoir changer de vie. Ce qui est en jeu c'est une idée sur laquelle il fonde sa vie vaillante que vaille. Et une institution sans laquelle il ne donne pas cher de l'avenir. Alors, les sarcasmes...

www.freepatents.org

Une campagne pour éviter que l'Europe n'adopte le modèle américain de brevets sur les logiciels

JEAN-PAUL SMETS, vingt-neuf ans, ingénieur des Mines et consultant informatique, s'est lancé dans une croisade a priori obscure, mais qu'il considère comme hautement stratégique : il veut empêcher que l'Union européenne ne s'aligne sur les Etats-Unis en matière de brevets sur les logiciels. « En Europe, les logiciels sont protégés par le droit d'auteur en tant que produits finis, mais grâce à une directive de 1991 on ne peut pas les breveter. En revanche, aux Etats-Unis et au Japon, tout est brevetable : chacun des éléments composant un logiciel, ses moindres fonctions, les procédés et les algorithmes qui ont servi à le créer, ou même un curseur clignotant dans un traitement de texte. Vingt mille brevets de ce type ont été déposés l'année dernière aux Etats-Unis, trente-cinq mille au Japon. »

Les effets pervers de ce système ont été dénoncés de longue date par de nombreux professionnels américains et par des associations comme la League for Programming Freedom (LPF) : les grands



éditeurs qui dominent le marché ont amassé de gigantesques portefeuilles de brevets, et s'en servent pour bloquer la concurrence. Il est devenu très difficile de créer un nouveau logiciel sans empiéter par inadvertance sur un ou plusieurs brevets : les auteurs, découvrant

après coup qu'un élément de leur logiciel a déjà été breveté, doivent payer des royalties exorbitantes, ou céder en échange leurs propres inventions. Parfois, ils sont poussés à la faillite à coups de procès. Certains secteurs sont devenus trop dangereux pour que les créa-

teurs indépendants s'y aventurent. En outre, la prolifération des brevets entrave le développement des logiciels libres.

Or la Commission de Bruxelles travaille actuellement sur une réforme du brevet en Europe, et certains responsables envisagent de s'inspirer du modèle américain. Par ailleurs, selon M. Smet, les Etats-Unis mènent campagne pour la généralisation de leur système : « Un grand patron américain a dit en substance : les brevets sur les logiciels sont une mauvaise chose, mais, puisqu'ils existent aux Etats-Unis, il faut que les autres pays les adoptent aussi, sinon ils bénéficieront d'un avantage concurrentiel. »

Pour alerter les internautes européens, M. Smet vient d'ouvrir un site Web destiné à rassembler la documentation disponible sur le sujet, et à devenir le quartier général de sa campagne. Il espère recruter des volontaires qui l'aideront à mener des actions de lobbying à Paris et à Bruxelles.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

CONSEIL MUNICIPAL

■ Une séance de conseil municipal du XIV^e arrondissement de Paris sera retransmise sur Internet, lundi 1^{er} février, à partir de 20 heures. La diffusion aura lieu en direct, avec trente minutes de décalage. www.paris4.org

PROCÈS COSTES

■ Le tribunal correctionnel de Paris a déclaré prescrites les poursuites engagées contre l'artiste parisien Costes pour injures et diffamation raciales, provocation à la haine et à la violence raciale dans des textes de chansons affichés sur Internet (*Le Monde* du 26 mai 1997). Les constitutions de partie civile de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Lora), du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et de la Ligue des droits de l'homme sont irrecevables. L'UEJF avait été déboute une première fois en 1997 pour des raisons de procédure. De son côté, Costes avait toujours nié ces accusations, considérant que son œuvre, délibérément provocatrice, était fondamentalement antiraciste et que sa vie privée et ses engagements politiques attestaient de ses convictions.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1086 F ☐ 1 AN - 1980 F
au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F
Soit 90 F d'économie

je joins mon règlement soit :
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde
☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____
☐ M. ☐ Mme Nom : _____

Prénom : _____
Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE	
	USA-CANADA
1 AN	2190 F 2980 F
3 mois	599 F 790 F

Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021

La Journée des lépreux

par Alain Rollat

VOS PROPOS, madame, mesdemoiselles, avaient le mérite de la franchise. Permettez que les miens ne soient pas hypocrites.

Vous, madame, qui défiez derrière une poussette, vous vous êtes exprimée, sur France 2, en mère de famille soucieuse de l'avenir des enfants des autres : « Nous ne voulons pas qu'un jour, avez-vous dit, des enfants puissent être adoptés par des couples homosexuels. » J'aurais aimé que vous précisez votre pensée. Parce que je ne connais pas beaucoup d'enfants orphelins qui refuseraient d'être aimés au seul motif qu'ils pourraient l'être par des parents du même sexe.

Vous, mesdemoiselles, vous vous êtes exprimées, l'une sur France 3, l'autre sur TF1, sur un registre moins ocuménique. « Il ne faut pas qu'il y ait des pédés, avez-vous proclamé, parce qu'on ne construit pas une famille avec deux pédés ! » Il serait plus nor-

sexuels à lutter contre leur mal, avez-vous affirmé, plutôt que de les aider à fonder des familles, ce qui, de toute façon, ne pourra pas les aider à surmonter cette maladie... J'aurais aimé que vous explicitiez vos conceptions de la famille et de la prophylaxie. Parce que je connais des couples homosexuels plus solides que certaines familles monoparentales, et des familles bien construites dans lesquelles l'homosexualité d'un enfant n'est pas traitée comme une maladie honteuse.

Franchise pour franchise, je ne vous cacherais pas que vos propos m'ont donné l'impression que vous assimiliez les homosexuels à ces lépreux dont c'était, paraît-il, ce même dimanche, la « Journée mondiale ». Je voudrais donc, fraternellement, vous mettre en garde contre une autre forme de lépre, très contagieuse, qui se développe toujours dans le stila-

bonnes mœurs : la lépre de l'intérieur, celle qui rétrécit la pensée, rabougrit le cœur, ronge l'âme. Son premier symptôme est caractéristique : on voit le mal derrière la moindre différence. On commence par manifester ses croyances sur la voie publique, on finit par y lapider celles des autres. Ne m'obligez pas à brandir l'Evangile comme Christine Boutin dégalise la Bible !

Je ne crois pas, moi non plus, que l'homosexualité soit l'avenir de l'humanité. Mais je ne crois pas davantage qu'elle soit une menace pour l'avenir de l'hétérosexualité. C'est le manque d'amour qui détruit la famille, rarement le trop-plein. Cela dit, bien entendu, avec toute mon affection. Et même avec mes remerciements. Les homosexuels m'étaient, je dois l'avouer, assez indifférents. En bien ! grâce à vous, madame, mesdemoiselles, ils me sont devenus

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / 33

FILMS DE LA SOIRÉE

19.00 **Lucky Jo** ■
Michel Deville (France, 1964,
N, 90 min). Ciné Classica

20.40 **L'Amnaghe** ■
George Roy Hill (États-Unis, 1973,
130 min). 13^{ème} Rue

20.45 **Sweetie** ■
Jane Campion (Australie, 1989,
v.o., 95 min). Arte

20.45 **La Dausse inachevée** ■
Henry Komar (États-Unis, 1947,
120 min). Mezzo

21.00 **Opening Night** ■
John Cassavetes (États-Unis, 1976,
v.o., 145 min). Paris Première

21.15 **Irma la douce** ■
Billy Wilder (États-Unis, 1963,
150 min). Ciné Classica

22.00 **Ultimatum** ■
John et Roy Boulting (EU, 1951,
N, v.o., 95 min). Ciné Classica

22.20 **Paul Bowles - Demi-lune** ■
Frieder Schleich et Irene von Albert
(Allemagne, 1995, v.o., 30 min). Arte

22.20 **Une brigade d'enfer 1** ■
Kevin Reynolds (États-Unis, 1985,
95 min). Canal Jimmy

22.25 **Friends** ■
Baine Proctor (France - Grande-
Bretagne, 1993, 110 min). TMC

22.50 **The Crow** ■
Alex Proyas (États-Unis, 1993,
100 min). Cinéstar 2

23.25 **Parce** ■
John Cassavetes (États-Unis, 1966,
N, v.o., 150 min). Paris Première

23.45 **L'homme**
qui tua Liberty Valance ■
John Ford (États-Unis, 1962,
N, v.o., 120 min). Ciné Classica

0.35 **Le silence**
est d'or ■
René Clair (France, 1947, N,
95 min). Arte

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

21.50 **L'Ecran témoin**.
Peut-on se passer du nucléaire ?
Invités : Jean-Pol Poncelet, Anne-Marie
Léon, Paul Lamy, Noël Mamère,
Ernest Mundi, Yves Jonhson, Philippe
Massat. RTBF 1

MAGAZINES

18.00 et 21.00 **Le Grand Journal**.
Les petites Indes. Histoire
Canal +

18.30 **Nulle part ailleurs**.
Histoire
Canal +

19.00 **Nature**. Dérivation. Une centrale
thermique s'écroule sur le Danube.
L'agriculture en Europe : le retour de la
culture extensive. Les braconniers se
recroisent en gardes-chasse. Arte

19.10 et 0.10 **Le Rendez-vous**.
Christine Deviers Joucaur. LCI

20.00 **20h Paris Première**.
Francis Lalanne. Paris Première

21.05 **Le Point**.
Le casse-vite d'un inventeur.
Le "Clock in Syndrome". TV 5

22.45 **Y a pas photo ! Les jeux**.
Avec Mouna Drouot, Sophie Favier. TF 1

22.55 **D'un monde à l'autre**.
A toute vitesse. France 2

0.50 **Le Cercle**.
France 2

DOCUMENTAIRES

19.20 **Chili impressions**. [44]. Histoire

19.25 **Mardi de Barents, l'éternel**
renouveau de la vie. Odysée

20.15 **360°**, le reportage GEO :
Portraits de femmes. [14].
Juchan : Les femmes au pouvoir. Arte

SPORTS EN DIRECT

20.20 **Le Jardin de la pieuvre**.
Odysée

20.25 **Belcanto**.
Georges Thill, 1897-1984. Muzik

20.35 **L'Épopée des fusées**. [413].
La course est lancée. Planète

20.45 **Les Derniers Pottokak**.
Odysée

21.15 **Prédateurs de l'Arctique**.
Odysée

21.35 **L'Histoire de l'Italie au XX^e siècle**.
La réaction fasciste et la crise
de l'Etat libéral. Planète

21.40 **Maroc ancestral**.
Odysée

22.15 **Tierra Gitana. Les Gipsy**
Kings vus d'Amérique. Planète

22.45 **Nagasaki**.
Odysée

23.30 **Maestro**. [35].
Le XVIII^e siècle à Venise.
La rencontre de nos ancêtres.
[176]. La sonnette du loup. Odysée

0.05 **A la rencontre de nos ancêtres**.
[176]. La sonnette du loup. Odysée

0.20 **Des livres et des rois**.
Odysée

0.40 **Années 60, l'odyssée**
de l'automobile. Planète

0.45 **La Case de l'Oncle Doc**.
Devadasi, courtisane sacrée. France 3

MUSIQUE

21.00 **Simpin Bocanegra**.
Opéra de Verdi. Mise en scène.
Elijah Moshinsky. Par l'Orchestre
du Royal Opera House.
dir. Sir Georg Solti. Muzik

23.35 **Epherto Gismonti Trio**.
Montreal 98. Muzik

SÉRIES

20.35 **Chuck Berry Rock'n Roll**.
Series. Toronto. Canal Jimmy

0.35 **Joan Sutherland**.
Toronto 66. Muzik

0.50 **Jazz 6. McCoy Tyner**
& the Latin All-Stars. M 6

20.10 **Pour l'amour d'Elena**.
Maurice Frydland. RTBF 1

20.50 **La Femme d'un seul homme**.
Jean-Pierre Decourt. TF 1

20.55 **Les Alouettes suédoises**.
Jacques Ertaud [1/3]. France 2

22.05 **Supplément détachable**.
Festival de Clermont-Ferrand.
Gildas Kerzone, de J. Kounen. Canal +

22.50 **Courts au 13**.
Le Studio d'Olivier Legan. 13^{ème} Rue

23.50 **Court-circuit**.
Les Mots magiques.
de Jean-Marc Vallée. Arte

20.15 **Ellen**. Episode pilote. RTL 9

20.45 **Richelieu**. [1/6]. Histoire

21.25 **New York Police Blues**.
Je ne veux pas mourir. Canal Jimmy

22.20 **The Sentinel**.
Ken Loach (Grande-Bretagne, 1991,
v.o., 95 min). Cinéstar 2

23.00 **Masada**. [44]. Histoire

23.05 **Buffy contre les vampires**.
Mentor. Série Club

0.15 **Le Retour d'Arène Lupin**.
La sorcière aux deux visages. TMC

NOTRE CHOIX

20.45 Histoire

Richelieu
Le cardinal de Richelieu est l'un
des personnages les plus contro-
versés de l'histoire de France :
grand homme d'Etat, tout dévoué
au service du pays et de la monar-
chie pour les uns, prélat avide de
puissance, intrigant, ambitieux et
retors pour les autres. Adapté du
livre de l'historien Philippe Erlanger
par Jean-François Chappé et
Jean-Pierre Decourt, « Richelieu »
(6 x 55 min, diffusé en trois fois)
brosses un portrait objectif de
l'Homme rouge et montre un
grand et habile politicien qui a fait
de la France un pays puissant et
moderne, sans dissimuler le côté
noir du personnage. La réalisation
de Jean-Pierre Decourt, un spécia-
liste du feuilleton historique, est
sommptueuse. Pierre Verrier campe
un remarquable Richelieu à la fois
digne et exalté. - J.-J. S.

20.55 TF 1

La Femme d'un seul homme
Sabine (Clémentine Céleri) a
abandonné son métier de comé-
dienne pour celui de prof de fran-
çais afin de pouvoir se consacrer
davantage à sa fille Valentine,
quinze ans, et à son mari Richard,
chirurgien. Sa vie bascule lors-
qu'elle découvre que son époux a
une liaison avec Barbara (Barbara
Schulz), une jeune femme de
vingt-huit ans. Elle ne se laisse
toutefois pas abattre, et décide
d'entrer secrètement en contact
avec sa rivale afin de comprendre
ce qui motive son mari. Séduite
par la fraîcheur et le caractère im-
pulsif de Barbara, Sabine devient
son amie et tente de se servir
d'elle pour reconquérir Richard.
Réalisée par Robin Renucci, cette
comédie sentimentale au ton mo-
dérné - on y dialogue par Inter-
net - vaut surtout par le talent des
interprètes féminines. - S. Ké.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.50 **Exclusif**.
19.05 **Le Bigdip**.
20.00 **Journal, Météo**.
20.50 **La Femme d'un seul homme**.
Téléfilm. Robin Renucci.
22.45 **Y a pas photo ! Les jeux**.
0.15 **Les Sauveteurs de l'impossible**.
1.00 **Mode in France**.
Hommes : Mode des créateurs.

FRANCE 2

17.55 **► Hartley, cœurs à vif**.
18.45 **Et un, et deux, et trois**.
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**.
19.20 **Qui est qui ?**
Journal, Météo.
20.55 **Les Alouettes suédoises**.
David et Olivier.
Téléfilm. Jacques Ertaud [1/3].
22.55 **D'un monde à l'autre**.
A toute vitesse.
0.50 **Le Cercle**.
2.10 **Histoires courtes**.
Spécial Clermont-Ferrand.
Maurice Frydland. Acide amant.

FRANCE 3

18.20 **Questions pour un champion**.
18.50 **Un livre, un jour**.
18.55 **19-20 de l'Information, Météo**.
20.05 **Cosby**.
20.35 **Football**. Coupe de la ligue.
Monaco - Paris-SG.
22.40 **Météo, Soir 3**.
23.10 **Le Journal de Vail**.
23.15 **Un taxi pour Tobrouk**.
Film. Denis de La Paillette.
0.45 **La Case de l'Oncle Doc**.
Devadasi, courtisane sacrée.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40
18.30 **Nulle part ailleurs**.
20.35 **Pas si vite**.
20.40 **Bean**.
Film. Mel Smith.
22.05 **Supplément détachable**.
Un beau jour sans conséquences.
22.40 **Le Café des Jules**.
Film. Paul Vecchiali.
23.45 **Bonne habitude**.
0.55 **Le Guerrier d'acier**.
Film. Norberto Barba (v.o.).

ARTE

19.00 **Nature**.
19.45 **Météo, Arte info**.
20.15 **360°**, le reportage GEO :
Portraits de femmes. [14].
Juchan : Les femmes au pouvoir.
20.45 **Sweetie** ■
Film. Jane Campion (v.o.).
22.20 **Paul Bowles - Demi-lune** ■
Film. Frieder Schleich
et Irene von Albert (v.o.).
23.50 **Court-circuit**. Cours magiques.
Jean-Marc Vallée. Les Mots magiques.
Les Mots magiques.
0.35 **Le silence est d'or** ■
Film. René Clair

M 6

18.25 **Lois et Clark**.
19.20 **Mariés, deux enfants**.
19.54 **Le Six Minutes**. Météo.
20.10 **Notre belle famille**.
20.40 **Dérivation info**.
Les Produits stars.
20.49 **Soirée Grease**.
20.50 **Grease**. Film. Randal Kiser.
22.45 **Grease 2**. Film. Patricia Birch.
0.50 **Jazz**.
McCoy Tyner & the Latin All-Stars.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 **Agora**. André Bay.
21.00 **L'Histoire en direct**. 1940 : la
création de l'école des cadres d'Union.
22.10 **Fictions**. Le murmure des jaguars
de Edward von Keyserling [1/2].
23.00 **Nuits magnétiques**.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Concert**.
Par l'Orchestre symphonique allemand.
dir. Vladimir Ashkenazy : Œuvres de
Nielsen, Pärt, Sibelius.
22.30 **Musique plurielle**. Œuvres
de Dazzi et Groudon. Hersant.
23.07 **► Le Bel Aujourd'hui**. Œuvres
de Webern, Jarrell, Berg, Schoenberg.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 **Les Solitaires**. Œuvres de Prokofiev.
20.40 **Joseph Joachim**, compositeur.
Œuvres de Mendelssohn, R.
Schumann, Jochim, Lest, Brahms.
23.30 **Les Solitaires**. [suite]. Œuvres
de Beethoven, Liszt, Bruch, Bach.

FILMS DU JOUR

13.25 **The Crow** ■
Alex Proyas (États-Unis, 1993,
100 min). Cinéstar 2

15.55 **Dune** ■
David Lynch (États-Unis, 1984,
135 min). Cinéstar 1

18.40 **Jardins de pierre** ■
Francis Ford Coppola (États-Unis,
1987, 110 min). Cinéstar 2

19.20 **La Charge victorieuse** ■
John Huston (États-Unis, 1951,
N, v.o., 70 min). Ciné Classica

20.00 **Ultimatum** ■
John et Roy Boulting (États-Unis,
1950, N, v.o., 100 min). Ciné Classica

20.30 **L'Aventure de Catherine C.** ■
Pierre Bouche (France, 1998,
100 min). Ciné Classica

20.30 **Les Guichets du Louvre** ■
Michel Mitrani (France, 1974,
105 min). Festival

20.30 **Silverado** ■
Lawrence Kasdan (États-Unis, 1985,
130 min). Cinéstar 1

20.50 **Papy fait de la Résistance** ■
Jean-Marie Poiré (France, 1983,
120 min). TF 1

20.55 **► Le petit prince a dit** ■
Christine Pascal (France, 1992,
105 min). France 2

22.10 **Lucky Jo** ■
Michel Deville (France, 1964,
N, 90 min). Ciné Classica

22.10 **Fargo** ■
Joel Coen et Ethan Coen (États-Unis,
1996, v.o., 100 min). Ciné Classica

22.30 **Sid and Nancy** ■
Alex Cox (Grande-Bretagne, 1986,
v.o., 115 min). Paris Première

20.15 **Peña Tio José De Paula**.
Mont-de-Marsan 98. Muzik

21.00 **Symphonie n° 8**
en do mineur, de Bruckner.
Dir. Sergiu Celibidache.
de Vienne, dir. Pierre Boulez. Muzik

22.25 **Symphonie n° 8**,
de Bruckner. Par l'Orchestre
symphonique de Munich,
dir. Sergiu Celibidache. Muzik

22.45 **Les Vêpres à la Vierge**
de Monteverdi. Mezzo

20.40 **Le Signe du singe**.
Fabrice Roudot. Canal +

22.15 **Saint-Exupéry**.
Robert Enrico. Festival

22.40 **Les Retrouvailles**.
de la peur. Muzik

1.00 **Bonjour Timothy**.
Wayne Tourtel. Arte

17.25 **Seconde B**.
Fouche par l'ina mène. TMC

17.50 **Hawaii police d'Etat**.
[1/2]. Le cocon. Série Club

18.30 **Les Repentis**.
Mariage à l'essai. RTL 9

20.00 **Larry et Balki**.
Série. TMC

20.05 **Cosby**.
Basketball Story. France 3

20.15 **Ellen**. The Promotion. RTL 9

20.40 **The Practice**. Episode pilote. Série Club

20.55 **La Vie à cinq**.
Maurice Influence. Téva

21.00 **Seinfeld**.
Grand et décadence. Canal Jimmy

21.45 **Ally McBeal**. Being There (v.o.). Téva

22.10 **La Rédac**.
Série noire. Disney Channel

22.15 **Twins Peaks**.
Episode n° 5 (v.o.). Série Club

23.30 **Les Grandes Marées**. [48]. TV 5

22.50 **High Secret City**. Le témoin.
Cinquante ans après. TF 1

22.55 **Fallen Angels**.
Morille amère (v.o.). Canal Jimmy

23.10 **Millennium**. Annamora. TSR

23.20 **Galactica**.
[2/2]. Les Cyclons arrivent. 13^{ème} Rue

23.30 **Star Trek**, la nouvelle génération.
Élan d'esprit (v.o.). Canal Jimmy

0.20 **Star Trek**, Deep Space Nine.
Avec des si (v.o.). Canal Jimmy

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

16.30 **Les Dossiers de l'Histoire**.
Les petites Indes. Histoire

17.00 **Les Lumière du music-hall**.
Félix Leduc. Paris Première

17.10 **Le Débat**.
Tony Curtis. Paris Première

18.00 et 21.00 **Le Grand Journal**.
LCI

18.30 **Nulle part ailleurs**.
Canal +

19.00 **Archimède**.
Arte

19.10 et 0.10 **Le Rendez-vous**.
LCI

20.00 **20h Paris Première**.
Nathalie Baye. Paris Première

20.50 **Les Chemins de l'impossible**.
Arinbold, le médecin
du désert de Gobi. Boivie,
les mineurs du diable. M 6

21.00 **Le Gal Serrail**.
Paul-Émile L'Héritier ?
Invités : Claude Allègre,
Alain Finkielkraut, Marc Fumaroli,
Yves Jonhson, Arielle Dombasle. Paris Première

21.05 **Temps présent**.
Entre le granité et le scanner.
Mon sordier est docteur. TV 5

22.55 **► La Vie à l'endroit**.
Le palais des mille
et une femmes. France 2

23.20 **Nimbus**. Méteux : Alerne
aux toitures ! Invités : André Pict,
Michel Boisset, Jean Descamps,
Jean-Luc Trépan. France 3

0.15 **Zone interdite**.
Histoires d'héritage. M 6

0.50 **Le Cercle**.
France 2

1.35 **Saga-Chifs**. Fatima. France 3

DOCUMENTAIRES

17.00 **Cinq colonnes à la une**.
Planète

17.20 **Chili impressions**.
[44]. Monsieur le président. Histoire

17.20 **Des livres et des rois**.
Odysée

18.05 **Les Grands Compositeurs**.
[47]. Giacomo Puccini. Planète

18.05 **Mariage en Papouasie**.
Nouvelle-Guinée. Odysée

19.00 **Le Musée d'Orsay**.
L'an nouveau. Odysée

SPORTS EN DIRECT

16.40 **Football**. Coupe de la Ligue.
Sochaux - Nancy. France 2

20.30 **Ski**. Championnats du monde.
Super G messieurs. Eurosport

20.35 **Football**. Coupe de la Ligue.
Le Havre - Lens. France 3

22.00 **Boxe**.
Jean-Marc Mormeck - Joe Stevenson.
À Pont-Saint-Maurice. Eurosport

MUSIQUE

18.00 **Chick Corea**.
Jazz à Vienne 98. Muzik

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, dans dimanche-tundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
► Signal dans le Monde Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou classiques
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

20.50 M 6

Les Chemins de l'impossible
La vie quotidienne
est une aventure

DU GRAND REPORTAGE sur
M 6 : L'apparition d'un nouveau
magazine ambitieux programmé à
une heure civilisée sur l'ex-petite
chaîne qui monte mérite d'être sa-
luée. L'idée de Tony Comiti et Pa-
trick Forestier est séduisante :
suivre au plus près des femmes et
des hommes qui, dans leur vie
quotidienne, doivent franchir des
obstacles parfois redoutables pour
exercer leur métier ou, simple-
ment, pour survivre. « Ce n'est ni
un magazine d'aventure ni d'aven-
turiers, mais plutôt une émission de
géographie humaine, dans laquelle
on va s'intéresser à des personnages
qui ne font pas la "une" de l'actua-
lité mais qui permettent, en les
abordant de près et en vivant avec
eux, de faire connaître au grand pu-
blic ce qui se passe réellement dans
les pays en question », précise
François Clémenceau, chef du ser-
vice étranger à Europe 1 et présen-
tateur des « Chemins de l'impos-
sible ».

Le magazine se décompose en
deux parties : un reportage de
26 minutes suivi d'un autre de
52 minutes. Si le premier sujet (le
quotidien d'Arinbold, médecin
dans le désert de Gobi) manque de
profondeur, le second, sur le des-
tin tragique des mineurs boliviens,
est impressionnant. Filmé par Paul
Comiti dans des conditions pé-
nibles, à 250 mètres sous terre, au
cœur de mines tombant littérale-
ment en ruines, le document
prend aux tripes.
« Nous n'hésions pas à partir un
mois en tournage pour réaliser un
52 minutes, précise Pascal Leibovi-
ci, le rédacteur en chef. Il faut don-
ner du temps aux reporters pour
créer des liens avec les personnages
qu'ils filment et aussi pour savoir se
faire oublier. » Une majorité des
sujets programmés proviendront
de la maison de production de To-
ny Comiti et les numéros à venir
permettront de découvrir les ma-
tadors de Bogota, des juges cana-
diens peu ordinaires ou encore les
dangers rencontrés chaque jour
par les usagers de la « route qui
tue », au Kenya. Quatre numéros
sont programmés d'ici à juin. Et, si
tout se passe bien, « Les Chemins
de l'impossible » devraient deve-
nir mensuels à la rentrée de sep-
tembre.

Alain Constant

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
13.45 **Les Feux de l'Amour**.
14.30 **Arabesque**.
15.30 **La loi est la loi**.
16.25 **L'homme qui tombe à pic**.
17.15 **Sunset Beach**.
17.40 **Beverly Hills**.
18.30 **Exclusif**.
19.05 **Le Bigdip**.
20.00 **Journal, Météo**.
20.50 **Papy fait de la Résistance** ■
Film. Jean-Marie Poiré.
22.50 **High Secret City**. Le témoin.
Cinquante ans après. TF 1

FRANCE 2

13.35 **Mode in France**.
Hommes : Mode des créateurs.
1.35 **TF 1**, Météo. Météo.
1.50 **Reportages**.
Pitfalls, nos pour tuer ?

FRANCE 3

13.50 **Derrick**.
14.15 **Météo**.
14.30 **Solo**.
14.40 **Tiercé**.
15.55 **La Chance aux chansons**.
16.30 et 22.40 **Un livre, des livres**.
16.40 **Football**.
Coupe de la Ligue.
Sochaux - Nancy.

FRANCE 3

13.25 **Parole d'Expert**.
14.15 **Mété et fils**.
14.40 **Le Magazine du Sénat**.
14.50 **Questions au gouvernement**.
16.05 **Grands gourmands**.
16.40 **Les Minicrums**.
17.45 **Le Kado**.
18.20 **Questions pour un champion**.
18.50 **Un livre, un jour**.
18.55 **19-20 de l'Information, Météo**.
20.05 **Cosby**.
20.35 **Football**.
Coupe de la Ligue.
Le Havre - Lens.
22.40 **Météo, Soir 3**.
23.10 **Le Journal de Vail**.
23.20 **Nimbus**.
Méteux : Alerne aux toitures !
0.15 **Magazine olympique**.
0.40 **Le Cartable de Big Brother**.
1.35 **Saga-Chifs**. Fatima.

CANAL +

13.35 **Dernier voyage à Glasgow**.
Téléfilm. Jean Stewart.
15.20 **1 an de +**.
16.05 **Profession poubellologue**.
16.30 **Le Pile de San Francisco**.
Film. Thomas Carter.
► En clair jusqu'à 20.40
18.25 **Flash infos**.
18.30 **Nulle part ailleurs**.
20.30 **Le Journal du cinéma**.
20.40 **Le Signe du singe**.
Téléfilm. Fabrice Roudot.
22.20 **Supplément détachable**.
Survivre les toitures.
22.40 **L'Ultime Contrat** ■
Film. Kjell Sundvall (v.o.).
0.30 **Judex** ■
Film. Georges Franju.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 **Le Journal de la santé**.
14.00 **Et l'homme créa le Mont-Blanc**.
[36].
14.30 **La Cinquième rencontre**.
Sciences et santé.
14.35 **Le Clonage**. 15.25 **Encreton**.
16.00 **Les Grandes Aventures**
du XIX^e siècle.
16.30 **Les Dessous de la Terre**.
17.00 **Au nom de la loi**.
17.30 **100 % question**.
18.00 **Les Couilles de la science** [5/3].
18.25 **Météo**.
18.30 **Le Monde des animaux**.
19.00 **Archimède**.
19.45 **Météo**. Arte info.
20.15 **360°**, le reportage GEO :
Portraits de femmes. [2/2].
20.45 **► La Vie en face**.
Divorce à l'iranienne.
21.40 **Soirée thématique**.
Maurice hyperboréens.
Le polar en Scandinavie.
21.45 **La Loune blanche** ■
Film. Per Berglund.
23.25 **Méteurs et métaphysique**.
La nouvelle littérature
scandinave du crime.
0.25 **Jan Guillou**, le polar
politique en Suède.
1.00 **Bonjour Timothy**.
Téléfilm. Wayne Tourtel.

Comptes de « specticaire »

par Pierre Georges

LA VALIDITÉ des opinions se pèsera-t-elle désormais au trebuchet des manifestants ? En tout cas, les organisateurs de la marche anti-PACS ont pris une initiative remarquable et redoutable, dimanche : l'auto-comptage des protestataires. En faisant passer la famille française en colère dans les portiques automatiques placés sous contrôle d'huissiers, ils ont été en mesure de donner, à l'unité près, le nombre de personnes venues se dresser contre le diabolique projet de loi.

Le système photoélectrique, digne du Grand Prix du PACS à Vincennes, a permis de totaliser 98 403 partants. Chiffre précis, net et sans bavures. Une belle et grosse manif donc, moins importante que prévue - ils en espéraient le double - mais conséquente tout de même. 98 403 manifestants, sans compter les étourdis, les rétifs au portique, ceux qui prirent le cortège en marche, et en comptant les resquilleurs qui, malgré la vigilance des huissiers, prirent double part de portique.

Bref ne chipotons pas. Ils furent de l'avis général, portiques comme préfecture de police, 100 000. Et ce chiffre commun est bien en lui-même la preuve d'un bond en avant dans l'évaluation enfin performante des mouvements de foule. Le « Spec » (système photoélectrique de comptage) sera désormais à la manif, ce que l'Audimat est à la télévision : un instrument infallible de mesure de points d'audience. On pourrait même déposer à Sévres, au service poids et mesures, le « boutin », désormais étalonné à 98 403 manifestants. La manifestation programmée di-

manche, à une heure de grande écoute, a réuni, ainsi un « boutin » soit, on l'a entendu sur une radio ce matin de la bouche d'un doux fada en pourcentage, « 0,16 % du peuple de France » dont elle se réclame. Ce n'est pas négligeable, certes. Mais pas non plus le succès du siècle, ce raz-de-marée, façon défense de l'école privée, qui, naguère, se chiffra en « mégaboutins » et fit reculer le pouvoir. Comme quoi la transparence voulue par les organisateurs pour se défendre des turpitudes de la brigade comptable de la préfecture de police s'est un peu retournée contre ses auteurs. A trop vouloir se compter, on finit par se piéger un peu. Car, gageons que, sans portiques et sans huissiers, dans le bel enthousiasme des masses, ils se seraient sans doute estimés plus nombreux : 200 000 par exemple.

L'honnêteté ne paie pas ! Sur ce point précis, nous rappelait un confrère farceur, le petit père des masses Jacques Duclos avait émis, autrefois, une opinion fort comode : « Le vrai chiffre de participants à une manifestation, c'est celui de la conscience du prolétaire éclairé par son journal de classe ».

Alors, cessons ces comptes d'apothicaire ou de « specticaire », pour convenir que ce fut un beau quoique limité succès. Ils ont dit les uns, les autres, beaucoup de jeunes notamment, les photos font foi, ce qu'ils avaient à dire sur le PACS. Ils l'ont scandé, chanté, hué, moqué ce PACS. Et leur opinion en vaut bien une autre. Sans aller cependant jusqu'à leur concéder le monopole de trois mots revenus en permanence dans les slogans : « l'amour », « la famille », « les enfants ».

La Chine révisé sa Constitution pour réhabiliter le secteur privé

Il devient une « composante importante » de l'économie socialiste de marché

PÉKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises poursuivent la toilette constitutionnelle visant à réduire le grand écart entre le démantèlement de l'économie socialiste et des références idéologiques toujours frappées d'orthodoxie. La prochaine session de l'Assemblée nationale du peuple (ANP), en mars, sera appelée en effet à entériner une réécriture du texte fondateur réhabilitant avec éclat la mission du secteur privé dans l'économie du pays.

Une première révision de la Constitution, en 1988, avait certes déjà reconnu l'existence du secteur privé, toutefois cantonné au rôle de « complément » de l'économie étatique. Puis, en 1993, deux concepts « baroques » avaient fait leur apparition : « L'économie socialiste de marché » ayant vocation à s'épanouir tout au long d'une phase qualifiée d'« étape primaire du socialisme », innovation doctrinale signifiant que tous les accommodements avec la référence marxiste-léniniste étaient désormais autorisés.

Mais le président Jiang Zemin souhaitait aller plus loin encore dans le polissage des « tables de la Loi ». Le feu vert qu'il a donné à l'automne 1997 à la réforme des entreprises d'Etat, qui implique une « diversification des formes de la propriété », rendait nécessaires à ses yeux de nouveaux ajustements constitutionnels. Le comité permanent de l'ANP a donc adopté, fin janvier, différents amendements faisant franchir un nouveau pas à la transmutation idéologique du régime.

Dans la nouvelle mouture de la

Constitution, le secteur privé se voit ainsi hissé au rang de « composante importante » de l'économie socialiste de marché. Si la propriété publique reste « dominante » dans l'ensemble du système, la promotion du secteur privé n'en est pas moins significative par rapport au statut de simple « complément » qu'il était jusque-là relégué. Dans le même esprit, le profit se voit de facto consacré sous la jolie formule : « coexistence d'une variété de modes de rétribution ».

HOMMAGE À DENG XIAOPING

Ces arrangements avec la doctrine ont vocation à s'inscrire dans la durée car, selon un autre amendement, « La Chine va se trouver dans l'étape primaire du socialisme pour une longue période ». Il s'agit là d'un allongement significatif du contrat de bail : la version de 1993 de la Constitution limitait cette étape primaire à la phase « actuelle ». Enfin, Jiang Zemin rend hommage à l'héritage de Deng Xiaoping, le père de la réforme économique lancée il y a deux décennies, qui se trouve désormais canonisée : sa théorie sera inscrite dans le préambule de la Constitution aux côtés du marxisme, du léninisme et de la « pensée Mao Zedong ».

Cette réécriture de la Constitution a bien sûr une portée plus symbolique que juridique. Jiang Zemin entend renforcer la légitimité d'un secteur privé susceptible de fournir des activités de substitution aux salariés des entreprises publiques. Ce nouvel oxygène pourrait ainsi relancer une restructuration du secteur public qui bute depuis quelques mois sur la ques-

tion explosive du chômage. Or le développement de cette économie capitaliste embryonnaire - un million d'entreprises (souvent individuelles ou familiales), dix millions d'emplois - était jusqu'alors bridé par de multiples entraves. La plus grande difficulté pour ces nouveaux entrepreneurs est d'obtenir des prêts auprès des banques d'Etat. « Dans un pays où les milieux d'affaires ont été dominés pendant des décennies par les entreprises d'Etat, il y a encore beaucoup de discriminations à l'encontre du secteur privé », se plaignait récemment un article du China Daily.

Cette révision constitutionnelle vise aussi très opportunément à redorer le blason réformateur d'un régime qui, après une période de relative détente (été 1997-été 1998), vient de retomber dans ses errements répressifs du passé. Deux amendements cherchent à instiller quelques germes de modernité politique dans le système : l'un établissant avec insistance le « règne de la loi », l'autre substituant la notion de « crimes menaçant la sécurité nationale » à celle d'« activités contre-révolutionnaires » dans le code pénal.

L'objectif du premier amendement est clairement de consolider un dispositif institutionnel afin de rendre plus difficiles les grands ébranlements inspirés par les humeurs volatiles de tel ou tel « timonier ». Le second vise à gommer le caractère politique de la répression mais n'empêchera nullement les condamnations de dissidents auxquelles on a assisté en décembre 1998.

Frédéric Bobin

Parité : l'hypothèse d'un référendum est évoquée

DEPUIS que les sénateurs ont refusé de voter, le 26 janvier, le texte introduisant à l'article 3 de la Constitution la précision selon laquelle « la loi détermine les conditions dans lesquelles sont organisés l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives », l'hypothèse de faire trancher le débat par un référendum est évoquée à droite comme à gauche. A l'issue du séminaire du gouvernement, samedi 30 janvier, Lionel Jospin a observé que « pour dépasser le blocage (du Sénat), il serait bon que toute une série de citoyens et de citoyennes » s'expriment (lire page 6).

Dimanche, Jean-Pierre Chevènement l'a brandie comme une arme potentielle. Questionné, lors du « Grand jury RTL-Le Monde-LCI », sur l'obstruction du Sénat, le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'« on peut recourir à un référendum » et il a assuré que le « premier ministre fera les propositions qu'il jugera utiles le moment venu ». Le moment venu ? « Oui, au moment où il le décidera, au moment le plus opportun », a répliqué M. Chevènement laissant ainsi entendre que M. Jospin y est favorable. Quant au président de la République, a affirmé le ministre, il a « signé le projet. Par conséquent, son accord est acquis ».

« UNE SOLUTION »

En fait, pour l'heure, l'hypothèse est surtout utilisée comme une arme politique. Car le processus parlementaire est loin d'être achevé et il est encore théoriquement possible de trouver un accord entre Assemblée et Sénat au cours d'une deuxième lecture du projet, accord nécessaire à toute révision constitutionnelle, par la voie parlementaire. C'est le message que Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a été chargé de rappeler. Invité, dimanche, de l'émission « Publik » sur TF1, il a reproché au premier ministre d'avoir « allumé un vrai feu incendie politique ». L'important, c'est que tout le monde, à droite comme à gauche, est d'accord sur le principe », a-t-il dit.

Mais l'opposition des sénateurs, après leur premier combat contre le texte limitant le cumul des mandats, a achevé d'exaspérer le gouvernement. Profitant de ce qu'il considère comme une nouvelle démonstration de leur conservatisme, Lionel Jospin a déjà décidé jeudi d'engager la réforme du mode de scrutin sénatorial (Le Monde du 30 janvier). Il paraît maintenant déterminé à poursuivre la confrontation plus avant. D'autant plus qu'il met ainsi le président de la République dans l'embarras.

Alors qu'au soir du vote au Sénat, la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, envisageait encore de trouver un texte de conciliation, cette hypothèse paraît désormais écartée. Le gouvernement semble même décidé à convaincre sa majorité à l'Assemblée, qui avait légèrement modifié le projet en première lecture, de revenir strictement au texte initial, signé par le premier ministre et le président de la République afin d'obliger ce dernier à s'engager pour y rallier les sénateurs ou à subir avec eux l'accusation de conservatisme.

Du côté de l'Elysée, on cherche comment en sortir. L'effet désastreux de l'éviction des « juppistes », en 1995, est resté dans la mémoire chiraquienne. Le président tient donc à envoyer un signal plus positif aux femmes, d'autant que plusieurs élus de droite ont violemment réagi au geste du Sénat, en particulier la députée RPR Roselyne Bachelot qui a demandé au chef de l'Etat d'organiser un référendum sur ce sujet.

M. Chirac n'a pas l'intention de se laisser doubler sur ce terrain. Le 28 janvier, Patrick Devedjian a donc été prié de dire que « le référendum est après tout une solution » tout en rappelant que « tout dépend de la volonté du président de la République ». Une façon de tenir en respect la gauche sur ce terrain.

Robert Crumb, Albert Uderzo et Daniel Cohn-Bendit, « héros » du Festival international de la BD d'Angoulême

ANGOULÊME
de notre envoyé spécial

Le grand écart est une figure compliquée. Le 26^e Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, qui a eu lieu du 27 au 31 janvier, avait choisi de renouer avec le grand public, et sa fréquentation semble attester de la réussite de ce projet puisque 210 000 personnes (175 000 en 1998) ont fréquenté la quinzaine d'expositions et les « Bulles » abritant les stands des éditeurs. Cela n'a pas évité des malentendus.

Le jury des grands prix, réunissant les auteurs primés depuis 1974 et chargés de désigner le lauréat 1999, a surpris en décernant, samedi 30 janvier, son Grand Prix à l'Américain Robert Crumb et le Prix du millénaire - catégorie toute ponctuelle - à Albert Uderzo. Il associait ainsi le géniteur de *Fritz the Cat*, adepte de la contre-culture née dans les années 70, « pape de l'underground » panachant dans ses ouvrages le sexe, la marijuana et la critique de toutes les institutions, et l'un des pères d'*Astérix*, œuvre mondiale diffusée à 280 millions d'exemplaires.

On sait le premier recrus dans son ermitage du sud de la France, rétif aux entretiens et aux mondantés, et le second tout simplement hostile à un quelconque honneur venu d'Angoulême qui a ignoré, depuis plus d'un demi-siècle, le succès populaire des aventures du petit Gaulois. L'un et l'autre allaient-ils accepter ? Après avoir entretenu le suspense en indiquant, dans la soirée du 30 janvier, qu'il refusait ce Prix du millénaire, Albert Uderzo l'a finalement accepté.

Un autre malentendu aurait pu éclater. Daniel Cohn-Bendit avait été approché, en septembre 1998, via Laurent Frébois, président des Verts-Charente, pour remettre un des Alph-Arts (prix du festival, jeudi 28 janvier. Deux jours avant, en appelant la direction du festival, M. Frébois apprend que le chef de file écologiste aux élections européennes ne remettrait plus rien, à l'exception du Prix tournesol, trophée attribué à part des autres prix par le jury BD autonome des Verts. Conscients que « Dany gêne certains » et comprenant que « le Festival doit rester neutre », les Verts ont décidé de « ne pas en faire une affaire » mais soulignent « le manque de courtoisie » du festival.

Cela n'a pas empêché la cohue dans la brasserie surchauffée, où le jury Vert et son président décernaient leur prix.

Yves-Marie Labé

Une direction centrale de la police aux frontières est créée Place Beauvau

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR se dote d'une direction centrale de la police aux frontières (DCPAF), selon un décret publié au Journal officiel du 30 janvier. Cette nouvelle structure vient remplacer la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins (Diclic), qui avait été créée en octobre 1994 par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Alors présentée comme une « police de l'immigration », la Diclic avait elle-même remplacé, au sein de la direction générale de la police nationale, le service central de la police de l'air et des frontières (PAF).

Plusieurs autres modifications de l'administration centrale du ministère sont officialisées par le décret. Une direction de la formation de la police nationale sera chargée d'assurer la formation initiale et continue des différentes catégories de personnels. Une délégation aux affaires internationales, en charge des dossiers bilatéraux ou multilatéraux, ainsi qu'un centre d'études et de prévisions sont également créés par le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement.

DÉPÊCHES

■ GUINÉE-BISSAU : des tirs violents à l'arme lourde ont repris, lundi matin 1^{er} février, à Bissau entre les forces rebelles et les troupes gouvernementales, selon des témoins. Les violences interviennent alors que près de 300 soldats ouest-africains ont quitté Dakar, dimanche soir, pour Bissau à bord d'un navire militaire français, le *Siroca*, pour remplacer les troupes sénégalaises et guinéennes (Conakry), venues soutenir, en juin 1998, le président Vieira en butte à une rébellion. (AFP)

■ TURQUIE : le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan Abdullah Öcalan a échoué dans une tentative de se rendre, dans la nuit du dimanche 31 janvier au lundi 1^{er} février, aux Pays-Bas, dans l'espoir de se présenter à la Cour permanente d'arbitrage, à La Haye, à annoncer l'avocat néerlandais le représentant, M. Böcker. Son avion privé n'a pas pu décoller. (AFP)

Science & Vie

Découverte

Comment la matière devient réelle

L'ultime secret de la physique quantique enfin dévoilé

Enquête :

Saint-Exupéry :

L'affaire de la fausse gourmette

Génétique :

Main basse sur le génome humain

Encyclopédie du XX^e siècle :

l'aventure spatiale

avec Claudie André-Deshays

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI

Le Monde

ECONOMIE

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES

MARDI 2 FÉVRIER 1999



EUROPE
Odile Quintin,
directrice
générale
adjointe

de la DGV, souhaite élargir le champ de ses actions aux problèmes de société (page IV)



LA RÉCESSION ASIATIQUE ATTEINT TAIWAN

Avec le ralentissement de la croissance mondiale en 1999, le commerce extérieur restera un maillon faible de l'économie de l'île (page V)

51%

BOUSSELE

La part des salariés français utilisant un ordinateur est passée de 26 % en 1987 à 51 % en 1998. Mais l'inégalité entre les catégories socioprofessionnelles reste forte (page VI)

LA PÉNURIE D'EAU EST POUR DEMAIN

Dix pays se partagent aujourd'hui environ 65 % des ressources en eau potable. Une meilleure répartition de cette matière première vitale



sera l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle (page VI)



OFFRES D'EMPLOIS
De la page IX à la page XX

Hier l'Asie et la Russie, aujourd'hui le Brésil : l'économie mondiale semble entraînée dans une spirale sans fin. La Chine, avec l'éventualité d'une dévaluation du yuan, sera-t-elle le prochain domino à tomber ? Même les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas à l'abri...

La planète impuissante face au virus de la crise

CONTAGION

● Les experts réunis au Forum économique mondial de Davos s'interrogent sur les moyens de gérer l'impact de la mondialisation. Les crises asiatique, russe, et maintenant brésilienne prouvent que les marchés sont devenus incontrôlables.

● Pour l'heure, le plus préoccupant reste la mauvaise santé du Brésil,

qui pourrait entraîner dans la tourmente ses voisins proches, notamment l'Argentine. ● James Wolfensohn, le président de la Banque mondiale, préconise une nouvelle approche pour se prémunir des secousses à venir. Moins financière, la démarche prendrait davantage en compte les paramètres sociaux et politiques.

A qui le tour ? Après l'Asie de l'Est, le Brésil et, tout dernièrement, la Russie, neuvième économie mondiale, la Chine sera-t-elle la prochaine pièce à tomber au jeu d'échecs auquel se livre la finance mondiale depuis un peu plus de dix-huit mois ? La question a été, en tout cas, largement évoquée lors du Forum économique mondial de Davos, qui s'est ouvert le 28 janvier. Longtemps restée simple hypothèse d'école - aussi longtemps que Pékin a martelé sa volonté de maintenir un yuan fort - l'éventualité d'une dévaluation a pris corps depuis que la presse officielle chinoise a évoqué, le 24 janvier, les risques « mesurés » - selon le commentateur - qu'entraînerait une dévaluation ou un flottement de la monnaie chinoise. La nouvelle a provoqué derrière un accès de fièvre sur la scène financière internationale. Ce n'est là que le dernier avatar d'une longue série de crises qui, depuis juillet 1997, n'en finissent pas de secouer en tous sens la planète.

Après avoir largement contaminé les pays émergents (asiatiques et latino-américains), puis les nations en transition (la Russie et d'anciens compagnons de route de la défunte URSS), un redoutable virus financier campe aux portes de l'Occident. L'Amérique admet à présent que l'« effet samba » de la crise brésilienne risque de faire tanguer son économie, bien plus que ne l'avait fait en son temps l'« effet tequila » consécutif à la crise du peso mexicain, durant l'hiver 1994.

De son côté, l'Europe, contrainte de composer avec un net ralentissement conjoncturel de son activité, doit se préparer à tester la réelle solidité du « bouclier » que constitue théoriquement l'euro, au regard des chocs que ne manqueront pas de subir l'un ou l'autre des onze pays de l'Eurozone les plus engagés dans ces zones à risques.

A commencer par l'Espagne. Deuxième investisseur en Amérique latine (derrière les Etats-Unis), 12 % de ses exportations vont vers les pays latino-américains dans lesquels les banques espagnoles sont par ailleurs fortement engagées. Car la principale leçon à tirer est bien celle d'une contamination bien plus rapide que lors de précédents sinistres, et que personne ne sait circonscrire, à défaut d'avoir pu l'éviter. Le meilleur exemple de cette paralysie collective est la confection, en toute hâte, d'un plan de sauvetage préventif de près de 42 milliards de dollars (36 milliards d'euros) destiné à sauver le Brésil... et qui n'a quasiment servi à rien. Le

real a été dévalué et le drapeau noir flotte désormais sur la marmite brésilienne tandis que l'Amérique latine, fortement intégrée commercialement (notamment au sein du Mercosur), est mise à rude épreuve.

En Asie orientale, d'où le mal est venu, la convalescence est douloureuse et les risques de rechute ne sont pas à écarter. L'année 1999 marquera « l'heure de vérité » pour ces pays qui, sans avoir conclu d'accord régional en bonne et due forme, avaient bâti leur prospérité sur un réseau commercial dont le Japon était le centre nerveux. C'est ce système qui, pendant deux décennies, a fourni au développement de la région une certaine autonomie par rapport aux cycles conjoncturels des Etats-Unis ou de l'Europe. C'est lui aussi qui, aujourd'hui, contribue à entretenir et à aggraver un marasme régional qui a rapidement gagné d'autres rives.

Cette vélocité interpelle les experts : alors que la crise du peso était restée cantonnée au Mexique

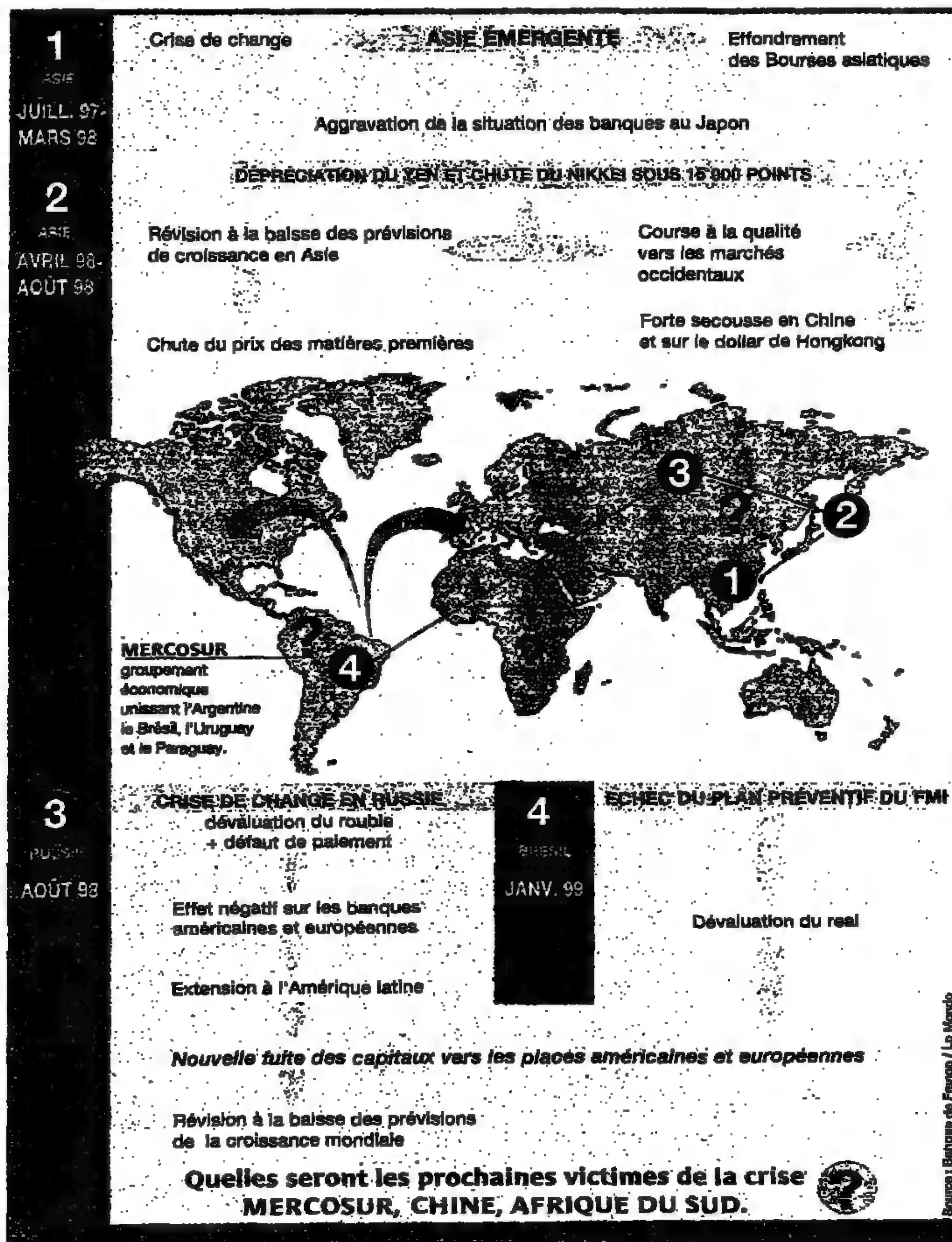
et partiellement à l'Argentine, celle du bath thaïlandais a pris en trois semestres une dimension mondiale. Pour l'expliquer, ils mettent en avant deux facteurs : si la dépréciation du taux de change a réduit les fragilités structurelles au Mexique, elle les a aggravées en Asie.

Ensuite, le potentiel de transmission des crises a été plus important en Asie qu'en Amérique latine. La contagion a emprunté deux voies : un canal financier via un désengagement rapide des capitaux installés dans les pays émergents ; une contagion économique via une déflation lente dont l'essentiel reste probablement à venir.

A cela il faudrait ajouter les risques inhérents à la fragilité du soubassement bancaire et financier dans tous les pays incriminés et contaminés. Un problème vital auquel veulent s'attaquer notamment les autorités chinoises, sachant qu'il peut saper l'ensemble de l'édifice.

Serge Marti

Lire la suite du dossier pages II et III.



INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

ISM Membre et/ou accrédité
ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive
Master of Business Administration

■ 520 h de formation intensive en management international :
diplôme ieMBA accrédité
● 10 séminaires mensuels à PARIS
● 2 mois à NEW YORK et thèse

Certificats en Management International

■ Corporate Finance ■ International Marketing
■ 120 heures à Paris ou New York

MBA Master of Business Administration
in International Management

■ Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois
dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08
Programme exclusivement géré par International School of Management USA
Internet : <http://ism-mba.edu> e-mail : ism@ism-mba.edu

ISM

CONTAGION

Questions-réponses

1 La crise était-elle prévisible ?

Aujourd'hui, le Fonds monétaire international (FMI) explique qu'il avait mis en garde la Thaïlande, le pays où tout a commencé, contre le dérapage de plus en plus évident de ses comptes extérieurs. Mais quand la crise a éclaté, le 2 juillet 1997, avec la dévaluation de la monnaie locale, le baht, personne n'avait anticipé que cet accident de change se propagerait dans toute la région au point de déstabiliser la Corée du Sud et Hongkong, pourtant plus solides.

Cette crise de change a révélé les faiblesses structurelles des économies asiatiques dont le développement a été fondé sur le dynamisme des exportations. Elle a notamment mis à jour des niveaux d'endettement privés - tant des entreprises que des établissements financiers - extraordinairement élevés.

Ces dettes, contractées le plus souvent en dollars et sur des échéances court terme, ont fait exploser les systèmes bancaires et provoqué des faillites en chaîne. La crise de change s'est transformée en crise boursière, pour finir par plonger les pays dans la récession, avec une explosion du chômage et de la pauvreté.

2 Le FMI a-t-il mal géré la situation ?

Le gendarme monétaire de la planète reconnaît aujourd'hui ses erreurs en Asie. Il a foncé tête baissée avec ses remèdes habituels : des plans de rigueur fondés à la fois sur la réduction des dépenses de l'Etat, une politique monétaire restrictive pour stabiliser les changes et lutter contre l'inflation, et une libéralisation accrue de l'économie.

Cette potion « FMI » qui s'était montrée efficace dans le cas de l'Amérique latine des années 80 et encore du Mexique en 1994 a échoué. Car en Asie le laxisme financier n'était pas d'origine publique mais privée. En sanctionnant les Etats, il a précipité les économies dans la récession.

Dès le début, un désaccord est d'ailleurs apparu entre le FMI et la Banque mondiale sur le diagnostic et les remèdes qui convenaient aux pays touchés. L'échec des plans de sauvetage du FMI en Asie a conforté la méfiance des investisseurs. C'est un peu ce qui est en train de se reproduire au Brésil.

3 Les pays industrialisés sont-ils hors d'atteinte ?

Tous les gouvernements des pays riches ont tenu ce discours jusqu'au jour où les places boursières, de Wall Street à Londres

en passant par Paris, ont été contaminées par la turbulence des marchés financiers en Asie. Une première secousse a été ressentie en octobre 1997, après la première attaque des spéculateurs contre le dollar de Hongkong. Puis une déflagration d'une tout autre ampleur a éclaté à l'été 1998, après la dévaluation du rouble et le défaut de paiement sur la dette russe.

Aujourd'hui, il est évident aussi que les pays industriels subissent la contraction de la demande dans les marchés émergents. Les exportations, qui en Europe ont constitué le premier moteur de la croissance jusqu'en 1997, sont en net recul. Les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été divisées par deux par les experts du FMI. Le ralentissement de l'activité est déjà à l'œuvre dans l'Eurozone depuis l'été et aux Etats-Unis, où l'économie conserve un exceptionnel dynamisme depuis huit ans, l'horizon s'est assombri avec les difficultés du Brésil.

4 Comment introduire plus de stabilité sur les marchés ?

L'échec des plans asiatique, russe et maintenant brésilien, où, au total, le FMI et la communauté internationale ont engagé près de 150 milliards de dollars (130 milliards d'euros), montre les limites de ce type d'intervention face à des marchés financiers qui brassent quelque 1 500 milliards de dollars (1 304 milliards d'euros), soit l'équivalent de la richesse produite par l'économie française en un an. La totale liberté de circulation des capitaux et la création permanente de nouveaux instruments financiers ont accru la volatilité et l'ampleur des mouvements sur les marchés.

Pour se mettre à l'abri des hématomes de capitaux qui déstabilisent leur économie, certains pays, comme la Malaisie, ont décidé de réintroduire un contrôle des changes et de réglementer les sorties de capitaux à court terme. D'autres, comme le Chili, ont pris de telles mesures.

L'ampleur de la crise financière actuelle donne de plus en plus de poids aux partisans d'une certaine réglementation sur les marchés financiers. D'ailleurs, même le directeur du FMI, Michel Camdessus, se dit partisan d'une telle option, alors qu'il s'y opposait auparavant. Il reconnaît désormais que la libéralisation des marchés financiers s'est faite trop vite dans les marchés émergents. Un changement de cap de cette ampleur demandera un vrai consensus au niveau international, qui semble, à ce jour, difficile à obtenir. Les Américains en particulier n'y sont pas favorables.

culé en achetant les fameux GKO, des titres au rendement exceptionnel. On parla pour la première fois de risque systémique, mais la catastrophe fut évitée.

Le système bancaire est en effet un des maillons-clés dans la propagation de la crise. Le scénario est simple. Et l'épisode asiatique - sans parler du Japon, qui va devoir injecter l'équivalent de 12 % du PIB pour sauver du naufrage son système bancaire -, en offre une illustration parfaite.

Pour financer une croissance économique effrénée, les banques des Dragons ont prêté des sommes colossales et empoché des bénéfices à la hauteur tant que les projets financiers trouvaient acquiesceurs. Quand la conjoncture s'est retourné

en passant par Paris, ont été contaminées par la turbulence des marchés financiers en Asie. Une première secousse a été ressentie en octobre 1997, après la première attaque des spéculateurs contre le dollar de Hongkong. Puis une déflagration d'une tout autre ampleur a éclaté à l'été 1998, après la dévaluation du rouble et le défaut de paiement sur la dette russe.

Aujourd'hui, il est évident aussi que les pays industriels subissent la contraction de la demande dans les marchés émergents. Les exportations, qui en Europe ont constitué le premier moteur de la croissance jusqu'en 1997, sont en net recul. Les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été divisées par deux par les experts du FMI. Le ralentissement de l'activité est déjà à l'œuvre dans l'Eurozone depuis l'été et aux Etats-Unis, où l'économie conserve un exceptionnel dynamisme depuis huit ans, l'horizon s'est assombri avec les difficultés du Brésil.

Le Brésil, une menace pour ses voisins

Les liens commerciaux étroits entre les pays de l'Amérique latine sont un redoutable vecteur de transmission de la crise

Avec un endettement à court terme très élevé et un passé de récidive (Brésil a déjà fait deux fois défaut sur sa dette extérieure), le Brésil était tout désigné pour être l'un des dominos de la crise. De fait, dès début septembre, la monnaie brésilienne - le real - notoirement surévaluée, faisait l'objet d'attaques spéculatives, et la banque centrale devait faire face à des fuites de capitaux massives, malgré un relèvement des taux d'intérêt internes à près de 50 %.

Les Etats-Unis, relativement sereins lorsque les pays asiatiques se sont effondrés, presque indifférents au risque de faillite de la Russie (dont le poids économique est équivalent à celui des Pays-Bas et où les banques américaines sont relativement peu engagées par rapport à leurs concurrents européens), ont instantanément mesuré le danger d'une déstabilisation du Brésil. Une crise ouverte de change ou de solvabilité de la neuvième économie mondiale aurait des conséquences traumatiques sur une Amérique latine qui, de par l'importance de ses déficits courants et de sa dette extérieure, constitue une zone de fragilité potentielle.

Par ricochet, une Amérique latine en proie à la tourmente contamine mécaniquement l'économie des Etats-Unis, soit au travers des échanges de biens, la région absorbant 20 % des exportations américaines (contre 2 % de celles de la France), soit plus encore via la sphère financière, la zone concentrant plus de 50 % des cours des banques américaines. De surcroît, les quelque 2 000 compagnies américaines travaillant au Brésil vont être touchées de plein fouet par la dévaluation du real. Washington a donc pesé de tout

son poids pour organiser un plan de sauvetage sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI). Plus de 41 milliards de dollars (35,6 milliards d'euros) furent mobilisés avant même que les mesures d'ajustement structurel (notamment la réforme fiscale) aient été votées par le Congrès. Mais cela n'a pas suffi.

Le 13 janvier, après avoir en vain tenté d'endiguer l'hémorragie de devises et pour ne pas épuiser ses

réserves de change, le gouvernement brésilien décidait de dévaluer le real, puis le 15, de le laisser flotter, abandonnant ainsi l'un des éléments clés de la politique menée depuis 1994 et fondée sur un ancrage nominal du taux de change au dollar.

Le répit né de ce changement de politique, accompagné par le lissage du gouverneur de la banque centrale, ne dura pas. Malgré l'adoption au pas de charge de mesures décisives pour le redressement des finances publiques du pays, le real poursuivait encore, fin janvier, sa chute, au risque d'entraîner un regain de protectionnisme chez ses voisins.

Sans préjuger du niveau auquel le real finira par se stabiliser, l'effet « samba » tant redouté va déjà faire des ravages, plongeant l'ensemble de l'Amérique latine dans la récession. Tous les pays du continent, mis au ban des investisseurs après la crise de la dette du début des années 80, avaient opté

pour une libéralisation de leurs économies et l'ouverture de leurs marchés. La création du Mercosur, qui regroupe au sein d'une zone de libre-échange le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, auxquels le Chili et la Bolivie sont associés, parachevait cette volonté d'ouverture.

Ils en paient aujourd'hui le prix. Avec 30 % de ses exportations à destination du Brésil, l'Argentine est la plus directement touchée par la décision de son voisin. La dépréciation du real - qui a perdu plus de 40 % de sa valeur depuis le début de l'année - est un mauvais coup pour le commerce extérieur argentin dont la compétitivité va être réduite d'autant. Le gouvernement argentin a beau expliquer que cela ne représente « que » 3 % du PIB du pays, il tire d'ores et déjà un trait sur une croissance espérée de 3 % en 1999, prévision déjà en retrait par rapport aux 5 % de 1998 et surtout aux 8,6 % de 1997.

Ce coup porté aux exportations argentines est d'autant plus dommageable que les cycles industriels des deux pays étaient de plus en plus en phase. Cette dynamique nouvelle issue aujourd'hui sur l'absence de coordination macro-économique entre les deux géants de l'Amérique latine.

Le risque de maxi-dévaluation du real est celui d'une réduction des échanges au sein du Mercosur, l'Argentine et les autres pays voisins demandant au Brésil de limiter ses exportations. Une éventualité qui donnerait un coup d'arrêt à la dynamique des échanges globaux. De là à conclure à un arrêt de l'intégration économique latino-américaine, il y a un pas que les circonstances actuelles ne permettent pas - encore - de franchir.

Babette Stern

Otaviano Canuto, professeur d'économie à l'université d'Etat de Campinas (Etat de Sao Paulo)
« Si le real poursuit sa chute, on reviendra à un contrôle des changes »

« Comment expliquer-vous que la situation se soit dégradée aussi vite au Brésil ? »

« La politique adoptée par le Brésil, après la crise mexicaine de 1994, a échoué. Non seulement elle n'a pas permis à la croissance économique de décoller, mais elle a entraîné un alourdissement du service de la dette. »

« Le gouvernement espérait que les réformes structurelles mises en place dans le secteur public (prévoyance, administration et fiscalité), ainsi que les revenus tirés des privatisations, suffiraient à combler le déficit public à temps. Mais cela supposait de disposer de suffisamment de capitaux extérieurs pendant cette transition. C'était sans compter avec la crise asiatique de 1997, qui a eu un très fort effet de contagion en provoquant à la fois le retrait des capitaux les plus volatils et des attaques spéculatives contre le real. Le gouvernement a riposté par

l'augmentation des taux d'intérêt. Ceux-ci ont atteint jusqu'à 50 % ! Fatal pour la croissance... »

« Dans un premier temps, la politique gouvernementale a néanmoins réussi à maintenir le régime des changes en vigueur. Le Brésil pensait avoir obtenu un répit : grâce à un retour des capitaux, les réserves de change ont atteint, lors du premier semestre 1998, plus de 70 milliards de dollars. Mais la question des déficits publics n'était pas réglée pour autant. Le défaut de paiement de la Russie a porté le coup de grâce, en provoquant un mouvement de fuite des capitaux. »

« A quoi faut-il s'attendre maintenant ? »

« Le programme d'ajustement fiscal négocié par le gouvernement, en échange de l'appui de la communauté internationale, suscite beaucoup de doutes quant à la possibilité de réduire l'endettement public. Il en va de même

pour l'évolution future du taux de change du real. Les remèdes traditionnels ont été appliqués, mais le patient ne manifeste aucun signe visible de récupération, ce qui peut être, il est vrai, une question de temps. »

« En supposant que la dévaluation du real reste située entre 20 % et 30 % et que l'inflation tourne autour de 10 % pour cette année, après une hausse des prix pratiquement nulle en 1998, il est possible de redresser la barre. Mais, si la monnaie brésilienne poursuit sa chute, il est probable que l'on reviendra alors à un système d'économie indexée et on s'achèvera, à coup sûr, vers la récession. »

« Il faut donc s'attendre à un scénario « asiatique » ? »

« Pas nécessairement. Le secteur privé brésilien, y compris son système bancaire, est moins endetté, et les réserves de change ne sont pas épuisées. Mais, si la confiance

ne revient pas, ces atouts ne seront d'aucun secours. L'aide internationale ne servira alors qu'à financer la sortie de capitaux privés, et les efforts gouvernementaux deviendront inopérants. Dans ce cas, le Brésil pourrait être contraint à adopter un scénario de style « Malaisie », qui passe par une baisse des taux d'intérêt et un contrôle des changes et des mouvements de capitaux. »

« Il est trop tôt pour opter pour cette voie, qui isolerait le Brésil sur la scène internationale. Les conséquences désastreuses d'un tel choix pour la croissance à venir, tant du Brésil que de l'Amérique latine, justifient, à elles seules, que l'on attende jusqu'au dernier moment de voir si le flottement du real et l'amélioration des comptes publics parviennent à renverser la tendance actuelle de fuite des capitaux. »

Propos recueillis par S. M.

Le système bancaire, une bombe à retardement ?

C'est le secret le mieux gardé par les banquiers. Dans le monde discret de la finance, les mauvaises affaires - pudiquement appelées créances douteuses - ne s'avouent qu'au compte-gouttes. Depuis le début de la crise asiatique, les pertes accumulées par les plus prestigieux établissements de la planète se chiffrent en milliards de dollars. Mais les risques pesant sur le système bancaire mondial n'ont éclaté au grand jour que le 23 septembre dernier, avec la débâcle du plus important fonds de placement spéculatif américain, Long Term Capital Management (LTCM).

Ce jour-là, le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, n'a pas mis plus de quelques heures pour réunir une quinzaine de banques chargées de sauver l'établissement de la faillite. Et sortir d'un mauvais pas tous ceux qui avaient fort imprudemment prêté quelque 100 milliards de dollars (87 milliards d'euros) à ce « hedge fund » qui, comme la loi l'autorise, fonctionne dans la plus parfaite opacité.

L'incident est intervenu quel-

L'assèchement du crédit dans les pays en crise est un frein au redémarrage de leurs économies

culé en achetant les fameux GKO, des titres au rendement exceptionnel. On parla pour la première fois de risque systémique, mais la catastrophe fut évitée.

Le système bancaire est en effet un des maillons-clés dans la propagation de la crise. Le scénario est simple. Et l'épisode asiatique - sans parler du Japon, qui va devoir injecter l'équivalent de 12 % du PIB pour sauver du naufrage son système bancaire -, en offre une illustration parfaite.

Pour financer une croissance économique effrénée, les banques des Dragons ont prêté des sommes colossales et empoché des bénéfices à la hauteur tant que les projets financiers trouvaient acquiesceurs. Quand la conjoncture s'est retourné

infrastructures industrielles à ne plus savoir qu'en faire. Les établissements financiers, eux, face à des clients insolvable, furent dans l'impossibilité de rembourser, à leur tour, les prêts qu'ils avaient contractés auprès de banques étrangères.

Ce marasme a eu au moins une conséquence : fermer les vannes du crédit, pourtant indispensable pour soutenir l'activité. Le manque de liquidités fut d'autant plus violent que, pour défendre les monnaies locales, les banques centrales ont imposé des taux d'intérêt extrêmement élevés.

Jusqu'à l'affaire LTCM, les pays riches se sont prétenus à l'abri d'une telle catastrophe en chaîne qui aboutit à ce que les économistes appellent un « credit crunch ». Les banques ont joué à sauve-qui-peut en rapatriant les capitaux qui pouvaient l'être et en provisionnant le reste. Pourtant, à la fin de l'année dernière, en dépit d'un discours rassurant, les signes d'un durcissement du crédit étaient indéniables. « Au troisième trimestre, le volume des emprunts obligataires a chuté de 50 % par rapport au trimestre précédent », souligne Eric Cha-

duit bien un rationnement du crédit. »

La chute du Brésil est une mauvaise nouvelle supplémentaire pour les banques occidentales. Fin juin 1998, leurs engagements atteignaient sur le continent latino-américain 296 milliards de dollars (257 milliards d'euros) contre 325 milliards (283 milliards d'euros) pour l'Asie, selon les derniers chiffres publiés par la Banque internationale des règlements (BRI). Et les Européens, loin devant les Américains, détenaient plus de 60 % de ce total.

De façon presque surprenante, le débat sur un possible risque systémique ne s'est pas réouvert. Faut-il en conclure que le gros de la tempête est passé ? « La situation

est beaucoup plus saine qu'on imagine. Le marché a fait un ménage brutal. Beaucoup de hedge funds ont été liquidés. Et ceux qui restent sont beaucoup moins dangereux que LTCM. »

« Les chiffres de la BRI sont surévalués, ajoute pour sa part Patrick Artus, le directeur des études de la Caisse des dépôts et consignations. Les difficultés du Brésil étaient anticipées depuis plusieurs mois, ce qui laisse supposer que les banques ont eu le temps de se désengager. » Et puis le Brésil, à l'inverse de la Russie, ne s'est pas jusqu'à présent déclaré en défaut de paiement.

Reste que la forte dévaluation du real, le maintien de taux d'intérêt

très élevés, avec une dette extérieure de 80 milliards de dollars (69,5 milliards d'euros) à plus de 60 % contractée à court terme, pourraient vite rendre la situation intenable. Le scénario d'un réchauffement n'est d'ailleurs plus écarté.

« Cela aurait obligatoirement des conséquences sur le comportement des banques occidentales sur leur marché domestique », prévient Régis Khabber, de la société de Bourse Aurel. Son calcul est simple, lorsqu'une banque perd 1 milliard de francs (0,15 milliard d'euros) sa capacité à prêter est réduite de 125 milliards (1,9 milliard d'euros), compte tenu des règles prudentielles qu'elle doit respecter. Or, d'après des estimations officieuses, les banques pourraient, au bout du compte, perdre dans la bataille, qui n'est pas encore terminée, 40 % des prêts qu'elles ont consentis aux pays en crise, soit, selon ce calcul, plus de 100 milliards de dollars (87 milliards d'euros). Une bombe comparable à LTCM. Le « credit crunch » ne serait plus alors une simple hypothèse d'école. Mais de cela aucun banquier ne veut, pour le moment, entendre parler.

Le relais des matières premières

Déclenché par la crise est-asiatique, l'effondrement général des cours des produits de base, du pétrole au cacao en passant par les métaux, atteint de plein fouet les pays exportateurs. Depuis l'été 1997, les prix des produits pétroliers ont reculé de près de 40 % et ceux de tous les autres produits d'environ 25 %.

A l'exception de l'Afrique du Sud, le continent africain avait échappé à la débâcle financière, faute, il est vrai, de marchés à attaquer. La crise l'a rattrapé à travers les matières premières, source principale de ses revenus. Au-delà de la seule Afrique, la perte de richesse des pays export-

Pour prévenir le...
à compte les don...

Comment la défiance...

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale

« Pour prévenir les crises, il faut aussi prendre en compte les données sociales »

« La crise brésilienne est-elle, selon vous, une nouvelle forme de crise ? Renforce-t-elle les craintes de récession mondiale que la Banque mondiale exprime en décembre dernier ?

« La crise asiatique, la crise russe, ou maintenant la crise brésilienne ont, à l'origine, des explications différentes. Les problèmes de l'Asie de l'Est proviennent d'un surendettement privé ingérable en raison de structures bancaires défectueuses. Au Brésil, comme en Russie, c'est l'Etat qui a mal contrôlé ses dépenses et laissé filer déficits et dettes publiques. Mais toutes ces crises ont un point en commun : elles se déroulent dans un contexte de grande nervosité des marchés, alors que ceux-ci jouissent d'une totale liberté en matière de mouvements de capitaux.

« Le plan du Fonds monétaire international (FMI) de 41,5 milliards de dollars en faveur du Brésil aurait dû faire retomber la pression car son montant est suffisant pour permettre au pays de résoudre ses problèmes. Mais les investisseurs n'y ont pas cru. La cessation de paiements annoncée par l'Etat du Minas-Gerais a été pour eux le signe que le président Fernando Cardoso ne parviendrait pas à mener à bien le plan de rigueur négocié avec le FMI.

« A partir de ce moment-là, la partie était perdue. Soixante milliards ou même davantage n'auraient rien changé, car ce n'est pas une question d'argent mais une question de confiance. Les montants que peuvent engager les institutions internationales et les pays industrialisés sont dérisoires par rapport à la dimension des marchés où les échanges journaliers se chiffrent en milliards de milliards de dollars.

« A posteriori, la question est de savoir si le Brésil aurait pu s'épargner le plan du FMI et dévaluer avant. Difficile de répondre. Au Brésil, le Fonds est intervenu pour la première fois de son histoire de façon préventive, sans attendre que la crise éclate. Si le Brésil avait su garder la confiance des marchés après le plan, cette crise n'aurait pas eu lieu. Mais tout ce qui vient de se passer n'avait pu être anti-

cipé ni par le Fonds ni par la Banque mondiale. Faut-il pour autant être plus pessimiste pour la croissance mondiale ? Aucun scénario ne doit être exclu. Le ralentissement de l'activité est incontestable.

« Est-il encore crédible pour les institutions internationales de parler d'un système de prévention ?

« Je crois que nos erreurs viennent du fait que nous avons trop focalisé nos analyses et nos anticipations des crises sur des critères financiers. Or il n'est pas possible de se contenter d'une analyse financière. Il faut aussi prendre en compte la situation sociale d'un pays, le niveau de protection sociale par exemple qui permettra d'atténuer les chocs.

« Aujourd'hui, le principal problème de l'Indonésie après la crise, c'est que 50 millions de personnes supplémentaires vivent avec moins de 1 dollar par jour. En Russie, 45 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Des milliards de dollars injectés dans les banques ne suffisent pas à faire revenir la confiance, car ce sont les problèmes sociaux qui dominent la question de la confiance. Voilà pourquoi il faut une approche globale pour parvenir à un système efficace de prévention des crises.

« La Banque mondiale va se battre pour imposer cette nouvelle approche. Jusqu'à présent, les débats sont trop restés confinés aux ministères des finances et aux institutions financières. La Banque veut attirer la réflexion sur des thèmes comme la corruption, la fiabilité du cadre juridique pour les investisseurs, la protection sociale et la justice sociale. Avant d'investir dans un pays, les entreprises doivent examiner ces critères au même titre que le niveau des infrastructures ou les avantages en matière de coût salarial. C'est la condition pour assurer un développement durable.

« Compte tenu des critères que vous venez d'évoquer, existe-t-il, selon vous, un vrai danger pour que la crise se propage à la Chine ?

« Les autorités chinoises sont très lucides. Dès son arrivée au gouvernement, le premier mi-



James Wolfensohn

« Australien d'origine, naturalisé américain, James Wolfensohn, 66 ans, dirige la Banque mondiale depuis 1995.

« Financier passé chez Salomon Brothers, il a créé sa propre banque d'investissement en 1981. Il est également connu pour ses talents de violoncelliste ; il a d'ailleurs été président pendant plus de dix ans du Carnegie Hall, la célèbre salle de concert new-yorkaise.

nistre Zhu Rongji a pris des mesures pour renforcer le système bancaire en injectant 30 milliards de dollars dans le capital des établissements fragiles. Le gouvernement vient aussi d'annoncer qu'il ne garantirait pas les prêts accordés aux entreprises chinoises par les banques étrangères. Cette décision est très saine. A l'avenir, les investisseurs étrangers devront prendre davantage de précautions.

« Il n'y a pas de raison que l'Etat supporte les risques pris par les acteurs privés. Je ne dis pas que la situation chinoise n'est pas inquiétante, mais je pense qu'on ne pourrait pas avoir de meilleure équipe que celle qui est actuellement à la tête du pays. Si on met, bien sûr, de côté la question des droits de l'homme.

« Toujours à propos de la Chine, la dégradation de la situation sociale ne vous inquiète-t-elle pas ?

« Si, bien sûr. Mais, encore une fois, je crois que le gouvernement chinois a une vue très claire de ces problèmes et qu'il saura les gérer.

« Jusqu'à présent, la Chine a résisté à la crise financière. Est-ce parce que son économie n'est pas totalement ouverte et déréglée ?

« C'est indéniable. La Chine est moins exposée aux crises parce qu'elle ne dépend pas des investisseurs étrangers pour financer son économie, notamment par le biais des placements à court terme.

« Voilà pourquoi on peut aujourd'hui se demander s'il ne serait pas nécessaire de limiter la liberté de circulation de capitaux. En tant qu'Australien, je me souviens qu'à un moment de notre histoire mon pays a fait ce choix en réglementant les mouvements de capitaux à court terme. Le Chili l'a fait également. Je crois que l'instauration de tels systèmes, à titre préventif, est utile.

« Le FMI et la Banque mondiale ne font pas la même analyse de la crise et des remèdes à y apporter. Pouvez-vous encore travailler ensemble et sur quelle base ?

« Je rencontre Michel Camdessus, le directeur général du FMI, toutes les deux semaines. C'est la première fois dans l'histoire de ces deux institutions qu'il y a des contacts aussi réguliers entre leurs deux dirigeants.

« Lors de ces rencontres, nous abordons tous les problèmes et je peux vous dire que, sur 98 % des sujets, nous travaillons ensemble. En Asie, il y a maintenant des équipes communes sur tous les projets.

« Les projecteurs ont été pointés sur nos différences de vues, qui sont minimes. Au demeurant, je crois qu'il est sain et important d'avoir des divergences de vues et de les exprimer. La Banque comme le Fonds doivent valancer la défiance de leurs interlocuteurs, de leurs gouvernements, mais aussi des organisations non gouvernementales (ONG) avec qui nous sommes conduits à beaucoup travailler. Les choses sont en train de changer. Il faut, de notre côté, que nous apprenions à devenir de bons partenaires. »

Propos recueillis par Laurence Caramel et Serge Marti

CHRONIQUE

par Alain Lebaube

L'Unedic, témoin historique

Il y a des anniversaires qui ne se célèbrent pas. Ou en catimini. Celui de la création du régime d'assurance-chômage, voilà quarante ans, en fait partie. Comme si l'oubli évitait le danger, dans une société durablement malade de l'emploi. Le 31 décembre 1958, les partenaires sociaux signent un accord qui donnera naissance à l'Unedic, dont on ne sait plus que le sigle signifie Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce. A l'époque, le système n'était pas encore obligatoire ; il ne le deviendra qu'en juillet 1967 pour l'ensemble du secteur privé, hors salariés agricoles et employés de maison. Par la même ordonnance sera instaurée l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), l'un des tout derniers organismes publics fondés sur le modèle de l'administration.

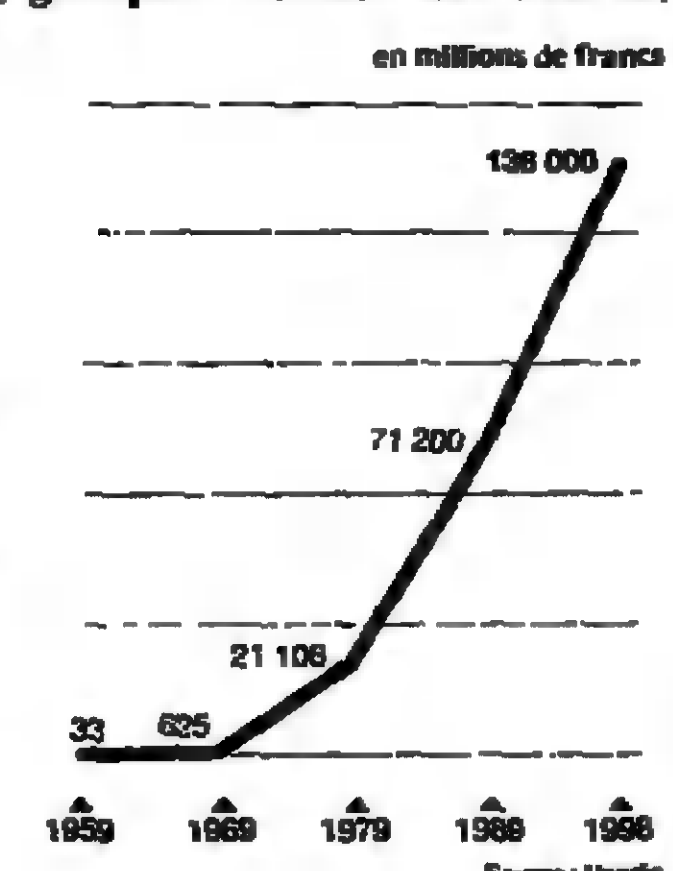
En ces temps éloignés, le chômage constituait à peine une préoccupation. On comptait 375 000 demandeurs d'emploi, alors que nous avons dépassé les 3 millions aujourd'hui. Le nombre de personnes indemnisées était par définition modeste, avec moins de 30 000 allocataires, quand il atteint presque les 2,4 millions maintenant. Sur la durée, les courbes d'évolution, continuellement ascendantes, grimpent comme des flèches, sauf pour les effectifs salariés affiliés au régime qui progressent peu après 1979 ; ils passent de 13,4 millions en 1979 à 14,3 millions seulement en 1998, mettant en évidence que la faible création d'emplois - c'est un euphémisme - reste la cause première de tous les maux.

Hormis l'épisode du retour des rapatriés d'Algérie, les vraies difficultés commencent en 1968, quand le taux de chômage dépasse pour la première fois les 2 % de la population active. Sauf pour 1969, la hausse sera dès lors continue jusqu'en 1987, année qui connaîtra une brève accalmie, bien vite effacée de la mémoire. A partir du début de la décennie 90, la hausse reprend. Les premières années mises à part, la situation financière du régime sera le plus souvent précaire. Ce dont témoignent les taux successifs de cotisation. De 1 % à l'origine, ramenés à 0,25 % en 1962, ils s'envoleront ensuite. Jusqu'à monter à 6,6 % en 1993, avant de revenir à 6,18 %, actuellement.

Mais ce sont les prestations versées qui donnent le mieux la mesure des besoins, exponentiels. Les 33 millions (5 millions d'euros) de 1959 se sont transformés aujourd'hui en 66 milliards de francs (10 milliards d'euros) en année pleine. Ce qui permet à l'Unedic d'affirmer qu'elle aura indemnisé 48 millions de chômeurs depuis sa création, et dépensé au total 2 000 milliards de francs (305 milliards d'euros).

De crises en déficits, abyssaux, l'assurance-chômage a aussi connu des révisions déclinantes, soit pour modifier la couverture accordée, soit pour revoir les frontières entre ce qui relève directement de la gestion paritaire et ce qui appartient à la solidarité nationale. Qu'il parait loin le temps (1974) où une personne licenciée percevait 90 % de son ancien salaire ! D'ailleurs, les premières difficultés ont surgi juste après, avec une grosse alerte en 1979, suivie de plusieurs autres, en 1982 et 1984 notamment.

Jamais tirée d'affaire, et pour cause, l'Unedic s'inscrit, définitivement sans doute, dans le paysage pour témoigner des conséquences les moins acceptables des mutations en cours. Son adaptation progressive en dit long, au passage. A l'origine conçue pour accorder un revenu de substitution, passif, elle participe maintenant, désormais, aux politiques dites actives. Une orientation qui suscite des résistances et qui demande à être confirmée.



Comment la défiance a balayé l'Asie

HONGKONG
correspondance

Quelques économistes avaient bien prédit la dévaluation du baht thaïlandais. Mais personne n'avait pu venir l'incroyable mouvement de contagion qui, en moins d'un an, a mis par terre presque toute l'Asie. Les experts étaient pourtant bien placés pour savoir que la taille des marchés financiers avait été décuplée, donnant un fantastique coup d'accélérateur à la contagion des crises économiques.

Car c'est bien sur les marchés financiers que tout a commencé. Le 2 juillet 1997, après avoir épuisé ses réserves de change pour défendre sa monnaie, la Bank of Thailand décide de la laisser filer dans l'espoir que les taux d'intérêt retombent vite. Rien que de très classique : le marché efface la surévaluation du baht, lié au dollar par une parité fixe qui n'avait jamais été corrigée du différentiel d'inflation entre la Thaïlande et les Etats-Unis.

Seulement voilà : la rapidité de cet ajustement révèle aux marchés que la parité fixe de toutes les monnaies de la région avec le dollar américain n'allait plus nécessairement de soi. La Malaisie, l'Indonésie et les Philippines saisisent alors

Partie de Thaïlande, la panique financière s'est propagée au continent, avant de déstabiliser la planète

l'occasion pour restaurer une compétitivité perdue depuis la hausse du dollar dès la mi-1995, en laissant, à leur tour, flotter leur monnaie.

Contre toute attente, les monnaies de la région continuent à subir d'importantes pressions à la baisse. Encore un coup des fonds spéculatifs américains ? Non. Cette fois, ce sont les sociétés asiatiques elles-mêmes qui, n'ayant jamais éprouvé le besoin de couvrir leurs positions et recettes futures, cherchent massivement à se protéger. Résultat : elles vendent leur propre monnaie à terme, et les font flancher un peu plus.

Dès lors, le mouvement de défiance des investisseurs s'étend aux Bourses locales. Chacun cherche à récupérer au plus vite ses actifs les plus liquides qui, libellés en monnaies locales, ont déjà perdu une partie de leur valeur. L'effondrement des places financières ne tarde pas. Certaines actions perdent ainsi jusqu'à 90 % de leur valeur calculée en dollars.

C'est cette contagion qui sera à l'origine d'un basculement de la psychologie des investisseurs à l'automne 1997. Toutes les places de la région sont touchées. C'est un saut qui peut généraliser chez les étrangers qui, dans un comportement moutonnier, sortent leurs capitaux courts de la région, sans discernement.

« Même si vous êtes convaincu qu'un pays est fondamentalement

sain, si vous voyez tout le monde partir, il faut suivre. Sinon, vous vous retrouvez à payer les pots cassés », explique Jeffrey Sachs, l'économiste américain proche du secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, qui a analysé les phénomènes de contagion.

Dès lors, toute l'Asie est assimilée à la Thaïlande, et l'on traque partout, de la Malaisie à la Corée du Sud, en passant par Hongkong, les symptômes de la bulle financière, des relations incertaines entre le pouvoir et l'argent, et surtout du surendettement devenu fatal.

On découvre ainsi l'ampleur, alors insoupçonnée, de l'endettement privé en devises de ces économies : la Thaïlande : 70 milliards de dollars (61 milliards d'euros), l'Indonésie : 85 milliards de dollars (74 milliards d'euros), et surtout la Corée du Sud, avec une dette extérieure privée de 153 milliards de dollars (133 milliards d'euros), auxquels s'ajoutent 53 milliards de dollars (46 milliards d'euros) empruntés directement par les filiales des chaebols (conglomérats industriels) à l'étranger.

CRÉANCES DOUTEUSES

En Indonésie, en Thaïlande, et plus tard à Hongkong, les banques étrangères cherchent à se retirer et déclenchent une crise de liquidité. Quant aux banques locales, elles sont déjà asphyxiées. Les établissements thaïlandais ne peuvent plus faire face à leur endettement en devises. De façon générale, les sociétés locales ayant cessé de rembourser leurs créanciers, toutes les banques voient leurs créances douteuses atteindre des niveaux qui les condamnent à la faillite. De financière, la crise est devenue bancaire, frappant le poumon de l'économie.

Dès lors, c'est l'économie réelle qui plonge dans la récession. Même

si peu d'entreprises sont déclarées en faillite, faute d'un corpus légal efficace, l'arrêt du crédit fait ses victimes. Partout, les investissements sont gelés, les licenciements se multiplient, la consommation plonge, les magasins ferment, les prix de l'immobilier s'effondrent. A l'exception de Singapour et de Taïwan, toute la région subit une contraction d'activité entre -5 % (Hongkong) et -15 % (Indonésie).

Les espoirs de rebond sont sans cesse différés. D'abord, parce que faute de crédit, ces pays ne peuvent plus importer, et les exportations qui avaient fait naguère leurs forces tardent à redémarrer.

Ensuite, parce que le Japon, naguère client, investisseur, et banquier de la région, se trouve à son tour pris sous les feux des attaques des fonds spéculatifs. Le yen plonge, dépassant les 140 yens pour un dollar, et les Japonais, banquiers, touristes, et même industriels, se retirent. Les espoirs de salut de l'Asie s'éloignent, toutes les monnaies de la région sont à nouveau attaquées.

Contre toute attente, c'est de Russie que viendra la première bouffée d'oxygène, en août dernier, cassant enfin l'enchaînement maudit. Ruinés sur les nouveaux emprunts russes, les hedge funds n'ont plus les moyens de spéculer sur l'Asie. L'affaiblissement du dollar contre le yen, puis la baisse mondiale des taux d'intérêt, permettront enfin à ces pays, pour la première fois depuis le début de la crise, d'abaisser leurs taux et de stabiliser la situation. Les Bourses gagnent 30 %.

C'est le début d'un cercle vertueux de la reprise », assure Neil Saker, directeur associé de la recherche économique chez SG, à Singapour.

Valérie Brunschwig

Bibliographie

- « Pays émergents. Les modèles et les trajectoires », Revue française de géographie, 1998, 259 p., 98 F, 14,9 €.
- « Les Mouvements internationaux de capitaux », Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, préface de Raymond Barre (Economie, « Grands débats », 1997, 204 p., 125 F, 19 €).

"ORIENTATIONS SERVICE"

POUR CHOISIR SA FORMATION

Filières, débouchés, métiers : l'information personnalisée

Mme, Mlle M. _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Niveau d'études 98/99 _____
Dernier diplôme obtenu _____
Série du bac _____ Age _____
Tél. _____

Je désire recevoir gratuitement une documentation sur les secteurs suivants (cochez la ou les filières - 4 au maximum - qui vous intéressent) :

1 <input type="checkbox"/> Ecoles d'ingénieurs	14 <input type="checkbox"/> Les métiers de la scène
2 <input type="checkbox"/> Ecoles de commerce	15 <input type="checkbox"/> Multimédia
3 <input type="checkbox"/> 3 ^e cycles spécialisés, MBA	16 <input type="checkbox"/> Paramédical
4 <input type="checkbox"/> Ecoles à vocation internationale	17 <input type="checkbox"/> Publicité, marketing
5 <input type="checkbox"/> Arts graphiques	18 <input type="checkbox"/> Ressources humaines
6 <input type="checkbox"/> Assistant de direction/Bureautique	19 <input type="checkbox"/> Classes préparatoires commerciales
7 <input type="checkbox"/> Assurance	20 <input type="checkbox"/> Classes préparatoires médecine
8 <input type="checkbox"/> Comptabilité/Expertise comptable	21 <input type="checkbox"/> Formations en alternance
9 <input type="checkbox"/> Environnement	22 <input type="checkbox"/> Enseignement à distance
10 <input type="checkbox"/> Informatique	
11 <input type="checkbox"/> Journalisme	
12 <input type="checkbox"/> Les métiers de l'Armée de Terre	
13 <input type="checkbox"/> Les métiers de la Marine Nationale	

ou par Mail (0,99€/min) 3615 ORIENTATION

Coupon à adresser à : "ORIENTATIONS SERVICE" - BP 43 - 93351 LE BOURG CEDEX

Ces informations, brochures, notes sont destinées aux seuls partenaires contractuels. Pour recevoir votre droit d'accès ou de rectification, ou ne plus recevoir de propositions, contactez le Service Diffusion, 9 bis, rue de Valenciennes, 75009 Paris, Tél. 01 76 17 00 17 8. CNIL n° 211 563

صحننا من الامل

DANS LES COULISSES DE L'UNION

par Nicolas-Jean Brehon

L'Allemagne et le budget des Quinze

Avant même de prendre la présidence du conseil - ce qui est chose faite depuis le 1^{er} janvier -, l'Allemagne avait annoncé qu'elle s'attacherait à régler le problème de sa contribution au budget européen. Un problème d'une simplicité arithmétique : l'Europe lui coûte cher. L'Allemagne est le premier contributeur au budget européen. Pendant près de quarante ans, elle en a financé environ 30 %. Elle est également, et de loin, le premier contributeur net. Selon les rapports de la Cour des comptes européenne - source incomplète mais homogène -, le solde entre les paiements communautaires versés à l'Allemagne et sa contribution est de l'ordre de 11,8 milliards d'euros (77,4 milliards de francs) en moyenne annuelle sur les trois dernières années connues (1995/1997). Une situation sans équivalent qui conduit les Allemands à se considérer comme « les trésoriers de l'Europe ».

Cette situation s'est légèrement améliorée depuis quelques années. En 1999, sa contribution - 22,7 milliards d'euros (149 milliards de francs) - représente 26,4 % du budget, soit un niveau proche de son poids dans le PNB total de l'Union (26 %), tandis que l'éligibilité des Länder de l'Est aux fonds structurels a permis d'accroître les versements reçus. Une amélioration insuffisante aux yeux des Allemands qui s'apprêtent à mener l'offensive, soit en proposant une correction de type britannique (une diminution de leur contribution), soit en limitant les dépenses agricoles.

Ce type de démarche n'est pas nouveau. A la suite d'une pression constante des Anglais dès leur adhésion, le principe d'une correction budgétaire « en cas de charge budgétaire excessive au regard de la prospérité de l'Etat considéré », a été adopté au Conseil européen de Fontainebleau en 1984. L'Allemagne, mais aussi les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède ont souhaité faire jouer cette disposition. Une adaptation mineure était ainsi intervenue en 1988 pour l'Allemagne qui avait obtenu une diminution de sa contribution destinée à faire face à la baisse de la quote-part britannique. Plus récemment, en 1994, elle a aussi demandé et obtenu une réduction de sa participation aux crédits du Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN) à Genève.

Sur le plan politique, cet examen comptable est souvent jugé irrecevable. L'approche est contraire aux mécanismes de solidarité entre les Etats membres et méconnaît les avantages non budgétaires tirés de l'appartenance à l'Union.

En 1997, l'Allemagne a ainsi été le deuxième bénéficiaire des crédits de la politique agricole commune (PAC), après la France (respectivement 15 % et 22 % du total des crédits du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole - FEOGA). Depuis la réunification, l'Allemagne est également le deuxième pays bénéficiaire des fonds structurels (3,5 milliards d'euros en 1997, soit 23 milliards de francs) derrière l'Espagne, mais avant la Grèce et le Portugal, malgré les crédits du fonds de cohésion qui leur sont spécifiquement consacrés.

Enfin, l'Allemagne est l'un des premiers pays à bénéficier, de façon indirecte, des concours accordés aux autres Etats, membres ou non membres. En effet, une partie des crédits non agricoles accordés à un Etat ou une région sert à des achats de matériels et d'équipements. L'industrie allemande, bien placée dans la compétition, récupère une bonne partie de ces commandes.

Une partie des crédits européens non agricoles accordés à un Etat ou à une région sert à des achats de matériels et d'équipements. L'industrie allemande, bien placée dans la compétition, récupère une bonne partie de ces commandes.

L'industrie allemande, bien placée dans la compétition, récupère une bonne partie de ces commandes.

Une bonne partie de ces commandes.

PHARE (Poland and Hungary Aid for Restructuring of Economy) accordés aux PECO depuis dix ans, constitue un puissant relais et un levier de l'action bilatérale de l'Allemagne, la mieux placée, sur tous les plans, pour profiter des aides aux pays considérés (l'Allemagne assure 40 % des exportations de l'Union européenne en direction des PECO).

Comment dès lors expliquer la position allemande ? Tout d'abord, le déficit comptable, malgré son amélioration, reste massif. L'Allemagne craint que l'élargissement, dont elle est le promoteur, n'entraîne de nouveaux dérapages budgétaires dont elle serait la première victime. Le déficit est si visible qu'en 1994, lors de la ratification de la décision sur les ressources propres qui fonde le régime actuel des prélèvements européens, les parlementaires allemands avaient exigé des améliorations. L'ancien chancelier s'y était engagé, le nouveau chancelier le fera.

Ensuite, cette démarche est une conséquence directe des contraintes que les Etats se sont eux-mêmes imposés pour accéder à la monnaie unique, notamment le critère du déficit public. La contribution européenne pèse sur le solde du budget de l'Etat fédéral. L'Italie, dans une situation comparable, avait d'ailleurs institué un « impôt européen », destiné en fait à trouver des recettes équivalentes à la contribution au budget communautaire, de façon à rester dans la limite des 3 % autorisés.

Enfin, l'Allemagne de l'an 2000 n'est plus celle des années 80. Cette situation délicate existe depuis l'origine, mais n'était pas un problème face à la prospérité et la croissance d'une économie dirigée en mode. Malgré - ou à cause de - sa puissance, la République fédérale n'exerce pas de rôle dominant au sein de la Communauté. Son engagement communautaire était sans ombre. L'Allemagne était impériale et incontournable, mais discrète et sans équivoque.

L'Allemagne impériale n'est plus. L'Allemagne n'est plus qu'un cinquième rang des pays les plus riches de la Communauté (sur la base du critère du PIB/habitant). Au regard des critères de l'euro, ses performances sont moyennes, et à l'heure où une nouvelle page de la concurrence intra-européenne commence, elle part avec un handicap en termes de prix et de coûts. Un handicap nullement insurmontable à condition de comprimer les dépenses.

La République fédérale, qui n'avait jusque-là jamais profité de sa position pour revendiquer ou imposer un choix change d'attitude, rompt le silence, réclame, revendique, prépare ses armes pour d'autres négociations. Chacun aura compris que ce dossier bud-

Patronat et syndicat agricoles, pionniers du dialogue communautaire

L'initiative a eu peu d'écho. C'est pourtant une première. Voilà un an et demi, en juillet 1997, le Groupe des employeurs des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (Geopa/CO-PA) et la Fédération européenne des syndicats des travailleurs agricoles (EFA/CES) signaient un « accord-cadre de recommandation pour l'amélioration de l'emploi salarié en agriculture dans les Etats membres ».

Aucun accord européen n'avait encore été conclu jusqu'alors au niveau d'une branche professionnelle. A l'initiative des partenaires sociaux : c'est plutôt sous la pression d'une possible intervention législative de la Commission que des accords interprofessionnels ont été signés, sur le congé parental (décembre 1985), le temps partiel (juin 1997) et, plus récemment, sur l'emploi atypique (lire « Le Monde Economie » du 26 janvier).

Dès la fin des années 70, les partenaires sociaux du secteur avaient engagé des négociations sur les conditions de travail. Elles avaient débouché sur la conclusion d'« ententes » (1978, 1980 et 1981) fixant à 40 heures la durée du travail hebdomadaire et instituant quatre semaines de congés payés.

Au début des années 90, la Fédération européenne des travailleurs agricoles (EFA), adhérente à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui souhaitait améliorer ces dispositions, prend l'initiative de relancer le dialogue. Huit ans seront nécessaires pour aboutir à un accord. L'objectif initial du syndicat - le passage à 37 heures - avait alors de quoi étonner les employeurs. Devant leur intransigeance, le syndicat a d'ailleurs claqué la porte, en janvier 1996.

Toutefois, avec la médiation de la Commission, les échanges reprennent rapidement. « Bénéficiant de la moitié des subsides européens, les partenaires du secteur agricole ne pouvaient pas se permettre de ne pas aboutir à un accord. Au risque, sinon, de perdre leur crédibilité », ne cache pas Joseph Charlier, consultant, conseil de l'EFA, qui a pris part aux groupes de travail technique.

Les partenaires de l'agriculture, qui bénéficient d'une large part des subsides européens, ont fixé des règles minimales sur l'emploi

L'EFA reviendra à la table des négociations avec une proposition d'accord mais portant, de façon plus générale, sur l'amélioration de la situation de l'emploi dans le secteur. Proposition qui, un an et demi plus tard, débouchera cette fois sur la signature d'un accord.

Les parties signataires conviennent notamment d'entreprendre des actions en faveur de la forma-

39 heures en moyenne par semaine. Donnant-donnant toutefois : les employeurs « reconnaissent les effets dévastateurs tant pour les entreprises que pour les salariés du travail illégal, clandestin, et non déclaré ». Les signataires demandent d'une même voix aux autorités communautaires et nationales d'appliquer les contrôles nécessaires et de sanctionner toute pratique de ce type.

Les partenaires n'ont pas demandé à la Commission de transformer ce texte en directive, comme le protocole social du traité de Maastricht le leur permet. Ils ont ainsi renoncé à confier aux Etats membres le contrôle de son application. Préférant garder la maîtrise de sa mise en œuvre, ils ont chargé le comité paritaire pour les problèmes sociaux des salariés agricoles de l'Union d'examiner, une fois tous les deux ans, la situation dans les Etats membres.

de l'agriculture ont signé en 1998, pour la première fois, des conventions collectives régionales qui prennent pour cadre cet accord », illustre Matteo Fornara, responsable du dialogue social dans l'agriculture à la DG V (emploi, relations industrielles et affaires sociales) à la Commission.

Côté patronal, Arnold Brum, de la FNSEA, un des négociateurs techniques, ne cache pas que l'objectif d'un tel accord est de réduire les distorsions de concurrence existant entre les différents pays.

« En matière de conditions et de temps de travail, nous n'avons pas été beaucoup plus loin que les dispositions prévues par les directives intersectorielles européennes », reconnaît Roxanne Feller, du Geopa/CO-PA. En revanche, cet accord nous fixe un cadre de travail, voire de négociation. « Un cadre dont se sont déjà emparés les partenaires. Un forum a eu lieu en juin dernier sur la formation professionnelle continue. Et des discussions ont été engagées dans le domaine de la santé et de la sécurité des travailleurs. »

Cet accord a, avant tout, une portée politique. Cosigné par les deux instances mères - la COPA et la CES -, il confère au patronat agricole une reconnaissance en tant que partenaire du dialogue social européen. Une avancée significative. « Jusqu'alors, explique Arnold Brum, les accords étaient négociés par l'Union [entreprises privées] et le CEP [entreprises publiques]. Nous étions contraints d'appliquer des dispositions à l'élaboration desquelles nous n'avions pas participé. » Aujourd'hui, si le Geopa/CO-PA n'est pas officiellement négociateur, il est néanmoins désormais associé, en tant qu'observateur, aux différentes négociations.

Pour l'EFA aussi, cet accord représente une victoire. « Nous avons conforté notre position au sein de la CES », insiste Wolfgang Weipert. Et pour cause, l'EFA est la première fédération professionnelle à avoir conduit les employeurs à signer un accord.

Laetitia Van Eckhout

Pour Odile Quintin, une politique sociale de qualité améliore la productivité

BRUXELLES

L'y a des signes qui ne trompent pas. Ainsi, il n'a pas échappé à Odile Quintin, la nouvelle directrice générale adjointe de la DG V (emploi, relations industrielles et affaires sociales), fine connaissance des mœurs de la Commission, que « si des fonctionnaires de la très sérieuse DG II, celle des affaires économiques et financières, demandaient leur transfert vers la DG V », c'est que l'économie et le social allaient peut-être finir par faire bon ménage. Cette juriste de cinquante-quatre ans, qui a également suivi des études de philosophie, insiste sur l'information : « Ne pensez pas que je tombe dans l'anecdote. Ces mouvements sont tout à fait révélateurs. » Et de planter le décor... celui d'avant.

EMPLOI

A en croire cette Lyonnaise d'origine, Bretonne d'adoption, la DG V, où elle travaille depuis dix-sept ans, a longtemps eu la réputation d'être le refuge d'anciens syndicalistes et de dames patronnesses « qui essaient de mettre en œuvre des législations susceptibles d'offrir un minimum de protection pour les travailleurs ». Alors que la DG II, « la DG noble », ne jurait que par la lutte contre l'inflation et la politique monétaire. « Le débat se posait alors en termes de « moins ou plus de flexibilité » ou de « moins ou plus de réglementation ».

« Nous pouvons enfin dépassionner toute cette problématique et montrer qu'une politique sociale de qualité est bonne pour la productivité... » Et ce depuis que les Etats membres, argumente-t-elle, ont fait de l'emploi une priorité absolue : « Les mentalités ont changé. Nous demandons beau-

La directrice générale adjointe de la DG V souhaite élargir le champ de ses actions aux problèmes de société

gouvernements. Or ces derniers se préoccupent de plus en plus de la manière dont nous travaillons pour leurs citoyens. »

L'Europe est aujourd'hui majoritairement rose. La récente élection de Gerhard Schröder en Allemagne est venue renforcer les options prises par les gouvernements socialistes en place. Le chancelier allemand, grand promoteur du Pacte pour l'emploi, est à la présidence de l'Union européenne jusqu'à fin juin. Un appui sûr pour que les choses bougent.

Odile Quintin a la réputation, à entendre ceux et celles qui l'ont côtoyée, d'avoir un tempérament, « de savoir ce qu'il veut », d'être parfois même « assez autoritaire ». Elle est dotée, en tout cas, d'un certain sens de l'humour, puisqu'elle se définit, en souriant, comme « l'eurocrate type » : « J'ai toujours voulu travailler dans une organisation internationale. Après mes études, j'ai fait un stage à la Commission, puis j'ai ensuite passé le concours pour y travailler. »

« Cette entrée barbare » dans le monde des fonctionnaires internationaux n'empêche pas Odile Quintin d'opter pour une carrière qui le sera beaucoup moins. Eurocrate ? Peut-être, mais mobile. Elle commence d'abord par s'occuper de la pêche à la DG XIV, y vit en direct « les premières négociations entre le

vège, l'Irlande ». Des dossiers alors en adéquation parfaite avec ses connaissances en droit international.

Elle passe ensuite quelques années à la DG I (relations extérieures). « Je suis juriste mais j'ai préféré rester assez généraliste, exercer des fonctions différentes. Ce parcours m'a permis de découvrir les outils dont nous disposons et donc de réussir à mieux les combiner. »

L'essentiel de son parcours se fait néanmoins à la DG V, qui devrait donc, selon elle, aborder une nouvelle étape dans son histoire. « L'affaire Renault-Vivaro de l'hiver 97 a beaucoup marqué les esprits, analyse-t-elle. Je suis sûre qu'elle a marqué, en partie, les dispositions en faveur de l'emploi arrêtées dans le traité d'Amsterdam. » Odile Quintin croit dur comme fer à « l'impulsion euro-

peenne », énumère les outils qui peuvent la traduire dans les faits, dont les fameuses directives de la Commission susceptibles de conduire des Etats membres à mettre en conformité leur législation interne.

JUGEMENT DES PAIRS

Mais d'expérience elle sait aussi qu'il serait illusoire de compter sur les seules directives - trop peu nombreuses en raison, notamment, de la fameuse règle de l'unanimité indispensable à leur adoption - pour faire avancer les dossiers sociaux. « Les lignes directrices européennes, certes moins contraignantes, présentent un avantage toutefois non négligeable : celui des « Peers Review » (le jugement des pairs, NDLR). Un responsable gouvernemental pris en défaut par ses homologues étrangers de l'Union dans la mise en place, par exemple, de son plan national pour l'emploi va secouer ses services une fois rentré dans le pays. »

Contente du récent accord interprofessionnel conclu entre les partenaires sociaux européens sur les contrats à durée déterminée, elle aimerait que le champ d'action de Bruxelles s'élargisse un peu vers les dossiers de santé et de la lutte contre la discrimination et le racisme, le soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et le développement du dialogue avec les associations.

Dans le même ordre d'idées, elle explique ne pas vouloir perdre le contact avec le terrain et, par conséquent, voyage beaucoup : « Je suis absente du minimum une journée par semaine. » Séminaires, contacts directs avec les partenaires sociaux en France, en Allemagne... Odile Quintin n'aime finalement pas trop ses habits d'eurocrate.

Marie-Rose Raudet



Odile Quintin

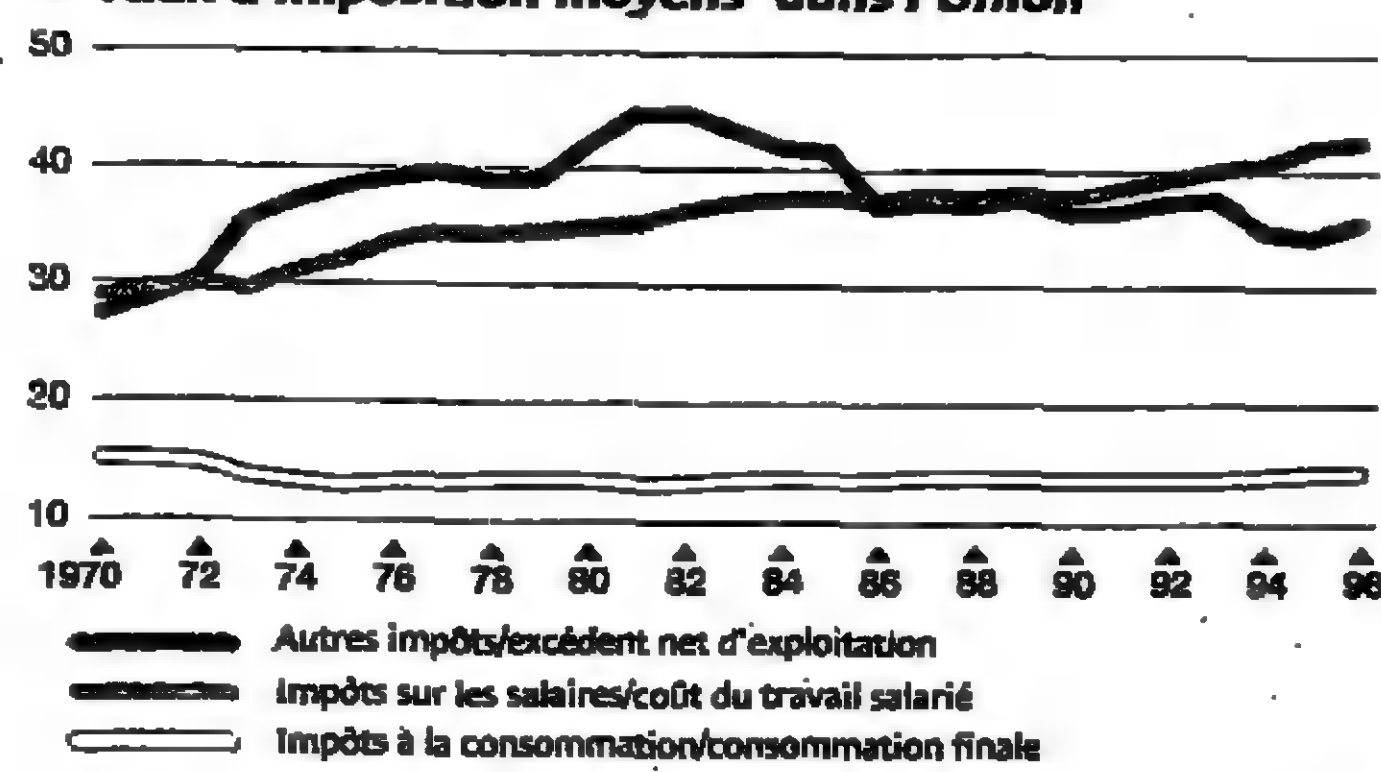
● Juriste, Odile Quintin, 54 ans, est fonctionnaire à la Commission depuis 1971. Elle y a fait l'ensemble de sa carrière. ● Chercheuse à l'Institut interuniversitaire de droit comparé à Bruxelles, elle est l'auteur de plusieurs publications sur différentes politiques communautaires (Nord-Sud, relations CEE-Japon,

La réces
T

agricoles, pionniers
ruraux

EUROPE

▼ Taux d'imposition moyens* dans l'Union



* total des impôts perçus sur la base d'imposition agrégée. Source : Eurostat

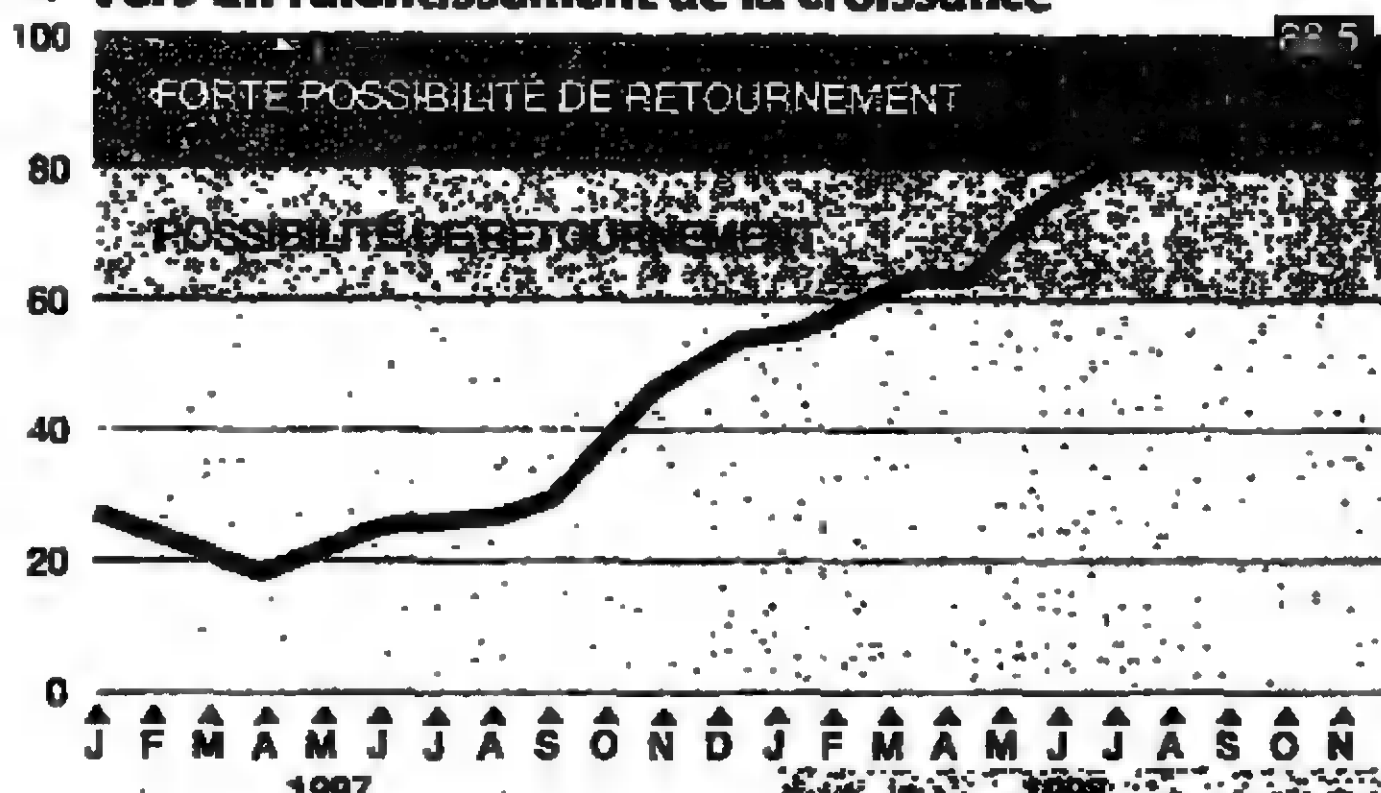
■ Le travail salarié est de plus en plus taxé en Europe. D'abord, l'imposition sur les revenus salariés a continué à progresser dans certains États membres. Ensuite, on assiste à la fiscalisation d'un certain nombre de cotisations, comme le RDS et la CSG en France, créés pour aider au comblement du trou de la Sécurité sociale.

■ Pour la taxation des autres facteurs de production, on note un retournement de tendance dès 1982, infléchi en 1986 : c'est le résultat des politiques gouvernementales qui ont diminué le taux d'imposition des entreprises afin de favoriser l'entrepreneuriat.

■ Pour la consommation, la taxation (dont la majeure partie relève de la TVA) est quasiment stable depuis le début des années 70. Ce résultat est surprenant alors que les taux de TVA au sein de l'Union bougent beaucoup dans le cadre de l'harmonisation européenne. Il faut croire que ces mouvements se compensent les uns les autres.

FRANCE

▼ Vers un ralentissement de la croissance



Source : Centre d'observation économique (COE)

■ Le taux de croissance de l'économie française pourrait se situer dans les prochains mois au-dessous du rythme tendanciel de 2,3 %. Cette prévision du Centre d'observation économique (COE) se fonde sur l'interprétation de son indicateur avancé de retournement conjoncturel : l'IARC.

■ Depuis juillet 1998, l'IARC, statistique mensuelle, a en effet franchi et est resté au-dessus du seuil de 80. Cela signifie, d'après l'échelle bâtie par le COE, que la probabilité d'un retournement dans les trois mois suivants devient forte. Un pic conjoncturel aurait été atteint (sans doute en novembre 1998, d'après les premières indications). Une fois l'ensemble de ces données confirmées, l'indicateur avancé du COE sera utilisé dans sa recherche du prochain « creux » conjoncturel.

Les chiffres de l'économie mondiale

	ÉTATS-UNIS	JAPON	ALLEMAGNE	BELGIQUE	ESPAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	ROY-UNI	EUROPE	MONDE
PRODUCTION INDUSTRIELLE (en %)											
Sur un an	4,4 (oct.)	-7,5 (sept.)	2,6 (nov.)	3,4 (sept.)	1,3 (oct.)	2,8 (oct.)	2,1 (oct.)	1,3 (oct.)	0,4 (nov.)	2,5 (oct.)	3,1 (oct.)
Sur trois mois	(sept.)	-0,9 (oct.)	0,8 (oct.)	-1,4 (sept.)	0,6 (oct.)	0 (sept.)	0,4 (oct.)	-0,6 (oct.)	-0,4 (oct.)	0,9 (sept.)	0,4 (sept.)
TAUX DE CHÔMAGE (en %)											
1998	4,5 (oct.)	4,3 (sept.)	9,3 (nov.)	8,6 (nov.)	18,2 (nov.)	11,5 (déc.)	12,3 (oct.)	3,7 (oct.)	6,2 (sept.)	10,8 (nov.)	9,8 (nov.)
PRIX À LA CONSOMMATION (en %)											
Sur un an	1,5 (sept.)	-0,1 (juil.)	0,6 (nov.)	0,6 (nov.)	1,4 (nov.)	0,3 (déc.)	1,7 (nov.)	1,5 (nov.)	1,4 (nov.)	0,9 (nov.)	1 (nov.)
Sur un mois	0,2	-0,6	-0,1	0	-0,1	-0,1	0,1	0	0,1	0	0
PIB EN VOLUME (dernier trimestre connu, en %)											
3 ^e trimestre 1998	3,5	-3,5	2,7	3	3,9	2,9	1,2	3,2	2,3	0,7	2,7
Sur trois mois	0,9	-0,7	0,9	0,3	0,9	0,5	0,5	0,1	0,4	2,7	0,7
DÉFICIT PUBLIC / PIB (en %)											
1997	0,1	-3,3	-2,7	-2,1	-2,6	-3	-2,7	-1,4	-1,9	-2,5	-2,3
1998*	1,4	-5,5	-2,6	-1,3	-2,1	-2,9	-2,6	-1,4	-1	-2,3	-1,8
DETTE PUBLIQUE / PIB (en %)											
1997	ND	ND	61,3	122,2	68,8	58	121,6	72,1	53,4	74,5	71,9
BALANCE COURANTE** (en % du PIB)											
1 ^{er} trimestre 1998	-0,4	0,4	0,1	1,4	0,1	0,6	0,6	1,4	0,2	0,4**	0,3**
Sur trois mois	-0,49	0,7	-0,19	1,13	0,21	0,7	0,91	0,74	0,2	0,4	0,3

* prévisions Commission européenne ** y compris les flux intrazonas pour UE15 et EURO1 *** La Belgique ne dispose pas de données trimestrielles harmonisées, et pour la balance courante, le chiffre inclut le Luxembourg. L'Australie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg et le Portugal ne disposent pas de données harmonisées au niveau européen.

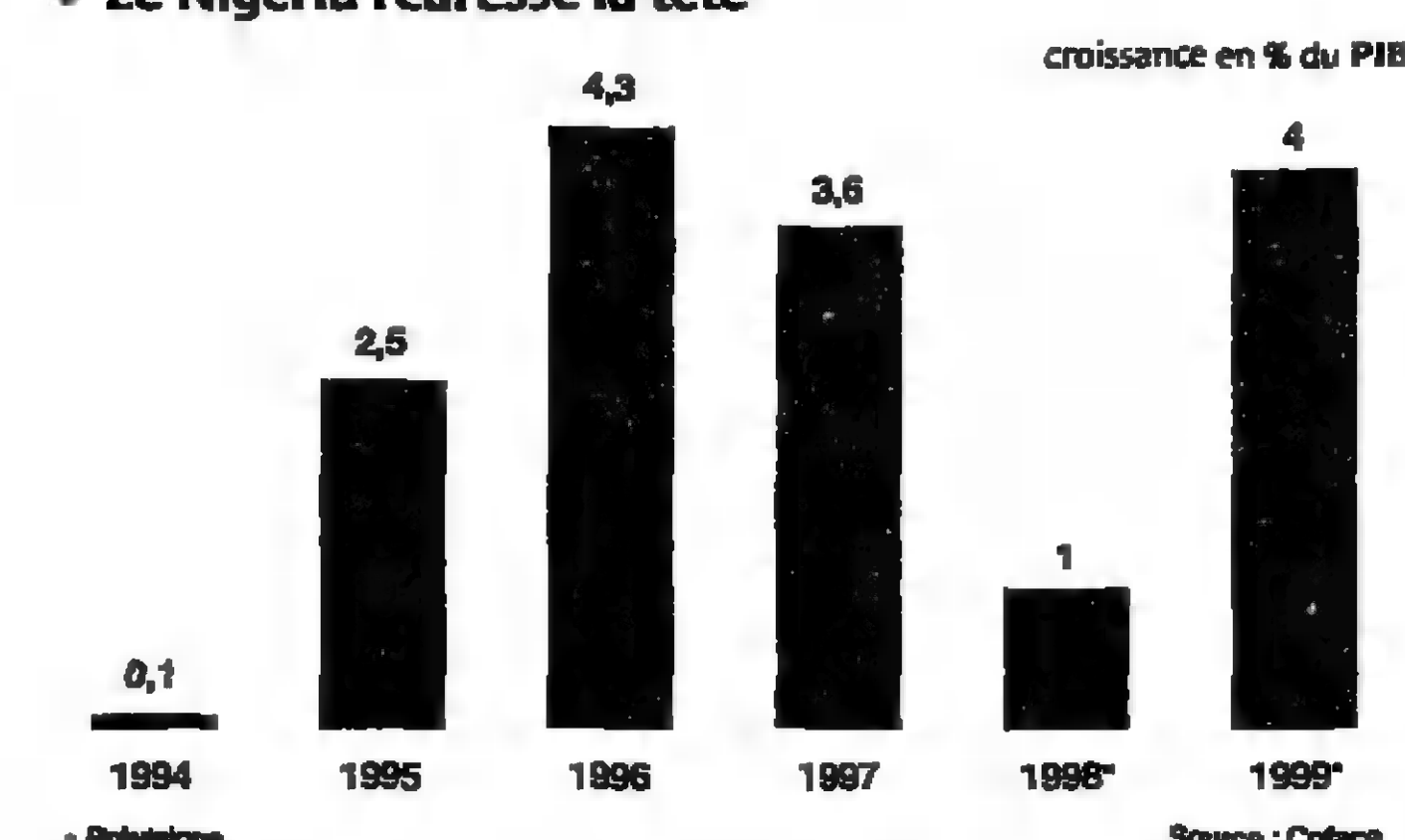
Les chiffres de l'économie française

	DERNIER MOIS	VARIATION SUR UN AN
CONSUMMATION DES MÉNAGES		
TAUX D'ÉPARGNE	-0,4 (déc.)	+4,2 %
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES	14,5 % (2 ^e trim. 98)	-0,1 %
TAUX DE SALAIRE HORAIRE OUVRIER	+0,8 % (2 ^e trim. 98)	+3,9 %
INVESTISSEMENT	+0,5 % (3 ^e trim. 98)	+2,0 %
COMMERCE EXTÉRIEUR (en milliards de francs / euros)		
solde trimestriel 1997	+15,9 MdF / 2,42 milliards d'euros (oct.)	-46,9 %
solde cumulé sur 12 mois	+147,77 MdF / 22,53 milliards d'euros (oct.)	-5,3 %
ENQUÊTE MENSUELLE SUR LE MORAL DES MÉNAGES		
opinion des chefs d'entreprise	-11 (déc.)	-21**
ENQUÊTE MENSUELLE DANS L'INDUSTRIE*		
opinion des chefs d'entreprise	-11 (janv.)	+23**
TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES (- de 25 ans)	21,6 % (déc.)	-2,1 %
PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (UN AN) DANS LE CHÔMAGE TOTAL		
	37,1 %	+1 %
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR MARCHAND		
CES, CEC, contrat emploi-jeune, contrat emploi-jeune	1 060 100 (déc.)	-2,7 %
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR NON MARCHAND		
CES, CEC, contrat emploi-ville, contrat emploi-jeune	365 300 (déc.)	-11,2 %
INTERIM	532 098	+28,8 %

* solde des opinions négatives et positives, données CVS **solde net douze mois auparavant Source : L'Insee, Dares, Dares et l'Insee

AFRIQUE

▼ Le Nigeria redresse la tête



■ Après dix ans d'isolement, le Nigeria amorce un retour sur la scène internationale. Un accord est sur le point d'être signé avec le Fonds monétaire international, prévoyant d'importantes réformes économiques. Un effort serait fait en faveur des budgets sociaux qui ont beaucoup souffert au cours des dernières années.

■ Cet accord, rendu possible par l'arrivée au pouvoir du général Abubakar, qui s'est engagé à assurer la transition vers un régime civil, devrait déboucher sur une renégociation de la dette nigériane tant publique que privée. Celle-ci s'élève aujourd'hui à près de 32 milliards de dollars (27,8 milliards d'euros) et absorbe 36 % des recettes d'exportation.

■ L'économie souffre fortement de la chute des cours des hydrocarbures. Le Nigeria est le sixième producteur mondial de brut.

politique sociale
productivité

UN CHIFFRE

51 %

LA PART DES SALARIÉS UTILISANT UN ORDINATEUR DANS LE CADRE DE LEUR TRAVAIL

L'usage professionnel de l'informatique a doublé en dix ans, selon une étude du ministère du travail (Premières informations, Dares, décembre 1998) : la part des salariés utilisant un ordinateur est passée de 26 % en 1987 à 51 % en 1998.

L'inégalité entre les catégories socio-professionnelles (CSP) reste forte : la proportion est de 85 % chez les cadres, 71 % chez les professions intermédiaires, 51 % chez les employés, 24 % chez les ouvriers qualifiés, 11 % chez les ouvriers non qualifiés.

La différenciation entre CSP s'explique aussi en termes de nature et d'usage du matériel : ainsi l'ordinateur portable est utilisé par 40 % des ingénieurs, contre 7 % en moyenne, Internet par 45 % des ingénieurs et 25 % des cadres, contre 7 % en moyenne, la transmission et la réception d'informations par ordinateur par 70 à 80 % des ingénieurs et cadres, contre 58 % en moyenne.

La diffusion de l'informatique professionnelle a été plus forte dans les services de l'Etat et des collectivités locales (+30 % en dix ans) que dans les entreprises privées (+25 %) : 55 % des fonctionnaires utilisent aujourd'hui l'informatique, contre 48 % des salariés du privé.

Elle peut aussi être le fait de certains métiers : 50 % des ouvriers qualifiés du transport et de la logistique utilisaient un ordinateur en 1998, contre 17 % il y a dix ans.

La récession asiatique atteint l'île de Taïwan

Taïwan est, avec la Chine continentale, le seul pays d'Asie à avoir enregistré une croissance économique soutenue en 1998 : le taux de croissance du produit intérieur brut s'est situé autour de 5 %, une performance exceptionnelle dans la région. L'activité a été soutenue par la demande intérieure, grâce au dynamisme de la consommation privée (+5 %) et à celui, surtout, de l'investissement des entreprises (+12 % au cours des neuf premiers mois de l'année).

L'économie de l'île a échappé à la crise financière qui secoue ses voisins grâce à un certain nombre d'atouts : un système financier plus solide que celui de la plupart des pays d'Asie et beaucoup moins exposé aux mouvements internationaux de capitaux, un tissu de PME flexibles et peu endettées, de bons fondamentaux marqués par une dette extérieure limitée, un excédent structurel des paiements courants.

Mais les effets de la récession économique en Asie atteignent désormais l'île. Même établie aux alentours de 5 %, la croissance millésime 1998 est en recul de deux points par rapport à celle de 1997 (6,8 %) et par rapport aux prévisions initiales. On estime que la production industrielle a progressé deux fois moins vite que l'année d'avant (3 %, contre 6,8 %).

La diffusion de la crise asiatique à l'économie taïwanaise se fait à travers les interdépendances commerciales entre l'île et ses voisins. Elle passe par les canaux de l'économie réelle, et non par les flux financiers.

En 1998, les exportations taïwanaises ont subi le contrecoup de la baisse de la demande asiatique. Les ventes de l'île à l'ensemble des pays d'Asie (Japon, Corée du Sud, ASEAN) se sont effondrées (-18 %), entraînant une chute globale des exportations en dollars (-9 %). À l'effet récessif de la réduction de la demande asiatique s'ajoutent ceux

Avec le ralentissement de la croissance mondiale en 1999, le commerce extérieur restera un maillon faible de l'économie taïwanaise

d'une intensification de la concurrence, notamment de la part des exportateurs japonais et coréens, sur les marchés tiers comme sur le marché intérieur.

À la fin de l'année 1997, les pressions à la baisse sur le NTD (nouveau dollar taïwanais) se sont traduites par une dévaluation (de 28 à 32 NTD pour un dollar américain) qui a atténué la perte de compétitivité de l'industrie manufacturière. Depuis, le taux de change nominal par rapport au dollar est stabilisé (dans une plage de 32 à 34 NTD pour un dollar américain). Mais, au cours de l'année 1998, le mouvement de dépréciation du yen a pesé sur la

compétitivité des producteurs taïwanais. La baisse des prix à l'exportation (en monnaie locale), qui témoigne de l'intensité de la concurrence, a entraîné une diminution des marges bénéficiaires des entreprises. Cette situation, associée à la faiblesse des perspectives d'exportation, a un impact sur la demande interne, car elle pousse au ralentissement des programmes d'investissements des entreprises. Elle a aussi des effets sur les cours boursiers (qui ont baissé de 20 % entre janvier et septembre). Et cela aura à son tour des conséquences sur la consommation, via les effets de richesses négatifs, puisque 25 % des actifs des ménages sont constitués d'actions.

EUROPE ET ÉTATS-UNIS

Les effets de la récession régionale ont été partiellement atténués par une structure géographique des échanges relativement favorable puisqu'elle fait une place importante aux marchés non asiatiques, qui représentent près de 40 % des exportations totales. Les ventes à l'Europe et aux États-Unis ont continué à progresser. En 1998, les exportations taïwanaises ont

trouvé en Europe leurs marchés les plus porteurs : en 1999, elles risquent de pâtir du ralentissement de la croissance américaine, leur principal client.

En Asie, seuls les échanges avec la Chine et Hongkong ont jusqu'ici résisté. Cette Chine élargie représente 22 % des exportations de Taïwan et est la principale source des excédents commerciaux de l'île qui n'importe que très peu de produits chinois. Les exportations vers la Chine sont alimentées essentiellement par les investissements directs et par l'approvisionnement des entreprises manufacturières taïwanaises délocalisées en Chine.

En 1998, les entreprises taïwanaises ont continué à investir en Chine, mais le flux s'est nettement ralenti dans le courant de l'année. Il reste que les investisseurs taïwanais, dont le stock d'investissements en Chine est évalué à 40 milliards de dollars, demeurent beaucoup plus attirés par le continent que par les autres pays d'Asie, malgré les efforts du gouvernement pour orienter les investissements directs vers l'Asie du Sud-Est : au cours des six premiers mois de l'année, les contrats d'in-

vestissement en Chine ont atteint 1,2 milliard de dollars américains (1,04 milliard d'euros), contre 300 millions de dollars (260,8 millions d'euros) dans le reste de l'Asie.

DIALOGUE AVEC PÉKIN

La crise tend ainsi à renforcer les liens entre les deux Chines, mais, avec la détérioration de la situation économique sur le continent, Taïwan ne peut compter sur le marché chinois pour relancer ses exportations. L'année 1998 a été marquée par la rencontre, en octobre sur le continent, entre le président chinois Jiang Zemin et un représentant de Taïwan, qui a amorcé la reprise du dialogue politique entre les deux pays, après deux ans d'interruption dus aux tensions liées à la question de la liberté de Formose.

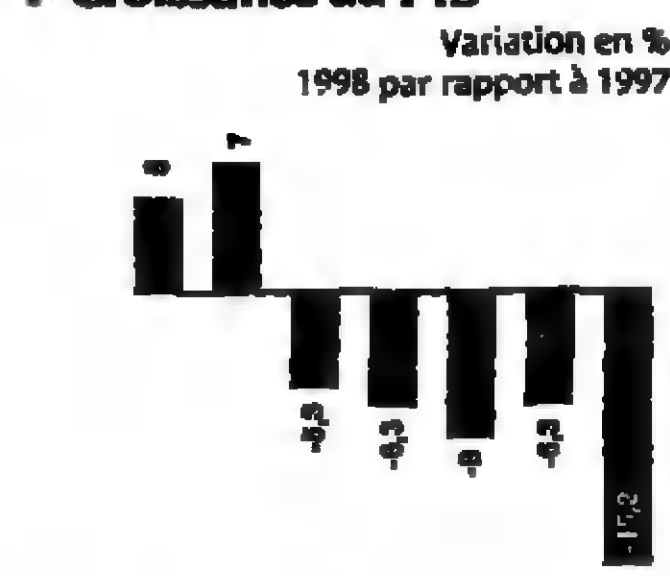
Avec le ralentissement de la croissance mondiale en 1999, le commerce extérieur restera un maillon faible de l'économie taïwanaise, même dans l'hypothèse d'une reprise de la croissance dans certains pays d'Asie.

Pour maintenir la croissance à son niveau de 1998, les autorités vont être amenées à mettre en œuvre une politique macroéconomique qui stimule la demande interne par une baisse des taux d'intérêt, à poursuivre une politique budgétaire expansionniste et sans doute à laisser glisser la monnaie.

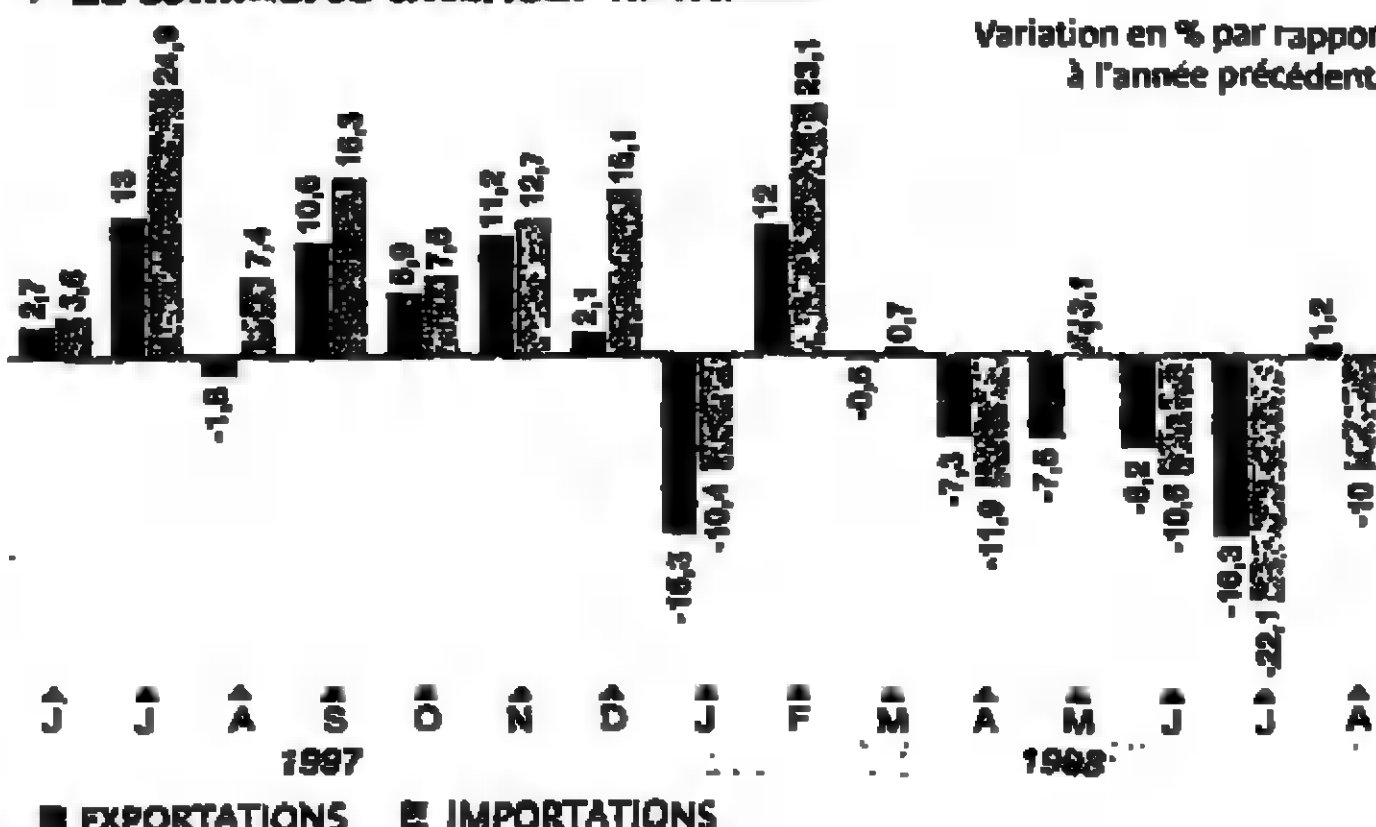
Les élections législatives de décembre 1998 ont renforcé le parti au pouvoir, le Kuomintang, ce qui est un gage de stabilité pour la politique économique et pour la politique étrangère. Le succès des partisans d'un statu quo avec la Chine populaire indique notamment que les enjeux internes sont actuellement prépondérants dans la politique de l'île.

Françoise Lemoine
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales

▼ Croissance du PIB



▼ Le commerce extérieur taïwanais



Source : CEPII

صكتنا من الامل

LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

par Jean-Paul Betbèze

Mariages d'entreprises

Actuellement, nous vivons une rare période de consolidation financière, d'achats et de ventes de sociétés. Il y a à cela trois raisons majeures. D'abord, l'économie américaine arrive en fin de cycle. Outre-Atlantique, il s'agit d'afficher, encore et toujours, de bonnes rentabilités, via des restructurations. L'argent continue de s'intéresser aux grandes capitalisations, même chères, car les institutionnels « achètent l'indice », c'est-à-dire l'ensemble des valeurs qui figurent dans le Dow Jones ou sur le marché du Nasdaq. Du coup, ces valeurs montent, ce qui permet de payer les mariages en papier (échange de titres) et pas en argent liquide (ce qui ne serait plus possible).

Ensuite, nous sommes confrontés à des crises dans les pays émergents et à des difficultés majeures dans les entreprises traitant des matières premières ou des produits où la variable prix est très importante (ciment, etc.). Ces mouvements entraînent à la fois une baisse de la valeur des entreprises (plus vulnérables à des rachats) et une chute des prix des produits, forçant à réduire absolument les frais généraux.

Enfin, l'euro. La transparence (probable) des prix dans l'Euro-land impose d'abandonner un point de vue strictement national et nécessite de constituer des réseaux de distribution pour l'Europe en se renforçant d'abord sur son territoire, pour ensuite s'étendre. Disposer d'une part de marché supérieure permet de mieux négocier les prix en amont et d'optimiser les structures logistiques.

Derrière ces motifs spécifiques, on voit bien ce qui pousse constamment et plus généralement les entreprises à grandir : - Gagner de l'argent en réduisant la part relative des frais de structure, de recherche, de publicité, d'informatique... Ce sont les fameuses économies d'échelle (quand l'échelle de production augmente, certains frais croissent beaucoup moins, voire restent les mêmes) ; - Gagner de l'argent, régulièrement, en augmentant les lieux d'activité, le nombre de clients, de secteurs... et donc en réduisant le risque localisé de perte, de ralentissement conjoncturel. C'est l'effet de diversification, c'est-à-dire de meilleure répartition statistique des risques dans un plus large portefeuille. A cela s'ajoute l'effet de marque, actif immatériel de la firme qui est d'autant plus valorisable (et valorisé) qu'il concerne un plus large public ; - Gagner de l'argent et empêcher un concurrent d'en gagner en acquérant tel partenaire (c'est-à-dire une nouvelle part de marché). Cela pousse le concurrent soit à acquiescer à son tour une entreprise, soit à organiser son propre développement à partir de rien (ce qui est en général plus lent, plus cher, et surtout plus risqué). C'est l'acquisition d'un bien économique rival ; - Gagner de l'argent grâce à des capitaux bon marché prêtés par le banquier (ou le marché), pour autant, évidemment, que le prix d'acquisition soit raisonnable.

Mais la littérature économique souligne depuis longtemps les risques d'une telle aventure. Ainsi, un mariage n'entraîne pas forcément des économies d'échelle : d'un côté, il faut restructurer, réduire les équipes, organiser des départs, et, d'un autre, maintenir (mieux encore : accroître) le moral des troupes et faire cohabiter des cultures différentes. Il y a de nombreux coûts sociaux, techniques, organisationnels à assumer. L'étendue de ce qu'un certain nombre de responsables doit contrôler s'accroît, avec des risques de panne, d'erreur, de défaut de vigilance. Puisque la taille de l'unité augmente, elle pourra se révéler moins réactive. Ses coûts de gestion, de management augmentent. Elle peut aussi être plus exposée à un risque : risque lié à un fournisseur, par exemple, qui se répand sur une plus large échelle (voir ainsi le risque de dépendance des équipementiers vis-à-vis de leurs sous-traitants).

Mais le risque de marché est peut-être plus important encore que le risque d'organisation : il n'est pas du tout sûr que les clients soient tous au rendez-vous et que la part des marchés soit l'addition des deux parts antérieures. Il y a ainsi des clients qui étaient déjà clients des deux entités. Il y a des clients de l'un qui ne veulent pas l'être de l'autre. Enfin, il y a des clients qui souhaitent diversifier leurs fournisseurs (produits, conseils, services, placements...) et qui vont donc voir ailleurs.

« Des risques », d'échelle, risques de dépendance, risque de marché, risque de « moral des troupes » : il n'y a pas de recette miracle et beaucoup de mariages se passent mal. Il faut ajouter qu'il est abusif de traiter l'entreprise comme un tout : ses activités, les chaînes de la fonction de production, ne se prêtent pas de la même façon aux effets d'échelle. Il y a des activités qui bénéficient évidemment de la taille, d'autres peu ou pas. Le mariage creuse en fait les écarts entre métiers, fonctions, zones d'activité...

Voilà pourquoi les marchés financiers regardent avec un œil critique exacerbé les fusions annoncées : ils savent que l'on en sous-estime toujours les coûts et les aléas, et que l'on en surestime bien souvent les résultats. Ils savent aussi que ces mariages se passent avec une base plus faible en capital-argent libre (*free cash-flow*), pourtant indispensable lorsqu'il s'agit de réagir à la conjoncture, à une difficulté spécifique, à une innovation structurelle. C'est la métaphore bien connue du boa : l'animal est fragile après avoir mangé, tandis qu'il digère en somnolant.

Mais la grande nouveauté est le risque croissant que fait peser actuellement sur les mariages l'anticipation de leur succès. Tout mariage se doit de créer de la valeur et, grâce aux restructurations qui s'ensuivent, se doit d'accroître la rentabilité du capital des investisseurs. Le prix social à payer, à court terme, se trouve normalement compensé, à terme, par les améliorations d'ensemble du système.

Mais si, comme on le voit actuellement, les Bourses flambent à l'annonce de n'importe quelle rumeur d'un éventuel rapprochement, les prix des transactions augmentent partout. La rentabilité supérieure à réaliser sera donc beaucoup plus difficile à obtenir - et cela alors que les marchés internationaux fixent déjà la norme de rentabilité à 15 %. En d'autres termes, le prix social du mariage croît, et donc son risque total, en liaison directe avec son prix financier. Traduction de l'espoir qu'il fait naître.

Les entreprises du Net flambent en Bourse

Pour les amateurs de nouvelles technologies, et d'internet plus précisément, le 31 décembre 1998 ne fut pas seulement la fête de la Saint-Sylvestre. C'est aussi le jour où, pour la première fois, une entreprise du cyberspace, AOL, a intégré l'index des 500 de Standard & Poors, la référence de la place boursière américaine. Une consécration pour l'entreprise, mais aussi pour tout un secteur. Cette envolée témoigne de la confiance de plus en plus grande accordée par le monde économique au commerce électronique. Mais elle n'empêche pas certains de crier « Au feu » : s'agit-il d'une surchauffe temporaire ? la bouillotte serait-elle sur le point d'exploser ?

Le mardi précédent ce référentiel, la valeur d'AOL avait été estimée à 72 milliards de dollars (62 milliards d'euros), plus que PepsiCo, 57,7 milliards (50 milliards d'euros), ou General Motors : 59 milliards (51 milliards d'euros) ! Tout un symbole.

Son cas n'est pas isolé. Les cours de Bourse de sociétés liées à Internet continuent de grimper vers des sommets encore inégalés. L'index Internet de SG Cowen, qui mesure l'évolution globale du marché des valeurs boursières du Net, a presque triplé ces trois derniers mois. Selon Renaissance Capital, une société qui analyse les cours des premières introductions en Bourse, les cours des sociétés liées au Net introduites en 1998 ont crû durant l'année de 253 % en

Cyberspace
Yahoo ! vaut aujourd'hui plus de mille fois ses résultats. Un exemple parmi d'autres dans ce secteur en surchauffe

moindre contre 31 % pour la plupart des autres introductions. Les évaluations publiées lors de récentes opérations de fusions-acquisitions amplifient le mouvement : en novembre 1998, lors de son rachat par AOL, Netscape, pionnier en matière de navigateur sur le Web, était valorisé 4,2 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros). Record pulvérisé ce mois-ci : malgré des pertes de 30,2 millions de dollars (26,2 millions d'euros) en 1998, le moteur de recherche Excite vient d'être acheté 6,7 milliards de dollars (5,8 milliards d'euros) par le prestataire d'accès sur le câble @Home.

Certes, ces opérations se font exclusivement par échange d'actions. Mais contribuent-elles à la formation d'une bulle financière ou reposent-elles sur des anticipations réalistes ? Même les créateurs d'entreprises du secteur sont divisés sur ce point. Sur Bizsig, un « forum de discussion » qui s'en est destiné sur Internet, ils leur donnent à cœur joie. « Certains ac-

tifs, pendant de courtes périodes, sont mal évalués, car évalués sous le coup de l'émotion ; un système sans limites. Si l'objectif de votre entreprise est de prévoir les cours de Bourse des entreprises du Net : bonne chance !... AOL, plus valorisé que General Motors : ce n'est pas seulement insensé ; c'est totalement stupide... », ironisent les uns.

« Il est beaucoup plus facile de croire quand on est une entreprise virtuelle que quand on doit bâtir en dur. Acheter un serveur [NDLR : un ordinateur hébergeant un site Internet] est bien meilleur marché et bien plus facile que de construire une usine », leur rétorquent les autres.

Pour essayer de les départager, le plus tentant est d'utiliser une méthode classique de valorisation : celle de la capitalisation du résultat net.

CRÉATION

Ainsi Yahoo !, le célèbre annuaire de recherche dont le site est le plus consulté au monde et qui a racheté fin janvier Geocities, vient de clore son premier exercice bénéficiaire avec un résultat net de 26 millions de dollars (22,6 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 203 millions de dollars (176,5 millions d'euros). Sa valorisation atteint 31 milliards de dollars (26,9 milliards d'euros), plus de mille fois ses résultats !

Absurde ? Peut-être pas tant que cela. Car si son résultat croît de 126 % par an pendant cinq ans, la valeur d'aujourd'hui n'est plus que vingt fois les résultats estimés dans cinq ans. Toute la question est donc de savoir si un tel taux de croissance est réaliste. Outre le fait qu'il est plus facile de grandir lorsqu'on est petit, on peut rappeler que les résultats du constructeur d'ordinateurs Dell ont augmenté de 88 % en moyenne ces cinq dernières années et ceux de Microsoft de 39 %.

Philippe Hardy, un consultant en stratégie indépendant, bon connaisseur du secteur, fait partie des sceptiques. « Il faudrait que le commerce électronique déplace une énorme part de marché pour justifier ces valeurs », estime-t-il.

Mais ceux qui regrettaient amèrement aujourd'hui de n'avoir pas cru assez tôt à Microsoft ou à Yahoo ! et qui voudraient bien ne pas manquer une seconde fois une telle aubaine adoptent une attitude

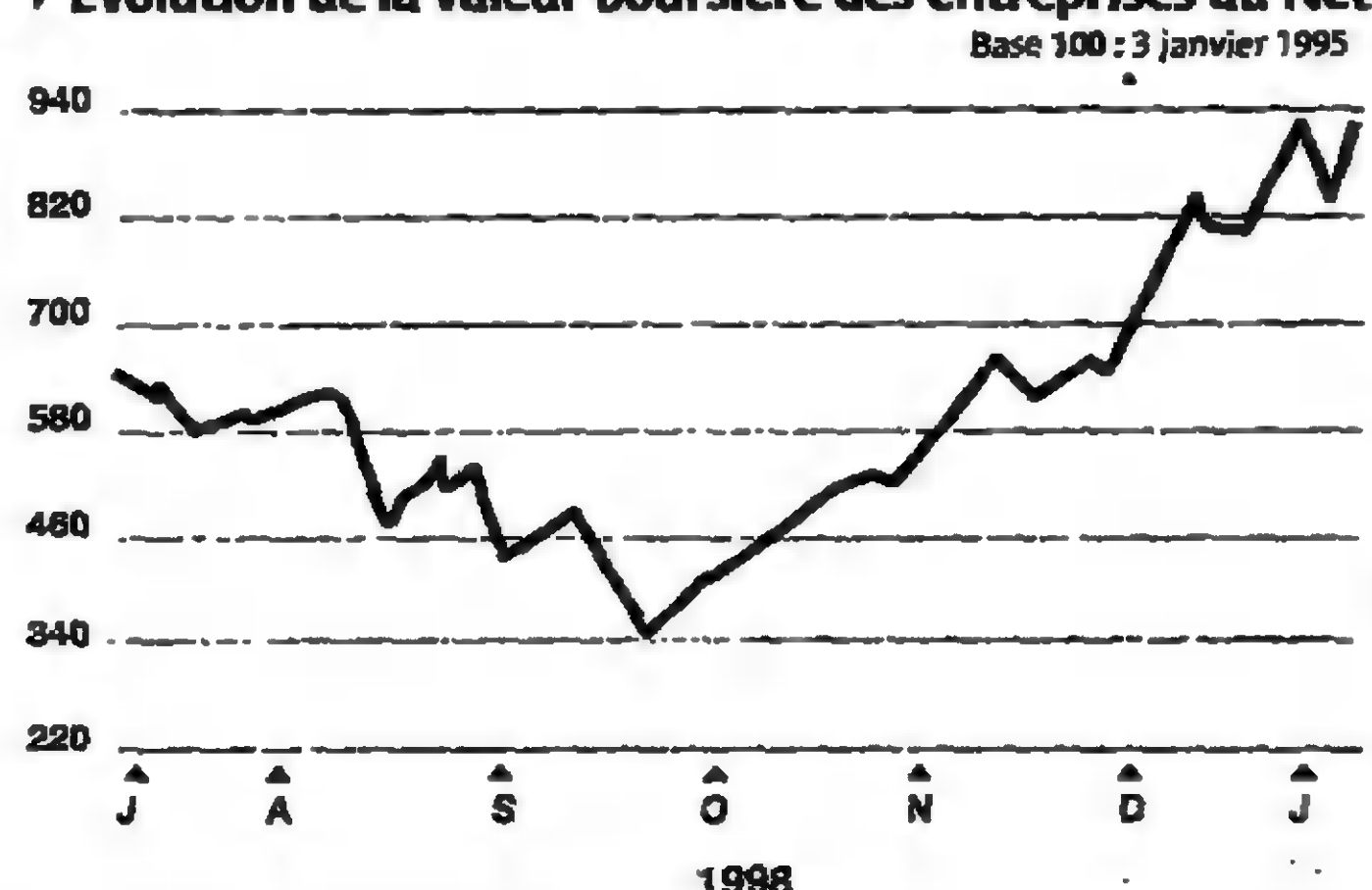
plus offensive. Ils rejoignent le bataillon des visionnaires de la première heure qui ont déjà amassé une petite fortune en misant à temps sur les bons chevaux et qui ne sont pas prêts de les laisser tomber. Il s'est longtemps agi de technophiles, « des gens qui travaillaient dans l'informatique, et qui se disaient : j'utilise Yahoo ! ça marche bien, j'en prends », constate Philippe Hardy.

Mais, désormais, les investisseurs traditionnels plongent. « Certains fonds de pension américains ayant pignon sur rue s'intéressent de plus en plus à n'importe quel.com », pouvait-on lire dans le *Wall Street Journal* du 22 janvier. Ils contribuent à l'augmentation des cours. Certains avec des objectifs à court terme, qui pourraient donc provoquer un retournement rapide du marché : « Les gestionnaires de portefeuille institutionnels ont appris à prendre en compte les actions Internet durant la deuxième moitié de l'année 1998 parce que les cours de ces valeurs montaient et que la performance de leur portefeuille souffrait de ne pas en détenir assez » (*Wall Street Journal* du 29 décembre 1998).

Leur confiance, et celle des investisseurs en général, repose sur une vision plus prospective. « La vraie question est de savoir quelle part du commerce mondial Yahoo ! sera capable de prendre », insiste Olivier Dousse, directeur associé de Dôme et Cie, cabinet de fusions-acquisitions spécialiste des entreprises de haute technologie.

Annie Kahn

Evolution de la valeur boursière des entreprises du Net



Pression démographique oblige, la pénurie d'eau est pour demain

Mille deux cent millions de personnes dans le monde n'ont pas d'accès direct à l'eau potable. Des études menées par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) révèlent qu'en Afrique les femmes et les enfants consacrent près de 40 milliards d'heures de travail par an à l'alimentation en eau potable de leur famille et de leur pays. Une meilleure répartition de cette matière première vitale sera l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle.

PARAMÈTRES

Dès à présent, l'inégalité est flagrante. Dix pays se partagent environ 65 % des ressources en eau potable : en Amérique du Nord, chaque personne consomme en moyenne près de 10 000 mètres cubes d'eau potable par an. Ce ratio chute à 260 mètres cubes en Égypte et à 1 000 mètres cubes en Jordanie. Si l'on estime qu'une personne a besoin de 1 700 mètres cubes d'eau par an, près de vingt pays d'Afrique et du Moyen-Orient sont d'ores et déjà en situation de pénurie. Quatre millions d'enfants meurent chaque année des maladies véhiculées par de l'eau non potable.

Selon Ismail Serageldin, vice-président des programmes spéciaux à la Banque mondiale, les besoins en eau potable vont augmenter en même temps que la population qui devrait, d'ici cinquante ans, s'accroître de trois milliards de personnes au moins, principalement dans le tiers-monde.

Inégalités
Dix pays se partagent environ 65 % des ressources en eau potable

par personne, irrigation agricole maîtrisée et supérieure de 40 % seulement à ce qu'elle est actuellement) soient cadrés, les besoins en eau potable « devraient néanmoins s'accroître de 17 % ». Mais « si l'on relâche un seul de ces paramètres, les besoins augmentent de 50 % ». Or, dans son état actuel, la planète est incapable de fournir pareille quantité d'eau potable.

Les conséquences écologiques de l'accroissement démographique sont redoutables : huit à dix milliards de personnes sur la Terre vont entraîner un accroissement des surfaces cultivables au détriment des forêts et de la diversité biologique de la planète.

Une meilleure captation de l'eau de pluie par l'accroissement du parc de barrages existant ne sera pas sans conséquences sur l'écologie terrestre. Mais les problèmes ne concernent pas seulement l'agriculture. La population urbaine va tripler à l'horizon 2030. Rien qu'en Inde, 360 millions de personnes seront urbanisées d'ici trente ans. Et l'alimentation en eau potable de ces mégapoles s'annonce difficile.

L'eau est un problème global dont les solutions sont locales. Chaque région représente un problème spécifique. Mais des pistes existent pour d'éventuelles solutions.

En premier lieu, la monétisation de l'eau. Les grandes compagnies d'eau occidentales doivent être encouragées à investir dans la construction et l'entretien de réseaux de distribution d'eau dans le tiers-monde. La seule manière de les convaincre est de donner un prix à l'eau, même dans les régions les plus défavorisées, et de leur assurer un soutien de l'Etat pour le cas où les populations

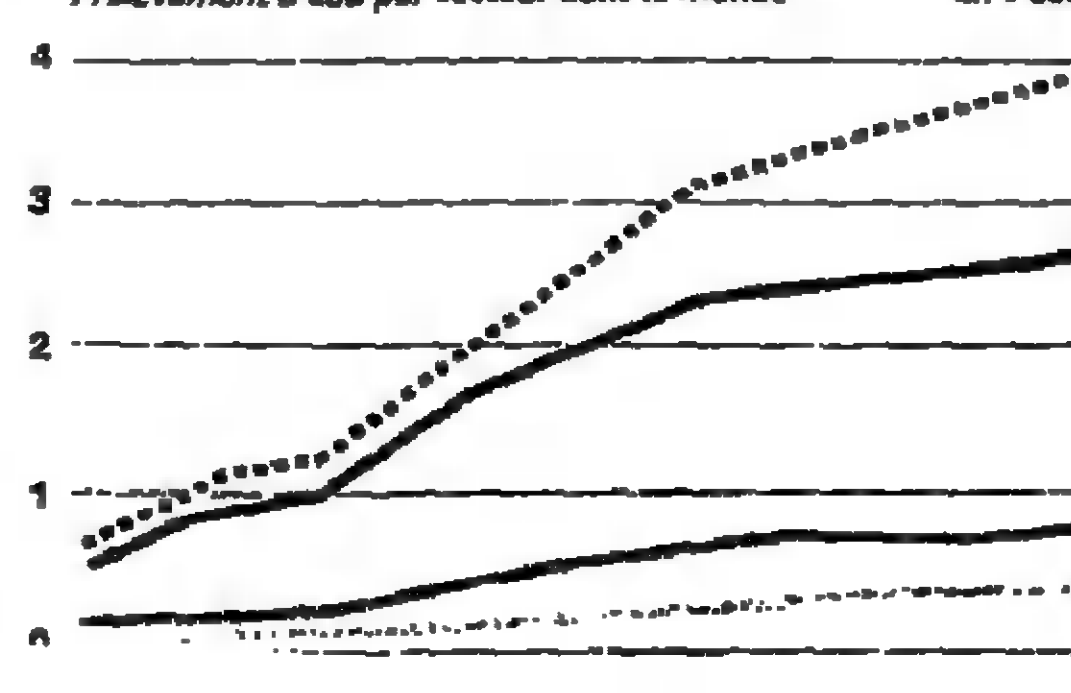
n'auraient pas les moyens de payer leur consommation. La recherche de tout progrès technologique, ensuite. L'agriculture, qui consomme 70 % des ressources d'eau disponible doit apprendre à économiser. Une « agriculture de précision » est devenue possible. Ainsi, les économies réalisées dans l'utilisation des engrais par l'emploi du système satellitaire GPS (Global positioning system) peuvent être étendues à l'eau. Les agriculteurs exploitant de vastes superficies auraient ainsi les moyens de calculer leurs besoins en eau réels, parcelle par parcelle. De même, des recherches technologiques doivent être menées pour réduire le coût de la désalinisation. L'océan fournit des quantités d'eau illimitées, mais la désalinisation est extrêmement coûteuse en énergie.

Enfin, les biotechnologies devraient être mobilisées en vue du traitement des eaux usagées et de leur réutilisation. Les recherches menées en génétique n'interdisent pas d'espérer une mutation du métabolisme de certains végétaux pour les rendre plus résistants et réduire leur besoin en eau. A terme, rien n'interdit de croire qu'il sera possible de cultiver certaines espèces dans l'eau de mer.

Les pistes de recherche ne manquent donc pas. Mais leur efficacité risque d'être réduite si aucune coordination des efforts n'a lieu. C'est aux grandes organisations internationales comme la Banque mondiale ou l'Unesco, de mener le débat et de convaincre les gouvernements, comme les différents acteurs de la société civile, d'y participer. C'est notamment à cela que s'emploie M. Serageldin.

L'agriculture, consommatrice numéro un

Prélèvement d'eau par secteur dans le monde en 1 000 km³/personne/an



et flambent en Bourse

Scénarios pour l'avenir des retraites

par Xavier Gaullier

La concertation entreprise par le gouvernement sur l'avenir des systèmes de retraite, pose à nouveau le problème de l'âge de la retraite. Serez-vous possible, cette fois-ci, de l'envisager d'une façon concrète et globale, c'est-à-dire en faisant face de façon cohérente à la contradiction qui existe depuis longtemps : la volonté de prolonger la vie professionnelle pour la survie financière des régimes de retraite et de raccourcir cette même vie professionnelle au nom de la compétition des entreprises ? Continuer à reculer l'âge de la retraite et en même temps à développer les cessations anticipées d'activité revient en fait à préciser de plus en plus les salariés âgés, à diminuer pour beaucoup le niveau des pensions faute de trimestres cotisés, à favoriser les plus favorisés : ceux dont l'entreprise permet une carrière longue.

Une concertation concrète et globale entre les pouvoirs publics, les entreprises, les salariés et leurs représentants est d'autant plus nécessaire que les positions des uns et des autres sont réellement schizophréniques : chacun veut à la fois des départs précoces et des départs retardés. Le débat et la négociation sur les fins de carrière et l'âge de la retraite impliquent d'avoir à l'esprit un certain nombre de données, indispensables pour faire des choix dès maintenant, sans attendre l'illusoire solution spontanée du problème vers 2005 par le changement démographique.

La situation des fins de carrière est un élément de « l'exception française » : le taux d'activité pour les 55-64 ans est extrêmement bas (43 %) ; il est de vingt points plus élevé au Royaume-Uni (64 %) et aux États-Unis (66 %), et de quarante points supérieur en Suède (80,52 %) et au Japon (85,6 %). Par ailleurs, au moment de la liquidation de la retraite, seulement un tiers des personnes concernées sont encore actives. Il y a vingt ans, la durée moyenne de la vie active était de quarante-cinq ans et celle de la retraite de quinze ans ; elle est maintenant respectivement de quarante et vingt ans ; allons-nous vers un cycle de vie où la retraite durerait autant que la vie professionnelle (trente ans pour chacun) ?

Les fins de carrière ne se définissent plus par les seules cessations anticipées d'activité, mais par une déstabilisation aux multiples visages pendant la dernière décennie de la vie professionnelle : tout se passe comme si les entreprises se demandaient : « Que faire avec les plus de cinquante ans ? », comme s'il se créait un « risque fin de carrière » de moins en moins cou-

vert socialement, à cause de la diminution des financements publics. On a également dit et répété que les cessations anticipées d'activité étaient liées à la faible productivité individuelle des salariés âgés et donc qu'on les arrêterait en développant la formation, en améliorant les conditions de travail, en créant des emplois spécifiques liés à l'âge, en aménageant le temps de travail... Les résultats ne sont pas là, et pour cause. Si cette raison vaut dans certains secteurs (certains métiers de l'automobile, par exemple), elle ne vaut guère dans la plupart des cas.

L'analyse des processus de décision dans les entreprises concernant les plans sociaux et les préretraites, le montre bien. D'ailleurs les préretraites, il faut le rappeler, sont liées à un âge (57 ans, 55 ans...), que vous soyez productif ou improdactif. Les raisons de fond sont à chercher ailleurs, d'abord au niveau des entreprises, et aussi maintenant auprès des salariés eux-mêmes. Au-delà des « effets d'aubaine » liés aux financements publics, la question des fins de carrière est liée aux problèmes de restructuration mais aussi, de plus en plus, à la recherche de gains de productivité pour les entreprises qui se portent bien, aux sureffectifs, à la diminution de la masse salariale ; à la volonté aussi de rajouter la pyramide des âges et de développer la flexibilité (remplacer des contrats à durée indéterminée par des contrats à durée déterminée, modifier la grille salariale).

Parallèlement, les salariés qui ont vécu les premières cessations anticipées d'activité comme des licenciements y sont maintenant attachés, pour beaucoup, comme à un droit acquis : toutes les études et sondages font état d'un souhait massif de terminer la vie professionnelle plusieurs années avant 60 ans. La vie professionnelle est dévalorisée, la « retraite » valorisée. Les mesures d'âge sont plus populaires que les 35 heures.

Le problème de l'âge de la retraite est souvent posé de façon simpliste, comme s'il suffisait de le déterminer à partir d'une étude démographique : en 2040, nous dit-on, la retraite devra être à 70 ans... En réalité, l'âge réel de la retraite est au confluent de multiples dimensions : démographiques, mais aussi économiques, sociales, politiques et culturelles ; il est défini par un arbitrage collectif entre les intérêts divergents et évolutifs.

Le terrain est fortement balisé. On sait maintenant qu'on ne retrouvera pas le modèle de carrière et de protection sociale de la période fordiste des « trente glorieuses ». On sait aussi que

toute décision d'allonger unilatéralement la vie professionnelle pour sauver les retraites est vouée à développer la précarité des salariés âgés. On sait enfin que le problème de fond des retraites, ce n'est pas celui des rapports entre répartition et capitalisation, mais l'organisation des temps sociaux (travail et hors-travail) et la gestion des revenus (salaires, transferts, épargne) sur l'ensemble du cycle de vie, entre les âges et les générations, entre les actifs et les retraités certes, mais aussi entre les classes d'âge de la population active.

Déterminer l'âge de la retraite, c'est finalement articuler les modalités de la retraite de demain avec les nouvelles modalités de l'emploi et des carrières. La société de services de demain sera caractérisée par des carrières flexibles et discontinues, par la mobilité et les changements de métier, par des compétences tertiaires acquises au travail mais tout autant dans le hors-travail, par des formes d'emplois divers et des sources de rémunération hybrides dans la mesure où tous les besoins de services ne sont pas solvables spontanément par le marché. Du coup, la protection sociale devra être davantage centrée sur le développement de l'employabilité et de la formation tout au long de la vie que sur les avantages des droits acquis et de l'ancienneté, tout en assurant une certaine continuité aux revenus.

Dans cette perspective, certains envisagent des « emplois-vieux » parallèles aux emplois-jeunes, des préretraites limitées à des critères sociaux (pénibilité du travail...), du travail à temps partiel diversifié, ou des « bridge jobs » (emplois passerelles) comme aux États-Unis entre l'emploi principal et jusqu'au-delà de la retraite. Il faudrait plutôt interroger sur l'organisation de la carrière elle-même : promouvoir des congés sabbatiques à fin de recyclage, financés en partie par les régimes de retraite, dans la mesure où la durée du congé repousserait d'autant le départ en retraite ; remettre en question le lien entre salaires et âge qui favorise l'exclusion des salariés âgés ; négocier la réduction du temps de travail hebdomadaire (les 35 heures) avec un prolongement de la carrière au lieu de continuer à la réduire. Quant aux formes multiples de pluriactivité qui se développent, favoriser leur existence à tous les âges et pour tous, et pas seulement pour les jeunes, les vieux, les femmes.

La retraite de demain, sauf à développer massivement le minimum vieillesse, sera plurielle en liaison avec une carrière, elle aussi, plurielle. Ce la signifie, selon des modalités à négocier, que les sources de revenus pour chacun des retraités seront un mélange de retraite obligatoire, de plan épargne retraite, d'assurance privée, de patrimoine et de salaires, ce qui existe déjà dans de nombreux pays.

Xavier Gaullier est sociologue, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

LIVRES

par Bernard Arnaud

L'argent, bon serviteur et mauvais maître

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE L'ARGENT

de Bernard Perret
Seuil, 295 p., 130 F, 19,82 euros

Notre époque consensuelle rabôterait-elle les ambitions ? C'est ce que l'on entend souvent. Cela est partiellement vrai. Encore faut-il que ce jugement ne serve pas de prétexte à ignorer tout ce qui se fait et s'écrit de neuf. Il y a encore des économistes qui pensent ! Bernard Perret, administrateur de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le prouve. D'ambition, il n'en manque pas puisqu'il entend « contribuer au renouvellement de la critique du capitalisme ». Sa thèse est à la fois simple et audacieuse. Nous peignons à envisager le lien social autrement que sous la forme monétaire.

Dessinant les contours de la nouvelle « civilisation de l'argent », l'auteur constate que l'argent ne cesse de conquérir de nouveaux territoires. Il devient la mesure de tout échange et de toute valeur. Or « la monétarisation plus ou moins imposée de l'existence quotidienne a pour conséquence d'accroître la marginalisation et la dépendance économique des couches les plus défavorisées ». La comptabilité nationale, rappelle Bernard Perret, est trompeuse. Elle élimine le non-monétaire. Peut-on pour autant abandonner la « religion du taux de croissance » ?

Mais l'auteur ne s'en tient pas à cette critique, que formule depuis longtemps la « troisième gauche ». Il examine aussi les défis nouveaux posés par la financiarisation. Par exemple : qui est aujourd'hui propriétaire de l'entreprise ? Celle-ci ne représente-t-elle qu'une valeur financière ? Ou bien est-elle une communauté de travail ? Avec le « corporate governance », ou gouvernement d'entreprise, la confusion est grande. Le capital (de l'entreprise) est disséminé entre une multitude d'actionnaires. Les salariés-exploités d'aujourd'hui seront-ils les rentiers-exploiteurs de demain ?

Qu'est-ce que l'argent peut acheter et ne pas acheter ? Telle est la question. Le pouvoir d'attraction du marché n'est pas sans lien avec la démocratie et son idéal d'égalité. Le développement de la société de consommation est perçu aujourd'hui comme une conquête démocratique.

Certains aspects de la monétarisation du monde donnent le vertige. « La notoriété (quelle qu'en soit la cause : être un grand notaire, ou mère de septuplés, avoir été pris en otage ou avoir subi les assauts gauchistes du président des États-Unis) se monnaie de plus en plus rapidement et cyniquement ». Qui est sûr de résister aux sirènes ?

« L'expansion du marché » dans des domaines comme la santé ou les retraites est prévisible. Là encore, se dessine déjà un nouvel « ordre monétaire ». Or tout le monde n'a pas vocation à se passionner pour les cours de la Bourse, ni à gérer sa retraite future en comptable avisé.

La culture marchande gagne du terrain. Pourtant, comme le note Bernard Perret, reprenant une expression de Braudel, il n'y a pas de société viable à long terme sans « économie du nez-de-chausée » : se nourrir, se loger, s'occuper des enfants, des vieux, se distraire, et pourquoi pas, créer des œuvres d'art... L'histoire de notre civilisation matérielle, souligne Braudel, ne saurait être confondue avec celle des échanges monétaires.

Finalement, l'auteur se prononce pour une conception plus communautaire de « l'idéal démocratique ». Il rejoint sur ce point le philosophe Charles Taylor. La thèse est discutable, et sera discutée. Elle est manifestement dans l'air.

PARUTIONS

LES GRANDES ÉCONOMIES EUROPÉENNES,

de Jacques Mazier

Croissance exceptionnelle au cours des « trente glorieuses », montée du chômage de masse, intégration économique et monétaire croissante : de la reconstruction d'après-guerre au passage à la monnaie unique, les principales économies européennes ont connu les mêmes grandes évolutions. Pour autant, les trajectoires nationales, observe Jacques Mazier, ont été fort différenciées ; tout en se transformant, les modèles nationaux ont persisté : érosion et résistance du modèle allemand, épuisement sans renouvellement du modèle français, habileté italienne, « stop and go » et thalassisme britannique, corporatisme et libéralisme espagnol. Certes, au terme d'un douloureux processus de convergence monétaire, une nouvelle donne se dessine avec le passage à l'euro. Pour l'ancien chargé de mission à la direction de la prévision et au commissariat général au Plan, les risques de déséquilibre n'en demeurent pas moins réels. Salaires, budget, protection sociale, formes d'intervention publique : autant de domaines où, démontre-t-il, la convergence est loin d'être acquise. (La Découverte, « Repères », 128 p., 49 F, 7,5 €.)

« MOUVEMENTS »

La revue Mouvements entend s'opposer à l'« idéologie néolibérale » sans se cantonner à la « théorisation d'attitudes résistances, sentimentales (...) ». C'est sur ces bases qu'elle publie un dossier sur la flexibilité. Celle-ci, selon Mouvements, ne serait pas « par nature » une source d'efficacité économique, ni une solution miracle au chômage. La « financiarisation » de la gestion des entreprises est, elle aussi, dénoncée.

Une réflexion sur l'impact de la réduction du temps de travail souligne que celle-ci contribue souvent à accentuer la situation défavorable des femmes dans le partage des tâches domestiques. Les dangers que comporte la flexibilisation dans une société qui fonctionne en flux tendus sont passés en revue.

Pour Gérard Alezard, président du groupe CGT au Conseil économique et social, le syndicalisme doit « sortir de la seule contestation » et faire des propositions afin de ne pas laisser le champ libre aux objectifs patronaux en matière d'organisation et de flexibilité. (N° 2, janvier-février 1999, La Découverte, 160 p., 75 F, 11,4 €.)

« L'ÉCONOMIE POLITIQUE »

Revue trimestrielle publiée à l'initiative de l'association des lecteurs d'Alternatives économiques. Au sommaire, deux dossiers : l'économiste, conseiller du prince, et l'Europe après l'euro. (N° 1, 1^{er} trimestre 1999, 116 p., 65 F, 9,9 €.)

« RISQUES ». Les cahiers de l'assurance

Au sommaire, société : rente et risque (entretien avec Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie) ; techniques : le risque pays ; analyses : risque et environnement, la question des déchets. (N° 36, octobre-décembre 1998, 150 p., 190 F, 29 €.)

« SOCIÉTAL ». L'analyse trimestrielle des réalités économiques et sociales

Au sommaire, les leçons de la crise financière (contribution de Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international), écologie contre libéralisme, éclairages sur la richesse des nations. (N° 23, décembre 1998, 144 p., 125 F, 19 €.)

La crise accélère les dynamiques régionales

Depuis que l'Asie n'est plus un miracle et que les pays émergents tombent comme des châteaux de cartes sous l'effet de la crise financière, les experts en risques pays sont devenus des vedettes, dont les entreprises et les banquiers déboussolés par leurs déboires dans les terres lointaines s'arment conseils, analyses et prophéties. Sur ce créneau très ciblé, la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (Coface) occupe le devant de la scène. Elle a attiré nombre d'auditeurs lors de son colloque annuel qui s'est tenu le 26 janvier à Paris.

Il faut dire que la Coface convie toujours les pointures de la profession et le chic pour déguster quelques orateurs inconnus dont les titres laissent d'emblée deviner qu'ils ne peuvent avoir qu'un avis autorisé sur le sujet. Ainsi, cette année, pouvait-on croiser Kenneth Courtis, le chef économiste de la Deutsche Bank pour l'Asie, Jean-François Bayart, le directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI), aux côtés de Sergueï Aleksachenko, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale de Russie, et de Loyiso Malunga Jijya, directeur d'une start-up en Afrique du Sud.

EMPRISE AMÉRICAINE

Comme à l'accoutumée, le ministre français de l'économie est venu, au cours du déjeuner, adresser ses encouragements aux aventuriers des temps modernes qui, en l'espace de moins de deux ans, ont eu à braver trois crises : asiatique, russe et maintenant brésilienne. Cette année, Dominique Strauss-Kahn s'est encore voulu rassurant. Bercy ne réduira pas la volière sur sa politique d'assurance-crédit, dont la gestion revient d'ailleurs à la Coface. Les lignes de crédits garantis par l'État destinées soit aux grands contrats, soit à pousser les entreprises françaises sur les mar-

Colloque
Beaucoup d'analyses et moins de prospective : cette année, la prudence était de mise chez les experts de la Coface

chés difficiles ne seront pas amputés. Comme lors de sa précédente édition, le colloque fut consacré à disséquer les mécanismes et les conséquences de la crise. Beaucoup d'analyses et moins de prospective. Les experts ont préféré rester prudents. Certaines interventions n'en méritent pas moins d'être signalées. Ainsi celle de Christophe Cordonnier, responsable risques pays au Crédit agricole-Indosuez, sur l'Amérique latine et celle de Gérard Wild, du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), sur l'Europe centrale et orientale. Au moment de la crise russe, en août dernier, comme au moment de la crise brésilienne, deux questions se sont posées. La Russie allait-elle entraîner ses anciens satellites dans la débâcle ? Et, dans le cas du Brésil, comment les États-Unis seraient-ils affectés par l'effondrement du géant latino-américain ?

Les analyses de Gérard Wild et Christophe Cordonnier permettent d'éclaircir deux dynamiques régionales opposées. Dans le premier cas, la crise financière va précipiter l'émancipation déjà bien engagée des Républiques d'Europe centrale vis-à-vis de leur ancienne puissance tutélaire, feu l'Union soviétique.

A l'inverse, la crise latino-américaine va accélérer la dollarisation de la zone. Car les États-Unis, dont le monopole monétaire vient d'être remis en question par la création de

l'euro, vont profiter de l'affaiblissement du Brésil pour renforcer leur emprise sur le continent. « Il est difficile d'imaginer que la proposition argentine d'échanger le peso contre le dollar américain ait pu être formulée sans l'accord des plus hautes autorités américaines », explique Christophe Cordonnier. La crise brésilienne est un problème pour les États-Unis compte tenu des liens économiques importants avec ce pays, mais elle est aussi une opportunité pour les Américains d'accélérer leur projet de bloc régional.

Le Brésil est dans une situation d'autant plus délicate à l'égard de Washington que, sans l'activisme du Trésor américain auprès du Fonds monétaire international, le plan d'aide de 41,5 milliards de dollars (36 milliards d'euros) n'aurait certainement pas été bouclé aussi rapidement.

A l'Est, c'est l'ancienne puissance – la Russie – qui se trouve en difficulté, alors que ses voisins font plu-



Christophe Cordonnier

■ A trente-sept ans, Christophe Cordonnier dirige l'équipe de recherche risques pays du Crédit agricole-Indosuez depuis 1997.

■ Ancien élève de l'École normale supérieure, il est agrégé d'histoire et également docteur en histoire économique. Il participe par ailleurs au comité éditorial de la revue *Problèmes d'Amérique latine* (La Documentation française).

tôt office de bons élèves. Une première surprise, d'abord, de l'aveu de Gérard Wild. Les Républiques d'Europe centrale ont beaucoup mieux résisté que prévu à l'effondrement de l'économie russe. Certes, les Bourses de Hongrie et de Pologne ont accusé le choc au lendemain de la dévaluation du rouble, le 17 août 1998. En quelques semaines, elles ont décroché de près de 30 % et les monnaies ont été attaquées. Mais la situation s'est depuis redressée.

EMANCIPATION

Comment expliquer cela ? « Il existe encore des dépendances vis-à-vis de la Russie », explique Gérard Wild, mais elles sont devenues relativement moins importantes que les liens tissés avec l'Union européenne. Les dépendances financières sont ainsi très réduites. Seul accident constaté : la faillite, en septembre, d'une banque lettone, la Latvian Capital Bank, due à ses engagements sur les titres russes.

Sur le plan commercial, l'exposition est élevée pour les Républiques baltes (20 % des exportations de la Lettonie et 30 % de celles de la Lituanie dépendent de la Russie) mais moindre pour les pays les plus avancés dans leur rapprochement avec l'Union européenne (7 % pour la République tchèque, 10 % pour la Pologne). Ainsi, conclut Gérard Wild, « le ralentissement de la croissance dans l'Union européenne et la concurrence accrue des pays asiatiques auront davantage d'influence sur ces pays que les difficultés de la Russie ».

La résistance du bloc de l'Est pourrait au moins avoir une conséquence : inciter les investisseurs à venir placer une partie de leurs capitaux flottants dans ces pays voués, à terme, à une intégration à l'Europe des Quinze. D'ailleurs, selon une récente étude de Morgan Stanley, ce mouvement est déjà perceptible.

Laurence Caramel

051 11 11 11

صكنا من الامل

DÉPÊCHES

● **JEUNES DIPLÔMÉS.** L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) vient de publier la deuxième édition de *Pilote jeunes diplômés*, guide méthodologique destiné aux étudiants à la recherche d'un emploi. La méthode utilisée est celle des *faq* (*frequently asked questions*), chaque chapitre s'efforçant de répondre – à partir d'interviews de consultants de l'APEC, de statistiques ou d'exercices pratiques – à l'une des questions que sont censés se poser les jeunes diplômés, depuis « comment démarrer ma recherche ? » à « comment intégrer ma période d'essai ? ». Renseignements : dans tous les centres APEC (liste sur le 3615 APEC ou, sur Internet, www.apec.asso.fr), 70 F TTC + 30 F de port.

● **PATRONS.** Chez les jeunes créateurs d'entreprise, la mode n'est plus au « requin », mais au « dauphin ». Une étude réalisée pour le Salon des entrepreneurs par Euro PME auprès de 1 344 répondants sur un échantillon représentatif de 10 000 créateurs montre qu'ils ne cherchent ni un statut valorisant ni des revenus maximum, mais qu'ils veulent ne dépendre de personne et combiner épanouissement personnel et passion professionnelle. Ils investissent surtout dans les services et dans le commerce. Renseignements : 01-56-54-27-05.

AGENDA

● **ORIENTATION.** Comme chaque année, l'une des plus grandes manifestations d'information et d'orientation à destination des jeunes collégiens et lycéens, l'Aventure des métiers (100 000 visiteurs attendus), se déroulera du 4 au 9 février à la Grande Halle de La Villette, à Paris. Nouveautés cette année : la présence accrue d'entreprises et le choix d'un thème auquel il est de plus en plus difficile d'échapper, la société de l'information et de la communication. Renseignements : 01-40-20-03-90 ou <http://l'aventure-des-metiers.com>

● **MULTISALARIAT.** Con vaincu de l'avenir du salariat à temps partagé entre plusieurs employeurs, André Jourdain, sénateur du Jura et initiateur d'une proposition de loi visant à éliminer les obstacles juridiques au développement de cette formule, organise le 8 février au Sénat, à Paris, un colloque sur « Le temps partagé dans une logique de compétences » au cours duquel les intervenants témoigneront d'expériences pratiques, en France et en Europe, évalueront leur ampleur et s'interrogeront sur les conditions de leur développement. Renseignements : 03-84-52-59-90.

● **EURO.** Pour la première fois depuis cinquante ans, l'hégémonie du dollar se trouve menacée par la création de l'euro. La guerre du dollar et de l'euro aura-t-elle lieu ? La stabilité du système monétaire et de l'économie mondiale en seront-elles affectées ? L'ESC Bordeaux organise, le 9 février, un débat animé par Serge Marti, rédacteur en chef adjoint au *Monde* et responsable du « Monde Économie ». Renseignements : 03-56-84-55-58.

● **INTERNET.** Marketing, commerce électronique, recrutement, communication de et dans l'entreprise ou l'organisation, sécurité des données, services aux clients, formation : aucun de ces domaines n'échappe à la mise en réseau électronique. Le Salon On line, solutions Internet, dont la cinquième édition se tiendra du 9 au 12 février à Paris, propose une vingtaine de conférences spécialisées et une quinzaine de démonstrations d'exposants. Renseignements : www.online99.integra.fr

● **NOUVEAUX EMPLOIS.** Intérim, télétravail, multisalarial, temps partagé, externalisation des tâches, détachement, mais aussi contrats aidés de tous types : les entreprises disposent d'une gamme de plus en plus étendue de formes d'emploi. Le Salon professionnel des nouveaux emplois, les 10 et 11 février à Paris, se veut l'occasion, pour les dirigeants de PME-PMI ou les DRH de grandes entreprises, de s'informer, en une conférence et quinze ateliers-débats, sur ces opportunités. Renseignements : 02-40-73-50-20.

● **SERVICES PUBLICS.** Répondre aux besoins des usagers, améliorer la qualité du service, maîtriser la gestion et les coûts, redéfinir les responsabilités des agents : les services publics ont entamé des mutations que leur réputation d'immobilisme dissimule aux yeux de l'opinion. L'Association nationale des directeurs financiers et de contrôle de gestion consacre ses « deuxième assises de la modernisation des services publics » aux « leviers de la réussite » de ces mutations. Renseignements : 01-42-27-93-33.

● **DROIT DU TRAVAIL.** La mondialisation de l'économie, tout comme l'unification monétaire européenne, présente des risques de dumping salarial et social mettant à mal les législations du travail de niveau national. Les développements d'une législation sociale européenne, l'accroissement du rôle du Bureau international du travail peuvent-ils constituer des alternatives plausibles ? Telles sont les questions qui seront abordées lors de la conférence sur « le droit du travail dans le cadre de la mondialisation » organisée par l'Association européenne des juristes pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde les 6 et 7 mars à Paris. Renseignements : 00-79-211-444-001/049.

SUR INTERNET

● **ASSOCIATIONS.** Afin de préparer les « Premières assises nationales de la vie associative », qui se tiendront à Paris les 20 et 21 février, le site animé par la Délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale (Dlises) et le Conseil national de la vie associative (CNVA) a ouvert une série de forums sur les thèmes qui seront abordés aux assises : bénévolat et salariat, relations avec les pouvoirs publics, Europe, citoyenneté associative, place des femmes, création d'emplois... La navigation est un peu compliquée par l'abondance des liens de retour en arrière, mais le site propose quelques textes de référence (en particulier la circulaire du premier ministre et l'instruction fiscale de septembre 1998), des liens avec d'autres sites intéressant le monde associatif et des bibliographies, ces deux dernières rubriques pouvant être alimentées par les internautes eux-mêmes. Adresse : www.vie-associative.gouv.fr

● **AUDIOVISUEL.** Le site d'Auviscom, organisme paritaire agréé collecteur des fonds de la formation professionnelle pour les métiers de l'audiovisuel et des télécommunications, offre une rubrique emploi réservée exclusivement aux jeunes de moins de 26 ans recherchant des contrats de qualification. Les candidats déposent un CV, qui reste en ligne pendant trois mois maximum, et que les employeurs, ainsi que les organismes de formation, peuvent consulter. Au 26 janvier, il n'y avait que quatre CV, mais le service venait d'ouvrir. Le site comprend par ailleurs des informations pour les salariés et les employeurs en matière de formation professionnelle. Adresse : www.auviscom.asso.fr

● **DAVOS.** Des sessions plénières du Forum de Davos, ainsi que les conférences de presse, sont transmises en vidéo et en direct sur le site de la conférence économique mondiale qui se tient à Davos du 28 janvier au 2 février. On trouve également sur le site le résumé quotidien des

Aux Pays-Bas, le nombre d'inaptes au travail se transforme en cauchemar social

LA HAYE
de notre correspondant
Comment une idée géné-
reuse peut-elle se trans-
former en cauchemar
social, sinon social ?

Les partenaires sociaux néerlandais, les experts des partis politiques, les assureurs privés et bien d'autres acteurs de la loi sur l'incapacité de travail (WAO) n'ont plus le temps de se poser cette question. Alors que l'on croyait le problème en voie de règlement, les récentes statistiques montrent que le nombre de bénéficiaires de cette assurance, sans équivalent en Europe, est en pleine croissance, après des années de baisse lente, mais régulière. Ce retour de manivelle est inquiétant, tant pour la sécurité sociale néerlandaise que pour l'équilibre de la coalition de centre gauche au pouvoir.

MANNE ÉCONOMIQUE DU GAZ
Quelques chiffres et un retour en arrière s'imposent pour comprendre l'ampleur du problème. Introduite en 1967, la WAO garantissait jusqu'à la retraite au moins 70 % du salaire aux personnes contraintes de quitter leur emploi pour des raisons physiques ou psychologiques. On estimait à 200 000 au maximum le nombre de bénéficiaires potentiels. La conjoncture le permettait, pour-
qu'il s'en privait, pensaient alors la plupart des partis, quasi unanimes.

Treize ans plus tard, plus de 11 % de la population active bénéficiaient de la WAO. Le 3 septembre 1990, le premier ministre d'alors lâche dans un discours : « La Hollande est malade ». Ruud Lubbers assène que la société néerlandaise ne peut plus se payer le luxe d'entretenir presque 900 000 actifs sous le régime de la WAO. Comment en est-on arrivé là ?

Pendant les années de crise, patrons et syndicats ont trouvé dans la WAO un moyen de réduire les effectifs en douceur. Les salariés payant les cotisations, c'était tout bénéfice pour les premiers. Quant aux syndicats, ils faisaient passer plus facilement auprès de leur base la pilule des dégraissages massifs. Au bout du compte, la moyenne entre 1984 et 1997, avec une pointe de 1,9 % en 1995. Les excellentes performances des Pays-Bas dans le domaine du chômage s'expliquent en partie par l'importance du nombre de personnes retirées du marché du travail. En 1995, par exemple, le nombre de chômeurs indemnisés ou bénéficiant d'allocations de fins de droit s'élevait à 773 000 personnes. La même année, le nombre de bénéficiaires de la WAO s'élevait à 853 000.

Certes, ils sont là pour construire une maison des apprentis. Mais le but premier de cette opération menée par l'organisation non gouvernementale (ONG) Apprentis bâtiment du monde (ABM) est de donner l'occasion aux quatorze apprentis français et aux vingt-six élèves ivoiriens de se rencontrer et d'échanger. Les jeunes sont encadrés par des accompagnateurs des deux pays et par une entreprise locale de bâtiment. Sur place, c'est le Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP) de Côte d'Ivoire, membre d'ABM, qui assure la coordination de l'opération.

GÉOBÉTON

Les Français, élèves en classe de brevet professionnel (niveau IV) des centres de formation d'apprentis (CFA) d'Auxerre et de Pont-à-Mousson, sont arrivés le 18 janvier. Par vagues successives, cinq CFA viendront apporter leur pierre au chantier de Grand Bassam, qui s'étale sur trois ans, de 1998 à 2000, chaque groupe de Français effectuant un séjour de trois semaines. Les jeunes ivoiriens sont, quant à eux, issus de quatre lycées techniques. La dernière phase devrait également réunir, l'an prochain, des apprentis canadiens.

L'aventure africaine des CFA français du bâtiment débute en 1992, sous l'impulsion humanitaire

Dérive
Près de 900 000 actifs néerlandais bénéficiant d'une assurance-invalidité se sont retirés du marché de l'emploi

pression de la WAO sur les salaires (les employés versant 13 à 15 % de leurs revenus bruts à la WAO) est devenue si élevée qu'il fallut intervenir, et vite.

En fait, les mesures prises n'ont fait baisser la courbe qu'à partir de la mi-1993, après avoir frôlé la barre des 925 000. Nombre de « WAOers », selon la terminologie appliquée aux bénéficiaires de la loi, ont été « réexaminés » et, si possible, contraints de reprendre un travail correspondant à leur état de santé. Parallèlement, la durée et la hauteur des indemnités ont été renégociées.

À la mi-1996, le nombre de bénéficiaires était proche de 850 000. C'était encore beaucoup, mais, l'économie s'étant améliorée, la WAO disparaissait de la liste des priorités des partenaires sociaux.

Comme d'autres secteurs de la couverture sociale, la WAO est partiellement privatisée le 1er janvier 1998. Désormais, ce n'est plus

l'employé mais l'employeur qui cotise. Moins l'entreprise compte de « WAOers », moins ses primes sont élevées. L'objectif est clair : responsabiliser les patrons.

Faut-il voir dans ce transfert des charges, du salarié vers l'employeur, la raison du cri d'alarme lancé par Hans Blankert, président de la fédération des entreprises VNO-NCW ? Sans doute. Hans Blankert a profité de son discours du Nouvel An pour attirer l'attention des Néerlandais sur le fait que le nombre d'allocataires est remonté à 896 200.

Les causes ? Pour le patronat, le phénomène résulte d'un assouplissement discret des critères de contrôle qui réduit le nombre de retours au monde du travail. S'ajoute le fait que, depuis 1998, les fonctionnaires bénéficiant de la WAO sont désormais recensés comme tels. Hans Blankert réclame donc des mesures rapides. Sinon, déclare-t-il en substance, il faudra renégocier la hauteur et la durée des indemnités.

VISITES MÉDICALES

Le parti libéral VVD, membre de la coalition au pouvoir, soutient le VNO-NCW. Mais le premier ministre travailliste, Wim Kok, rappelle deux passages du programme commun de gouvernement : d'une part, il est question d'économiser 300 millions de florins (136 millions d'euros) sur le budget de la WAO, estimé à 20 milliards de florins (9,1 milliards d'euros) pour 1999 ; d'autre part,

le texte stipule expressément qu'il n'est pas question de toucher aux indemnités.

En revanche, annonce est faite d'un plan, pour les semaines suivantes. Ce rôle difficile est dévolu à Hans Hoogevorst, le secrétaire d'État aux affaires sociales, qui – le détail est piquant –, lorsqu'il était député libéral, militait pour une réduction des indemnités des WAOers... Aujourd'hui, il n'est plus question que de prévention, d'accroître les contrôles, et de favoriser la réintégration des bénéficiaires de l'assurance-invalidité. Hans Hoogevorst souhaite instaurer des « normes objectives et uniformes » pour les visites médicales obligatoires avant toute décision. Il annonce également une enquête sur le taux élevé (30 %) d'allocataires pour raisons psychiques. Le gouvernement veut enfin augmenter la fréquence des contrôles des médecins du travail, et promouvoir les emplois pour les personnes partiellement en incapacité de travail.

Il y a peu, l'opposition chrétienne-démocrate, le parti du premier ministre et même une association regroupant des bénéficiaires de la loi ont déposé leur propre plan de réduction du nombre d'allocataires. Ces questions feront l'objet d'un débat, puis d'un vote de la seconde Chambre du Parlement, début mars.

Pourtant, même si ces mesures se révélaient rapidement efficaces, le secrétaire d'État prévoit que le nombre de WAOers augmentera jusqu'à 930 000 en 2002. « Ce chiffre serait plus élevé si nous restions les bras croisés », se défend-il, avançant entre autres le vieillissement prévu de la population active, qui risque de se traduire par une recrudescence du nombre de personnes incapables de travailler. Et Hans Hoogevorst de reconnaître à voix haute ce qui n'avait jamais été formulé jusqu'à maintenant aussi clairement : « 900 000 Néerlandais, sous le régime de la WAO, c'est déjà une honte. »

Alain Franco

Des apprentis français sur le chantier de Grand Bassam, en Côte d'Ivoire

Dès le matin, la température grimpe jusqu'à 32 degrés sur le chantier de Grand Bassam, une ville située à une quarantaine de kilomètres d'Abidjan (Côte d'Ivoire). À 13 heures, les jeunes doivent s'arrêter de travailler. Il fait trop chaud. Au programme de l'après-midi : sieste, courir, papotages, balades...

Certes, ils sont là pour construire une maison des apprentis. Mais le but premier de cette opération menée par l'organisation non gouvernementale (ONG) Apprentis bâtiment du monde (ABM) est de donner l'occasion aux quatorze apprentis français et aux vingt-six élèves ivoiriens de se rencontrer et d'échanger. Les jeunes sont encadrés par des accompagnateurs des deux pays et par une entreprise locale de bâtiment. Sur place, c'est le Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP) de Côte d'Ivoire, membre d'ABM, qui assure la coordination de l'opération.

GÉOBÉTON

Les Français, élèves en classe de brevet professionnel (niveau IV) des centres de formation d'apprentis (CFA) d'Auxerre et de Pont-à-Mousson, sont arrivés le 18 janvier. Par vagues successives, cinq CFA viendront apporter leur pierre au chantier de Grand Bassam, qui s'étale sur trois ans, de 1998 à 2000, chaque groupe de Français effectuant un séjour de trois semaines. Les jeunes ivoiriens sont, quant à eux, issus de quatre lycées techniques. La dernière phase devrait également réunir, l'an prochain, des apprentis canadiens.

L'aventure africaine des CFA français du bâtiment débute en 1992, sous l'impulsion humanitaire

Expérience
Depuis sa fondation, en 1993, l'organisme Apprentis bâtiment du monde a participé à plusieurs projets en Afrique

mation en trois semaines. « L'unique établissement existant était une paillette », se souvient Daniel Gombert, secrétaire d'ABM et chargé du développement au CFA d'Auxerre. Seuls des apprentis français étaient alors présents, avec leurs accompagnateurs, sur ce chantier dont ils avaient l'entière maîtrise.

L'opération, dont le coût atteindra 500 000 francs, a été réalisée avec « très peu de subventions », précise Daniel Gombert, dont celles du Comité central de coordination de l'apprentissage (3CA) et du conseil régional de Bourgogne. Ce dernier, depuis, n'apporte plus de subsides. Des entreprises de l'Yonne ont modestement participé financièrement : des tee-shirts aux motifs africains ont été vendus... pour boucler le budget.

C'est de cette expérience qu'est née ABM, en 1993. L'organisme, qui réunit aujourd'hui trente CFA dispersés dans toute la France, a depuis participé à plusieurs chantiers en Afrique, impliquant environ deux cents apprentis français. Mais il a toujours du mal à réaliser les montages financiers.

« Nous apprenons beaucoup », dit Mamoud, élève du CFA de Pont-à-Mousson, actuellement à Grand Bassam. Ici, la mise en œuvre est plus

riel, vite comblé par leurs astuces et recettes miracles, souligne Ugo Spalletti, son formateur. Ce qui est une bonne expérience pour nos jeunes. »

Ces derniers ont découvert un matériau nouveau : le géobéton. Constitué de latérite et de ciment, il sert à fabriquer des briques, mises ensuite sous presse et séchées au soleil. « Un jeune Français a fait son mémoire sur ce matériau », se félicite Charles Assoumou, conseiller en développement du FDFP. Pour poser ce matériau assez friable, les jeunes ivoiriens, qui en ont l'habitude, « étaient à l'aise », observe Daniel Gombert. Tandis que les jeunes Français ont ramé. » A d'autres occasions, c'est l'inverse.

Avec le recul, Rodolphe, vingt ans, qui était en Côte d'Ivoire l'an passé, estime que ce séjour africain ne lui a « rien apporté sur le plan

technique ». Gaël, vingt et un ans, qui est allé au Mali en 1996 puis en Côte d'Ivoire l'an passé, juge, lui, que les méthodes apprises « peuvent toujours servir. Et c'est un apport culturel. Avec le peu de moyens dont ils disposent, ils font de belles choses. » Sur le chantier, les jeunes sont « responsabilisés », précise Ugo Spalletti. « Ils sont répartis en sept ou huit équipes autonomes. Ils doivent assumer des conditions de travail très dures. Ils en reviennent plus matures. »

La chaleur intense n'est pas la seule épreuve. « La difficulté, pour les apprentis, c'est le dépaysement, analyse Daniel Gombert. Ils se retrouvent dans un monde complètement différent du leur, qui nécessite d'avoir suffisamment d'ouverture d'esprit pour l'accepter. Si ces actions peuvent participer à lutter contre la xénophobie, ce sera une bonne chose. »

L'accueil des ivoiriens semble avoir beaucoup marqué les apprentis. Certains sont revenus avec des tresses et des adresses. « Là-bas, tout le monde sourit », se souvient Rodolphe. Des liens, favorisés par les sorties culturelles, se sont créés entre les jeunes. « Les ivoiriens nous ont montré leur vie, raconte Mamoud. Ils veulent donner une bonne image de leur pays. Mais il y a beaucoup de pauvreté. »

« Voir les enfants faire la manche, c'est choquant sur le coup, explique Gaël. Mais après on se blinde. » Certains ont eu du mal à vivre le dépaysement, habitués à leur petit confort. « Les ivoiriens sont dans la misère et font avec, estime Rodolphe. Moi, c'est vrai qu'un bout d'un moment, des choses me manquaient : ma petite maison, mon petit lit, ma voiture, mon McDo... » Ce qui ne l'empêche pas d'avoir envie d'y retourner.



Daniel Gombert

■ Diplômé d'un CAP de compositeur-typographe, Daniel Gombert n'a exercé ce métier que deux ans. Son goût du contact avec les jeunes, révélé chez les Eclaireurs de France, l'orienta vers le diplôme d'État de formation à l'animation (DEFA). ■ En 1971, il est éducateur dans des centres de formation d'apprentis,

d'inaptes au travail
mar social

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil - Audit

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / IX

La dimension dont vous avez besoin,
les projets dont vous avez envie,
le style qui vous convient.

Et votre talent devient conseil

Vous avez envie de développer votre expérience et de participer à des projets ambitieux :
personne d'organisation, pilotage du changement, technologies de l'information... Vous
voulez travailler pour des clients significatifs dans les secteurs clés de l'économie : Aéronautique,
Défense, Automobile, Distribution/Produits de Grande Consommation, Télécommunication/Média,
Transport, Énergie, Banque, Assurance...

Vous voulez partager votre expérience avec d'autres professionnels de talent et évoluer dans
un environnement de valeur.

Votre exigence, votre professionnalisme et votre engagement vous feront évoluer vers des
responsabilités croissantes et une vraie liberté d'entreprendre.

Mais vous offrons notre croissance supérieure à 30% depuis 3 ans, notre expertise humaine et
technique, notre pragmatisme, notre culture des résultats. Notre alliance avec CSC, n° 2 mondial
du conseil, nous assure une qualité d'offre innovante sur le marché et une solide présence
internationale : 750 bureaux, soit 45 000 collaborateurs dans 45 pays.

Diplôme(s) d'une grande école (ou MBA, 3^e cycle universitaire), bilingue anglais, vous
débutez votre carrière ou vous avez 3 à 6 ans d'expérience réussie dans une grande
entreprise ou un cabinet de conseil.

Merci d'adresser votre candidature et CV à Valérie Giroguy sous référence LM01/02

CSC Peat Marwick - Tour Framatome -1, place de la Coupole, 92084 Paris La Défense

CSC Peat Marwick



Computer Sciences Corporation

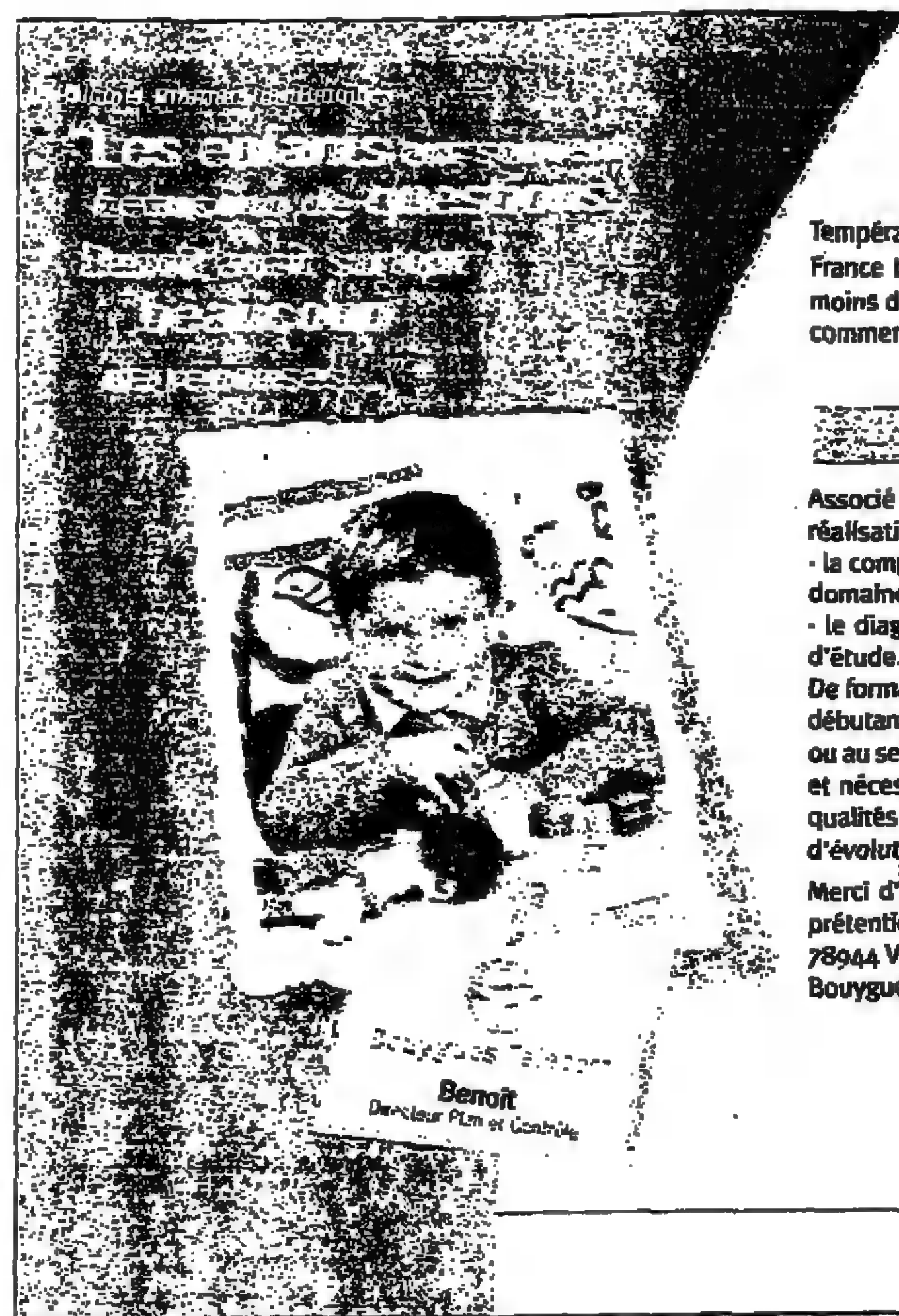
051 71141

صباحنا من الامل

X / LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil - Audit



Tempérament. La réussite du plus détonnant des acteurs de la téléphonie mobile en France tient en un mot. Rien d'étonnant si nos collaborateurs ont su séduire, en moins de trois ans, plus d'un million de clients - un record européen de croissance commerciale. Et rien d'étonnant si Benoît a rejoint les équipes Bouygues Telecom.

Associé au développement de notre service audit interne, vous participez à la réalisation de missions d'audit orientées dans les domaines suivants :

- la compréhension, l'optimisation des processus et de l'organisation des différents domaines d'activité de Bouygues Telecom,
- le diagnostic et l'analyse d'impacts financiers spécifiques à une problématique d'étude.

De formation Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur + Mastère ou IAE, vous êtes débutant ou possédez un an d'expérience acquise dans une structure d'audit interne ou au sein d'un cabinet. Vous avez une bonne connaissance des principes comptables et nécessairement une bonne pratique de l'anglais. Rigoureux et autonome, vos qualités d'écoute et d'analyse sont garantes de votre réussite et de vos perspectives d'évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. JBA/AJ/LM à Bouygues Telecom, RHG, 51 avenue de l'Europe, 78944 Vélizy cedex. E-mail : jbarbier@bouyguestelecom.fr
Bouygues Telecom recrute : www.bouyguestelecom.fr



Bouygues Telecom

Vous avez du tempérament, nous l'affirmons.

Entreprise de conseil en stratégie et marketing située à Neuilly-sur-Seine, nous nous sommes donné pour mission d'aider les grandes entreprises de services à affronter la concurrence dans les secteurs en cours de dérégulation ou de mutation technologique. Nous les aidons à formuler leurs nouvelles stratégies de développement, à redéfinir leurs offres de service et à adapter leurs dispositifs opérationnels. Pour contribuer à un fort développement commercial, nous recherchons

UN CONSULTANT SENIOR

A 30/35 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), consultant confirmé et commercial dans l'âme, vous avez acquis un solide savoir-faire en marketing stratégique ; nous souhaitons vous confier des missions d'études et de conseil qui comporteront, pour certaines, une dimension européenne.

Nos références allées à vos compétences devraient vous permettre d'atteindre des objectifs ambitieux en vous appuyant sur une équipe solide et conviviale. Anglais et/ou Allemand nécessaires. Réf. 20461/CS

UN CONSULTANT JUNIOR

Agé d'environ 25 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), vous possédez une solide première expérience au sein d'une entreprise de services ou en cabinet conseil ; vous participerez à la réalisation de nos missions en collaboration étroite avec un consultant senior. Réf. 20461/CS



Merci d'écrire avec CV et prétentions en précisant la référence à notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.

LE GROUPE BERNARD BRUNHES

Recherche pour son PÔLE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES en plein développement

Consultant Senior

Vous avez environ 35 ans et une grande disponibilité ?
Une formation en Sciences Humaines et/ou Economiques ?
5 ans d'expérience de Conseil auprès des Collectivités Territoriales ?
(organisation, gestion des ressources humaines, développement local...)
Vous pourriez conduire des missions complexes de conseil et d'appui et contribuer à notre réflexion méthodologique ?
— Venez participer à notre expansion.

Adressez lettre de motivation, CV et prétentions à
BERNARD BRUNHES CONSULTANTS,
PÔLE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
89, rue du Fbg Saint-Antoine - 75011 PARIS



BERNARD BRUNHES CONSULTANTS

Marketing Communication

Jeune développeur

Vous êtes une personne dynamique, enthousiaste, avec une formation supérieure en Marketing ou Communication. Vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine du marketing ou de la communication. Vous êtes capable de travailler de manière autonome et de gérer des projets complexes. Vous avez une bonne connaissance des outils de marketing et de communication. Vous êtes capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Vous avez une bonne connaissance des marchés et des clients. Vous êtes capable de travailler sous pression et de respecter les délais. Vous avez une bonne connaissance des outils de marketing et de communication. Vous êtes capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Vous avez une bonne connaissance des marchés et des clients. Vous êtes capable de travailler sous pression et de respecter les délais.

01 53 23 42 34

de lundi au vendredi de 9h à 17h en précisant la référence 3962

conduire des projets sensibles

Chef de projet ou Consultant

Vous cherchez aujourd'hui un projet fort et souhaitez passer d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des hommes.

Nous vous proposons d'intégrer une structure très réactive à dimension humaine, basée sur la très grande diversité des compétences.

Vous êtes une femme ou un homme spécialiste de la conduite de d'écoute et d'action, capable de gérer le changement politiquement, d'importantes réunions, possédant une expérience humaine et humainement sensibles.

Une expérience militante en association ou syndicat, dans le public ou le privé, dans le monde syndical, associatif en France, en Grande Bretagne, en Allemagne, en Italie.

Pugnace, vous savez gérer votre stress et vous avez une très bonne relation.

et possédez une forte présence dans les relations avec les clients.

Une expérience de conseil est indispensable pour atteindre rapidement les objectifs.

Vous parlez anglais couramment ou une autre langue.

Valeurs

Il faut écouter avant de parler

Un homme drôle ne peut pas être mauvais

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon

HERBEMONT ■ CÉSAR ■ ASSOCIÉS

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre cv avec photo et lettre manuscrite sous réf à : Christine Boulton
HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy les Moulineaux CEDEX.
Lire notre livre « La stratégie du projet latéral » paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.

Christine DANDONNEAU (DUGARD),
qui vient d'intégrer le cabinet au titre de consultante,
et toute l'équipe d'EVALUANCE Conseil vous souhaitent
une excellente année 1999.

9, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS
Tél : 01 47 20 26 36 - evaluance@club-internet.fr



Spécialistes de

les off
VOUS

REPRODUCTION INTERDITE

Conseil - Audit

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / XI



**Votre futur : les télécoms
au cœur des stratégies**

Expertel
CONSULTING
Groupe France Télécom

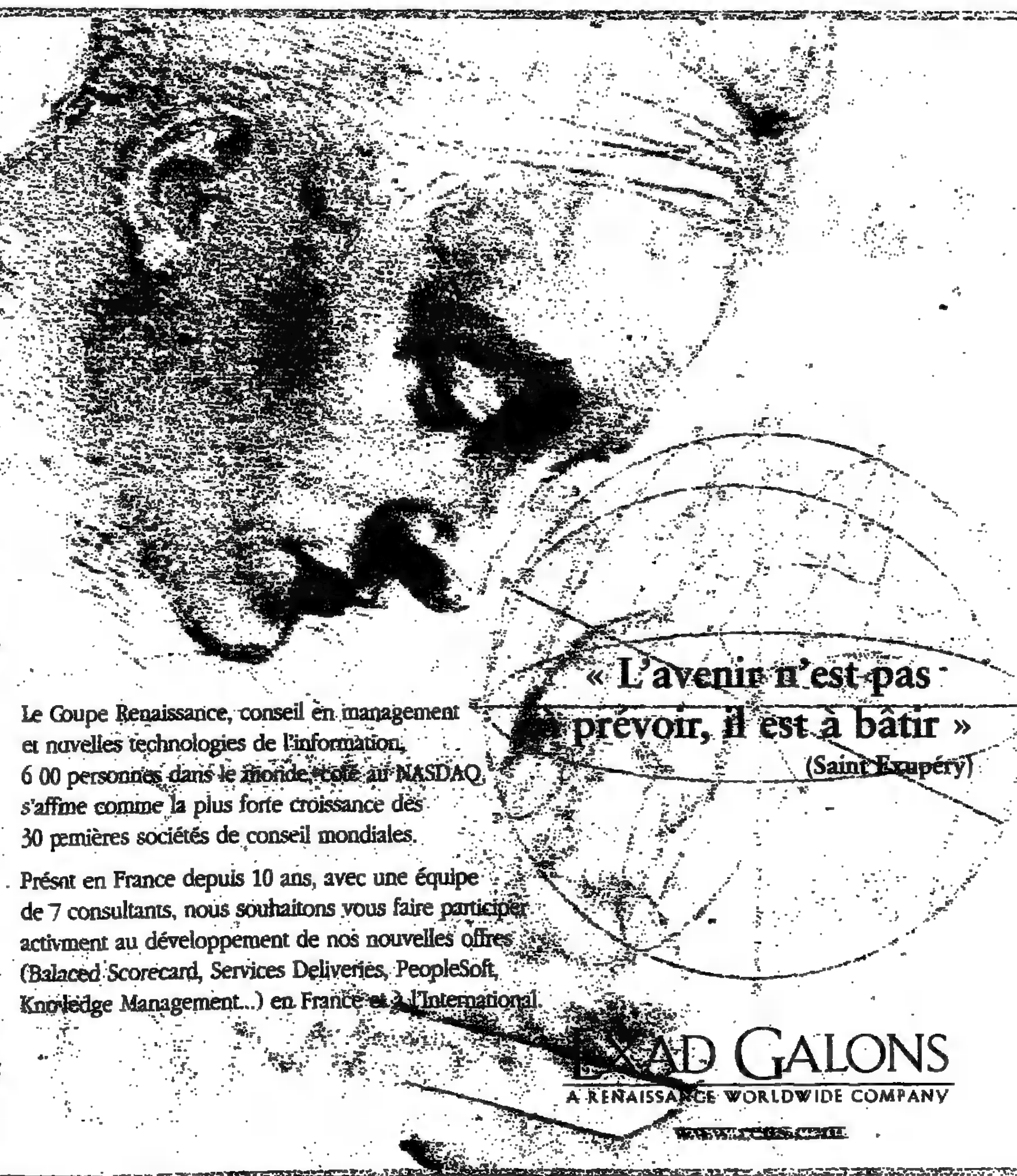
Managers Organisation

Manager expérimenté, nous vous proposons de rejoindre aujourd'hui l'équipe dirigeante de notre Département Conseil en Organisation et de l'accompagner dans sa croissance.

Vous dirigerez une équipe de consultants et interviendrez dans des missions d'optimisation et de transformation des processus de l'entreprise (vente, après-vente, production...) liées à l'introduction des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs ou de commerce (idéalement double formation), vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en organisation au sein d'un cabinet de conseil, d'une société de services ou d'une entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV) sous réf. CO/M04 à : Expertel Consulting - DRH, 6 Impasse Bonne Nouvelle, BP 806, 75470 Paris cedex 10.



Le Groupe Renaissance, conseil en management et nouvelles technologies de l'information, 6 000 personnes dans le monde, coté au NASDAQ, s'affirme comme la plus forte croissance des 30 premières sociétés de conseil mondiales.

Présent en France depuis 10 ans, avec une équipe de 7 consultants, nous souhaitons vous faire participer activement au développement de nos nouvelles offres (Balanced Scorecard, Services Deliveries, PeopleSoft, Knowledge Management...) en France et à l'International.

**« L'avenir n'est pas
prévoir, il est à bâtir »**

(Saint-Exupéry)

EXAD GALONS
A RENAISSANCE WORLDWIDE COMPANY

STRATEGIE - MANAGEMENT CONSULTING - ERP

Managers

Vous intervenez auprès de nos clients nationaux et internationaux pour conduire des projets d'organisation, d'optimisation des processus, de pilotage des performances et de conduite du changement. Nos outils de management, « Balanced Scorecards » notamment, ont contribué à accroître notre réputation au niveau mondial.

A 35/40 ans, diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce/MBA, vous possédez idéalement une expérience de direction opérationnelle (finance, logistique, ressources humaines...) et une pratique acquise dans un cabinet de conseil en management. Entrepreneur et expérimenté dans le pilotage de projets, vous participez également au développement commercial. (réf. RN22)

Consultants seniors

Vous accompagnez nos clients dans la mise en actions de leur stratégie et vous participez à des projets de transformation auprès de clients nationaux et internationaux.

A 30/35 ans, diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce/MBA, vous avez déjà réalisé en cabinet des missions de conseil en management, organisation et optimisation des processus.

Une expérience significative dans l'industrie, notamment, serait un atout. Vous souhaitez élargir vos perspectives de carrière au sein de la filiale d'un groupe de conseil international en plein essor et bénéficier de son développement. (réf. RN23)

Manager consultant retour ERP

Vous intervenez auprès de nos clients en France ou à l'international pour mettre en œuvre des solutions ERP autour de PeopleSoft.

De profil fonctionnel (RH, Finance ou Distribution) ou technique, vous souhaitez rejoindre une équipe en fort développement en tant que Manager de projet, Expert Fonctionnel ou Expert Technique.

Vous avez une expérience de 3 à 10 ans acquise en cabinet de conseil ou chez un éditeur de progiciel ERP et vous avez participé ou conduit des projets de mise en œuvre. Vous serez formé à nos méthodologies et à un progiciel, dans notre centre de formation européen. (réf. RN24 pour le manager, réf. RN25 pour les consultants ERP)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence correspondante à : Christian Malécot DEMOS CONSULTANTS, 22, rue de l'Arcade, 75008 PARIS ou par e-mail : cmalécot@demo.fr

Spécialistes du Conseil et de l'Audit,

**les offres d'emploi du "Monde de l'ECONOMIE"
vous donnent rendez-vous le LUNDI 15 FÉVRIER***

pour notre opération spéciale Conseil/Audit.

*dès 16 février.

051 11 11 11

Juristes - Ressources humaines



Reussir
c'est ici et
maintenant

IBM, leader mondial de l'informatique à la pointe de la révolution du business, recherche des

Juristes

Au sein de la direction juridique, vous assurez le management des opérations sur des dossiers complexes et participez aux activités de mise en place des alliances, fusions et acquisitions du groupe IBM.

Diplômé(e) d'un 3ème cycle en droit français ou belge, vous avez 3 à 7 ans d'expérience, idéalement complétée par une formation en droit anglais ou américain (MBA ou LL.M.).

A l'aise dans les négociations, vous êtes capable de

produire des conseils avisés et de résoudre les litiges. En vous appuyant sur votre personnalité de grande envergure et votre dynamisme, vous saurez être autonome et faire évoluer votre carrière au sein de notre groupe.

Pour ce poste basé à Paris, des déplacements en France, Belgique et Luxembourg sont à prévoir.

L'anglais courant est nécessaire.

Si vous ne voulez pas passer à côté des enjeux de demain, adressez votre dossier de candidature sous la réf. 80/0199 à IBM, Direction du Recrutement, service 9000, 92066 Paris La Défense cedex.

Pour en savoir plus : <http://www.ibm.fr>

* e-business : pour que votre carrière soit complète

add e to your career

e-business



Solutions pour une petite planète

Au sein de la Direction des Affaires Juridiques, vous êtes rattaché au Responsable des Etudes et Conseils Juridiques.

Juriste conseil confirmé

Vous conseillez avec pertinence en matière de droit bancaire. Vous assurez le suivi de l'ensemble des questions juridiques liées à l'activité du réseau. Vous rédigez les actes juridiques et les études spécifiques pour la mise à jour de notre documentation. Fortes de propositions, vous participez à l'élaboration de contrats et concevez de nouveaux produits.

De formation supérieure juridique (DESS, DEA...), vous disposez d'une expérience réussie d'au moins 8 années. Votre aisance relationnelle, vos capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse sont vos atouts pour réussir. Autonome, vous êtes organisé et maîtrisez les outils de bureautique (Word en particulier).

Vous êtes intéressé ? Adressez vite votre dossier de candidature, sous référence JC/99, à CCF, Pascale Etorre, 103 avenue des Champs-Élysées, 75419 Paris cedex 08.



L'efficacité discrète d'une grande banque

Jeune juriste d'affaires H/F CDD 18 mois

Profil
Formation
Expérience
Compétences
Qualités
Motivation
Langues
Disponibilité
Salaire
Détails

Après un DESS (ou DEA) Affaires (matières de droit privilégiées : sûretés et garanties, bancaire et fiscal, sociétés, procédures collectives, immobilier), vous avez vécu une première expérience professionnelle (cabinet d'avocat, administrateur judiciaire, conseil d'entreprise...).

En liaison avec notre actionnaire, vous détectez et rapportez les éléments qui pourraient justifier la mise en place de garanties de passif.

Au-delà de votre compétence technique, la richesse de votre personnalité sera un atout important.

Ce poste basé à Paris est à pourvoir rapidement.

Pour un premier contact, merci de téléphoner à notre Conseil, les mercredi 3 ou jeudi 4 uniquement, de 14 à 19 heures au 04 93 37 65 38.

PSYMARK

DE PARDIEU BROCAS MAFFEI & ASSOCIÉS Avocats au Barreau de Paris

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons plusieurs

COLLABORATEURS

Avocats H/F

dans les domaines suivants :

Droit des Sociétés

Vous intervenirez sur des opérations de fusions, d'acquisitions et de restructurations de sociétés cotées et non cotées, prises de participation, LBO, joint-ventures, etc.

Droit Financier

Vous intervenirez sur des opérations financières complexes : financements structurés (financements d'acquisition et d'actifs), financements de projets, restructuration de dette, crédits syndiqués, etc.

Agé de 28/30 ans, vous avez une formation juridique supérieure complétée par un diplôme IEP, école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou LL.M./LL.B. Votre première expérience de 3/5 ans au sein d'un cabinet d'affaires à vocation internationale vous a permis d'acquérir une excellente formation et la pratique de transactions importantes et de montages complexes. Vous avez démontré vos capacités de rigueur, d'initiative et de travail en équipe. Vous avez une très bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à Nathalie Maréchal-Weiss De Pardieu Brocas Maffei & Associés, 64/66 avenue d'Iéna, 75761 Paris Cedex 16.

JCDecaux

Leader mondial du Mobilier Urbain, réalisant plus de 50 % de son CA à l'international, notre Groupe est aujourd'hui présent dans 1200 villes à travers le monde et poursuit son développement dans 23 pays : Europe, Amérique du Nord et du Sud, Australie et Asie. Dans le cadre de cette expansion, nous recherchons pour notre Direction juridique un(e)

JURISTE EN DROIT PUBLIC

A 28/32 ans environ, diplômé(e) d'un troisième cycle de Droit Public, ou équivalent (Sciences Po serait un plus), vous avez impérativement une expérience significative dans le domaine des marchés publics ou des concessions de service public.

Vous aurez la responsabilité de l'élaboration de réponses aux appels d'offres français et internationaux, du suivi des contrats et de la gestion des contentieux.

Vous parlez anglais couramment. Vos qualités relationnelles vous permettent de vous adapter à des interlocuteurs variés.

Pour ce poste basé à Neuilly (92), nous recherchons un candidat motivé, imaginatif, rigoureux et pragmatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. B 9 0204 à Béatrice Galievsky, Favereau Consultants, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

JCDecaux

Une fonction complète :
stratégique et opérationnelle

Notre groupe amplifie ses
de prestation de services
et de sécurité auprès des
compagnies aériennes
Commissariat aux
une très forte croissance.
Pour accompagner notre
développement en France,
nous recherchons notre

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FORTE DOMINANTE RESSOURCES HUMAINES

400 KF +

ANGLAIS

En lien direct avec la Direction Générale France et Angleterre, vous êtes responsable de l'ensemble des fonctions liées aux Ressources Humaines : paye/administration, relations sociales, formation, recrutement, carrières.

Par ailleurs, assisté(e) d'un Chef Comptable, vous supervisez les fonctions administrative et financières de l'entreprise.

De formation Bac +5, ESC ou maîtrise de gestion + DESS RH ou droit social..., votre acquis professionnel s'est développé d'abord et avant tout sur tous les aspects sociaux et juridiques de la fonction RH, ainsi que la gestion des hommes dans des métiers très opérationnels s'appuyant sur une main d'œuvre nombreuse et peu qualifiée.

Vous avez également une expérience du contrôle et de la supervision des fonctions financières et administratives de la vie de l'entreprise. Vous cherchez à confirmer et affirmer votre goût pour une responsabilité globale, pour mieux structurer et accompagner le développement d'un groupe ambitieux.

Pour ce poste basé dans le Nord de Paris, veuillez adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rém. actuel) à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo 92563 Rueil Malmaison cedex, s/réf. 56.8270/LF sur lettre et env. E-mail : rh@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr>

Mercuri Urval

Notre groupe international renforce sa structure Ressources Humaines et souhaite intégrer un :

Juriste en droit social H/F

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous intervenez comme conseil et assurez le suivi et la mise en application de la réglementation du travail. Vous préparez les réunions avec les instances représentatives du personnel et organisez les élections professionnelles.

A 30/35 ans, de formation juridique, vous avez complété votre cursus par un DESS ou un DEA en droit social. Vous justifiez d'une première expérience en milieu industriel ou comme conseil au sein d'une organisation professionnelle, voire en cabinet.

Cette fonction exige un esprit d'analyse et de synthèse, et de la diplomatie. L'anglais serait apprécié.

Ce poste est basé en Franche-Comté et ouvre à des perspectives d'évolution.

Adressez votre candidature, sous référence 01/04/LM, à CAPFOR CENTRE EST SA - BP 1995 - 4, rue Gabriel Plancon 25020 BESANCON cedex.

CAPFOR

BOULOGNE - BRUXELLES - FRANKFURT - LIEGE - LUXEMBOURG - MONTREUIL - NANTES - PARIS - ROUEN - STRASBOURG - TULOUSE - VILLENEUVE

Consultez nos offres d'emplois sur <http://www.capfor.com>

Le monde des cadres

e conseil
nfirmé

CCF

Universitaires scientifiques
Bac +3 / Bac +4

Vous avez une formation universitaire scientifique de type Bac +3 / Bac +4, vous souhaitez vous investir dans un métier d'avenir au sein d'un groupe dynamique.

Nous vous proposons d'intégrer notre Direction Informatique, dans le cadre d'un CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE de 18 mois à compter du mois de mars 1999. Pendant les deux premiers mois, vous serez formé au métier

de PROGRAMMEUR TRICOLORME et pourrez ensuite confirmer vos connaissances durant les mois suivants au sein de l'une de nos équipes de développement.

Votre motivation à apprendre, votre adaptabilité, votre sens de l'équipe, votre esprit logique et votre capacité à conceptualiser seront des atouts déterminants. Ces postes sont basés à Levallois-Perret.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PRO 99 à :
GMF Assurances - Direction des Ressources Humaines
76, rue de Prony - 75017 PARIS - email : drh@gmf.fr3 DIRECTEURS
POUR UN LEADER
DE LA FORMATION
AU MANAGEMENT...

RÉGION CHAMPAGNE (REIMS)

Notre Groupe ESC (50 professeurs permanents - 2 200 étudiants dont 200 étrangers - budget 165 MFF) est en France l'un des premiers pôles de formation au management. Nous recrutons 3 directeurs de culture française et internationale : Sup. de Co (bac +3), CESEM et TEMA (bac +4), ainsi que des MBA et une école de formation de cadres et dirigeants.

Les axes majeurs de notre développement sont de poursuivre et d'assurer :

- la dimension multinationale, par des partenariats culturels et interculturels avec les meilleures écoles d'ingénieurs françaises et de prestigieuses universités étrangères ;
- la qualité et le niveau de service, en faisant évoluer nos infrastructures et nos capacités structurelles et pédagogiques ;
- les relations avec les entreprises.

Pour y faire face, nous recherchons :

DES MEMBRES DU GROUPE ESC, ALPHES DE NOTRE GROUPEMENT

Directeur adjoint

Dans un esprit de concertation, et capable d'autonomie dans le cadre de directives très larges, vous êtes responsable de la gestion, de l'organisation et du pilotage de l'ensemble des opérations de coordination interne de l'institution, de la conception et de la mise en œuvre du projet qualité du groupe, et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget du groupe.

A 38 ans environ, vous justifiez d'une formation supérieure (bac +5, doctorat ou équivalent) et d'une double

expérience de 5 à 10 ans, conjuguant des parcours d'enseignant ou de formateur en management et de dirigeant ou cadre dirigeant (encadrement d'équipe de haut niveau) d'une école ou d'un centre de formation managériale. Une culture de conseil de direction et de qualité dans le domaine du service est un plus. L'anglais (lu, parlé et écrit) est un avantage certain. Réf. 1825/MDES

POUR NOTRE ÉCOLE INTERNATIONALE CESEM REIMS (voir ci-dessous)

Directeur délégué

Après de la Direction du groupe ESC, vous êtes en charge directe, d'une part de la conception et de la mise en œuvre, à partir d'objectifs négociés, du projet CESEM (vision, alliances, sélectivité), d'autre part de la garantie de son identité et de sa visibilité interne et externe (partenaires, étudiants, institutions diverses), et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget.

A 35 ans minimum, parfaitement bilingue anglais, vous justifiez d'une formation supérieure (bac +5 ou doctorat) et d'une expérience d'encadrement d'équipes d'enseignants de l'enseignement supérieur (minimum 5 ans), en tant que responsable d'école ou de centre de formation au management... Ce poste suppose une personnalité fédératrice et rayonnante. De langue maternelle française ou anglaise, vous possédez une double culture d'enseignement et d'entreprise, et une visibilité internationale. Réf. 1830/MDES

Directeur des études CESEM

Après de votre Directeur, vous organisez les activités pédagogiques, depuis la conception de leur architecture et la gestion de leur logistique jusqu'à la mise en œuvre des critères de validation, de conformité et d'ajustement, et en garantissez la qualité. Vous veillez à l'implication des étudiants dans les études et prenez les mesures correctives nécessaires.

A 32 ans environ, vous justifiez d'une formation supérieure bac +5 et d'une expérience significative (3 à 5 ans) en entreprise, ainsi qu'en tant qu'enseignant de l'enseignement supérieur. Ayant fonctionné comme responsable de programmes pédagogiques en école ou en centre de formation (entreprise ou grande école), vous maîtrisez la gestion de projets et votre enthousiasme est communicatif. Réf. 1835/MDES

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV détaillé, accompagnés d'une photo et du montant de votre salaire actuel, en précisant la référence du poste choisi, à notre conseil Moreno International, 17, rue Courmeaux, 51100 Reims.

MORENO INTERNATIONAL
REIMS - PARIS

MEDECIN DU TRAVAIL - EN ALSACE

DES de
médecin du travail
nécessaire

Travaillez en toute indépendance
- Bénéficiez d'excellentes conditions d'exercice et de formation.
- Profitez de notre réseau de compétences et du cadre de vie de la Capitale européenne.

CONTACT : JACQUES DE LUVIGNY
NIMET - RUE DE SAINT-LOUIS 67080 STRASBOURG.
TEL : 03 88 32 18 67 - FAX : 03 88 32 95 79.

www.altra.fr
Bas-Rhin - Association Intercentrale de Médecins du Travail de la Région de Strasbourg

FRANCE • ALLEMAGNE • BELGIQUE • ESPAGNE • GRANDE-BRETAGNE • LUXEMBOURG • ITALIE • PAYS-BAS • PORTUGAL • SUÈDE • SUISSE

Le conseil en technologies
Devenez manager

Leader du conseil en technologies, Altran accompagne en Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'analyse et la conduite de leurs projets technologiques. Nos clients présents dans tous les secteurs économiques nous confient chaque année plus de 1 700 nouveaux projets : externalisation de la recherche et développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...

Notre métier consiste à apporter à nos clients les solutions technologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques afin d'améliorer leur compétitivité et leurs performances.

Manager
Vous êtes motivé pour créer, développer et gérer votre centre de profit. Nous souhaitons valoriser ensemble vos compétences professionnelles (sens des relations humaines, esprit d'entreprendre et capacité d'adaptation) et votre expérience.

Pour développer ses parts de marché en Europe, Altran intégrera et formera en 1999 plus de 200 managers de culture commerciale ou scientifique, issus des Grandes Ecoles et Universités européennes. En tant que futur manager, vous bénéficierez d'une formation de six mois au sein de l'Institut pour le Management Altran (IMA) basé à Paris. Vous vous familiariserez avec notre savoir-faire, découvrirez la richesse culturelle du groupe et créerez ensuite votre propre centre de profit dans une des filiales Altran. Nous vous aiderons à définir et à mettre en œuvre votre propre stratégie de développement :

- développer une politique marketing et commerciale
- créer un véritable partenariat avec vos clients dont vous serez l'interlocuteur principal
- sélectionner et recruter vos consultants
- manager votre équipe de consultants et gérer leur évolution
- être garant de l'image Altran

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. LMDE-1167 à ALTRAN, Marie-Pierre Rossignol, 251 bd Péreire, 75017 Paris.

E-mail : manager@altran.fr
Si travailler à l'étranger est l'une de vos priorités, veuillez le préciser en ajoutant "ETTR" à la fin de la référence choisie.

Pour plus d'informations, consultez nos annonces en ligne sur www.altran.fr.

www.altran.fr

Les ingénieurs de l'innovation

ALTRAN

Gestion - Finance

Le responsable comptable

Tempérament. La réussite du plus détonnant des acteurs de la téléphonie mobile en France tient en un mot. Rien d'étonnant si nos collaborateurs ont su séduire, en moins de trois ans, plus d'un million de clients - un record européen de croissance commerciale. Et rien d'étonnant si Florence a rejoint les équipes Bouygues Telecom.

Le responsable comptable

Rattaché au Responsable des rémunérations, vous participez à la mise en œuvre de notre politique de rétribution. A ce titre, vous prenez en charge l'administration d'enquêtes de rémunération externes, en relation avec vos interlocuteurs internes et des intervenants extérieurs. Vous réalisez des études (analyses de compétitivité, de cohérence, suivi de l'évolution de masse salariale, simulations...) et produisez des tableaux de bords et des outils statistiques. Vous élaborez les supports de communication pour les opérationnels.

De formation supérieure Bac + 5 (DESS, ENSAE...), vous êtes jeune diplômé ou avez une première expérience professionnelle de 1 à 2 années. Outre vos qualités d'analyse et de synthèse, vous possédez de solides compétences en micro-informatique (pratique d'Access et d'Excel indispensables) ainsi que dans le traitement statistique de données.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous réf. JBA/AN/LM à Bouygues Telecom, RHG, 51 avenue de l'Europe, 78944 Vélizy cedex. E-mail : jbarbier@bouyguestelecom.fr
Bouygues Telecom recrute : www.bouyguestelecom.fr

Bouygues Telecom

Vous avez du tempérament, nous l'affirmons.

**La Direction juridique
et fiscale d'un grand
établissement financier
recherche**

UN GESTIONNAIRE FISCAL DE HAUT NIVEAU

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous définirez et mettrez en place des procédures fiscales dont vous contrôlerez la bonne application. Vous suivrez les opérations des services et participerez à l'établissement de l'impôt à titre prévisionnel.

Maîtrisant la comptabilité bancaire, vous manifestez une très forte motivation pour la fiscalité et vous montrez ouvert aux aspects économiques et financiers. Vous êtes de préférence, ancien(ne) élève de l'Ecole Nationale des Impôts ou titulaire d'un des diplômes suivants : maîtrise de gestion, DESCF, DECF.

Doté d'un esprit rigoureux et logique, vous possédez une aptitude à communiquer, le sens des relations humaines et le goût des contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en précisant la référence 386 sur l'enveloppe, à SAFARI, 17, boulevard Poissonnière, 75082 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

UNE VOLONTÉ D'INNOVATION PERMANENTE AVEC, POUR LIGNE CONDUCTRICE, LA SIMPLIFICATION DE L'ACCÈS DES CLIENTS. UNE OUVERTURE INTERNATIONALE TOUJOURS PLUS LARGE. UN ÉTAT D'ESPRIT PRÉFÉRANT L'ENTHOUSIASME, L'INITIATIVE ET LA CRÉATIVITÉ PARTAGÉ PAR 1300 COLLABORATEURS... AINSI, LE GROUPE CARDIF, SOCIÉTÉ DE PARIBAS, A SU IMPOSER, NON SEULEMENT UNE GAMME DE PRODUITS COMPÉTITIFS D'ASSURANCE-VIE, DE PRÉVOYANCE, D'ÉPARGNE ET DE COUVERTURE DE RETRAITE, MAIS AUSSI UNE NOUVELLE CONCEPTION DU MÉTIER DE FINANCIER.

**RESPONSABLE
COMPTABLE**

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Rattaché au Directeur Comptable, vous prenez la responsabilité du suivi comptable des cinquante entités étrangères du groupe Cardif (y compris l'élaboration des comptes consolidés) et de la réalisation de missions d'assistance auprès des comptables locaux.

En étroite relation avec la Direction Internationale, les Contrôles Financier et Budgétaire, et l'Informatique, vous encadrez et animez une équipe de 5 comptables expérimentés.

Les objectifs de votre mission s'articulent autour de 3 axes majeurs :

- optimiser l'organisation,
- faire progresser les collaborateurs en France et à l'étranger,
- garantir la fiabilité des données comptables ainsi que le respect des délais.

De formation supérieure (grande école de commerce option gestion finance), vous possédez un très bon niveau d'anglais professionnel. Ce poste nécessite des déplacements à l'étranger. Votre expérience réussie d'au moins 5 ans (acquise soit en cabinet d'audit, soit au sein d'une entreprise) vous permet de maîtriser les techniques de l'assurance-vie dans le contexte d'un groupe international.

Pour ce poste basé à Rueil-Malmaison (92), adressez votre candidature, sous réf. 6208 à Marie-Caroline Combaudon, PARIBAS, Service Recrutement, 5 avenue Kléber, 75798 Paris cedex 16. Web : www.paribas.com

PERRIER-VITTEL FRANCE produit et commercialise une dizaine de marques d'eaux (Perrier, Vittel, Quezac, Valvert, Contrex, ...) et réalise un CA de plus de 4 milliards de francs. La Direction du Contrôle de Gestion s'étoffe et recherche un(e)

Contrôleur de Gestion

Vous assurez le reporting PERRIER VITTEL FRANCE pour le Groupe. Vous êtes responsable du suivi de l'une de nos marques (compte d'exploitation global incluant les aspects industriels) et de l'analyse des performances de chacune d'entre elles sur les marchés français et étrangers. Enfin, pour la Direction du Contrôle de gestion France, vous assurez l'administration de l'outil de construction budgétaire développé sur ESSBASE et participez à la mise en place de SAP/R3.

A 27/30 ans environ, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience assez large de la fonction, acquise au sein d'un groupe industriel de dimension internationale et idéalement partenaire de la grande distribution. Doté d'une réelle aptitude à la gestion de bases de données, vous utilisez couramment EXCEL et si possible ESSBASE. Une expérience sur SAP/R3 serait particulièrement appréciée. Enfin, vous maîtrisez l'anglais et si possible une autre langue.

Ce poste est basé à Isny-les-Moulineaux (92).

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions sous la réf. 304N à : B & C 66, avenue Victor Hugo - 75116 Paris. E-mail : boutier.co@wanadoo.fr.

PERRIER VITTEL S.A.
Groupe Nestlé

La Documentation française, éditeur et centre de documentation public, recherche pour son site d'Aubervilliers :

un CONTRÔLEUR DE GESTION

junior (H. ou F.), jeune diplômé(e) bac + 5, sortant d'école ou avec une première expérience, école de commerce, DESS ou IUP de gestion.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec prétentions (sous réf. 9901) à :

LE MONDE PUBLICITE 21 bis, rue Claude-Bernard
BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

■ **Sur Minitel**
3615 LEMONDE (2,23 F/mn)
■ **Sur Internet**
<http://www.lemonde.fr/emploi>

Une façon

**SIMPLE
FIABLE
EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

Sur la rive gauche, vous avez une idée très précise de vos perspectives

La SICIS - Banque Populaire est une banque régionale à statut coopératif implantée sur la région sud de Paris depuis 1922. Elle compte un réseau de 65 agences, 1 500 collaborateurs et se caractérise par son engagement de proximité, professionnalisme et éthique. La SICIS - Banque Populaire poursuit son développement et recherche

Jeunes Diplômés

Ecoles de commerce - troisième cycle de gestion

Jeunes diplômés Bac + 5 en gestion/finance (ES, DESS), nous vous proposons d'entreprendre un parcours en exploitation commerciale avec une évolution rapide vers des responsabilités d'encadrement.

Après un cycle de formation de 9 mois alternant séminaires et mise en situation au sein de notre réseau, vous accédez à des postes de Conseiller de Clientèle Professionnelle au sein d'une équipe de gestion d'agence. Il s'agit d'un poste "responsable" pour ensuite prétendre à la responsabilité d'un centre de profit. Une première expérience bancaire ainsi que l'exercice d'une première activité commerciale seraient appréciés.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 2026 à notre casier : PARIBAS - Contraintes, Isabelle WESTFAHL, 52 rue de la République, 75013 PARIS.

SICIS - BANQUE POPULAIRE



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / XV

Le monde des cadres

La Direction
de l'Administration
et de la Gestion
des Ressources
Humaines

UN GESTIONNAIRE FISCAL DE HAUT NIVEAU

Transparence, convivialité, respect : nos valeurs sont au cœur de nos succès. Avec ses 2 000 000 de sociétaires et ses 5 000 collaborateurs, MAAF Assurances est le 3ème assureur automobile, le 8ème assureur dommage et la première mutuelle professionnelle. Nous recherchons pour notre siège social de NIORT un :

Responsable du service études actuarielles IARD h/f

- Rattaché à la Direction actuariat, statistiques, contrôle, réassurances, surveillance du portefeuille, vous animerez le service Techniques statistiques et actuarielles.
- Vous définirez et optimiserez les méthodes, les outils, l'environnement de travail statistique et actuariel.
- Vous réaliserez des études, des analyses pour tous les secteurs IARD de l'entreprise.
- Vous serez le dépositaire des bases de données utilisées pour le pilotage technique ou les études de produits.
- A 25/30 ans, vous êtes actuel et justifiez d'une excellente maîtrise de l'outil SAS.
- Votre habileté à passer de l'analyse à la synthèse et votre capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés constitueront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction.
- Vous associez également des qualités d'ouverture, de conseil, de curiosité d'esprit à la fiabilité indispensable pour ce type de responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence RSEA/MP à Michèle Petit - MAAF Assurances Service Orientation Recrutement - 79036 Niort Cedex 9. <http://www.maa.fr>



LA VOLONTÉ D'OUVERTURE

PRODUCTION DE MAGAZINES

Directeur de Fabrication

Notre client : basé à Paris est un des leaders de la presse en France avec plus de 40 magazines. En pleine expansion, ce groupe recherche son Directeur de Fabrication. Ce dernier aura comme fonction principale d'établir et de coordonner les plans de production entre les imprimeurs et les rédactions. Profil recherché : Bac+2/3, une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une expérience dans les domaines de l'imprimerie ou de la presse ainsi

qu'une mobilité à l'échelle européenne et de bonnes connaissances informatiques seraient un avantage certain. Les entretiens auront lieu à Paris, cependant les curriculum vitae et les lettres de candidature rédigés en anglais devront être envoyés à l'adresse ci-dessous. Les candidats souhaitant des informations complémentaires peuvent contacter l'associé M. Michael Jackson au + 44 860 44 1936, dans la journée, le soir et le week-end.

Ducheyne Executive, The International Resource Group
Runnymede Malt House, Egham, Surrey TW20 9BD, Angleterre
Fax : +44 1344 845390 E-mail : michaeljackson@ducheyne.co.uk
www.ducheyne.co.uk



La Fondation «Arc-en-Ciel», institution privée à caractère sanitaire et social à but non lucratif (FSPH), pluri-établissements, recherche pour son Centre de Rééducation et de Réadaptation Fonctionnelle son (sa)

Directeur

Rattaché au Directeur Général, mais dans une grande autonomie, il sera responsable de la bonne marche d'un établissement significatif (104 lits et places, 105 personnes, 45 MF ou budget) et de la mise en œuvre du projet, en étroite collaboration avec le médecin-chef et la directrice des soins.

Ce poste, basé près de Montbéliard (25) s'adresse à un candidat (h/f) âgé de plus de 35 ans, doté d'une formation supérieure adaptée (BAC +4/5), justifiant d'une expérience confirmée de management d'équipes pluridisciplinaires et de conduite de projets lui ayant permis de développer des qualités de gestionnaire et d'organisateur.

Une culture associative et/ou la connaissance pratique du secteur hospitalier et/ou social constituerait naturellement un atout supplémentaire.

Les premières entretiens pourront se dérouler à Paris ou Lyon.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. : 148 770 à notre conseil Altédia Groupe Courtaud, Espace Performance, Bât. J, 35769 St Grégoire Cedex.

Altédia Groupe Courtaud

Consultant h/f

Société internationale de conseil en stratégie d'entreprise dans les secteurs de haute technologie, située à PARIS, recherche un(e) CONSULTANT(E) SÉNIO(R).

- Tout en participant activement au développement commercial du Cabinet, vous conduisez une activité de collecte et d'analyse d'informations économiques au profit de nos grands clients.
- A 30 ans environ, diplômé(e) d'une grande école, vous possédez déjà une expérience significative vécue dans un grand cabinet de conseil.
- L'anglais est indispensable, la pratique de l'espagnol ou de l'allemand est un plus.

Merci d'adresser votre candidature (cv, lettre manuscrite + salaire actuel) sous référence 983 à PARANNONCES, 13 rue Charles Lecoq, 75737 PARIS CEDEX 15, qui transmettra.

Gestion Finance

DANS LE CADRE DE L'ÉVOLUTION DE SON ORGANISATION
ET POUR ACCOMPAGNER SON DÉVELOPPEMENT

« Cabinet de Conseil-Audit & Commissariat
aux Comptes-Expertise
spécialisé dans le secteur de l'Economie Sociale »

Chef de mission confirmé

- Missions**
- Assurer la pertinence des chiffres, par la certification des états financiers.
 - Accroître l'efficacité de la gestion par la rationalisation des flux internes d'information et le contrôle permanent des performances des systèmes en place.
 - Proposer des solutions créatives, adaptées à la problématique de la situation.

- Profil**
- De formation expert-comptable ou DESCF, adepte de l'utilisation de l'informatique, vous justifiez d'une solide expérience dans le conseil (en particulier dans les associations et sociétés d'économie mixte).
 - Votre technicité et votre bon niveau relationnel vous permettent d'être immédiatement efficace.
 - Ouvert et rigoureux, votre sens de l'organisation et votre dynamisme vous prédisposent tout naturellement à l'animation et la prise de responsabilité.

• Poste évolutif pour candidat à fort potentiel à pourvoir à Paris.

Adressez dossier de candidature, sous la réf. 4419 à l'Agence Centrale de Publicité, BP 229, 93523 Saint-Denis cedex, qui transmettra.

DIRECTEUR DES ETUDES ET DE LA PROSPECTIVE Création de poste

Nous sommes un organisme régional, basé dans la métropole lilloise, qui joue un rôle important sur tous les sujets relatifs au développement de l'économie : formation, aménagement du territoire, environnement, emploi, urbanisme commercial... Nos études et analyses prospectives constituent une force de proposition et d'influence à tous les niveaux décisionnaires régionaux, nationaux et européens.

Nous voulons confier l'animation et la coordination d'un ensemble de services spécialisés (environ 15 personnes) à une personne âgée d'au moins 35 ans, diplômée d'études supérieures (Sciences Po, DESS Economie...) ayant de solides connaissances informatiques et linguistiques (anglais indispensable) dont l'expérience professionnelle l'a amenée à occuper un poste à vision globale dans le secteur privé ou au sein d'un département d'études économiques dans le secteur public ou para-public. Outre des capacités professionnelles et un savoir-faire d'animateur, de grandes facilités de communication tant orale qu'écrite sont nécessaires. Cette création de poste représente une très belle opportunité.

Pour la saisir, faites parvenir votre candidature sous réf. K.01.541/M à notre Conseil Daniel LANDEAU, qui vous garantit une stricte confidentialité.

HUMANOR
Département Conseil en Recrutement
18, Résidence Flandre - 59170 CROIX

**Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance
de répondre à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents
qui leur ont été confiés.**

Marketing - Communication

ENVIRONNEMENT ET PROTECTION
DU PATRIMOINE NATUREL

Organisme Public - Lyon Délégué(e) à la Communication

Nous avons vocation d'aider les industriels, les milieux agricoles et les collectivités territoriales à mieux prendre en compte la protection de l'environnement et en particulier celle des milieux aquatiques. Nous recherchons pour conforter nos actions le Délégué à la Communication.

Vous mettez en œuvre le plan de communication : éditions, presse-médias dont Internet, associations et information interne, fondée sur l'expression des besoins, la définition des cibles, des moyens et le choix des supports. Vous gérez les budgets correspondant et encadrez 2 personnes.

Nous recherchons un professionnel de la communication, Bac + 4, DESS, Sciences Po., ayant une solide culture scientifique et une expérience significative (6 ans) au sein d'une entreprise, d'une agence ou d'un organisme à vocation scientifique. Responsable des publications, vous avez un réel savoir-faire rédactionnel : vous savez argumenter, convaincre et évaluer les retombées des actions de communication.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf. 65618 à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT. Une réponse sera donnée sous 3 semaines aux candidats préselectionnés.

People & People

1, place des Cordeliers 69612 Lyon



Etablissement Public de l'Etat agissant dans le domaine de l'Environnement et la Protection de l'Eau (500 personnes - 5 Milliards de Francs d'interventions) recherche pour son siège basé à Nanterre son :

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTERIEURES H/F

Votre mission : Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique globale de communication, en coordination et en cohérence avec les différents directeurs du siège et de province.

Vous assurerez les publications et la production éditoriale et développerez les relations avec les médias et les milieux institutionnels et associatifs.

Votre profil : 30-45 ans, de formation supérieure scientifique ou en sciences humaines (Sciences Po, Celsa...), vous possédez une expérience significative de la fonction, dans le secteur public ou dans le secteur privé mais ayant développé des contacts avec des réseaux du secteur public.

Manager expérimenté, vous êtes organisé et vous avez une grande aisance dans vos relations, tant extérieures qu'avec vos équipes.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et prétentions) sous la référence FLO107 à notre Conseil Frédéric LAMBIN, AXAD - Parc Avenue - 2, rue de la Carnoy - 91130 Langersart, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

AXAD

Régie publicitaire de Presse recherche pour son département Etudes/Marketing

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

• Au sein de l'équipe marketing et en relation étroite avec l'ensemble des équipes commerciales, vous aurez en charge la réalisation d'argumentaires de vente et participerez à la mise en place des différents supports commerciaux.

• De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience minimum d'1 an en régie ou dans un département média d'agence/centrale d'achat d'espace, durant laquelle vous avez acquis une bonne connaissance des principaux outils d'analyse du média Presse (études d'audience, QJD, pige SECODIP), des techniques de média-planning, ainsi qu'un goût très prononcé pour l'informatique.

• Merci d'adresser CV, lettre de motivation manuscrite et prétentions (sous réf. 9894) à :

LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard
BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

Dirigeants

Importante Clinique privée - 450 personnes, 200 MF de CA - d'un groupe leader de l'hospitalisation privée en Europe, centre de référence d'une ville universitaire de l'Ouest, nous recherchons :

Directeur Adjoint

en charge des systèmes d'information médicale, de la production des notes, des achats médicaux et de l'hôtellerie. Vous participerez activement à la réflexion stratégique au cadrage et au suivi des projets engagés. Vous assurerez l'évolution des méthodes de production. Optimisation des ressources et de la démarche assurance qualité. Vous coordonnerez les services médicaux et fonctionnels.

Votre compétence managériale et vos capacités d'adaptation seront fortement sollicitées. Votre intégration et votre participation active au sein du comité direction seront essentielles.

De formation école de commerce, ingénieur ou sciences po., + 3ème cycle gestion des services de santé appréciées. Idéalement vous avez acquis une large expérience en consulting spécialisé santé ; vous recherchez aujourd'hui une fonction de terrain et vous êtes prêt à vous investir dans un projet d'entreprise ambitieux et innovant pour notre secteur.

Adressez votre dossier de candidature + rémunération actuelle sous réf. DAMOVUON à SYNTHÈSE ACTION 7 rue du Maine - 75014 PARIS - Info : 01 44 10 44 30 - E-mail : synthese-action@wanadoo.fr Confidentialité respectée.

Synthèse
Action

Devenez le Directeur de notre activité décisionnelle !

Nous aimons créer et développer. Nous sommes spécialisés dans l'édition de logiciels auprès des plus grands groupes français et étrangers. Nous proposons une approche globale dans le traitement des informations financières, juridiques et de gestion. Notre expertise dans les métiers de conception et de développement de logiciels nous permet de connaître une croissance fulgurante depuis notre création. Nous vous proposons de mettre en place, dans le cadre de notre Département Conseil, une activité OLAP.

Directeur d'activité OLAP H/F 500 KF + variable

Nous définissez une stratégie de développement de notre activité OLAP pour positionner notre offre sur le marché et préparons un business plan (définition des coûts, charges et revenus). Votre connaissance de l'environnement décisionnel OLAP et des différents intervenants (éditeurs, distributeurs), vos qualités de manager et votre expérience de la gestion d'un centre de profit vous permettront de créer votre business tant en France qu'à l'international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), en précisant la référence SFC103, à Sélefrance Conseil, 72 rue Regnault, 75640 Paris Cedex 13.
E-mail : selefrance.conseil@wanadoo.fr

Selefrance conseil

Conseil en Ressources Humaines

Formation professionnelle

Conservatoire National des Arts et Métiers
INSTITUT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET TECHNIQUES
DE L'ORGANISATION

Jeunes diplômés, ou cadres confirmés, vous souhaitez développer votre expertise dans les organisations par projet.

L'ISTO - CNAM vous propose

Le Mastère spécialisé *
EN MANAGEMENT DE PROJET

ISTO

* homologué par la Conférence
des Grandes Écoles

Contact : Patricia SERMAN
CNAM/ISTO - 292 rue St Martin
75003 PARIS
tél. 01 40 27 25 06

- Une formation directement opérationnelle pour la maîtrise
des projets d'ingénierie

Durée : 10 mois avec 450 heures de partie théorique et 6 mois de stage pratique

Niveau d'accès : Bac+5 ou Bac+4 avec expérience professionnelle significative

Reprise : 1^{er} mars 1999

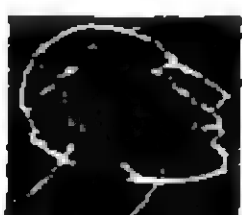
Établissements de formation : AGRÉMENT CONSEIL, REGIONAL, FRANCE, etc.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

FORMATION SAP

module comptabilité FI/CO

du 16 février au 9 avril 99 à Lyon
pour demandeurs d'emploi, travailleurs indépendants...



INFOPOLE

Dossier d'information à

INFOPOLE

tél. 04.76.04.12.12

Pour insérer vos annonces
dans la rubrique

"FORMATION PROFESSIONNELLE"

Contacter le :

tél. 01.42.17.39.42 - fax : 01.42.17.39.38

RECRUTEA

INTERNATI

Le Mo

Journal français

ation

REPRODUCTION INTERDITE

Cadres Commerciaux

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / XVII

DIRECT
Une Société du Groupe GE Capital

Coordinateur Grands Comptes H/F

Vous serez responsable d'un portefeuille de grands comptes et de prospects stratégiques du secteur Transport ou Logistique, que vous développerez en France et en Europe, en leur apportant les solutions financières d'optimisation de leur flotte de véhicules. Vous travaillerez en étroite relation avec notre réseau national de 15 agences et vous vous appuyerez sur les ressources internes (risk management, opérations, etc.) pour mener à bien votre mission.

De formation supérieure (bac+4/5) en Gestion, vous possédez une expérience de la négociation à haut niveau, acquise à travers la vente de service (externalisation de flotte par exemple) ou de solutions financières. Vous maîtrisez parfaitement les outils informatiques et vous parlez couramment anglais.

Poste basé Saint Aubin (91), requérant de fréquents déplacements.

Si évoluer dans le Groupe GENERAL ELECTRIC CAPITAL vous attire, veuillez adresser votre CV par courrier à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous ref. 60.8789/LM portée sur lettre et enveloppe ou par E-mail : rmp@mercuri-urval.fr
<http://mercuri-urval.fr>

Mercuri Urval

3^e groupe de Travail Temporaire en France avec 635 agences et 1 285 en Europe. VediorBis recherche pour ses propres équipes.

Révélez vos talents !

VediorBis

Chargé d'affaires grands comptes H/F

CDI - Poste basé à Paris 8^e

Rattaché au Directeur des Ventes, vous contribuerez au développement et à la gestion des grands comptes nationaux.

Vous prenez en charge le référencement de VediorBis auprès des grands comptes en proposant la politique tarifaire des accords nationaux. En collaboration étroite avec la direction marketing et le directeur Méthodes et Qualité, vous recherchez de nouveaux produits et veillez à l'amélioration des produits existants en fonction des besoins de votre clientèle. Vous apportez au réseau une information technique et commerciale afin de développer votre portefeuille de clients grands comptes.

Les opérations de stimulation des vendeurs que vous mettez en place permettent d'orienter régulièrement l'action du réseau vers certains secteurs de marché ou clients. Vous vous assurez de la diffusion des accords nationaux au sein du réseau et veillez à leur bonne application.

Agé de 27/35 ans, diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co Paris...), vous justifiez d'une expérience réussie dans la vente auprès de grands comptes régionaux ou nationaux en tant que compte clé, chef de vente régional en GSA/GSB, commercial grands comptes en informatique-bureautique. Vous ferez la différence par vos qualités de communication, créativité, écoute, par votre fort engagement et votre disponibilité.

Outre une formation, vous bénéficiez du support de nos équipes techniques et juridiques. De réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe leader européen, sauront motiver des candidats à fort potentiel. Des déplacements en province sont à prévoir.

Si vous avez envie de vous lancer dans cette nouvelle aventure, adressez votre candidature, CV et photo à VediorBis, service recrutement, 28 rue de Madrid, 75399 Paris Cedex 08, en précisant la référence CGC/99/LM.

www.VediorBis.com

Faisons travailler les talents

Formation professionnelle

Carrières internationales

DIRECTEUR EUROPE

Jeune dirigeant, autour de 35 ans, diplômé INGENIEUR «X», ECP, MINES Paris ou HEC, INSEAD, ESCP, vous avez déjà prouvé vos qualités de décideur, de négociateur, de gestionnaire et d'animateur. L'expérience du secteur LOCATIF serait un plus. FRANÇAIS et ANGLAIS courants exigés avec une autre langue.

Rattaché au P-DG, le Directeur EUROPE doit définir, mettre en œuvre notre stratégie de développement, élaborer les budgets, animer les Responsables des filiales, et contrôler les résultats.

Force de proposition dans une logique d'innovation, votre talent commercial et la pertinence de vos solutions logistiques conçues avec nos Services Etudes et Exploitation, seront à la hauteur des exigences de la clientèle Grands Comptes de cette branche européenne (ISO 9002).

Ce poste est à créer. Il est basé à Toulouse, avec de nombreux déplacements.

• Merci d'envoyer votre MANUSCRITE (photo, CV détaillé actualisé, avec le SALAIRE Annuel Brut, Soutenu par réf. M 99115) et à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, Conseil en Recrutement, 27 rue Porcheville, 31000 TOULOUSE. Premiers Entretiens en Français/Anglais à Paris/Toulouse. Confidentialité assurée.

• Marie-Françoise LAUTREC LEPY

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

LA COMMISSION EUROPEENNE

recrute des (h/f)

Diplômés universitaires (BAC + 4 ans) de langue française

Principales conditions d'admission:

- études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme de fin d'études (droit, économie, audit, finances, langues, sciences, technologie, etc.);
- langue principale: français;
- une connaissance approfondie d'au moins deux autres langues officielles de l'Union européenne, la première devant être obligatoirement l'allemand ou l'anglais; la connaissance d'une autre langue communautaire ou d'une langue parmi l'estonien, le hongrois, le polonais, le slovaque ou le tchèque sera appréciée;
- être ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne;
- être né après le 12.03.1953.

Traducteurs (grade LA7/LA6)
Concours général COM/LA/1/99
avoir acquis, postérieurement au diplôme universitaire, une expérience professionnelle d'une durée minimale de 3 ans, soit dans le domaine linguistique, soit dans un ou plusieurs domaines correspondant aux secteurs d'activité de la Commission (notamment droit, économie, audit, finances, sciences, technologie).

Traducteurs adjoints (grade LA8)
Concours général COM/LA/2/99
aucune expérience professionnelle n'est requise. Le premier diplôme universitaire donnant accès au concours doit avoir été obtenu après le 12.03.1996. Les conditions de dérogation à cette date limite d'obtention du diplôme sont publiées dans le Journal Officiel contenant l'avis de concours.

Affectation: Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité des services de la Commission.

La Commission européenne met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et veille scrupuleusement à éviter toute forme de discrimination basée sur la race, les croyances ou les handicaps.

L'avis de concours est publié au Journal Officiel C 21 A du 26.01.1999. Sous peine d'exclusion du concours, les candidats doivent utiliser l'acte de candidature inséré dans le Journal Officiel. Celui-ci peut être obtenu en envoyant sous pli une enveloppe (minimum 23 x 32 cm) non timbrée, libellée à votre adresse à la:

COMMISSION EUROPEENNE

- Représentation en France, Service Concours (COM/LA/1/99 ou COM/LA/2/99), 288, boulevard St-Germain, F-75007 Paris
- 2, rue Henri Barbusse, F-13241 Marseille CEDEX 01
- Unité "Politique de Recrutement; Concours et Sélections" M034 (COM/LA/1/99 ou COM/LA/2/99), rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Date limite pour l'envoi de l'acte de candidature obligatoire: 12.03.1999.

<http://europa.eu.int>

صكنا من الامل

XII / LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

XVIII / LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières internationales



Novartis Crop Protection is the world's number one company in its field. Our products, services and technologies are among the most important tools used worldwide to achieve sustainability in agriculture. At our headquarters in Basel, Switzerland, we are looking for

Head of Materials Management

Our Materials Management group ensures the flexible, cost-effective and timely supply of Crop Protection products to our partners and customers by providing optimal systems and methods for the groupwide supply chain. You will directly report to the Head of Finance and Business Development and lead the Materials Management organization to continuously strive to find the best trade-off between customer service level and required assets.

We expect you to have a background in business administration or a technical discipline and to have a solid experience in managing formal and informal teams. You will also have international business experience and a track record in leading cross-functional process improvement projects.

Head of Third Party Relations

Our Third Party Relations team leads and coordinates relations with third parties in acquisitions, licensing and divestiture of compounds, products and new technologies. Reporting directly to the Head of Finance and Business Development, you will be responsible to head the team and optimize the relationship between Novartis Crop Protection and third parties active in our markets.

You are expected to have broad knowledge of the Novartis Crop Protection product portfolio and its market. Strong leadership and negotiation skills and teamwork abilities are also prerequisites for the job.

All job openings require fluency in English and German.

Please send your application documents to:

Novartis Crop Protection Inc.
Personnel Services, Mr. Th. Sauter
P.O. Box, CH-4002 Basel, Switzerland

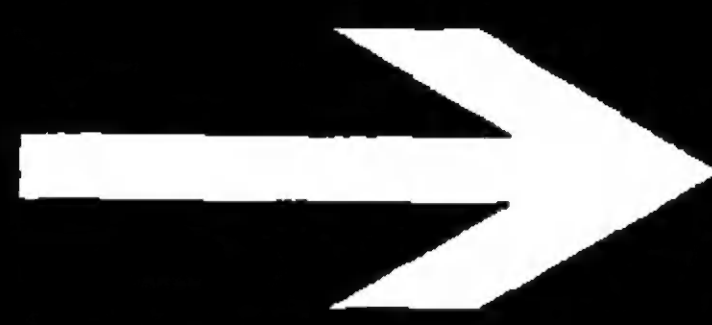
POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN
À VOTRE CARRIÈRE,
LISEZ LE MODE D'EMPLOI



Consultants, financiers,
juristes, spécialistes
de la communication
et du marketing,
responsables
des ressources humaines...
les offres d'emploi
qui vous concernent
sont dans votre
supplément du lundi,
daté mardi.



Spécialistes
des hautes technologies,
de l'informatique,
de l'industrie ou de la
recherche...
les offres d'emploi
qui vous concernent
sont dans votre
supplément du mardi,
daté mercredi.



Ouvrez Le Monde, le monde de l'emploi s'ouvre à vous

Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

sins

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999 / XIX

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux

Organisme Institutionnel du Pas-de-Calais comprenant 200 agents recherche son

Directeur des Services aux Entreprises h/f

Auprès du Directeur Général, vous optimisez la qualité des prestations à destination des entreprises de la circonscription et contribuez à la promotion de l'image de l'institution auprès des acteurs économiques en animant un service de 30 personnes. Vous assumez également la fonction de Chef de marché Commerce.

Plus particulièrement, vous avez pour mission de diagnostiquer les attentes des entreprises pour proposer, organiser et suivre des axes de soutien à leur développement. En tant qu'interlocuteur privilégié des unions commerciales, vous animez le tissu commercial de la circonscription. Vous représentez l'organisme auprès des administrations de l'Etat, des instances régionales, départementales et locales ainsi que des agences de développement.

Enfin, vous présentez aux instances dirigeantes les plans d'actions et les propositions budgétaires formulées par les chefs de marchés et exécutez ces budgets.

De formation grande école de commerce, âgé de 35 à 45 ans, votre expérience professionnelle a été acquise en entreprise ou en structure de développement économique publique ou privée. Votre aisance relationnelle, vos capacités de négociation et de management d'équipe sont des atouts supplémentaires. La pratique de l'anglais et la connaissance du tissu économique local sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature CV, lettre, photo et prétentions sous réf. 54/903 à notre conseil KEY MEN, 96, rue Nationale 59800 Lille.

KEY MEN

Responsable Agence de Développement Economique

Fort de sa position privilégiée, jouxtant l'Aéroport de Lyon-Satolas et sa plate-forme multimodale -enjeu majeur des 30 prochaines années en Rhône-Alpes- la Communauté des Communes de l'Est Lyonnais C.C.E.L. (30 000 habitants) met en place, avec l'appui du Conseil Général du Rhône, son agence de Développement Economique.

Rapportant au Président, vous animez les actions de développement auprès des entreprises du territoire, prospectez et accueillez de nouveaux acteurs désireux de s'y implanter, en partenariat avec les structures de promotion de la région lyonnaise, mettez en place l'Observatoire foncier, assurez la communication. Un poste polyvalent, nécessitant autonomie, capacité à conduire des projets et faciliter leur financement et à être le fédérateur d'interlocuteurs très divers.

De formation supérieure commerciale, bac +3 et plus, de préférence en Développement Economique Local, AES ou Ecole Supérieure de Commerce, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans une agence de collectivités publiques, un organisme de développement ou reconversion industrielle, une CCI ou un organisme financier spécialisé. Crédibilité et force de propositions sont vos atouts pour réussir votre mission. Statut cadre de la fonction publique ou contractuel de droit privé.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation + CV détaillé sous réf. 672.01 à CERA, 1, avenue Georges Pompidou, BP 3211, 69403 Lyon cedex 03.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA



VILLE DE CREIL

33 000 habitants dans l'Oise

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SELON CONDITIONS STATUTAIRES

Collaborateur direct du Maire, il a la responsabilité de l'ensemble des services et des projets de la ville-centre d'une agglomération qui, par son importance, est la sœur de la couronne parisienne.

Une compétence confirmée dans le domaine financier et dans celui de la gestion des ressources humaines est demandée.

Les candidatures sont à adresser à Monsieur le Maire de Creil avec CV et photo, sous double enveloppe, avec la mention "personnel" à l'adresse suivante : **Monsieur le Maire de Creil** Cabinet - B.P. 76 - 60109 CREIL Cedex

EST DE LA FRANCE

Responsable des marchés publics

Vous serez amené à contrôler la mise en œuvre de l'intégralité des procédures particulières concernant la passation d'appels d'offres d'études, de travaux et de fournitures au plan technique. Conseil auprès des directions opérationnelles, vous coordonnerez l'ensemble des procédures de marchés publics, et assurerez la rédaction des pièces techniques générales et particulières.

Que vous soyez ingénieur de formation, ou autre, tout en disposant d'une expérience significative, vous justifiez d'une excellente expertise des procédures de marchés publics, acquise le cas échéant au sein d'une collectivité locale ou auprès de l'administration.

Subtil praticien, vous avez le sens des initiatives et savez être rigoureux quant aux procédures d'application des règles des marchés publics. Vous disposez, en outre, d'aptitudes rédactionnelles, d'une bonne maîtrise de l'informatique, et la pratique courante de l'allemand serait fortement appréciée.

Si vous êtes intéressé, merci de bien vouloir nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel et prétentions), sous la référence 76846, à Press Emploi, BP 513, 75423 Paris cedex 09, qui nous le transmettra.

DIRECTEUR(TRICE) DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI

Membre du collectif de direction, vos missions s'inscrivent dans un cadre intercommunal.

A partir des orientations municipales, vous serez plus particulièrement chargé(e) de déterminer les axes d'intervention de la direction.

Assurant l'interface entre les élus et les acteurs du développement économique, vous contribuerez :

- ✓ à développer le partenariat avec les acteurs locaux, les collectivités voisines, le Conseil Général et Régional,
- ✓ à améliorer la connaissance du tissu industriel et économique,

et encourager les initiatives et actions créatrices d'emplois.

Avec votre collaborateur direct, responsable de l'emploi et de la formation, vous impulserez les actions du secteur au travers des outils locaux : mission locale intercommunale, boutique emploi et centre de formation municipal.

Détenteur d'une connaissance approfondie du monde économique, de la gestion financière, administrative et des collectivités locales, vous êtes sensible à la problématique de l'emploi et disposez des qualités indispensables au travail partenarial.

Merci d'adresser votre candidature motivée accompagnée d'un curriculum vitae à : **Monsieur le Maire - Direction des Ressources Humaines - 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 95290 TREMBLAY-EN-FRANCE**



LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

1 412 000 habitants - Budget 7,5 milliards de F - 5 100 agents

Recrute par voie de concours sur titre les 7 et 8 avril 1999

40 ASSISTANTS SOCIO-ÉDUCATIFS,

Mission :

Placé(e) sous l'autorité du Responsable, vous intervenerez au sein d'une équipe pluridisciplinaire, auprès de toutes personnes en difficulté se présentant ou signalées à la circonscription.

Vos domaines d'intervention seront notamment :

- la protection de l'enfance,
- l'insertion (RMI, jeunes de 18-25 ans, chômeurs de longue durée),
- le logement, le fond social du logement,
- l'aide aux plus démunis.

Profil :

- être titulaire du diplôme d'Etat d'assistant social,
- avoir des aptitudes au travail en équipe et des qualités relationnelles.

Vous bénéficierez :

- de la rémunération statutaire et du régime indemnitaire,
- de nombreuses prestations sociales proposées par l'Association du personnel,
- de l'avancement à la durée minimum,
- des possibilités de formation.

Date de clôture des inscriptions : 7 mars 1999

Retrait des dossiers et renseignements :

Direction des ressources humaines - Bureau des Concours - 2/16 Boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE Cedex. Tél. 01-47-29-38-41



Attaché juridique

15 communes,

107 000 habitants.

Structure intercommunale en pleine expansion

De formation supérieure en droit public (maîtrise, DESS, DEA), vous avez une première expérience d'au moins deux ans dans des fonctions similaires.

Votre sens de la communication et de la diplomatie associée à vos qualités de rigueur et capacités d'analyse vous permettront de réussir dans ce poste.

Recrutement contractuel ou statutaire (attaché territorial).

member de SYNTHE

Sous la responsabilité de la Direction des services administratifs, vous serez chargé d'assurer :

- le conseil juridique et l'instruction des procédures contentieuses ;
- la gestion des affaires ;
- la préparation et le suivi des séances de Conseil, Bureau et Commission ;
- la gestion administrative du Syndicat Mixte de gestion d'un site de loisirs ;
- l'organisation de l'Action Culturelle Décentralisée ainsi que la réalisation de tous ses supports de communication.

Adresser CV, lettre manuscrite de motivation, photo et prétentions sous réf. 295 à notre conseil MULTICIBLES, Espace Edouard 37, rue Carnot, 86000 Poitiers



Le Monde

N°1 sur les Cadres de l'Administration et des Collectivités Locales

(Source : IPSOS Cadres Actifs 97 LNM)

صكا من الامل

XII / LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

XX / LE MONDE / MARDI 2 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVES LOCALES

Avis de concours de la fonction publique territoriale

LE DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD

recrute :

Par voie de concours sur titres, pour les besoins de la Direction de la Solidarité et de la Santé

➔ **Quatre ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIF, spécialité Assistante Sociale**

Les dossiers de candidature devront être retirés à la Direction des Ressources Humaines et de la Formation du Département de la Corse du Sud, 8, cours Général Leclerc, à partir du 27 janvier 1999.

Ces dossiers devront être déposés ou envoyés, le cachet de la poste faisant foi, pendant un délai de deux mois à compter de la date de publication de l'avis de concours dans la presse.

Le présent avis fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs du Département

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

organise
UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCÈS AU GRADE D'EDUCATEUR CHEF TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS

ouvert aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants - (femme ou homme)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription : le 8 avril 1999

Date des épreuves : à partir du 8 juin 1999.
Lieu des épreuves : 42, rue de Romainville - PARIS 19ème.
Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés : Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la région Ile-de-France, 3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

organise
UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCÈS AU GRADE DE REDACTEUR CHEF TERRITORIAL

ouvert aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des rédacteurs (femme ou homme)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription : 30 mars 1999

Date des épreuves : 26 mai 1999.
Lieu des épreuves : CENTRE LA PLAINE 114-116, avenue du Président WILSON 93210 LA PLAINE-SAINT-DENIS
Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés : Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la région Ile-de-France, 3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

CONSEIL GENERAL DE VAUCLUSE

organise des concours sur titres avec épreuve,

☐ **MÉDECIN territorial : 18 postes**

dont 7 à temps complet et 11 à temps non complet (80%, 60% et 50%).

ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme, certificat ou titre prévu à l'article 22 du décret n° 98-68 du 2/02/1998 (modifiant le décret 92-851 du 28/08/1992) et visé aux articles L. 356.2 ou L. 366 du Code de la santé publique. Domaines concernés : P.M.I. ; promotion de la santé, contrôle des lois d'aide sociale, C.P.E.F.

☐ **ASSISTANT territorial socio-éducatif : 15 postes**

dont : "assistance de service social" = 12 postes
"conseil en économie sociale et familiale" = 2 postes
"éducation spécialisée" = 1 poste

ouvert aux candidats titulaires des diplômes d'Etat correspondant.

Pour chacun des concours, l'épreuve consistera en un entretien avec le jury et se déroulera à partir du 21 avril 1999.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés à la Direction des Ressources Humaines Hôtel du Département - 84909 AVIGNON Cedex 9.

ou envoyés aux intéressés sur simple demande écrite accompagnée d'une enveloppe (21 x 29,7 cm), affranchie à 4,50 F et libellée à leurs nom et adresse.

Date de clôture des inscriptions : 20 mars 1999 minuit (le cachet de la poste faisant foi).
Renseignements : 04.90.16.13.62 ou 04.90.16.13.89

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Savoie organise DEUX CONCOURS

d'ANIMATEUR TERRITORIAL

1) Un Concours externe sur titres avec épreuve pour pourvoir 9 postes, ouvert aux candidats titulaires du Brevet d'Etat d'Animateur Technicien de l'Education Populaire et de la Jeunesse (BEATEPJ).

2) Un Concours interne sur épreuves pour pourvoir 9 postes répartis ainsi :

• 6 postes réservés aux fonctionnaires territoriaux et agents non titulaires des collectivités territoriales remplissant les conditions suivantes : être en fonctions ou en congés régulier au 28/10/1998 ; - justifier de 4 années de services publics effectifs au 01/01/1999 dans des fonctions d'animateur.

• 3 postes réservés aux agents publics justifiant de 4 ans de services publics effectifs au 01/01/1999.

Concours Interne : - épreuves d'admissibilité : Mardi 11 Mai 1999
- épreuves d'admission : à partir du 28 juin 99.

Concours Externe : - épreuves d'admission : à partir du 28 juin 1999.

Les dossiers d'inscription pourront être retirés sur place ou demandés par écrit (joindre une enveloppe de format A4 affranchie à 5,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat) du 10 Mars au 9 Avril 1999 auprès du CDG 74 - 1 rue Jean Jaurès - B.P. 118 - 74003 ANNECY Cedex. Les dossiers d'inscription dûment complétés devront être renvoyés ou déposés à l'adresse ci-dessus, pour le : 9 Avril 1999, date limite de dépôt des dossiers, le cachet de la poste faisant foi.

Gestionnaires et financiers

(38.000 habitants) - Seine-Saint-Denis - recrute selon conditions statutaires son

Directeur Financier H/F

A la tête du service financier de la ville, vous animerez une équipe de 11 collaborateurs et serez responsable d'un budget de 400 millions de francs. Placé sous l'autorité du Secrétaire Général, vous serez membre de l'équipe de Direction.

En relation avec les différents Directeurs, vous préparerez et exécuterez le budget et participerez activement à la définition des grands équilibres budgétaires. Vous élaborerez des analyses financières et fiscales. Vous assurerez la gestion de la dette et développerez une gestion de trésorerie efficace. Vous mettrez en place et veillerez au suivi d'outils de contrôle de gestion fiables, tant pour la ville que pour les établissements publics rattachés, les associations et la société d'économie mixte. Vous assurerez en interne une mission d'expertise et de conseil.

De formation supérieure, vous possédez une expérience réussie de plusieurs années dans un poste similaire. Vous disposez d'une forte capacité d'analyse, de rigueur, de qualités d'animation d'équipe et maîtrisez la négociation avec différents partenaires. Votre forte motivation s'accompagne d'une grande disponibilité.

La rémunération statutaire est assortie d'un régime indemnitaire et d'une prime annuelle. Le prochain recensement de la population peut laisser présager des perspectives de carrière attrayantes.

Le poste est à pourvoir au cours du 1er semestre 1999.

Ville de Rosny-sous-Bois

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à : M. le Maire, Direction des Ressources Humaines, 20, rue Richelieu, 93111 ROSNY SOUS BOIS.

La Ville de MORLAIX

(Finistère - 18 000 habitants - Sous-Préfecture)

recrute (par mutation ou détachement)

SON DIRECTEUR DES FINANCES ET DE LA GESTION (Cadre d'emploi des attachés)

☐ **vos missions :**

- Animer les différents services placés sous votre responsabilité : Finances - comptabilité marchés publics - cellule économique et économet.
- Elaborer, suivre et contrôler l'exécution des budgets de la Ville et des structures intercommunales.
- Gérer la dette et la trésorerie, la programmation des investissements et leur financement.
- Développer des procédures d'analyse financière et de conseil auprès des autres directions de la Ville.
- Piloter et suivre les dossiers administratifs et financiers qui vous seront confiés.

☐ **vos qualités et compétences :**

- Vous aimez le travail en équipe dans un esprit de rigueur.
- Vous avez une expérience significative dans les domaines des finances, de la comptabilité publique et du développement local.

Votre rémunération : statutaire + régime indemnitaire + prime annuelle
Poste à pourvoir immédiatement - Date limite des dépôts de candidature 20 février dernier délai.

Adresser lettre manuscrite + CV + Photo à : M. le Maire - place des otages - 29201 MORLAIX
Renseignement : Michel SALAUN ☎ 02.98.63.10.81 Ressources Humaines



ATLANPOLE
L'Esprit Technopolitain

Chargé de mission «Innovation».

membre de SYNTec

Technopole de la région nantaise, nous contribuons au développement d'une dynamique de l'innovation au service des acteurs économiques et scientifiques, avec le support d'un fort consensus institutionnel. Pour renforcer notre équipe nous recrutons un chargé de mission chargé de la détection de projets industriels innovants autour de la métropole de Nantes/Saint-Nazaire.

Vous visitez les entreprises industrielles ou de service (mécanique, électronique, nouvelles technologies de l'information...) pour transformer des idées en projets industriels viables. Avec l'appui de nos équipes vous évaluez, sélectionnez et accompagnez les porteurs de projets en animant un réseau d'experts (juridique/financier/marketing...) et de partenaires institutionnels.

A 30/35 ans, ingénieur de formation, vous êtes passionné par la création d'entreprise et tout ce qui touche à l'innovation. Vous parlez couramment anglais et souhaitez mettre votre fibre entrepreneuriale au service d'une région attachante. Si ce profil vous correspond, merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence 445-7, à SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.



SIRCA
Anticiper la réussite

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine et Marne

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-De-France

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la région Ile-de-France (centre organisateur)

Un concours sur titres avec épreuve (mécatronique) pour l'accès au cadre d'emplois des assistants médico-techniques territoriaux (spécialité manipulateur d'électroradiologie)

(homme ou femme)

2601 Date limite de dépôt des dossiers d'inscriptions : 11 février 1999

2602 Date des épreuves : à partir du 11 mars 1999.

2603 Nombre de postes mis au concours : 12

2604 Lieu des épreuves : 42, rue de Romainville - Paris 19ème

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Ile-de-France

3, rue Romainville - 75940 Paris Cedex 19

Pour insérer vos annonces dans la rubrique

"INITIATIVES LOCALES"

Contactez le : ☎ 01-42-17-39-42 - (Fax : 01-42-17-39-38)